

# Le Monde

**Directeur : Jacques Fauvet**

## 2.20 F

Algeria, 1,30 BA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 u.  
 Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique  
 17 fr.; Canada, 3 \$; Lib. 1; Côte-d'Ivoire, 235 F CFA  
 Cameroun, 1,475 fr.; Espagne, 50 pes.; U.R.S.S., 35 p.  
 Irlande, 30 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.  
 Italie 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.  
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal  
 35 esc.; Suède, 225 F CFA; Suisse, 3,75 fr.  
 Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 90 cts; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 17

### Tarif des abonnements page

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 08  
C. C. P. 4207-23 PARIS  
Télex Paris n° 650572  
Tél. : 244.72.23

## Un chef incontesté pour l'Algérie

En fait, pour interpréter plus sûrement les changements intervenus, mieux évaluer les nouveaux équilibres et les objectifs réels du chef de l'Etat, il faudra attendre de connaître la composition du nouveau gouvernement, qui ne devrait pas tarder à être rendue publique, et les modifications apportées par la commission à l'organisation du parti.

# L'élection présidentielle divise les gaullistes

lettre aux responsables des fédérations R.P.R. l'ancien conseiller de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac décrit, à l'occasion de l'anniversaire du 14 juin, les « grandes et misères du gaullisme » et lance un appel aux gaullistes pour qu'ils définissent une nouvelle stratégie.

Après part, Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée nationale, a été reçue lundi matin pendant vingt minutes par M. Raymond Barre. Elle s'est ensuite rendue à l'Elysée, où elle a dîné en tête à tête avec M. Valéry Giscard d'Estaing.

● **M. Michel Debré se porte candidat et dénonce la « constante dégradation des affaires publiques »**

**ANDRÉ PASSERON.**

## ● M. Pierre Juillet lance un appel aux militants du R.P.R. et récusé la politique du pouvoir

« compagnons » gaullistes, en leur livrant, par lettre, ses réflexions sur « les grands et misères du gaullisme ». Ce dernier document est particulièrement sévère pour le pouvoir et pour la façon dont le chef de l'Etat — dont le nom n'est pourtant jamais cité — conduit les affaires politiques, économiques, sociales et diplomatiques du pays.

## Propos virulents

permanent par l'information  
quotidienne et le sondage  
hebdomadaire, et elle tente  
désespérément d'exister dans  
le seul domaine où elle a la  
liberté : les retraites, le sport  
et les vacances ?

Mais pour nous, les  
MM. Mitterrand et Marchais  
ne seront pas accusés de cher-  
cher à nous séduire, car, ex-  
citée ces propos n'émanant  
pas d'un faux mais de cet homme  
du sérail qu'est M. Pierre Juil-  
let, ils seront probablement  
considérés comme une preuve  
de sincérité et de courage.

MICHEL CASTE.

## CRISE ÉCONOMIQUE, CRISE FINANCIÈRE

## La déchirure

par PAUL FABRA

Les participants du récent sommet de Venise ont beau s'être félicités des résultats de leurs entretiens, ce dernier exercice de coopération internationale n'a pas répondu — on a répondu beau-

financière, qui risque au plus mauvais moment de laisser les gouvernants sans prise sur la réalité.

(Lire la suite page 40.)

**Dans notre supplément « Europa »**

## Entretiens avec deux premiers ministres d'Afrique australe

- M. BOTHA (Afrique du Sud) : « Notre économie est ainsi conçue que nous avons besoin des Noirs et qu'ils ont besoin de nous. »
- M. MUGABE (Zimbabwe) : « Des relations politiques avec Pretoria sont exclues, mais les liens économiques seront maintenus. »

(Lire page 19.)

**LONGCHAMP**  
**80**  
**ANNÉE** CONCOURS HIPPIQUE  
INTERNATIONAL  
INFORMATIONS  
POUR LE PUBLIC

**3-6 JUILLET**  
de 14 h. à 23 h. 45



**ANIMATIONS  
SPECTACLES**

Prix des places : de 50 F à 120 F  
Accès : Adultes : 14 F - Ports (Musée)  
Autocars (gratuit) et Pous 2 Adultes

**Renseignements - Vente de billets :**  
**HYPODROME DE LONGCHAMP**  
(Tél. 772.78.50/56.28.01)

**AGENCES DES WAGONS-LITS**

**FEDERATION EQUESTRE  
FRANÇAISE (Tél. : 225.11.22)**  
164, Fg St-Honore - Paris 8<sup>e</sup>

**le Cheval  
à la Fête**

## CIRES ANATOMIQUES AU CENTRE BELGE

## Le musée « infâme » du docteur Spitzner

Les habitants du quartier Beaubourg ont subi avec une certaine perplexité l'envahissement de leurs façades et de leurs vitrines par un couple bien singulier : les siamois Baptiste et Giovanni, deux frères, quatre bras, un seul ventre, deux jumeaux, mais une destinée exceptionnelle. Nés en 1877, en Sardaigne, ils firent fortune en s'installant dans toute l'Europe, prirent leur retraite à vingt ans, épousèrent deux sœurs et se retirèrent dans leur propriété aux environs de Venise, jusqu'à leur mort, survenue à l'âge de soixante-trois ans...

Qu'importe, l'important n'était pas encore  
d'écouter, mais on avait placardé sur la  
devanture du Centre culturel de  
Baigüique un péristyle peint en carton  
rouge et or, sur lequel les siamoises  
se dédoublaient d'affiche en affi-  
che, leurs petites faveurs blanches  
nouées aux bras, leurs pieds nus  
s'élevaient sur des talons pointus et  
velours rouge. Et les ménagères et  
les touristes s'arrêtaient un peu.  
babas devant cette figure qu'on  
aurait dit macabre, le photographe  
de rue aurait facilement pu quel-  
ques cliques amusants.

Cela faisait longtemps que de  
telles expositions n'étaient plus ren-  
dus publiques : on connaît une  
très belle collection de cires anatomi-  
ques du dix-huitième siècle, à  
Paris, dans une salle la plus curi-  
eusement dédoublée, rendant suspen-  
dus leurs portais que deux  
heures par semaine... quand elles les  
ouvrent. Il faut de même une des-  
cendre les plus subtiles, non conveni-

vers la conservatrice du Musée anato-  
 mique de la faculté de médecine.  
 — Monsieur, ça depuis dix ans  
 que la génération la famille prolixité  
 du Musée Grévin fait tous ses efforts  
 pour « démoraliser » la ciné, en dé-  
 truisant des tableaux du style « His-  
 toire d'un crime » ou « Les Martyrs  
 chrétiens dans les paties des fauves »  
 pour les remplacer par « Une pro-  
 menade dans la cabine de bord du  
 Concord »...  
 Et voilà qu'on ouvre au public,  
 et à tous les publics (sauf les moins  
 de treize ans non accompagnés ne  
 peuvent entrer : ces frissons dé-  
 licates sont donc plus acceptables que  
 le flippier, interdit au moins de seize  
 ans) une collection de cires anatomi-  
 ques du siècle dernier.

**HERVÉ GUIBERT.**  
(Lire la suite page 17.)

## Le Monde

commence aujourd'hui  
la publication  
d'un reportage  
de JEAN-MARC THÉOLLEYRE

## L'Hexagone en diagonale

(Lire page 13.)



# Le Monde

## ISRAËL

Voici trois textes sur Israël, dont le ton direct et la sincérité ne peuvent manquer de frapper. Thérèse Michaeli, Israélienne vivant en Europe, rend l'Europe responsable de l'échec de la paix au Proche-Orient ; Vladimir Rabi, intellectuel juif vivant en France, se demande, au contraire, si le véritable échec de ce n'est pas celui du rêve sioniste. Mais l'historien tunisien Mohamed Talbi est persuadé que les palestiniens et palestiniens sont condamnés à vivre côte à côte, et il les appelle à laisser parler leur cœur.

## L'Europe est responsable

par  
THÉRÈSE MICHAELI (\*)

Le fait d'être l'épouse d'un diplomate israélien devrait peut-être m'obliger à la réserve. Je suis d'abord citoyenne d'un État démocratique et une mère d'Israël. Cela prime tout. C'est connaître toute la foi, tous les espoirs, toutes les souffrances, toutes les angoisses. C'est aussi avoir le droit et le devoir de s'exprimer. Pour l'avenir de mes enfants, de mes petites-filles, de mes petits-neveux, de la région aussi. Sous les bombes, en 1967, à Jérusalem, je pensais aux mères arabes, de l'autre côté du mur qui séparait la ville en deux. Nous, nous avions au moins des abris. Chez elles, il n'y en avait même pas. Différence de conception des dirigeants sur la valeur de la vie humaine de leurs concitoyens. Les Européens ne comprennent pas les Arabes. Ils sont déjà sur la pente d'une technocratie décadente. Les Arabes, eux, montent de leur Moyen Âge vers un nouvel âge d'or, clouté d'une technocratie qu'ils utilisent intelligemment, en préservant précieusement leurs valeurs. L'Européen du Moyen Âge faisait des guerres sauvages et cruelles qui dévastaient les populations. Nous en étions là hier avec les Arabes. Dans ce hier, l'Européen, lui, a fait d'autres guerres, non moins cruelles, mais différentes, avant d'en arriver à la paix relative, de compromis, de renoncements, réciproques, mais la paix. C'est cette étape de l'évolution de l'histoire, les guerres d'après le Moyen Âge, que nous espérons et voulons sauter, pour en arriver directement à la paix avec les Arabes.

Parce que l'Arabe, comme le Juif, est éternel, à un autre sens des relations humaines, des valeurs qui priment. Je crois à la paix avec les Arabes, parce que, Européenne de naissance, je vis depuis plusieurs décennies en Israël, je sais que fondamentalement les Arabes et nous sommes plus proches les uns des autres qu'eux et nous ne le sommes des Européens. Dans ce jeu qu'elle ne comprend pas, l'Europe d'après guerre, faible, sensible au chantage, prétextuelle, sans courage civique suffisant, sans réel sens moral international, nous a causé, aux Arabes aussi bien qu'à nous, le malheur d'intervenir. En Orient, les faits ne comptent pas. La seule réalité est la parole. Les Européens, qui ne la comprennent pas, se sont laissés prendre aux paroles d'Arafat et ont créé, dans la réalité, par leurs paroles en retour,

la puissance qu'il se démentait. L'argent libyen, les armes russes, ne faisaient rien de lui. Mais la croyance des Européens en ses paroles en a fait ce qu'il est aujourd'hui. (A mon sens, d'autres paroles pourraient d'ailleurs encore tout aussi bien le défaire, même maintenant, lui le saill.) Les Arabes de Cisjordanie ont très longtemps hésité. Ils ne tenaient pas du tout à l'O.L.P. et avaient peur d'Arafat. Ils ont largement basculé dans son camp à cause des positions et du soutien européens. On va avec le plus fort, c'est aussi une des règles de la mentalité arabe (ce n'est pas un cas isolé). Ce que le verbe a fait, le verbe peut le défaire.

son rôle. Qu'il réagisse et emploie les armes de l'adversaire est criminel. Si le monde avait poussé, à chaque attentat terroriste de l'O.L.P., le tollé qu'il élève contre ce premier attentat contre-terroriste (dont d'ailleurs il n'est nullement prouvé ni certain qu'il soit Juif, il y a sans doute longtemps qu'il n'y aurait plus d'attentats, ni d'un côté, ni de l'autre. Personne n'a envie de mourir. Mais la quasi-certitude de tuer impunément devant l'opinion publique déinformée a certainement jusqu'à présent encouragé les terroristes et les positions pro-terroristes d'une partie de la population cisjordanienne. Personne ne rappelle que les Juifs habitent Hébron au début du siècle. Ni qu'en 1929, la population juive de Hébron a été assassinée par la population arabe, son maire en tête. Les hommes, les femmes, les enfants Juifs ont tous péri. Sauf quelques-uns qui ont pu fuir. J'ai connu de ces rescapés. En 1967, à la guerre de six jours, le maire arabe de Hébron était toujours le même qu'en 1929. Les Israéliens auraient pu alors l'arrêter, le juger, le condamner. Par respect des élections arabes, par souci de paix, de construction de relations de bon voisinage, les Israéliens, ces « conquérants », ont laissé le maire de 1929 en poste après 1967 et pendant encore de longues années. De cet exemple extraordinaire de sens démocratique israélien, de volonté d'oubli du passé et de construction d'un avenir pacifique, personne ne parle. Mais on nous reproche de retourner habiter Hébron, on nous accuse de provocation. Nous

sommes capables de nous y faire tuer. Pourquoi des civils Juifs n'auraient-ils pas le droit d'habiter, pacifiquement, la ville où reposent leurs patriarches, lieux saints du judaïsme ? Je n'appartiens à aucun parti politique. Fille d'assassinée d'Auschwitz, j'ai porté l'étoile jaune, l'un de mes gendres est invalide de la guerre du Kippour, le refus d'être un « Juif errant ». Mes ancêtres et ma terre sont Israél. J'ai horreur de la guerre et j'en ai peur. Et j'ai peur pour mon fils qui va faire son service. Je veux la paix. Mais le sang Juif ne sera plus versé en vain. Je crois, avec le temps, à une entente avec les Arabes. Nous avons, finalement, un langage proche, des intérêts communs. Et ils ont d'immenses terres, nous n'avons, quand même, que la valeur de trois départements français. La compréhension, la tolérance, joueront un jour. L'Europe doit comprendre son rôle. Néfaste jusqu'à présent, il est temps que cela cesse. Une paix n'est pas l'abaissement devant le chantage, les yeux fermés devant la volonté de génocide de l'un ou de quelques-uns des adversaires, comme elle n'est pas l'acceptation implicite de la conception d'une certaine fatalité que nous ferait, de toute façon, disparaître un jour. Les temps ont changé. Nous sommes revenus chez nous. Pour y rester et pour y vivre. Il serait temps que l'Europe devienne un élément positif pour la paix... ou qu'elle s'abstienne d'intervenir dans ce qui échappe à sa compréhension.

### Je crois à la paix avec les Arabes

L'Europe a la lourde responsabilité faite d'inconscience, d'incompétence, d'incompréhension des gens de la région, de manque de véritable sens moral, je dirai aussi de « je-m'en-foutisme ». Ce ne sont pas les Européens qui se font tuer. Pour moi, l'Europe est directement responsable, par ses interventions, ses déclarations, ses prises de position, aussi bien des morts du Liban musulman et chrétien que des morts Juifs d'Israël et des maires palestiniens de Cisjordanie blessés. La désinformation joue à plein. L'autre jour, à Misgav-Am, trois civils dont un bébé étaient assés-

sinés au kibboutz. Les cinq terroristes étaient abattus. Les moyens de communication annonçaient « huit victimes », mettant sur un même pied assassins et assassinés. Aujourd'hui, un bruit énorme est fait contre les Israéliens autour des attentats de contre-terrorisme contre des maires de Cisjordanie, qui sont blessés mais fort heureusement vivants. On a gardé l'habitude, la réflexe de deux mille ans d'histoire, qui fait qu'il soit à peu près normal, inévitable, que le Juif soit tué. C'est

## Une imposture

par VLADIMIR RABI (\*)

On ne peut pas minimiser, qu'on le veuille ou non, les arrière-pensées de uns et des autres, l'importance de la récente résolution européenne concernant le Proche-Orient. Elle était dans la logique des choses, et le processus était irréversible. Non, cette résolution n'est pas l'honneur de ce qui fut une fois le berceau de la civilisation et la patrie des lumières. Mais, en fait, et au-delà de la question de la forme et de l'opportunité morale, il est exact d'affirmer que jamais les accords de Camp David (septembre 1978) n'ont constitué un facteur décisif pour la paix au Proche-Orient, même si tel il est parlé de « pleine autonomie » et là des « droits légitimes du peuple palestinien et ses justes besoins ». L'encre était à peine sèche que Begin affirmait que jamais il ne renoncerait à la pleine souveraineté entre mer et Jourdain. Ainsi, dès le début, le terme « autonomie » était vidé de tout son contenu. C'était fou de ne pas comprendre cela, dès cette époque. Ces accords constituaient un trompe-l'œil et une imposture. Car c'était une imposture que de décider du sort d'un peuple sans que ce peuple ait été appelé au préalable à participer à l'élaboration de ces accords. Aucun peuple au monde ne pourrait, de nos jours, accep-

ter de se trouver ainsi exclu de sa propre décision. C'était une imposture que de proposer, après le « tout est négociable » des origines, sous le vocable d'autonomie, ce que les Palestiniens habitant dans les territoires occupés avaient déjà sous la forme des libertés municipales. Il n'y a eu qu'un Abba Eban pour soutenir la thèse de la valeur, dans tout traité diplomatique, d'une certaine « ambiguïté créatrice ». Mais, en fait, il n'y avait là aucune ambiguïté. Il y avait un piège tendu aux Palestiniens. Et Begin est tombé lui-même dans son propre piège. Maintenant, ce sont ses propres partisans qui lui rappellent ses propres propos qu'il tenait en 1949 à Ben Gourion, lors des débats à la Knesset à propos des accords de Rhodes : « Comment notre main n'a-t-elle pas tremblé en signant ces accords ? » Sans attendre, il s'est engagé dans une stratégie d'implantations en Judée et en Samarie, en pleine période de négociations, afin d'imposer le droit d'Israël à la pleine souveraineté, et ce sans égard pour l'opinion internationale ni même pour l'opinion de la Diaspora, dévouée par ce comportement. Le but manifeste était de créer une situation irréversible.

La seule issue qui subsiste pour Israël serait donc de durcir, de subalterner, de rester fort, de demeurer inflexible, d'être en mesure de résister à l'opinion de la communauté universelle, avec la certitude (ancrée dans la mémoire collective du peuple Juif) d'avoir raison contre tous et de se maintenir, le temps nécessaire, comme une forteresse inviolable et imprenable, à l'abri de son chaquet de bombes nucléaires. Le tout ou rien. Et ce, jusqu'à ce que le monde comprenne cette vérité aveuglante que confirment tous les mythes de cette histoire prodigieuse : si la paix ne peut pas se faire sans les Palestiniens, elle ne peut pas se faire non plus sans les Israéliens. Ces deux peuples sont condamnés à vivre ensemble, côte à côte, sinon face à face, ou à périr ensemble. Alors seulement la paix finira par s'imposer d'elle-même. Tenir donc le plus longtemps possible, sans possibilité de retour... A moins que, comme cela s'est passé partout ailleurs, ce ne soit le front intérieur qui cède.

Quant à la Diaspora, c'est peu dire qu'elle est désemparée et désorientée. Elle part à la dérive. Le radicalisme des réactions juives, aux États-Unis comme en France, où elles ont pris un tour passionnel, est révélateur d'un désordre profond. La Diaspora tente de comprendre. Elle aussi, elle remonte aux origines, de ce qui fut à la fois une nécessité impérieuse, pour un peuple entendant s'autodéterminer, lui-même, et une grande espérance, et dont l'échec est maintenant perçu comme une des possibilités de l'histoire. Où se trouvait la faille ? L'erreur originelle ? N'était-elle pas ontologique ? C'en serait-il fini de cet Israël, sauveur et rédempteur, dont nous avons rêvé, comme le salut pour la Maison d'Israël et pour les nations du monde ? En tout cas Israël tient, et Israël tiendra, ce sera Sparte et jamais plus Jérusalem.

Car est venue l'heure du choix. Pour Israël, il s'agit d'accepter ou de refuser la détermination des limites de son territoire. Et, pour la Diaspora, le problème est de déterminer en clair et sans ambiguïté sa nature profonde : la condition juive est-elle un anachronisme ? Et dans ce cas la racine essentielle de l'antisémitisme universel résiderait dans cette anomalie ; ou bien cette condition juive est l'utopie de l'avenir, comme la seule possibilité pour l'homme de maintenir sa liberté et le choix de ses alliances, au sein d'un monde de plus en plus contraignant, et dans ce cas l'œil est une valeur fondamentale. En tout état de cause l'échec est proche, inévitable et inexorable.

« C'est n'est pas à la victime de faire des concessions », proclame fort et net Yasser Arafat. En théorie, il a raison. C'est un principe d'éthique élémentaire. Mais qui est la victime ? « Nous », disent les Palestiniens. « C'est plutôt nous », répondent en chœur les Juifs, et il ne leur est pas difficile de déceler le film des holocaustes plusieurs fois séculaires. Le tout est une question de date. A partir de quand y a-t-il prescription, ou nouvelle légitimité ? A partir de quand cesse-t-on d'être victime pour devenir colonisateur et spoliateur ? Bien fort celui qui arriverait à résoudre, à la satisfaction de tous, ce problème, non pas de droit, mais de légitimité historique.

Or, comme le notait Paul Valéry, « l'histoire est le produit le plus dangereux de la chimie de l'intellect ait élaboré... Il fait réver, il entre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au delà des grèves de leur être, à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines ».

Mais les faits sont là, et ils sont têtus. Deux peuples, également convaincus de leur bon droit et prêts à lui sacrifier leurs vies — ils l'ont prouvé, — proclament leur détermination à retourner à la terre de leurs ancêtres et à y vivre. Autrement dit, un langage de sursis.

On ne peut sortir du dilemme, et briser le cercle vicieux, que par un nouveau langage. Toute l'histoire est faite d'une série d'injustices légitimes a posteriori et devenues « droits historiques ». Sans remonter au déluge, pensons aux flux et reflux qui avaient précédé la stabilisation — encore fragile et toute relative dans certains cas — de nos nations et de nos frontières. Ces frontières, de part et d'autre, d'époque l'histoire et l'on veut, par le dépassement, éviter les impasses.

Examinons seulement les faits. Israël est un État aujourd'hui unanimement reconnu par la quasi-totalité des pays du monde. En particulier ni l'U.R.S.S., seule de certains Arabes, ni les États-Unis, soutiens — inconditionnels des Juifs — dans les deux cas, il faut nuancer, — ne sont prêts à autoriser la disparition de ce pays de la carte. Ni aucune autre nation d'ailleurs parmi celles qui ont, selon une formule bien connue du droit public musulman, « le pouvoir de lier et de délier ». À quel bon renâcler alors, même lorsqu'on a la conviction d'avoir le droit et l'histoire pour soi ! L'entêtement, et le langage qui le sous-tend, indisposent, irrite, braquent l'opinion internationale, et compromettent la cause qu'il entend ser-

par MOHAMED TALBI (\*)

vir. Et, par là, il ne peut que réjouir l'adversaire, et lui apporter le meilleur de l'eau qui fait tourner son moulin. Bonnes gens ! voyez donc : on veut notre mort en tant que nation. Ne serait-ce que par habileté tactique, on doit mesurer son langage et, eu égard à la conjoncture, ne proposer que des buts politiques réalistes, acceptables, et possibles.

Il est vrai que de l'autre côté de la barrière — où l'habileté verbale ne fait pas défaut — on ne facilite pas les choses. Reléguer les Arabes d'Israël dans une citoyenneté de seconde zone, spolier les terres, multiplier les implantations dans les territoires occupés, ne rater aucun prétexte pour frapper dur et fort, dynamiter les maisons, pour un coup en rendre dix, grignoter — pour s'assurer des frontières toujours plus sûres et plus lointaines — l'espace vital environnant, avec comme horizon avoué l'Euphrate et le Nil, tout cela ne fait qu'exaspérer des gens qui, frustrés depuis des décennies et menacés non seulement dans leur dignité mais aussi dans leur existence en tant que peuple, s'arabotent avec le langage et la force du désespoir dans le rêve de la récupération intégrale de la patrie perdue. Les protestations de paix ne dupent alors personne. Car tout tend à prouver que les dirigeants actuels d'Israël désirent — avec sincérité sans doute — digérer en paix

leurs conquêtes, en attendant, et en préparant peut-être, l'occasion d'en faire d'autres. La colombe roucoule faux, et la méfiance s'alimente à bonne source. Nous voilà bien dans une situation bloquée, avec des souffrances infinies, et des risques graves dans un contexte international par lui-même assez menaçant. Que faire ? Il faut changer de langage.

Résumons d'abord. Israël existe bel et bien. Le peuple palestinien aussi. Aucune des deux nations — en dehors d'un désastre planétaire aux bénéficiaires problématiques — ne peut être supprimée. Quant à leur fusion immédiate... y a-t-il vraiment quelque chose à penser sérieusement ? Il en découle avec une rigueur mathématique qu'Israël et le peuple palestinien sont condamnés à coexister côte à côte. Autant économiser les souffrances. Autant le faire dans la réconciliation, dans la reconnaissance réciproque, à l'intérieur de frontières justes et dûment garanties, sans arrière-pensée d'expansion ou d'usage à des fins logistiques.

Et dans la paix, avec un vrai langage de paix, il ne sera plus interdit de rêver. Car la réunification de la Palestine, si elle doit se faire un jour, il faut bien qu'elle passe par les cœurs d'abord pour être fiable. Après tout, il y a des utopies qui par miracle se réalisent. Mais pour cela il faut, avec Enrico Macias, être « les mendiants de l'amour ». Tel est le nouveau langage à trouver. Avec patience naturelle-

(\*) Professeur d'histoire médiévale musulmane à la faculté des lettres de Tunis.

### Une marge fort étroite

Les travaillistes se font des illusions, qui attendent du jour au lendemain, la chute de Begin ou des élections anticipées. Si l'on en croit un récent propos du général « colombe » Maitahou Peled, au cours d'un exposé public, Begin, sauf accident, ne partirait pas avant le terme de la législature, soit avant mai 1981. Et, par ailleurs, l'opposition travailliste pourrait-elle faire mieux ? Ni la solution jordanienne ni le plan Allon ne peuvent convenir. Ce que veulent les Palestiniens c'est au moins la souveraineté pleine et entière dans les territoires occupés en 1967, et c'est là le maximum qu'Israël puisse, sans périr, leur accorder. Un gouvernement travailliste, quel qu'il soit, même avec un Weizman à sa tête, ne peut actuellement accorder aux Palestiniens ce minimum qu'ils demandent. Et pourtant, il n'y a pas d'autre solution actuellement (en attendant la Fédération de l'avenir) : deux États entre mer et Jourdain : c'est cela ou la guerre perpétuelle.

Allons encore plus loin. Même si un gouvernement travailliste, avec ou sans Weizman, parvenait à un accord sur cette base, il ne pourrait réaliser son projet

sans une véritable guerre civile. On commence à l'envisager sérieusement en Israël même. Le processus est entamé. La radicalisation est en cours. Les « traités » sont déjà dénoncés. Préquantes sont, dans la presse, les allusions à une situation irian-daise. Et plus fréquentes encore les allusions à la Guerre des Juifs, de Flavius Joseph. On veut savoir pourquoi, en l'an 70 de notre ère, Jérusalem est tombée et comment a sombré le deuxième État juif. Où sont donc, de nos jours, ces « étoiles » dont l'intransigence provoque. Il y a dix-neuf siècles, la fin d'une histoire nationale sur un territoire national ?

Begin n'est pas un innocent, même s'il a commis une erreur dans sa ruse originelle. Il sait où il va. Sa vision est parfaitement cohérente. La situation dans le monde, et notamment au Proche-Orient, est telle, pense-t-il, que tout va finir par éclater (déjà s'entendent les premiers craquements) et qu'Israël finira par être considéré comme une des positions indispensables à la défense de l'Occident, au sein d'un univers en total rééquilibre.

(\*) Écrivain et philosophe.

## Un nouveau langage

par MOHAMED TALBI (\*)

vir. Et, par là, il ne peut que réjouir l'adversaire, et lui apporter le meilleur de l'eau qui fait tourner son moulin. Bonnes gens ! voyez donc : on veut notre mort en tant que nation. Ne serait-ce que par habileté tactique, on doit mesurer son langage et, eu égard à la conjoncture, ne proposer que des buts politiques réalistes, acceptables, et possibles.

Il est vrai que de l'autre côté de la barrière — où l'habileté verbale ne fait pas défaut — on ne facilite pas les choses. Reléguer les Arabes d'Israël dans une citoyenneté de seconde zone, spolier les terres, multiplier les implantations dans les territoires occupés, ne rater aucun prétexte pour frapper dur et fort, dynamiter les maisons, pour un coup en rendre dix, grignoter — pour s'assurer des frontières toujours plus sûres et plus lointaines — l'espace vital environnant, avec comme horizon avoué l'Euphrate et le Nil, tout cela ne fait qu'exaspérer des gens qui, frustrés depuis des décennies et menacés non seulement dans leur dignité mais aussi dans leur existence en tant que peuple, s'arabotent avec le langage et la force du désespoir dans le rêve de la récupération intégrale de la patrie perdue. Les protestations de paix ne dupent alors personne. Car tout tend à prouver que les dirigeants actuels d'Israël désirent — avec sincérité sans doute — digérer en paix

leurs conquêtes, en attendant, et en préparant peut-être, l'occasion d'en faire d'autres. La colombe roucoule faux, et la méfiance s'alimente à bonne source. Nous voilà bien dans une situation bloquée, avec des souffrances infinies, et des risques graves dans un contexte international par lui-même assez menaçant. Que faire ? Il faut changer de langage.

Résumons d'abord. Israël existe bel et bien. Le peuple palestinien aussi. Aucune des deux nations — en dehors d'un désastre planétaire aux bénéficiaires problématiques — ne peut être supprimée. Quant à leur fusion immédiate... y a-t-il vraiment quelque chose à penser sérieusement ? Il en découle avec une rigueur mathématique qu'Israël et le peuple palestinien sont condamnés à coexister côte à côte. Autant économiser les souffrances. Autant le faire dans la réconciliation, dans la reconnaissance réciproque, à l'intérieur de frontières justes et dûment garanties, sans arrière-pensée d'expansion ou d'usage à des fins logistiques.

Et dans la paix, avec un vrai langage de paix, il ne sera plus interdit de rêver. Car la réunification de la Palestine, si elle doit se faire un jour, il faut bien qu'elle passe par les cœurs d'abord pour être fiable. Après tout, il y a des utopies qui par miracle se réalisent. Mais pour cela il faut, avec Enrico Macias, être « les mendiants de l'amour ». Tel est le nouveau langage à trouver. Avec patience naturelle-

(\*) Professeur d'histoire médiévale musulmane à la faculté des lettres de Tunis.

ENTRETIEN  
AVEC  
LEVI-STRAUSS

obscur

هكذا من الأصل



## EN CAS DE NOUVEAU DÉSACCORD SUR LA FORCE INTERAFRICAIN

## Le conseil des ministres de l'O.U.A. préconise un appel à l'ONU pour résoudre le conflit tchadien

De notre envoyé spécial

Freetown. — « L'Afrique doit être libre dans l'unité », proclame une banderole tendue près du centre de conférences où doit s'ouvrir, mardi 1<sup>er</sup> juillet, à Freetown, le dix-septième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine. Mais le continent noir, précisément, n'est ni totalement libre ni uni. Outre du jour oblige, les deux problèmes auxquels les participants à la réunion devront consacrer l'essentiel de leur énergie — le Sahara occidental et le Tchad — lèvent une ombre inquiétante sur les divisions de l'Afrique.

Le conseil des ministres des affaires étrangères a achevé, dimanche, les travaux de sa trente-cinquième session, placée sous la présidence de M. Abdoulaye Conde, le jeune chef de la diplomatie sierra-léonaise. Parmi la quarantaine de projets de résolutions mis au point, le plus attendu concernait le conflit tchadien. Il a fallu quatre heures de débats supplémentaires pour peser sur ce texte.

De ce document, deux paragraphes sont à retenir. Après avoir réaffirmé son attachement à l'envoi au Tchad d'une « force neutre internationale », le conseil des ministres « demande aux Etats membres de l'O.U.A. qui en ont les moyens de participer, à leurs frais », à la constitution d'une telle force. Jusqu'à présent, et conformément aux accords de Lagos d'août 1979 — dont la validité est réaffirmée — celle-ci comprenait, du moins sur le papier, des unités du Bénin, du Congo et de la Guinée. Faute d'une réelle volonté politique et de moyens financiers suffisants, cette force n'a jamais pu réaliser sur le terrain sa mission de contrôler d'un cessez-le-feu, du reste constamment violé.

En clair, l'invitation du conseil des ministres laisse entendre un élargissement de la force neutre tripartite. Ce « place aux riches » lancé par l'O.U.A. inspire aussi sa seconde suggestion. Les experts de l'O.U.A. ont estimé à 27 millions de dollars le coût global de l'opération. Hormis la Nigeria, peu de pays ont les moyens d'y consacrer une part — fût-elle minime — de leurs marges budgétaires. Avant même d'être soumise à l'aval des chefs d'Etat, l'entreprise semble ainsi largement hypothéquée.

Le conseil des ministres a décidé qu'en cas d'échec dans les deux mois suivant le sommet de Freetown — c'est-à-dire avant le 4 septembre — l'O.U.A. « demanderait au Conseil de sécurité des Nations Unies l'envoi d'une mission du groupe des pays africains ».

## Sénégal

## DAKAR ROMPT LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC TRIPOLI

(De notre correspondant.)

Dakar. — Le Sénégal a fait savoir samedi 26 juin qu'il avait décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la Libye, à compter du 1<sup>er</sup> juillet.

Dans un communiqué, commenté quelques heures plus tard, à Freetown, par M. Moustapha Niassé, ministre sénégalais des affaires étrangères, qui assistait, dans la capitale sierra-léonaise, à la réunion ministérielle préparatoire au sommet de l'O.U.A., les dirigeants sénégalais avancent, à l'appui de leur décision, que la Libye « ingère de plus en plus dans leurs affaires intérieures ». Bien qu'aucune précision ne soit officiellement fournie à ce sujet, cette accusation viserait notamment le soutien apporté depuis quelques mois par le colonel Kadhafi au chef musulman sénégalais Ahmed Niassé, qui prône le renversement du régime et l'instauration d'une République islamique. Depuis que, en février, il a dû quitter précipitamment la France, où il séjournait, pour éviter d'être extradé dans son pays, M. Niassé (qui est un parent éloigné du chef de la diplomatie sénégalaise) s'est réfugié à Tripoli, où l'auraient rejoint quelques dizaines de ses partisans pour y recevoir un entraînement à la guérilla.

Selon les dirigeants, cette décision de rupture aurait été signifiée aux autorités libyennes dès le 4 juin, mais ils ne l'avaient pas rendue publique plus tôt, pour la dramatiser en la faisant passer avec la décision de fermeture d'une vingtaine de leurs ambassades à l'étranger pour des raisons d'économie. Mais, en dépit de cette autorité, les dirigeants sénégalais ont finalement été pris de court par le colonel Kadhafi, qui, de son côté, avait tenu dans la journée de vendredi d'accrocher l'idée que c'était lui qui avait décidé de rompre, le Sénégal étant, selon lui, totalement allié sur la politique néo-coloniale de la France en Afrique (le Monde daté 29-30 juin).

PIERRE BARNIER.

« comité des sages », devait se réunir ce lundi. M. Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A., lui a confié la tâche — combien délicate — d'examiner d'une part la demande d'admission de la République arabe saoudienne démocratique (R.A.S.D.), présentée il y a une semaine par les dirigeants du Front Polisario, d'autre part la demande d'interprétation de la charte déposée par le Maroc. Ses conclusions seront soumises au sommet. Cette réunion du « comité des sages » devrait, en bonne logique, être présidée par le président Senghor, arrivé dimanche à Freetown. Le chef de l'Etat sénégalais a en effet été choisi par ses pairs comme président intérimaire de l'O.U.A. pour occuper le siège laissé vide après l'assassinat du Libérien William Tolbert. Mais, le Sénégal n'ayant jamais fait mystère de son ferme soutien à la position marocaine, pour Alger et Tripoli, M. Senghor, dont le pays a reconnu la République saoudienne il y a deux mois, craignait un président moins inconnu.

Dans les colloques de la conférence, M. Ibrahim Hachim, ministre des affaires étrangères de la R.A.S.D., affirme que dix-huit pays lui ont déjà fait part de leur « réponse positive » à la demande d'adhésion de la République saoudienne à l'O.U.A. La mission du Polisario invoque le précédent de la Guinée-Bissau, admise à l'O.U.A. en 1973, un an avant la proclamation de son indépendance. Elle rappelle en outre qu'en Australie, le conseil des ministres de l'O.U.A. avait reconnu au peuple saoudien le « droit d'autodétermination ».

## Le « comité des sages » à l'épreuve

Portant des « badges » officiels, mais n'ayant pas accès à la salle de conférence, les deux envoyés de M. Hachim tentent d'en influencer le cours depuis les coulisses. « Nous ne demandons pas le droit d'intervenir à la tribune, mais simplement de pouvoir présenter notre point de vue », précise M. Ahmad. Une minorité — comprenant la Libye et ses amis — fait tout pour empêcher une solution pacifique du conflit. « Nous ne sommes pas venus occuper un siège », rétorque M. Froude, sous-secrétaire aux affaires politiques. Mais, pour faire la paix, il faut être deux. Goukouni a violé les accords de Lagos. Sur le terrain, nous posons la question des forces armées du Nord n'ont perdu aucun arrière-pensée ni déploré aucun ralliement à l'ennemi. M. Froude affirme que la France envisage d'envoyer deux cents coopérants à Moussoul, capitale du Sud contrôlée par les forces du colonel Kamougue — on serait transférée prochainement, selon lui, la Banque centrale du Tchad.

C'est par le biais de la lecture d'un rapport, celui du comité ad hoc (Guinée, Nigeria, Mali et Tansanie), que la question saoudienne sera abordée pendant le sommet. Un autre groupe de cinq pays (Guinée, Libéria, Mali, Nigeria et Soudan), composant le

« comité des sages », devait se réunir ce lundi. M. Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A., lui a confié la tâche — combien délicate — d'examiner d'une part la demande d'admission de la République arabe saoudienne démocratique (R.A.S.D.), présentée il y a une semaine par les dirigeants du Front Polisario, d'autre part la demande d'interprétation de la charte déposée par le Maroc. Ses conclusions seront soumises au sommet. Cette réunion du « comité des sages » devrait, en bonne logique, être présidée par le président Senghor, arrivé dimanche à Freetown. Le chef de l'Etat sénégalais a en effet été choisi par ses pairs comme président intérimaire de l'O.U.A. pour occuper le siège laissé vide après l'assassinat du Libérien William Tolbert. Mais, le Sénégal n'ayant jamais fait mystère de son ferme soutien à la position marocaine, pour Alger et Tripoli, M. Senghor, dont le pays a reconnu la République saoudienne il y a deux mois, craignait un président moins inconnu.

Dans les colloques de la conférence, M. Ibrahim Hachim, ministre des affaires étrangères de la R.A.S.D., affirme que dix-huit pays lui ont déjà fait part de leur « réponse positive » à la demande d'adhésion de la République saoudienne à l'O.U.A. La mission du Polisario invoque le précédent de la Guinée-Bissau, admise à l'O.U.A. en 1973, un an avant la proclamation de son indépendance. Elle rappelle en outre qu'en Australie, le conseil des ministres de l'O.U.A. avait reconnu au peuple saoudien le « droit d'autodétermination ».

En ce qui concerne l'Afrique Australe, le conseil des ministres a adopté un projet de résolution sur la Namibie, moins « dur » envers les puissances occidentales que la version initiale de la résolution. Il n'est plus fait mention de l'« échec total » de la mission du « groupe de contact » (France, Allemagne fédérale, Canada, Grande-Bretagne, États-Unis). Le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, avait pris à partie samedi ces pays, qui selon lui, « s'intéressent surtout à leur stratégie mondiale et à leurs propres investissements ».

Le conseil a demandé aux puissances occidentales de « rompre leur coopération économique » avec l'Afrique du Sud. « Leurs investissements », s'il y a eu, « ont contribué à renforcer le régime d'apartheid et à encourager son intolérance ». Au cours de la séance de clôture des travaux, M. Conde, avait dénoncé le « défilé à l'humanité » que constitue l'apartheid et l'oppression des peuples du centre et du sud de l'Afrique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## A TRAVERS LE MONDE

## Angola

LES TROUPES SUD-AFRICAINES continuent d'occuper de « vastes zones » de la province angolaise de Kunene, a annoncé dimanche 29 juin le gouvernement de Lusitania. Il a précisé que les troupes sud-africaines sont appuyées par d'« importants moyens aériens ».

## Belgique

M. ROBERT HENRIJON, MINISTRE DES FINANCES, a donné sa démission pour raison de santé. Il est remplacé par M. Paul Estey, professeur d'université, qui est, comme son prédécesseur, un libéral francophone. Il dirige la Fédération belge du pétrole avant d'entrer à l'université libre de Bruxelles.

## Bolivie

LES PREMIERS RESULTATS DES ELECTIONS GENERALES du 29 juin donnent au premier ministre de centre gauche, M. Hernán Siles Zúñiga, un sensiblement avantage sur ses deux rivaux. Il ne paraissait cependant pas en mesure d'obtenir la moitié des suffrages et, de ce fait, d'être élu président. Ce serait, dans ce cas, les 187 membres du Parlement (27 sénateurs et 160 députés), élus le même jour, qui devraient désigner, avant le 6 octobre prochain, le chef de l'Etat.

## Finlande

M. KELLO LINNAMAA, personnalité sociale-démocrate modérée, qui joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique des revenus depuis le fin des années 60, est mort, samedi 28 juin, à l'âge de cinquante et un ans. Il fut ministre dans plusieurs gouvernements. Le nom de M. Linnamäe est lié à l'harmonisation des conventions collectives et de la politique économique du gouvernement, rendue possible par le retour de cabinets de centre gauche avec participation des communistes. M. Linnamäe avait été, à plusieurs reprises, le médiateur chargé d'arbitrer les négociations salariales et d'apporter le concours de l'Etat à l'élaboration des accords salariaux.

## Mali

DEUX CONDAMNATIONS A MORT. — L'ancien lieutenant-colonel Késsama Doukara, ancien ministre de la défense, de l'intérieur et de la sécurité, et l'ancien capitaine Nouhoum Diawara, ancien intendant général de l'armée, ont été condamnés à mort samedi 28 juin par la cour de sûreté de l'Etat pour « détournement de fonds, corruption et concussion ». La cour de sûreté a prononcé d'autre part une condamnation à dix ans de travaux forcés à l'encontre de l'ex-lieutenant-colonel El-Bachir, ancien directeur des services de

## Algérie

## RÉDUIT DE DIX-SEPT A SEPT MEMBRES

## Le nouveau bureau politique du F.L.N. ne comporte aucun homme nouveau

De notre correspondant

Alger. — Fidèle à sa politique des petits pas, le président Chadli Bendjedid a fait ratifier dimanche 29 juin par le comité central du F.L.N. la composition d'un bureau politique du F.L.N. où ne figure aucun homme nouveau, mais qui, comme prévu, est considérablement réduit en nombre. Outre le chef de l'Etat qui est le président de droit, il ne comprend plus que six personnes, au lieu de dix-sept, toutes déjà membres du précédent B.P. Le maintien au bureau politique de M. Abdelaziz Boufella, ancien ministre des affaires étrangères, et Mohammed Ben Yahiaoui, coordinateur du parti F.L.N., est l'une des surprises, de ce changement. Membres tous deux du Conseil de la révolution, mis en place le 19 juin 1976 après l'élection de M. Ben Bella, ils avaient fait figure en décembre 1978 de prétendants à la succession de Houari Boumedienne et s'étaient violemment opposés. La défaite du premier avait paru consommée après le congrès du F.L.N. de janvier 1979. Bien que nommé membre du bureau politique, il avait perdu son portefeuille, confié à M. Ben Yahiaoui, pour devenir « ministre conseiller du chef de l'Etat » sans attribution précise. Cette fonction devait lui être retirée ensuite le 13 janvier dernier à l'occasion d'un remaniement partiel, et il n'avait plus alors aucune tâche au parti ou au gouvernement. Ses amis politiques, MM. Mohamed Dralla, ancien chef de la sûreté, et Tayeb Larbi, ex-responsable de l'agriculture, se trouvaient dans le même cas.

M. Yahiaoui, en revanche, semblait faire équipe avec M. Chadli Bendjedid et à lui paraître même, un certain temps, comme l'homme fort du régime. Il disposait du soutien de certaines organisations de masse, et particulièrement des syndicats et de la jeunesse, et ne manquait pas d'appuis dans l'armée, notamment parmi les cadres qui avaient formés lorsqu'il dirigeait l'Armée algérienne de Cherchell. Mais si à ce dénouement de ses partisans, qui lui reprochent ses « ambiguïtés » et son « manque d'esprit de décision », il a été ajouté celui du 3 mai, certains responsables auraient mis vivement en cause son action à la tête du parti et l'auraient sommé de s'écarter et de se retirer totalement du chef de l'Etat, ce qu'il aurait accepté, allant même, dit-on, jusqu'à proposer sa démission. De fait, il a été tenu à l'écart de la préparation d'un congrès extraordinaire du parti réuni dernièrement, et il n'est plus guère apparu dans les manifestations officielles.

## Dix sortants

Puis attendu était le maintien au bureau politique de M. Rahab Bitat, président de l'Assemblée nationale, et du colonel Belhoucheb, inspecteur général de l'armée. Le premier est l'un des

## La composition du bureau politique

Le nouveau bureau politique comporte six membres, outre le chef de l'Etat :

— M. RAHAB BITAT, cinquante-cinq ans, originaire de Constantine, président de l'Assemblée populaire nationale, chef de l'Etat par intérim après la mort de Boumedienne. Fait partie du petit groupe d'hommes qui déclencha la lutte armée le 1<sup>er</sup> novembre 1954.

— COLONEL BELHOUCHEB, cinquante-six ans, né à M'Douch, puis de Son-Aïna, ancien membre du Conseil de la révolution, chef de la 1<sup>re</sup> région militaire (Béja) de 1967 à 1975, inspecteur général de l'armée.

— M. YAHIAOUI, quarante-huit ans, originaire de Kerkira, chef de l'Armée algérienne de Cherchell, il avait été chargé, en octobre 1977, de réorganiser le F.L.N.

— M. BOUTEFLIKA, quarante-trois ans, né près d'Orléans, à la frontière marocaine, ancien membre du Conseil de la révolution, ministre des affaires étrangères de 1964 à 1979.

— M. MAZOUZI, cinquante-six ans, né à Alger dans une famille kabyle, ministre des anciens combattants de 1977 à 1979, puis responsable de la commission juridique du F.L.N. ses entrées au bureau politique en janvier 1979.

— M. KENHAMOUDA, quarante-sept ans, originaire de Cherchell, ancien ministre de la justice (1970-1977), des travaux publics (1977-1979), ancien ministre de l'intérieur (depuis janvier 1980). Est entré au bureau politique en janvier 1979.

Sont éliminés : MM. Abdelghani, Bencherif, Abdelmalik Tayeb Larbi, Dralla, Tayeb Ibrahim, Amir, Benyahia, Kaedi Merbah, Guemane Affane.

THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
ACC. NO. 27079  
CLASS NO. —  
DATE 19 NOV 1980

Les mystères de l'Opéra et le flamboiement des passions...

PIERRE-JEAN REMY  
**RANDORA**  
ROMAN

«Décidément, il faut se rendre à l'évidence, Pierre-Jean Remy est notre grand feuilletoniste contemporain... Tous les livres qu'il écrit pour Albin Michel sont des réussites, mieux que cela même.»  
Françoise Xenakis/Le Matin

«On suit avidement Pierre-Jean Remy jusqu'au suspense final de son roman à grand spectacle. Un best-seller à coup sûr.»  
Pierre Démeron/Marie-Claire

**Albin Michel**



## AMÉRIQUES

# Au Brésil, une Église qui dérange

Rio-de-Janeiro. — Considérée comme la plus avancée de l'Amérique latine, l'Église brésilienne ne s'est pas toujours distinguée par son progressisme.

Et durant des décennies, ses bonnes relations avec le pouvoir, surtout s'il était conservateur, ont pris le pas sur la dénonciation des injustices par l'Église. Une situation qui trouvait son origine dans un lointain passé. « *Atentado* dans les bateaux des militaires, les missionnaires ont été partie intégrante du projet colonialiste portugais », rappelle l'évêque de Goiás-Velho, Mgr Tomas Balduino. A l'époque de l'Empire, l'institution du « *padroado* » scella le rapprochement Église-Etat ; le Vatican déléguait au souverain les fonctions de chef d'État de l'Église locale, y compris la nomination des évêques et le prélèvement de l'impôt du culte. Les établissements d'enseignement religieux excitaient les bienfaits de ce gallicanisme à la brésilienne. Et la hiérarchie catholique s'efforçait d'ignorer le problème de l'esclavage.

Influencée par les thèses positivistes, les militaires, après la proclamation de la République en 1889,

Jean-Paul II, qui a quitté Rome ce lundi 30 juin à 6 h 15, devait arriver à Brasília, capitale du Brésil, à 12 heures (heure locale). Pendant douze jours, le pape parcourra 13 000 kilomètres et visitera de nombreuses villes de cet immense pays (seize fois environ la France) qui, avec une population de 112 millions d'habitants — dont 101 millions de baptisés, —

## II. — Combattre le communisme sur son propre terrain

exigèrent la séparation de l'Église et de l'État. Séparation toute théorique : les gouvernements ne dédaignaient pas pour autant l'appui de la religion, et la hiérarchie catholique était consciente que, dans le cadre étatique de l'époque, seule d'étroite rapports avec le pouvoir pouvait garantir sa pénétration. Cette situation se maintint jusqu'à la moitié de ce siècle : emmenée par le très conservateur cardinal Leme, de Rio-de-Janeiro, la hiérarchie catholique garda les meilleures relations avec le président Vargas aux plus durs moments de la dictature de l'« *Estado novo* », de 1937 à 1945.

### La mutation

C'est à la fin des années 1950 que l'Église brésilienne commença à changer. Ses préoccupations, au départ, restent d'ordre conservateur. A ce moment, les structures du Brésil se modifient, les villes se développent, les quartiers ouvriers s'étendent, les étudiants se politisent et, dans ce contexte, la gauche gagne du terrain. Consciente de sa faible influence dans les milieux populaires et les régions pauvres (1), l'Église se rend alors compte qu'elle ne pourra faire face à cette concurrence nouvelle qu'en abordant le problème social.

Elle s'ouvre au monde syndical. Dans l'Etat de Pernambuco, au nord-est, les Pères Melo et Crespo fondent les premières organisations paysannes rurales catholiques. Leur objectif : faire pièce aux Ligues paysannes organisées dans la région par M. Francisco Juliano, et aux syndicats mis sur pied par un dirigeant local du parti communiste, M. Gregorio Bezerra. L'Église s'appuie sur le « *Movimento d'Educação de Base* », un programme d'éducation radiophonique lancé par l'épiscopat local, et auquel participent ensuite de nombreux éléments de la gauche catholique.

Ses adversaires accusent le Père Melo de bénéficier du soutien discret de l'IBAD, l'Institut brésilien d'action démocratique, soupçonné de liens avec le C.I.A. Le nord-est du Brésil attire à cette époque l'attention de Washington, qui vient de lancer l'« *alliance pour le progrès* » et veut y remporter ses premières succès. Contenant l'influence de la gauche en augmentant sa propre pénétration sociale, l'Église doit jouer un grand rôle dans ce projet, auquel le président Kubitschek, très lié à l'épiscopat local, collabore activement.

Motivée au départ par la concurrence de la gauche, la mutation de l'Église brésilienne devient cependant plus profonde. « *D'un anticommunisme négatif on est passé à un anticommunisme positif. L'Église brésilienne a pris conscience de la nécessité de combattre le communisme sur son propre terrain en devenant elle-même l'espérance des*

pauvres », affirme le Père Yves Pouliquen, de nationalité française, qui travaille de longue date à la C.N.B.B., la conférence nationale des évêques du Brésil.

Divers motifs favorisent cette transformation dans les années 1960. D'ordre externe d'abord : l'aggravation du « *desafo* » à Rome avec Vatican II influence les évêques brésiliens. En percevant au concile, ils ont accédé à une discussion théorique d'ensemble qui donne un sens nouveau à leur propre expérience sociale acquise dans les régions désertées de l'Amazonie ou du sertão du Nord-Est. La réunion de l'épiscopat latino-américain à Medellín en 1968, les progrès de la théologie de la libération (dont l'un des principaux théoriciens, le Père Leonardo Boff, est de nationalité brésilienne), accentueront cette prise de conscience.

Vient le coup d'Église militaire de 1964. Le nouveau modèle économique mis en œuvre accroît les contradictions sociales en aggravant les inégalités et les injustices. Cette situation accablée la prise de conscience sociale de l'épiscopat. « *La rapprochement entre l'Église et le peuple a coïncidé avec l'élargissement du fossé entre l'État et le peuple* », affirme Frei Betto, un dominicain aujourd'hui lié aux dirigeants syndicaux de São-Paulo et qui représente la fraction la plus avancée de l'Église brésilienne.

L'action de la C.N.B.B. facilite le changement. Créée en 1952 sous l'impulsion de Mgr Helder Câmara et, à Rome, de Mgr Montini, le futur Paul VI, la Conférence nationale des évêques du Brésil devient rapidement, par ses assemblées générales, un véritable Parlement de l'épiscopat, où les discussions favorisent l'évolution. L'accession au secrétariat exécutif en 1968, puis à la présidence en 1971, du cardinal de Fortaleza, Mgr Aloisio Lorscheider, donne aux progressistes un poids nouveau. L'action d'un nonce récemment, Mgr Lombardi, avait permis, entre 1964 et 1964, un renouvellement des cadres au sein de l'épiscopat favorisant les prévisions préoccupées des problèmes sociaux.

### La gauche catholique

Dans ce contexte, la gauche catholique gagne du terrain, regroupée au sein de l'Action catholique (A.C.). Créée dans les années 1930 par le cardinal Leme de Rio-de-Janeiro, l'A.C. était destinée à devenir une simple organisation de laïcs aux préoccupations strictement ecclésiastiques. Lieu de débats, elle dépassa rapidement ce stade, et, sous l'impulsion des milieux catholiques étudiants, commença à définir une nouvelle doctrine sociale pour l'Église, au grand dam des intégristes qui s'en détachèrent (2).

L'A.C. donna successivement naissance à la Jeunesse universitaire catholique (JUC), puis à la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), fortement influencées par leurs équivalents progressistes de France et de Belgique. La première, la JUC, pose le problème des multifonctionnalités et du modèle économique ; elle dénonce l'éducation comme « *instrument de domination culturelle des classes privilégiées* ». Elle fonde même une

organisation politique, l'Action populaire, qui ne pourra cependant pas devenir un mouvement de masses et qui se heurtera à l'hostilité de la hiérarchie catholique reprochant à la JUC d'être, cette fois, trop laïque.

est le plus grand pays catholique du monde. Le samedi 28 juin, Jean-Paul II avait fait le bilan des vingt mois de son pontificat au cours d'un long discours prononcé devant les membres de la Curie et tous les cardinaux présents à Rome. Insistant sur l'importance de la collégialité et de l'œcuménisme, le pape a fait allusion à ses fréquents voyages, qu'il considère comme « *des entreprises de foi, d'amour, de paix et de fraternité universelle* ».

Thierry Maliniak, qui, dans un premier article (« *Le Monde* » daté 29-30 juin), a présenté l'Église du Brésil, la plus avancée de l'Amérique latine, en insistant sur son inlassable travail social, retrace ici l'évolution du clergé et de la hiérarchie de ce pays.

De notre correspondant THIERRY MALINIAK

La JUC sera l'une des principales cibles de la répression après le coup d'État militaire, et disparaitra virtuellement des années suivantes. La JOC prendra alors la relève, malgré sa faible implantation. Dans un congrès à Recife en 1968, elle dénonce le capitalisme et demande l'instauration d'une « *société sans classe* », s'attirant ainsi les foudres du régime militaire et devenant à son tour l'une des victimes de la répression.

La nouvelle prise de conscience sociale de l'Église ne tarde pas à compliquer ses relations avec le régime. « *C'est le problème de la répression qui a cristallisé, le premier, les nouvelles positions de l'épiscopat* », affirme Mgr Lorscheider en nous racontant à l'archevêché de Fortaleza. Il a uni tous les évêques indépendamment de leurs convictions idéologiques, car il apparaissait avant tout comme un problème d'ordre humain. Le fait que le clergé en soit lui-même victime a accentué la réaction de l'épiscopat (3). Et une fois que l'unité des évêques s'est cimentée autour des plus avancés sur le problème de la répression, elle s'est étendue ensuite à d'autres thèmes.

La réduction au silence de tous les milieux d'opposition donna rapidement un poids particulier aux dénonciations que seule l'Église est encore à même de faire. Lorsque, à partir de 1968, une vague de répression sans précédent s'est abattue sur le pays, les conflits entre l'Église et le régime militaire se multiplièrent. La JUC est démantelée, des dizaines de militants de la JOC sont arrêtés après la grève d'Oeste (São Paulo), provoquant l'indignation, non dénuée de corporatisme, de la hiérarchie. Un des principaux assistants de l'archevêque de Recife, Mgr Helder Câmara, le Père Henrique Pereira, est assassiné par un groupe paramilitaire en mai 1968. Les conflits pour la terre se multiplient dans les Etats de Goiás, du Para, du Maranhão et du Mato-Grosso, opposant les évêques aux grands propriétaires et aux autorités locales. Ils atteignent leur paroxysme dans la région du Neve Araguaia, où l'évêque de São-Felipe-de-Araguaia, Mgr Pedro Casaldaliga, verra plusieurs de ses assistants, prêtres et laïcs, exécutés ou aussi par des groupes d'extrême droite.

### Des « prêtres aux pieds nus »

Affinant progressivement, à travers la C.N.B.B., ses positions sur l'ensemble des grands problèmes du pays, l'Église brésilienne se trouve aujourd'hui face à un dilemme : lui appartient-il ou non d'élaborer un modèle alternatif, qui donnerait plus de poids à ses critiques du modèle existant ? C'est là que le bât blesse, et que beaucoup hésitent. La plupart des responsables de la C.N.B.B. rejettent cette hypothèse. « *Substituer un cléricisme de gauche à un cléricisme de droite n'est pas la solution* », souligne Mgr Lorscheider. Nous ne voulons pas définir un modèle, mais fixer les conditions minimales pour que tout modèle soit acceptable », affirme le Père Virgilio Uchoa, sous-secrétaire de la C.N.B.B. Les réactions sont d'autant plus

vives que la majorité de l'épiscopat entend donner à son action un caractère « *non directif* ». Dans un

(1) Aujourd'hui encore, on compte un prêtre pour 5 500 habitants dans le riche Etat fédéral du Rio-Grande-do-Sul, contre un seulement pour 17 000 habitants dans la plus pauvre du Nord-Est, la région la plus pauvre du Brésil.

(2) Regroupée autour de M. Paulo Correa de Oliveira, qui affirmait voir dans « *le Brésilisme* », la « *Révolution française* » et la « *Révolution communiste* », les trois grands courants de l'histoire du Brésil ont fondé en 1960 le mouvement « *Tradition, famille et propriété* », qui a lancé la « *révolution droite catholique brésilienne* ».

(3) Une étude publiée en janvier 1979 par le Centre d'écumenisme et de documentation de la C.N.B.B. ne dénombre pas moins de cent vingt-cinq cas d'expulsion de prêtres (dont neuf évêques) et de quatre-vingt-cinq cas de démission d'ecclésiastiques entre 1968 et 1978. Dans le même laps de temps, trente évêques ont été victimes de menaces ou de pressions directes du régime militaire.

(4) Le Brésil comptait en 1978 un million quatre cent mille habitants, soit huit à neuf fois moins qu'en France.

paye aux structures politiques élitistes, et où toute organisation, du gouvernement ou d'opposition, naît le plus souvent de l'action d'une petite coterie et non d'un large mouvement de la base, l'Église est sans doute la seule à tenter d'appliquer la formule « *de bas en haut* ». Une méthode qu'elle cherche à développer à partir de ce qui représente aujourd'hui la plus importante de ses réalisations, les « *communautés ecclésiastiques de base* » (CEB).

Les CEB, version originale du « *prêtre aux pieds nus* », sont une conséquence de l'ineffectivité de l'effectif des prêtres dans cet immense pays (4). Confrontés aux problèmes de paroisses de plusieurs dizaines, voire centaines, de kilomètres carrés, les curés ont pris l'habitude de former dans les villages des « *responsables ecclésiastiques* » locaux laïcs chargés de les représenter en leur absence et d'adminis-

trer les actes de la liturgie qui ne soient pas exclusivement réservés aux prêtres.

Dotés ainsi d'une autorité intellectuelle nouvelle, ces responsables, souvent encouragés par les prêtres eux-mêmes, ne tardèrent pas à prendre en main les différentes questions quotidiennes de la Communauté. Ils devinrent les porte-parole de ces communautés et de leurs revendications, ajoutant à leurs tâches ecclésiastiques un travail social de plus en plus important. Face à la pénétration limitée des partis d'opposition et des syndicats, les CEB apparaissent comme la seule organisation populaire à lutter pour résoudre les problèmes de terre dans les zones rurales, et les problèmes de quartiers dans les villes.

Aujourd'hui, les 60 000 à 70 000 CEB en fonctionnement constituent un réseau de cellules de base qu'aucune organisation populaire n'est en mesure de concurrencer. Elles représentent pour l'Église un potentiel de mobilisation qu'elle ne sait de toute évidence pas trop dans quel sens orienter. « *Il ne s'agit pas de faire un choix pour la population, mais de lui donner un niveau de conscience qui lui permette de choisir elle-même* », affirme-t-on à la C.N.B.B. Une méthode qui exige, comme le définit Mgr Balduino, une « *patience historique* ». Dans un pays, cependant, où les problèmes sont des plus pressants.

FIN

## UN CONTENTIEUX ENTRE LE VATICAN ET LES EVÊQUES

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — « *Jean-Paul II trouvera, dans le plus grand pays catholique du monde, une Église en véritable état de rébellion et en situation de quasi-schisme* ». C'est ainsi que l'un des principaux quotidiens brésiliens, Estado de São-Paulo, commentait récemment la visite du pape au Brésil. Depuis des semaines, la grande presse conservatrice s'est lancée dans une campagne enflammée, se réjouissant à l'avance des rappels à l'ordre que Jean-Paul II ne manquera pas d'adresser, selon elle, à un épiscopat qu'elle accuse d'avoir abandonné sa mission pastorale pour se lancer sur le terrain de la politique.

Même l'affirmation du nonce apostolique à Brasília, Mgr Carmine Rocco, pour qui « *le pape ne vient pas au Brésil pour tirer les oreilles de ces évêques* », n'a pas atténué la vigueur de cette campagne, discrètement encouragée par le gouvernement. Le voyage pontifical se situe à un moment où les relations entre le régime militaire et la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.B.B.) se trouvent à leur niveau le plus bas. L'appui apporté en avril par l'Église de São-Paulo, face à l'inertie des partis d'opposition, aux métallurgistes en grève, soumise à une dure répression, a irrité le gouvernement. « *La C.N.B.B. n'est pas l'Église* », s'exclamait alors le président Figueiredo, accusant le cardinal de São-Paulo, Mgr Evaristo Arns, d'inciter les métallurgistes à la grève.

Complicier les relations entre le Vatican et la C.N.B.B. et accentuer les divergences au sein de l'épiscopat brésilien en soutenant les éléments conservateurs : tels étaient de toute évidence les deux buts du régime de Brasília à la veille de l'arrivée de Jean-Paul II. Plusieurs petits différends, ces derniers mois, ont d'ailleurs opposé Rome à l'épiscopat brésilien. D'importance limitée s'ils sont pris isolément, ils deviennent significatifs globalement.

Au début de l'année, le président de la C.N.B.B., Mgr Ivo Lorscheider, adressait au pape une longue lettre requérant de manière pressante une solution pour le problème des innombrables prêtres brésiliens qui ont demandé au Vatican depuis des années, sans succès, leur retour à l'état laïc. Jean-Paul II leur avait répondu sans réponse, délaissant à son secrétaire d'Etat, Mgr Casaroli, le soin d'une brève note, sèche et dilatoire (1).

En février, le Vatican rejetait le document *Directoire pour la*

masse avec les groupes populaires, élaboré par la C.N.B.B. et approuvé par son assemblée générale en 1977. Le texte définissait une liturgie plus souple et plus facilement assimilable dans les milieux culturellement moins avancés. Peu après, nouvelle rebuffade : le Vatican repoussait sans appel une discrète demande de la C.N.B.B. pour que l'habituelle visite ad limina effectuée à Rome par tous les évêques soit suspendue cette année pour les Brésiliens. La C.N.B.B. devrait utiliser une partie de l'argent ainsi économisé pour aider à la reconstruction du Nicaragua, contrebalançant ainsi l'assistance des pays socialistes.

### Deux itinéraires

Est-ce à dire que Jean-Paul II s'apprête réellement à freiner les ardeurs des éléments les plus avancés de l'épiscopat ? Faut-il ne se hasarder à faire des pronostics. En attendant, afin de mettre tous les atouts dans leur jeu, les progressistes et les conservateurs de l'épiscopat ont tenté, chacun de leur côté, d'obtenir un itinéraire qui leur donne satisfaction. Et les seconds, qui joulaient, dit-on, du discret appui du nonce, ont, là aussi, pris l'initiative.

Le voyage de Jean-Paul II, qui devait commencer par la clôture solennelle d'un congrès eucharistique à Fortaleza, débutera en fin de compte à Brasília. C'est une modification significative, car elle favorise l'aspect de la visite du chef de l'Etat au départ du chef de l'Église. Le pape ne se rendra pas non plus, comme le voulaient certains prêtres, dans les « *cités astellites* » misérables des alentours de Brasília. L'itinéraire « *progressiste* » prévoyait aussi une visite dans la ville d'Imperatriz, aux confins des Etats de Goiás, Maranhão et Pará, là où la lutte pour la terre et de l'expulsion des Indiens sont actuellement des problèmes très aigus : cette étape a été abandonnée. Des douze villes en principe retenues pour le voyage, neuf ont un évêque modéré ou franchement conservateur : une proportion qui est loin d'être représentative de celle qui prévaut pour l'ensemble de l'épiscopat brésilien.

« *On veut cacher au souverain pontife le Brésil véritable* », affirme en privé certains éléments progressistes de l'Église. Et comment pourra-t-il, dans ces conditions, comprendre le sens et les raisons de notre action sur le plan social ? Le cardinal primate du Brésil, Mgr Avelar Brandão, a beau déclarer, dans un souci d'apaisement, que « *le pape n'appartient à aucun parti et ne renforcera ni le gouvernement ni l'opposition* », les silences de Jean-Paul II, tout comme ses paroles, pourraient bien bénéficier davantage à l'un qu'à l'autre. — T. M.

préparations d'été ou annuelles.

## MEDECINE

7 centres : saint-pères, seully, nation, bicêtre, créteil, orsay, châtigny

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19 enseignement supérieur privé

ISTH Depuis 1952

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

## CAPA

- Examen du baccalauréat de la Polytechnique
- Préparation complète des matières de la fin de l'année
- Préparation intensive en Sept.
- Places limitées
- Équipe de 12 professeurs

AUTEUIL 8, Av. Léon Reuzy 75016 Paris Tel. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tel. 593.59.35

La Pompadour

## SOLDE

SA COLLECTION robes, tailleurs, manteaux tuniques, blazers, impers

## GRANDES TAILLES

de 42 fort en 60

32 bis, Bd HAUSSMANN M<sup>e</sup> Chaussée d'Antin

Centre ISTH Centre

## AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

- Cours particuliers et économiques
- Examen d'entrée à :

## ENA

## SCPO

PRÉPARATIONS COMPLÈTES DE JANVIER à fin JUIN et PRÉPARATION INTENSIVE du JUILLET à fin AOÛT

- Entrée en AP
- Préparation de l'entrée en 2<sup>e</sup> année
- TARIFS CONFIRMÉS DE REUSSITE DEPUIS 1953

AUTEUIL 8, Av. Léon Reuzy 75016 Paris Tel. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tel. 593.59.35

25 août-20 sept. Ne manquez pas la dernière préparation au

## CAPA

avant modification de l'examen

CEPES enseignement supérieur privé 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94-745.09.19

مركز الأمل



## AMÉRIQUES

## PROCHE-ORIENT

## El Salvador

## Les forces armées sont unies pour appuyer les réformes

nous déclare M. Duarte, chef de la D.C., membre de la junte

De cent soixante-dix à cent quatre-vingt-dix personnes ont péri au Salvador de faits de violence politique lors de la semaine écoulée, a indiqué une source ecclésiastique de San Salvador. L'investigation de l'université, le 28 juin, a, en particulier, été marquée par des scènes d'une violence incroyable, filmées par des reporters de télévision. L'Eglise a décidé d'ouvrir six centres d'accueil pour les victimes, en particulier les femmes, les enfants et les vieillards. Elle a

demandé tant aux autorités qu'aux groupes de gauche de respecter la neutralité de ces établissements. A l'occasion d'une tournée en Europe, M. José Napoleón Duarte, dirigeant de la démocratie chrétienne et membre de la junte de gouvernement, s'est efforcé de redorer l'image de marque de l'équipe au pouvoir à San Salvador. Eloigné de son pays depuis près de deux semaines, M. Duarte n'a pu s'expliquer sur les événements survenus dans le campus

universitaire. Il conteste, en revanche, la réalité du massacre récemment dénoncé par des sources ecclésiastiques honduraines. Selon lui, la violence est le fait de toutes les parties. Son optimisme, en dépit de la gravité de la situation, vient de ce que les forces armées sont dans leur quasi-unanimité, favorables à la poursuite et à l'approfondissement des réformes sociales et politiques du gouver-

« Bien sûr, on accusera nos forces armées d'anthropophagie ! » Par cette boutade, M. Duarte a répondu à l'occasion de son passage à Paris, le 28 juin, démentir les informations de sources ecclésiastiques honduraines, selon lesquelles six cents personnes, dont des femmes et des enfants, ont été massacrées le 13 mai dans des conditions particulièrement atroces (Le Monde du 25 juin). « Lorsque la rumeur a commencé à circuler, en mai, on parlait alors de trois cents victimes, nous avons aussitôt émis des journaux en hélicoptère sur les lieux : la commission de l'Organisation des États américains, qui surveille en permanence notre frontière avec le Honduras (1), s'est également rendue sur place. Personne n'a rien vu. Croyez-vous qu'il soit si facile de cacher six cents, ou même trois cents cadavres ? Tout cela fait partie d'un plan visant à déstabiliser le gouvernement », nous assure M. Duarte.

Accompagné du chef d'état-major de l'armée, le colonel Castillo, le dirigeant démocrate-chrétien a entrepris une tournée européenne, au cours de laquelle il s'est, en particulier, exprimé devant les députés des démocraties chrétiennes européennes, réunis à Lisbonne au début de la semaine dernière. A Paris, il a

la gauche agit de façon beaucoup plus indisciplinée, pour semer la terreur : elle arrive dans les villages, procède à des jugements sommaires (ajusticiements) et exécute. Les forces de l'ordre elles-mêmes ont eu cent dix morts depuis janvier. Or on additionne tout cela et on arrive à la répression. » La faiblesse de l'argumentation réside dans le fait que les forces armées, activement lancées dans la lutte contre l'extrême gauche, ne font pas la guerre à l'extrême droite. M. Duarte l'admet. « Mais, dit-il, l'extrême droite ne s'oppose pas militairement aux forces armées, à la différence de l'extrême gauche. Au contraire, elle les aide. Et, au niveau politique, elle nous réserve ses coups à nous, la D.C. »

N'y a-t-il pas de sérieux compléments entre certains militaires et l'extrême droite ? M. Duarte n'en doute pas. « Il y a, dans les forces armées, des secteurs rétrogrades, des gens qui achètent des gens dans les corps de sécurité », a-t-il déclaré. « Mais, dit-il, l'extrême droite ne s'oppose pas militairement aux forces armées, à la différence de l'extrême gauche. Au contraire, elle les aide. Et, au niveau politique, elle nous réserve ses coups à nous, la D.C. »

## LA MORT D'UN ÉTUDIANT À LA TÉLÉVISION

L'armée salvadorienne n'est pas intimidée par les caméras lorsqu'il s'agit de maintenir l'ordre. Dimanche soir, la télévision nous a montré le meurtre d'un étudiant lors de la prise en main de l'université de San Salvador. Il marchait, légèrement blessé, le long d'un couloir, quand un soldat, que l'on ne voyait pas, lui a tiré l'ordre de s'allonger par terre, à côté d'un autre étudiant. Quelques secondes plus tard, deux coups de feu claquaient et le corps de l'étudiant fut pris de soubresauts.

Tandis que la bande son enregistrait de faibles gémissements et un appel au secours, l'étudiant tenta de se soulever avant de retomber, mort. Après avoir achevé — c'est le cas de le dire — sa mission, le soldat apparut devant la caméra, le fusil à la main ; il partit, sans un regard pour sa victime.

notamment vu M. Jean Lecanuet, qui a proposé l'aide des « centristes français » pour aider le Salvador à sortir de sa difficile situation.

« On ne peut pas tout mêler », répond M. Duarte, interrogé sur les faits de violence qui ont eu lieu dans son pays. « Il y a, d'une part, des affrontements entre les groupes de guérilla et les forces de l'ordre. L'un d'entre eux, qui a eu lieu en mai, dans la région du prétendu massacre, a fait quarante-cinq morts, dont neuf soldats et un officier. Je suppose que c'est de là qu'est partie la fable. Il y a, d'autre part, des affrontements entre extrémistes, de droite et de gauche. Et enfin, des assassinats dans la population, qui sont le fait de ces mêmes extrémistes. La droite est plus sélective : elle tue des personnes connues comme des gauchistes, ainsi que des sympathisants démocrates-chrétiens ; il y a trois semaines, elle nous a assassiné sept mères — un par jour.

## Le combat contre l'oligarchie

Mais le haut commandement ne penche-t-il pas globalement à droite, comme le prouve l'épisode récent de la nomination du colonel Gutiérrez, membre de la junte, réputé conservateur, à la tête de l'armée ? Le corps des officiers s'est en effet prononcé, à une sensible majorité, contre le colonel Majano, l'autre membre militaire de la junte, réputé plus progressiste, pour occuper cette haute charge. M. Duarte assure qu'il ne s'est pas agi d'un choix portant sur des politiques, mais sur des personnes. Les forces armées sont unies pour l'essentiel : appuyer les réformes décidées par le gouvernement, et en particulier la réforme agraire lancée le 5 mars. Le corps des officiers s'est prononcé à l'unanimité, le mois dernier, pour la mise en œuvre de la deuxième étape de cette réforme : après la confiscation des grands domaines, désormais confiés à des coopératives de travailleurs, il s'agit de faire passer la propriété des terres en fermage à ceux qui les travaillent.

L'optimisme raisonné de M. Duarte tranche du tout au tout avec la gravité des nouvelles en provenance du Salvador relatives aux violations des droits de l'homme. « Ce gouvernement, à qui, en janvier, on ne donnait pas une semaine d'existence, a surmonté plusieurs crises terribles », dit-il. Aujourd'hui, il est en mesure d'annoncer l'imminente constitution d'un « conseil central » qui superviserait, dans un an et demi environ, des élections libres, auxquelles tous les partis

(1) Une partie de la frontière entre le Salvador et le Honduras est surveillée par une commission (militaire) de l'Organisation des États américains, à la suite de la guerre qui a opposé les deux pays en 1969. (2) Ancien responsable, sous le général Romero (renversé le 15 octobre dernier), des services de renseignement de l'armée.

qui le souhaiteraient pourraient participer. M. Duarte, qui a vécu sept ans en exil au Venezuela après avoir, en 1972, été privé par la fraude de sa victoire aux élections présidentielles, arrêté, puis libéré, et enfin exilé par le régime militaire de l'époque, estime visiblement pouvoir reproduire au Salvador le schéma de « pacification » appliqué à Caracas, dans les années 60, par les gouvernements d'Action démocratique : après une phase de lutte sans merci contre la guérilla, lui offrir de déposer les armes et de poursuivre le combat politique par les chemins électoraux. Le Venezuela, qui a

## États-Unis

## MALGRÉ LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ POUR LES CARBURANTS SYNTHÉTIQUES

## Le programme énergétique de M. Carter a subi de nouveaux échecs au Congrès

De notre envoyé spécial

Washington. — M. Carter devait signer, ce lundi 30 juin à Washington, la loi portant création de la Société des combustibles synthétiques (Synfuel Corporation). Cet organisme fédéral, qui a été doté par le Congrès de 20 milliards de dollars, prêterait l'argent aux entreprises qui font progresser les techniques de liquéfaction du charbon ou de fabrication de combustibles à partir de produits agricoles. Il garantirait en outre des prix minimum de vente aux industriels qui se lancent dans cette aventure.

La cérémonie devait être relativement discrète, contrairement à ce qui avait été prévu. M. Carter, qui avait en effet signé cette loi, conjointement avec celle sur le Bureau de mobilisation pour l'énergie, le 4 juillet, jour de la fête nationale. L'occasion aurait été propice à un discours bipartisan sur le « succès » de la politique énergétique de la Maison Blanche telle qu'elle avait été définie en juillet 1979 dans une adresse présidentielle à la « trajectoire » à Camp David. Les autres textes concernant la libération progressive des prix du pétrole domestique et la taxe sur les super-produits des compagnies pétrolières, quoique très éloignés des projets initiaux, ont en effet désormais force de loi.

Le Congrès n'a pas voulu accorder cette loi et cette arme de la politique énergétique de M. Carter, après l'effacement du 6 juin, lorsque le veto présidentiel avait été renversé par le Congrès : un tel événement ne s'était pas produit depuis 1953 entre un président démocrate et un Congrès appartenant majoritairement au même parti (1). Il s'agissait du projet de loi de 10 cents sur chaque gallon de pétrole importé ; celui-ci est définitivement enterré.

Le Bureau de mobilisation pour l'énergie risque donc de subir le même sort. Dans l'esprit de M. Carter, il s'agissait de créer un organisme capable d'accroître, en dehors des procédures habituelles généralement très longues, la production d'énergie alternative au pétrole (le nucléaire avait soigneusement exclu de son champ d'application pour ne pas compromettre les écologistes). Composée de trois membres nommés par le président, il aurait eu le pouvoir de passer outre aux lois existantes, qu'elles soient locales, d'État ou fédérales, pour faire avancer par exemple la construction d'usines de production de combustible liquide à partir du charbon ou

(1) En 1952, le Congrès avait passé outre au veto du président Truman à la loi McCarran-Walter sur l'immigration.

des schistes bitumineux. Ce « pouvoir de dérégulation » visait les lois antipollution, parfois plus strictes que les textes fédéraux, dont se sont dotés certaines municipalités ou certains États. Ce projet était donc le pendant logique de celui sur la Société des combustibles synthétiques : le premier se voit rejeté, alors que le second a force de loi.

La coalition qui a repoussé la création du Bureau de mobilisation est passablement hétéroclite. Un sénateur républicain de M. Carter a pu faire valoir à bon droit que les congressistes s'unissent pour abattre les projets énergétiques du président, leurs buts se sont joints à eux pour défendre les droits des États et des collectivités locales, menacés, selon eux, par une hydre fédérale prête à piétiner tous les privilèges et à ridiculiser leurs lois. Enfin, les éléments les plus libéraux parmi les démocrates ont également voté contre, par souci écologique : ils craignent une pollution accrue de l'air et de l'eau et le retour aux pratiques « sauvages » des entrepreneurs de mines à ciel ouvert, qui ont transformé en paysage lunaire les régions charbonnières de l'est du Kentucky.

Le représentant Robert Bauman, un républicain du Maryland, qui a mené une bataille acharnée contre le projet, a estimé que, si le principe qui a présidé à la rédaction de ce dernier était appliqué à tous les problèmes nationaux, la Constitution des États-Unis deviendrait lettre morte. Le Bauman a également pris pour cible, avec autant d'emphasis mais moins de succès, la Société des combustibles synthétiques, dont la création, accentuant le pouvoir de l'État fédéral, ferait, selon lui, « du fascisme pur et simple ».

Le Sénat avait, lui aussi, rogné le programme énergétique présidentiel en votant, il y a quelques jours, que 3,6 milliards de dollars de crédits pour aider les centrales thermiques qui souhaitent passer du pétrole au charbon, alors que M. Carter demandait 10 milliards de dollars. Les spécialistes de l'industrie charbonnière avaient accueilli avec un scepticisme quasi unanime l'affirmation faite à Venise par M. Carter, au sommet des pays industrialisés, que les États-Unis doubleraient leur production de charbon d'ici à 1990. Les derniers votes du Congrès ne risquent pas de les faire changer d'avis.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● L'aide financière au Nicaragua a été approuvée, samedi 28 juin, par le Sénat américain pour un montant de 75 millions de dollars, conformément à ce qu'avait demandé le président Carter. Le président de la commission des affaires étrangères, le sénateur Church, avait déclaré : « Si nous forçons ce pays à se tourner vers les Cubains ou les Soviétiques, nous sommes assurés que le Nicaragua sera un nouveau Cuba. » Le vote des sénateurs a été acquis par 44 voix contre 33. Il devrait être suivi, selon les observateurs, d'une approbation analogue de la part des représentants. — (A.F.P.)

## M. Marchais reproche au P.S. de ne plus demander l'évacuation des territoires occupés

M. Georges Marchais déclare, dans une interview publiée samedi 28 juin par l'hebdomadaire la Revue du Liban, que, en France, « l'électorat juif représente au maximum trois cent mille voix sur un total de vingt-deux ou vingt-trois millions ». « Et encore, ajoute le secrétaire général du P.C.F., parmi ces trois cent mille électeurs, il existe plusieurs tendances. » M. Marchais observe « chez les partisans d'Israël (...) une inquiétude en raison de la folie politique [de cet État], qui ne peut conduire nulle part, même de leur point de vue ». Il estime que « le nombre de juifs français qui sont prêts à s'installer en Israël se limite à celui des doigts de la main ».

M. Marchais poursuit d'autre part : « Je pense que le parti socialiste est fortement sous l'influence des milieux israéliens et juifs, surtout américains, ce qui l'a amené à abandonner des positions sur lesquelles

nous nous étions mis d'accord (...). Ce sont les socialistes qui ont abandonné le programme commun, lequel — et c'était écrit noir sur blanc — insistait sur l'obligation pour l'État hébreu d'évacuer tous les territoires arabes occupés. La conséquence de cette volte-face socialiste se traduit par une plus grande agressivité des Israéliens. »

Le dirigeant communiste précise : « Bien que nous combattons le gouvernement de M. Giscard d'Estaing, avec lequel nous sommes en total désaccord pour sa néfaste politique (...), si le gouvernement français prenait des initiatives positives pour aider à résoudre les problèmes libanais et palestiniens, le P.C.F. soutiendrait ces initiatives. » Interrogé sur l'absence d'action présidentielle, M. Marchais déclare que « les problèmes extérieurs occupent une place prépondérante », et il précise : « Nous mènerons la campagne sur les problèmes internationaux. »

**PARIS LONDRES 157<sup>F</sup>**  
(137 F pour les jeunes, les étudiants et le 5<sup>e</sup> âge)  
Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.  
**HOVERLLOYD 278.75.05**  
24 rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

**TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.**

**PARIS-BALE/MULHOUSE-PARIS\* EST AU PLUS BAS : 600F.**

\* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.  
Valable à partir du 1<sup>er</sup> Juillet 1980.

**SWISSAIR**

**LA VOGUE DES VACANCES FRAÎCHES**

Mode, santé et nature en Suisse romande. Toutes les raisons pour passer vos vacances en Suisse romande.

**LE NOUVEAU observateur**

**TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.**

**PARIS-ZURICH-PARIS\* EST AU PLUS BAS : 665F.**

\* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.  
Valable à partir du 1<sup>er</sup> Juillet 1980.

**AIR FRANCE SWISSAIR**

**TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.**

**PARIS-GENÈVE-PARIS\* EST AU PLUS BAS : 600F.**

\* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.  
Valable à partir du 1<sup>er</sup> Juillet 1980.

**AIR FRANCE SWISSAIR**



Emploi au 31/12/2010



# DIPLOMATIE

# EUROPE

## LA VISITE DU CHANCELIER SCHMIDT A MOSCOU

### Les dirigeants soviétiques souhaitent mettre l'accent sur la coopération économique avec la R.F.A.

Le chancelier Schmidt, accompagné de M. Genscher, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, est arrivé à Moscou lundi 30 juin en fin de matinée.

Au cours d'une visite qui durera deux jours, les dirigeants allemands auront six heures d'entretien avec leurs homologues soviétiques, en particulier avec M. Brejnev. Dès la fin du séjour, M. Genscher se rendra à Washington pour rendre compte de ses résultats aux dirigeants américains.

De notre correspondant

Unis et l'Europe occidentale, ou entre Washington et Bonn, les Soviétiques voudraient pouvoir montrer que M. Carver est isolé dans sa politique hostile à la détente, et que les Européens admettent que leurs intérêts bien compris les poussent à s'entendre avec l'U.R.S.S.

La tâche n'est pas facile. La presse soviétique continue toujours entre la dénonciation d'une obsession occidentale sur des positions antisoviétiques et la description complaisante des « idées » existant dans l'édifice atlantique. Mais c'est une œuvre de longue haleine dont la visite du chancelier ne représente qu'un jalon.

L'objectif des dirigeants de Moscou est de traiter directement avec les Européens de l'Ouest pour toutes les affaires concernant le Vieux Continent. Ils présentent l'U.R.S.S. comme un État européen lié aux pays occidentaux par une communauté d'intérêts, dans la défense de la détente, de la coexistence pacifique et de la coopération économique. C'est pourquoi ils souhaitent voir en M. Schmidt un interlocuteur habilité à négocier sur tous les sujets, y compris les questions militaires, comme le stationnement en Europe des fusées américaines à moyenne portée. Cette volonté explique, dans une large mesure, les inquiétudes américaines.

#### « Les fruits de la détente »

Pour arriver à leurs fins, les Soviétiques ne sont pas très regardants sur les moyens : dans les semaines qui ont précédé la visite, ils ont fait donner l'artillerie lourde de leur propagande en lançant la voix de la détente et de l'intimidation. La liste des griefs contre la R.F.A. est longue : appui de Bonn aux décisions de l'Otan sur les armes nucléaires, boycott des Jeux olympiques... Moscou n'a pas manqué d'occasion de dénoncer une position qui « ne peut manquer d'engendrer l'opinion publique des pays européens qui se souviennent encore de la dernière guerre déclenchée par l'impérialisme allemand » (l'Étoile rouge), ou la renaissance du militarisme allemand, la résurgence de « l'esprit des deuxièmes et troisièmes Reich » dans la politique étrangère allemande.

« Le fond du problème est que la R.F.A. prétend être elle-même l'épave de l'U.R.S.S. en matière nucléaire, indépendamment du système de dissuasion américaine », écrivait, le mois dernier, dans la *Literaturny Gazeta*, un autre fonctionnaire du comité central, spécialiste des questions allemandes. Pour ce faire, la R.F.A. dispose, selon lui, de deux moyens : un « mariage nucléaire » avec la France, et la prise de contrôle des fusées à moyenne portée américaines qui seront installées sur son territoire à partir de 1983.

L'U.R.S.S. rappelle périodiquement, pour impressionner les dirigeants de Bonn, que la R.F.A. serait la première cible d'une riposte soviétique en cas de conflit. D'une autre côté, elle leur fait miroiter les « fruits de la détente » auxquels elle a goûté pour son propre bien, plus qu'autre en Occident.

Rien n'indique que le Kremlin ait l'intention de remettre en cause, d'une manière ou d'une autre, ces « acquis » de la détente que sont la normalisation des relations entre les deux États allemands ou le statut de Berlin.

#### « L'HUMANITÉ » : le bluff s'est dégonflé.

L'Humanité écrit ce lundi 30 juin à propos du voyage de M. Schmidt à Moscou, sous la plume de son correspondant dans la capitale soviétique :

« Annoncé depuis les semaines à Bonn comme une « bombe diplomatique », le voyage a perdu de son aspect spectaculaire. Au fil des semaines s'est dégonflé le bluff politique de Schmidt, qui voulait se présenter comme un « champion de la détente ». Les prises de position successives du chancelier sont au contraire celles d'un aligné sur Washington. Sa visite à Moscou est due pour une large part à l'importance des relations économiques entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. »

Au contraire, il sait tout le prix que ses alliés est-allemands attachent à la coopération avec Bonn. L'insistance de Brejnev-Est (comme de Varsovie) n'est certainement pas étrangère à la décision des Soviétiques de confirmer l'invitation faite, il y a deux ans, à M. Schmidt.

#### Pas de concessions

Toujours dans la perspective du maintien de la détente en Europe, les dirigeants de Moscou souhaitent, de toute évidence, la victoire de la coalition libérale-socialiste aux élections du mois d'octobre prochain, mais ils ne sont pas prêts pour autant à faire des concessions sur les principaux points litigieux.

À propos de l'Afghanistan, la position soviétique paraît immuable. Moscou considère qu'après l'annonce du retrait de « certaines de ses unités » il revient à l'autre partie (aux voisins de l'Afghanistan et aux Occidentaux) de faire des gestes. « Pourquoi les États-Unis, en réponse, n'organiseraient-ils pas le retrait de leur partie au moins de leur armada, qui menace les pays riverains du golfe Persique ? », écrivait, dimanche, la *Pravda*.

Sur les armes nucléaires dites de théâtre, le Kremlin maintient aussi sa position : pour que les négociations puissent commencer, il faut que l'Otan annule ou au moins suspende sa décision de déployer des armes depuis des mois. Pour empêcher l'installation en Europe occidentale de fusées Pershing 2 et de missiles de croisière, l'U.R.S.S. a le choix entre deux manières de procéder : faire une concession, même minime, pour accroître le trouble des pays hésitants (comme la Belgique et les Pays-Bas) ainsi que l'opposition des forces hostiles dans les pays qui ont déjà décidé d'accepter l'installation de ces armes. Elle peut aussi rester ferme en espérant impressionner ses interlocuteurs et arriver à ses fins sans le moindre compromis. C'est la deuxième solution qu'elle a choisie jusqu'à maintenant : rien n'indique encore que cette position changera à l'occasion de la visite du chancelier ouest-allemand.

Pour sortir de l'impasse et relancer les négociations, l'Otan sur la limitation des armements, Soviétiques et Occidentaux pourraient chercher plus tard un autre cadre et élargir le champ des discussions. Des frappe française et britannique. Cette idée ne serait certainement pas pour déplaire à Moscou, mais elle n'est pas encore d'actualité : elle ne le deviendra qu'après les élections présidentielles américaines.

Le seul domaine dans lequel M. Schmidt ne reviendra peut-être pas les négociations. Est-Ouest sur la limitation des armements, Soviétiques et Occidentaux pourraient chercher plus tard un autre cadre et élargir le champ des discussions. Des frappe française et britannique. Cette idée ne serait certainement pas pour déplaire à Moscou, mais elle n'est pas encore d'actualité : elle ne le deviendra qu'après les élections présidentielles américaines.

#### FRANCOPHONIE

Le conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) a nommé quatre directeurs généraux : MM. Jean-Pierre Lacour (France), Luc Martin (Québec), Simon Pierre Nothomb (Belgique) et Samouh Bayan (Liban). Les nouveaux directeurs généraux succéderont aux secrétaires généraux adjoints. M. Lacour est chargé de l'éducation et de la formation, M. Martin de l'administration et des finances, M. Nothomb de la culture et M. Bayan de la coopération scientifique et technique.

**La prise d'Alger**  
par P. Michelbach  
N° 25 en vente partout  
**L'histoire**  
57, rue de Seine 75006 Paris

### Le P.C.I. souhaite la chute immédiate du gouvernement Cossiga

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste vient de lancer une attaque en règle contre le gouvernement Cossiga. « Il doit tomber tout de suite », a dit M. Berlinguer, en concluant une importante réunion du comité central.

Les élections législatives des 8 et 9 juin avaient renforcé ce gouvernement de centre-gauche, composé de démocrates-chrétiens, de socialistes et de républicains. Trois semaines plus tard, il se trouve déjà sur la défensive. L'attaque du P.C.I. s'ajoute à celle de la gauche socialiste et des syndicalistes, sans parler des coups d'épingle de la minorité démocrate-chrétienne, qui avait été écartée de la direction du parti gouvernemental au printemps.

Les communistes reprochent deux choses à M. Cossiga : une politique étrangère — accusée de s'être totalement alignée sur les positions américaines — et surtout sa politique économique. Mais leur véritable objectif est de casser l'alliance récente entre démocrates-chrétiens et socialistes ou, du moins, de l'orienter différemment. Pour reprendre cette bataille, le P.C.I. s'appuie sur des mesures impopulaires que le gouvernement doit annoncer mercredi 3 juillet. On parle de bloquer partiellement l'échelle mobile des salaires, d'augmenter les impôts indirects et certains tarifs. Les autorités gouvernementales pensent aussi à freiner l'inflation, ralentir la consommation, mais relancer l'industrie par une fiscalisation partielle des charges sociales.

Le P.C.I. met dans le même sac ces projets déclarés et ceux qu'il soupçonne le gouvernement de vouloir prendre à l'improvise (une dévaluation de la lire) ou d'avoir déjà commencé (dans la grande industrie). « Nous nous opposons de toutes nos forces à ces mesures injustes et inutiles qui ne servent qu'à faire payer aux ouvriers et aux travailleurs les fruits de la spéculation », a déclaré un des dirigeants communistes, M. Gerardo Chiaromonte. Ce n'est pas une simple menace : d'ores et déjà, les syndicats ont décidé une grève pour le 1<sup>er</sup> juillet et on signale une certaine agitation dans les usines du Nord.

En attendant de la sorte le gouvernement, les communistes font passer au second plan leur stratégie. Il s'agit davantage de briser un cadre politique qui risque de se geler que de proposer une formule de renouveau à long terme.

La dernière réunion du comité central était pourtant consacrée à la stratégie après les élections législatives d'août. Le P.C.I. a réussi à freiner la chute

chrétienne et le parti socialiste sont dirigés tous deux par des équipes qui lui sont hostiles. L'objectif immédiat de M. Berlinguer est donc de les renverser en s'appuyant sur la gauche de la démocratie chrétienne et sur la gauche du P.S.I. Nouvelle difficulté : ces alliés potentiels réchignent : la gauche socialiste ne veut pas du compromis historique et la gauche démocrate-chrétienne reproche à M. Berlinguer de s'être trop durci.

#### Le maintien du « compromis historique »

Les rapports avec le P.S.I. ont donc dominé la session du comité central. Deux groupes traditionnels, opposés — celui de M. Napolitano (modéré) et celui de M. Ingrao (gauche) — se sont prononcés avec des nuances différentes pour une sorte d'axe social-démocratique : le premier plaide pour un simple gouvernement de gauche, le second pour une union de la gauche en bonne et due forme.

On parlait déjà de la mort du compromis historique lorsque M. Berlinguer est intervenu pour défendre la grande alliance. « Nous pouvons discuter les mois, a dit le secrétaire général, l'essentiel est la substance. » Selon lui, la coalition ne peut se limiter aux socialistes, mais doit comprendre « des forces populaires d'inspiration catholique, leurs organisations sociales et politiques, leurs institutions religieuses ». S'en priverait un danger « retour en arrière ».

M. Berlinguer reste cohérent avec lui-même, toujours persuadé que la société italienne ne peut se transformer par une simple union de la gauche. Encore faut-il avoir des alliés. Or la démocratie

« Que faire ? Le P.C.I. a de plus en plus de mal à expliquer clairement ce qu'il veut, aussi bien à ses interlocuteurs qu'à ses propres militants. Il se durcit en attendant la main, sachant que si l'évolution de l'électorat ne lui sont favorables à court terme. Mais il sait bien qu'on ne peut rien faire contre lui. L'arbitrage parlementaire est insuffisant pour garantir l'existence d'un quelconque gouvernement : si les communistes et les syndicalistes décident vraiment de le faire tomber, les jours du cabinet Cossiga seraient comptés. »

ROBERT SOLÉ

« Giovanni Amati, le propriétaire d'une des plus importantes chaînes de salles de cinéma en Italie, est mort dans la nuit du 29 au 30 juin, à la suite d'un accident de la circulation. À Rome, il y a deux ans, sa fille Giovanna avait été séquestrée pendant plus d'un mois et libérée contre une rançon de plusieurs centaines de millions de lires. Ses ravisseurs, arrêtés puis la plupart condamnés, le mois dernier, à de lourdes peines de prison. — (A.F.P.) »

#### Espagne

### L'ETA poursuit sa « guerre des vacances »

Trois femmes tuées à Azcoitia

Madrid (A.F.P., A.P., U.P.I.). — La campagne terroriste lancée par les séparatistes basques de l'ETA se poursuit, alors que commence la saison touristique en Espagne. Trois personnes ont été tuées dans un attentat dans une ville d'une province basque, tandis que deux nouvelles alertes à la bombe étaient signalées sur le littoral sud du pays.

A Azcoitia, une ville de 13.000 habitants de la province basque de Guipuzcoa, les occupants d'une voiture ont mitraillé trois personnes en plein centre de la ville. Les victimes, parmi lesquelles une garde civil à la

retraite, étaient nées aux milieux d'extrême droite. Un passant a été grièvement blessé dans l'attentat. Une soixantaine de personnes ont été évacuées de la violence politique depuis le début de l'année au Pays basque.

D'autre part, une bombe a explosé samedi 28 juin dans la station balnéaire d'Estrepona, sur la Costa del Sol, entre Malaga et Algeiras, à quelques centaines de mètres d'un hôtel de luxe. L'engin n'a pas fait de victime. Un avertissement anonyme avait permis l'évacuation préalable de l'hôtel, où se trouvaient quelque mille cinq cents touristes. Dans la nuit de dimanche à lundi, une nouvelle alerte à la bombe a provoqué l'évacuation de plusieurs établissements touristiques dans la station de Mijas, non loin d'Estrepona. Aucun engin n'avait toutefois encore explosé le lundi dans la matière.

Plusieurs militants basques ont été arrêtés samedi et dimanche par la police, dont M. Javier Garayalde, un des principaux dirigeants de la branche « politico-militaire » de l'ETA. Six bombes ont déjà explosé en une semaine sur le littoral espagnol, dans le cadre de la « guerre des plages » menée par l'ETA pour obtenir la libération de dix-neuf prisonniers politiques. L'an dernier, une campagne similaire lancée par les séparatistes basques avait provoqué une sensible baisse du flux touristique en direction de l'Espagne.

### Les ministres grec et turc des affaires étrangères ont décidé de se rencontrer périodiquement

De notre correspondant

Ankara. — Est-ce le dégel dans les relations entre Athènes et Ankara ? La rencontre entre MM. Mitsotakis et Erbakan, ministres grec et turc des affaires étrangères, qui a eu lieu samedi 28 juin, dans la capitale turque en marge de la réunion de l'Otan, a été achevée dans un climat positif. L'amorce d'un véritable dialogue, estime-t-on, pourra donner un élan politique aux négociations, qui durent depuis plusieurs années sans aucun résultat tangible.

Le chef de la diplomatie grecque a, pour sa part, multiplié les gestes de bonne volonté. Il a souhaité, par exemple, visiter le musée d'Ataturk. Rappelons, d'autre part, que le gouvernement de M. Demirel, en annonçant la levée des restrictions à la circulation aérienne au-dessus de la mer Egée, avait fait un pas dans le sens de la réconciliation, en février.

Dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre, MM. Mitsotakis et Erbakan constatent que les relations de bon voisinage et de coopération amicale sont dictées par des intérêts mutuels. Les ministres ont décidé de se rencontrer périodiquement. C'est un fait nouveau. Lors de sa rencontre à Montreux en 1978 avec M. Caramanlis, M. Ecevit, alors premier ministre, avait suggéré sans succès que le dialogue qui se poursuivait entre les technocrates soit « orienté politiquement » à un niveau plus élevé. M. Caramanlis avait seulement accepté l'idée que des contacts périodiques aient lieu entre les secrétaires généraux des affaires étrangères.

Le communiqué indique que les deux ministres sont d'accord pour

**COURS REPUBLIQUE**  
18, av. de la République - 75011 PARIS  
Tél. : 709.35.57  
COURS DU JOUR ET DU SOIR  
Placement des élèves assuré

LANGUES ÉTRANGÈRES  
PRÉPARATION AUX DIFFÉRENTS  
CAP, BEP, COMMERCE

**BREJNEV TROMPE-T-IL GISCARD ?**  
La proposition de coopération économique...  
en fait Giscard ?

**LE NOUVEAU observateur**

**LES ÉTUDES C'EST IMPORTANT**  
**Un emploi aussi**

Le temps est passé où certaines études se suffisaient à elles-mêmes, sans souci particulier d'aboutir à un emploi. De plus en plus — circonstances et évolution économique obligent — la notion d'emploi est devenue prépondérante.

Il faut donc concilier études intéressantes et emplois effectifs. L'école PIGIER de PARIS a donc décidé de consacrer une grande partie de ses efforts aux secteurs « demandés ».

Bien entendu, l'école PIGIER de PARIS vous prépare au SECRÉTARIAT à tous les niveaux en une ou deux années de cours jusqu'au Secrétariat de Direction (B.T.S.) et au Secrétariat Médical.

L'école PIGIER vous prépare aussi aux métiers de la COMPTABILITÉ, à tous les niveaux, du C.A.P. au B.T.S. Et, c'est tout nouveau, une formation spéciale en un an vous permet d'être employé des services comptables. C'est un cours qui aboutit directement à l'emploi.

Car, chez PIGIER, le souci n° 1 est de diriger les élèves immédiatement vers des postes opérationnels.

**ÉCOLE PIGIER RIVE DROITE**  
Institution d'enseignement privé  
53, rue de Rivoli, 75001 PARIS - Tél. : 233-44-88

... la franchise thaïlandaise  
... des pays de l'ASEAN

**240**

**VOLVO**



(Suite de la première page.)

## « La démocratie va doucement vers la tombe »

● M. Jacques Debu-Bridel, ancien sénateur R.P.F., président de l'Union démocratique du travail, a décidé de constituer une fédération des mouvements gaullistes d'opposition, en cooptant dans l'Union l'« Association Populaire », que préside Mme Cousin, conseiller municipal de Châtillon-sous-Forest. Les deux groupements ont l'intention d'écarter toute collaboration avec les groupements de l'actuelle majorité conservatrice, les responsables de ces derniers ayant « refusé de maintenir au sein de la gauche une présence gaulliste ». Une assemblée générale de la nouvelle union est prévue pour le 15 septembre.

**va doucement**

geants perdus dans leurs rêves  
neutralistes malgré l'implacable  
lumière des faits ; la paucité sur la  
faiblesse et la pauvreté dans les  
conditions de leur existence et le rôle  
serait de les guider. »

Il conclut : « Faisons effort  
pour espérer contre la désespé-  
rance. Si demain, tous ceux qui,  
chez nous, ont un nom, un passé,  
une responsabilité, un mandat,  
voudraient bien être clairement  
ce qu'ils sont, nous aurons  
peu de définitions clairement  
des objectifs qui soient poli-  
tiques et patriotiques, et non pas  
seulement électoraux ; si, demain,  
vous établissiez une nouvelle stra-  
tégie, nous aurions des alliés et  
nos temps si, demain, des  
solidaires, vous pourriez mettre en

## vers la tombe »

---

**M. MICHEL DEBRÉ**  
**SE PORTE CANDIDAT**  
*(Suite de la première page.)*  
Sans jamais s'en prendre à la  
personne de M. Valéry Giscard

accablait ses reproches à l'égard de M. Giscard d'Estaing, mais ne laissait toujours entendre que sa décision ne serait arrêtée qu'à l'automne.

Les résultats particulièrement faibles (entre 2,5 et 3,5 % des intentions de vote) que lui accordaient les sondages d'opinion, M. Michel Debré a été conforté dans sa volonté par les deux autres succès qu'il a pu enregistrer plusieurs semaines après son reflux ainsi achevée, l'ancien premier ministre a l'intention non pas seulement de témoigner, mais de conduire une campagne active afin de sensibiliser l'électeur à la situation économique du pays. Il se dit convaincu que sa candidature — à la diffé-

effet, à se déjuger. Ces deux votes négatifs du Sénat, écartant la rédaction des C.M.P., remettent

Les représentants de tous les groupes ont déploré cette procé-

ture. M. CHAUVIN (Val-d'Oise), président de l'Union centriste et de l'intergroupe U.D.F., devait notamment déclarer : « Quelle tristesse est la mienne de voir que le gouvernement remet en cause un texte adopté à l'unani-

avoir siégé pendant sept heures, a abouti à un compromis qui rassure, pour l'essentiel, les dispositions adoptées par le Sénat : quant au titre III, qui avait été distinct par notre Assemblée, la C.M.P. l'a recréé et lui a donné un contenu. L'intitulé du titre, à lui seul, indique la nature de ce qui est en jeu : il porte sur la « participation des valeurs du conseil de surveillance de certaines sociétés anonymes » pour le titre IV, relatif au gage, la C.M.P. a adopté le texte du Sénat. L'accord (unanime) n'était pas facile, mais il est intervenu.

positif des sénateurs :  
« Votre texte vise les salariés  
hommes ou femmes, mais nous

Lundi 30 juin, à une heure  
trente du matin, les sénateurs ont  
examiné la proposition de loi d

**M. SÉRUSCLAT (P.S., Rhône)**  
tendant à lutter contre la discrimination sexuelle. L'auteur de ce texte assimile cette discrimination à une discrimination raciale et propose que le droit soit donné aux associations de se porter

- Le projet de loi instituant une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants. Mme Pelletier a dit demandé une seconde délibération à la fin de cette deuxième lecture pour obtenir que le texte adopté (par 158 voix contre 115) soit le même que celui voté par l'Assemblée nationale.
- Le projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon.
- La proposition de loi relative à la preuve des actes juridiques.

**au foyer**

ment complémentaire, en précisant toutefois que, désormais, le recrutement sera fait par voie de concours, modifications purement rédactionnelles. P.C. et P.S. ont été envoyés à main levée.

● La proposition de loi de M. DAILLY (première lecture avant l'Assemblée) tendant à faciliter le crédit aux entreprises. Ce texte prévoit le nantissement de créances commerciales par la création d'un nouvel effet de commerce transmissible par endossement. Il permet notamment de rassembler plusieurs créances sur un même titre.

« La réforme proposée, a indiqué M. MOUROT, secrétaire d'Etat à la justice, assurera une meilleure garantie des crédits d'exportation, car la technique du code civil — l'expérience le prouve — est inapplicable aux débiteurs étrangers. Elle permet un traitement magnétique et donne une base plus solide

● La proposition de loi portant validation d'actes administratifs visant à réparer un oubli du ministère des universités qu'enchaînait l'irrégularité et l'inv

- Le projet de loi portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois.
- Le projet de loi organique ayant le même objet que le texte précédent mais s'appliquant aux lois organiques.
- Le projet de loi (deuxième lecture) rendant applicable le code de procédure pénale à certaines dispositions législatives dans les TOM. — A. G.

3  
 4  
 5

1

1

100

## Une bombe détruit le siège de la radio gouvernementale

L'explosion d'une bombe à retardement a partiellement détruit, dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 juin, à Port-Vila, le siège de Radio-Vanuatu, station radiophonique du gouvernement. Le personnel prenant son service à 8 heures du matin, les bureaux étaient déserts au moment de la déflagration, qui a été entendue à Port-Vila. Cet attentat n'a pas été revendiqué, mais la police estime qu'il a été commis par les auteurs des graffiti anophobes apparus sur les murs de la ville et signés « Armée secrète » (le Monde du 19 juin). Radio-Vanuatu devait néanmoins poursuivre normalement ses émissions lundi, à partir d'un autre studio.

L'un des deux Hercules C-130 de la Royal Air Force, désormais basés à Port-Vila, a transporté, le 29 juin, 100 tonnes de matériel néo-hébrides à Norsup, dans l'île de Mallicolo, située au sud de celle d'Espiritu-Santo. Le gouvernement craint, en effet, que les partisans de l'opposition francophone, qui ont tenté d'envahir le nord de l'île, ne tentent un coup de force contre les représentants locaux de son autorité, comme les mouvements coutumiers francophones avaient tenté de le faire, à Port-Vila, en mai, dans l'île de TAPEA.

Un des leaders du mouvement francophone d'Aoba avait tenté d'empêcher l'atterrissage de l'avion de la délégation en plaçant des bidons sur la piste de l'aéroport local, à Walaila, mais des villageois anglophones les avaient ensuite enlevés.

Les membres de la mission conjointe, dont l'envoyé aux Nouvelles-Hébrides a été décidé le 25 juin par Londres et Paris afin d'essayer d'apporter à un compromis politique qui puisse restaurer l'unité de l'archipel avant la proclamation de son indépendance, étaient attendus lundi 30 juin à Port-Vila.

de concessions au pouvoir, d'autres doutent que le député de la Réunion maintienne jusqu'au bout sa ligne de fer. Le candidat MM. apparaît comme un diviseur. Certains votent, enfin, dans cette candidature, une entreprise dirigée contre une éventuelle candidature de M. Chirac. La famille gaulliste connaît, en tout cas, un sérieux fléchissement qu'attestent les prises de position divergentes de ceux qui admettent de composer avec le pouvoir « d'ailleurs », tels MM. Fabian Delmas, Lucien et René Martin, et de ceux qui, comme MM. Juilet et Debré, appellent à une contestation fondamentale.

**ANDRÉ PASSERON.**

**LE PRÊT DU SOLDAT  
EST AUGMENTÉ  
DE 50 CENTIMES PAR JOUR**

Le prêt journalier du soldat-paysan, à compter du mardi 1<sup>er</sup> juillet, de 9 à 9.50 F. Pour l'ensemble des militaires du contingent, cette mesure représentera une économie de 26 millions de francs jusqu'à la fin de l'année.

Dans une question écrite au ministre de la Défense, Ch. HERNU, député socialiste du Rhône, attire l'attention de M. Yvon BOURGES sur la dégradation du prêt journalier du soldat-paysan, prêt cinq ans. Il lui demande si, dans cette perspective, il ne conviendrait pas d'indexer le prêt sur l'inflation.

En 1975, avant la décision du gouvernement de tripler le montant de la solde du contingent, le prêt du soldat (75 F par mois) représentait 1,12 % du minimum interprofessionnel de croissance. Dès 1976, avec 210 F par mois, le prêt a représenté 1,12 % du SMIC et même 1,43 % en 1977.

Malgré, depuis cette date, la solde de l'appelé n'a pas augmenté dans les mêmes proportions et elle accuse du retard. Elle a en 1977 : 12,63 % en 1978 et, en 1980, avant l'augmentation qui doit intervenir en juillet, le prêt du soldat ne représente plus que 0,94 % du SMIC.

**LE CONTRE-AMIRAL LEJEUNE :**

**De notre c**

Saint-Denis de la Réunion, 6 juin. — Le contre-amiral Philippe Lejeune, commandant supérieur des forces maritimes françaises en Océan Indien, a eu, au cours de la première tournée d'inspection, a déclaré, samedi 28 juin, à Saint-Denis de la Réunion, au sujet d'une éventuelle « division du travail » entre les alliés, par le ministre américain de la défense, M. Harold Brown, à l'automne dernier *Le Monde* du 12 novembre 1965, une participation en commun des lignes vitales de ravitaillement des pays industrialisés : « Nous avons des intérêts communs, nous sommes parmi lesquels figurent les Etats-Unis, mais, depuis quatorze ans, nous sommes sortis de l'organisation intégrée de l'atlantisme atlantique. Cela signifie que la France a une politique internationale et, en particulier, une politique de défense indépendante de celle des Etats-Unis. Il n'est pas possible, nous dit-il, d'avoir un partage des tâches, car nous n'avons aucune organisation qui suppose le partage ».

« Toutefois, a ajouté le contre-amiral, nous avons un intérêt

## route du pétrole

n'est pas question actuellement

maritime vital, aussi bien pour l'Europe que pour le Japon et le Etats-Unis. S'il s'écroulait une menace quelconque sur ce trafic, il est possible qu'à ce moment-là nous pourrions envisager une action coordonnée. Pour l'heure il s'agit d'une hypothèse purement intellectuelle... »

« ... »

« La France a une justification à avoir des moyens militaires dans cette zone », poursuivait-il, « nous pourrions nous en servir et qu'elle a été rattachée dans ce territoire qui a toujours été français : la Réunion ». — H.B.

[Avant la suggestion de M. Harloze de la chef d'état-major de la marine française, l'Amiral Lannuzel, avait, en deux occasions, à l'Institut des hautes études de défense nationale (C.H.E.D.N.), fait l'agression, l'insulté d'un certain soldat d'agression, l'insulté d'un certain soldat en plus poussé du trafic maritime desservant l'Europe conduisant une salver les allés à s'engager à une contribution à l'importa lors que notre contribution à la protection des voies de communication soit en rapport avec la part proportionnellement que nous pourrions

1

10 DEC 1964

NE



LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Une lettre de M. Robert Ballanger

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, nous écrit : Quel enseignement tirer de l'adoption par l'Assemblée nationale du projet abominablement intitulé « Sécurité et Liberté » ? Inacceptable, le projet le demeure tant au plan de la sécurité qu'il prétend assurer pour des libertés qu'il feint de vouloir défendre. Il répond à la volonté du pouvoir de renforcer l'autoritarisme, menaçant en cause le droit de grève, créer un espace judiciaire européen.

L'insécurité est un grand problème national. Les députés communistes ont montré tout au long du débat que le projet ne comportait aucune disposition susceptible d'assurer une véritable sécurité.

C'est un projet qui en être augmenté ? Le gouvernement est directement responsable de la montée de l'insécurité dans notre pays, par sa politique économique et sociale par l'action de répression anti-civile et anti-démocratique qu'il impose à la police, alors qu'elle devrait protéger les personnes et les biens. En amplifiant en exploitant la crainte d'un sentiment de peur, le pouvoir giscardien se sert de son texte comme d'une arme de guerre idéologique pour tenter de faire accepter un consensus contre sa liberté.

Inamovible, le projet Peyrefitte était et le demeure. R.P.R. et U.D.F. en ont voté en première lecture une version aggravée. La première partie modifie la rédaction de certaines infractions (vol, dégradations, infractions à la police des chemins de fer etc.) pour leur donner une arme supplémentaire de répression des mouvements sociaux : manifestations, grèves, luttes de toutes sortes.

La seconde partie organise une procédure pénale expéditive dont le caractère de classe est accentué par la mise au pas des magistrats et la réduction des droits de la défense. Sous prétexte de lutter contre la grande criminalité, le projet Peyrefitte tend à adapter l'arsenal répressif et juridique aux formes nouvelles de la lutte des travailleurs, en mettant en cause les principes juridiques acquis depuis un siècle. Avec ce projet, on régresse quasiment à l'époque pénale d'avant l'affaire Dreyfus.

Tout au long des débats, les députés communistes ont eu une attitude cohérente et responsable. Les communistes sont pour la sécurité, condition de l'exercice des libertés. C'est pour cela que nous réclamons un véritable débat au Parlement sur ce problème, préparant avec tous les intéressés des mesures concrètes. Nous avons beaucoup à dire en ce domaine, car l'insécurité est aussi un phénomène de classe : elle ne touche pas de la même manière les P.-D.G. et les familles des travailleurs. Elle gêne peu les premiers mais constitue pour les seconds une cause d'aggravation de leurs conditions de vie et de travail.

Mais nous nous sommes refusés, en proposant des amendements, à faire le groupe socialiste, à entrer dans la logique d'une loi sécuritaire, à créer l'illusion qu'elle pourrait être améliorée. On n'amende pas l'inamovible. Dans un débat fondamentalement politique, nous avons refusé de nous enfermer dans la procédure.

Le débat lui-même est déroulé dans des conditions inacceptables. Le garde des sceaux et sa majorité ont eu une attitude autoritaire et attentatoire à la démocratie parlementaire. Mais on ne doit pas se dérober à la lutte quand les libertés sont en cause. Les députés, surtout s'ils sont de l'opposition, sont élus pour être présents à l'Assemblée et pour défendre, quelles que soient les entraves, les manœuvres, la politique de la population qu'ils représentent. C'est ce que les députés communistes ont fait, ne baissant pied à pied, dénonçant jusqu'au bout, seuls, les graves dispositions du texte.

Les députés communistes ont demandé la suppression des dispositions actuellement en vigueur, qui sont autant d'obstacles à la procédure des flagrants délits, la loi anticasseurs, la peine de mort, la Cour de sûreté de l'État.

Ils ont été les seuls à s'exprimer en faveur de la suppression des contrôles d'identité, qui constitue en elle-même une loi digne du régime de Vichy puisque, désormais, tout individu pourra être arrêté et détenu sans justification. Il est regrettable que les socialistes aient été absents de ce débat essentiel.

Il est pour le moins curieux que les moyens d'information n'aient fait aucun écho à l'action des députés communistes pour la défense des libertés et n'ont voulu voir, après le départ du groupe socialiste, qu'un monologue du gouvernement et de sa majorité. En passant sous silence les nombreuses interventions des élus communistes qui se sont refusés à laisser adopter un tel texte sans critiquer publiquement, point par point, les atteintes qu'il porte à la démocratie, cette attitude affaiblit la dimension unitaire que doit revêtir l'opposition.

Le combat contre le projet Peyrefitte n'est pas terminé. Les députés communistes continueront à dénoncer sur ce problème une attitude qui constitue une attaque frontale contre les droits de l'homme et le mouvement populaire.

[N.D.L.R. — Pour s'en tenir au seul « Monde », les interventions des députés communistes, lors de la discussion parlementaire, ont été rapportées au même titre que celles de leurs collègues. De plus, nous avons régulièrement reproduit les événements extraparlimentaires. Enfin, dans la page 27, nous avons publié une libre opinion signée de cinq avocats communistes.]

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Questions au gouvernement

Vendredi 27 juin, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants sont notamment abordés :

● Primes au départ volontaire

Répondant à une question de M. BECHE (P.S., Doubs) sur la pratique des primes au départ volontaire à laquelle recourent les entreprises, M. PROUTEAU, secrétaire d'État chargé de la petite et moyenne industrie, suppléant de M. MARTRECH, ministre du travail et de la participation, déclare notamment : « C'est un fait qu'un nombre croissant d'entreprises accordent des primes au départ volontaire de leurs salariés. Combien sont-elles les entreprises qui entendent remédier ainsi à un excédent d'effectifs ? Je ne puis vous le préciser. Toutefois, il est clair que les offres de primes ont encouragé un accueil favorable auprès des salariés concernés, représentant du personnel compris. »

● Des militants communistes ont distribué, samedi 28 juin, aux touristes traversant Bordeaux, un tract leur demandant de « dire définitivement non » à l'entrée de l'Espagne et de l'Algérie dans le Marché commun.

Reprenant la parole, M. BECHE assure que cette pratique « permet de supprimer des emplois en échappant au contrôle du comité d'entreprise et de l'inspection du travail, et elle procède du même esprit que les contrats de travail à durée déterminée ».

● Expulsions

En réponse à une question de M. CANACOS (P.C., Val-d'Oise) sur les expulsions, M. MOUBOT, secrétaire d'État auprès du garde des sceaux, indique : « Le nombre des expulsions de locaux résidentiels avec le concours de la force publique diminue de façon régulière depuis plusieurs années : 2 532 en 1975, 1 944 en 1976. Ces chiffres ne permettent pas de distinguer entre les expulsions qui ont frappé des locataires dignes d'intérêt et les locataires de mauvaise foi. »

● Evénement émis la conclusion de règlements à l'amiable entre locataires et propriétaires, le secrétaire d'État ajoute : « La conclusion de tels règlements peut aussi découler d'une intervention des médiateurs qui ont été institués en vertu d'un décret pris le 20 mars 1978. Il n'y a eu que mille aujourd'hui, mais nous allons renforcer leur nombre pour qu'ils puissent en avoir un par canton. »

Six élections cantonales...

AIN : canton de Brenod (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. : 2 373 ; vot. : 1 663 ; suffr. expr. : 1 508. M.M. Octave Tardy, M.R.G., sout. P.S., maire de Brenod, 812 voix ; ELU ; Charles Milon, U.D.F., député, maire de Sallay, 708.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Michel Carlier, indépendant, qui conseiller général depuis vingt-deux ans, était démissionnaire de son mandat pour raisons de santé, le 23 mai dernier. M. Carlier avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1978 avec 745 voix contre 533 à M. Pin (P.S.) et 475 à M. Pillard (act. loc.) sur 1 285 suffrages exprimés, 1 223 votants et 2 409 inscrits.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

SEINE-ET-MARNE : canton de Donnemarie-Dontilly (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. : 5 240 ; vot. : 3 845 ; suffr. expr. : 3 771. M.M. Marc Fromion, P.S., 1 983 voix ; ELU ; Jacques Baillet, mod. maj., maire de Donnemarie-Dontilly, 1 808.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Michel Carlier, indépendant, qui conseiller général depuis vingt-deux ans, était démissionnaire de son mandat pour raisons de santé, le 23 mai dernier. M. Carlier avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1978 avec 745 voix contre 533 à M. Pin (P.S.) et 475 à M. Pillard (act. loc.) sur 1 285 suffrages exprimés, 1 223 votants et 2 409 inscrits.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inscr. : 2 373 ; vot. : 1 538 ; suffr. expr. : 1 518 ; M.M. Milon, 897 voix ; Tardy, 324 ; Pierre Pillard (act. loc.), 265 ; Mme Jeanine Cordaillet (P.C.), 167 ; M. René Faillard (R.P.R.), maire de Brenod, 155.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Dion (U.D.F.-P.R.), récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 299 voix contre 533 à M. Dupuy (P.C.) sur 2 793 inscrits, 2 063 votants et 1 854 suffrages exprimés.

M. GISCARD D'ESTAING AU STRUTHOF

« Pour que la France ne connaisse plus cette infamie »

De notre correspondant

Strasbourg. — M. Giscard d'Estaing a présidé, dimanche 29 juin, au Struthof, les cérémonies du trente-cinquième anniversaire de la libération des camps de déportation. Plus de trois mille personnes assistaient à cette commémoration. Des déportés, des résistants et leurs familles avaient fait le pèlerinage du Struthof, seul camp de concentration nazi en territoire français et par là symbolique, sur ce territoire, de tous les camps d'extermination du III<sup>e</sup> Reich.

Sous le ciel bas, un vent froid effaçait les nuages qui s'accrochaient aux cimes des sapins. Le brouillard, fréquent à cette altitude après les pluies nocturnes, s'était dissipé en début de matinée. L'hélicoptère du chef de l'État pouvait se poser peu avant 10 heures en contrebas du camp.

M. Giscard d'Estaing a été accueilli à son arrivée, devant le mémorial national de la déportation qui surplombe le camp, par le secrétaire d'État aux anciens combattants, M. Maurice Plessier, qu'entourait le premier ministre, M. Raymond Barre, et le secrétaire d'État auprès du ministre de la santé, M. Daniel Hoeffel, ainsi que le général Vanbreemen, commandant la 1<sup>re</sup> armée, et le colonel François Faure, président de l'Amicale nationale des anciens déportés. Après les honneurs militaires, le président de la République a rallumé la flamme du souvenir et a déposé une gerbe sur la dalle du Déporté Inconnu.

Par le portail flanqué de miradors, il s'est rendu dans le camp proprement dit pour se recueillir tout d'abord dans le bâtiment du four crématoire situé sur la plate-forme inférieure du camp. Là, il a salué les plaques commémoratives et personnelles de la région et les diplomates étrangers en poste à Strasbourg. Il s'est immobilisé ensuite, pour la partie religieuse de la cérémonie, devant le mur du souvenir qui se dresse au-dessus de la fosse des cendres.

JEAN-CLAUDE HAHN.

CORRESPONDANCE

A PROPOS DU « VIEIL ONCLE » DE M. GISCARD D'ESTAING

Dans les discours qu'il avait prononcés à la Sorbonne à l'occasion du quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, M. Giscard d'Estaing, évoquant ses souvenirs d'adolescent, avait déclaré combien il avait été impressionné, à cette époque, par le caractère et le comportement d'un « vieil oncle » qui était quotidiennement les émissions de la B.B.C. Un « vieil oncle » dont l'épique n'avait pas voulu préserver l'identité, se bornant à indiquer qu'il s'agissait d'un des frères de la grand-mère maternelle du chef de l'État. (Le Monde du 20 juin).

Il ne faut pas se laisser aller à dire que M. Giscard d'Estaing, par son attitude à l'égard de ce « vieil oncle », a contribué à former la conscience de notre génération. Cette conscience est faite de l'attachement aux valeurs que j'ai déjà citées et aussi du souci de défendre des convictions ardentes en gardant le respect de l'adversaire. Enfin d'une certaine manière à suivre les voies de la facilité, que souligne Valéry Giscard d'Estaing en disant : « Il ne cherchait pas d'excuses et n'acceptait pas la complaisance des alibis. »

Mais il m'est permis d'ajouter que tout cela m'a permis de me rappeler un certain nombre de Français encore minoritaires, peut-être, aujourd'hui à demander dans le domaine de la paix et de la guerre des choix pouvant paraître en contradiction avec ceux des anciennes générations mais répondant dans le même esprit aux réalités un peu différentes qui sont celles de notre époque, à savoir le danger nucléaire et la prise de conscience européenne, entre autres, de l'insécurité des guerres.

Paul Valéry a dit, je crois, à peu près ceci : « Respecter la tradition, ce n'est pas rejeter ce que d'autres ont fait, c'est retrouver l'esprit qui a fait faire certaines choses, pour en faire d'autres dans le même esprit. » En juin 1980, j'entends un appel à chercher résolument les moyens de résoudre pacifiquement nos conflits. A en discuter les causes, à en discuter les conséquences, à en discuter les modalités, mais en commençant dès maintenant, une véritable mutation de nos institutions et de nos mentalités, renonçant à la tentation du surarmement et de la violence comme étant liée à une sorte de préhistoire de l'humanité ; sans rien renier du dynamisme et du courage qui ont fait l'homme de nos jours.

[N.D.L.R. — Robert Georges-Sicot, avocat Paris (1878-1949), était le frère de Mlle Henriette Georges-Sicot (1876-1949), qui a épousé Jacques Bardonx (1876-1959). Jacques Bardonx était le grand-père maternel du président de la République, M. Giscard d'Estaing.]

● Espoir, revue de l'Institut Charles-de-Gaulle, consacre son numéro de juin 1980 au quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin, avec notamment la publication de plusieurs témoignages et analyses sur la signification de ce geste.

★ 4, rue de Solferino, 75007 Paris.

**MEDECINE**

Stages de préparation en septembre

Encadrement annuel par matière

Ensup privé 18 rue du Cloître Notre Dame 75004 325.63.30

(1) La lettre de M. Amberg-Thiery nous a été adressée le 21 juin, soit cinq jours avant la conférence de presse du chef de l'État. Cette courtoisie éloignée de M. Giscard d'Estaing avait donc un peu avant lui, l'idée de se référer à la citation de Paul Valéry par laquelle le chef de l'État allait conclure sa prestation devant les journalistes.



Le Monde

## société

## L'enlèvement de M. Maury-Laribière

Les enquêteurs écartent l'hypothèse d'une affaire de terrorisme politique

Plus de quarante-huit heures après son enlèvement, samedi 28 juin, près de Confolens (Charente), on était toujours sans nouvelles officiellement, ce lundi 30 juin, de M. Michel Maury-Laribière, P.-D. G. des Tulleries et Briqueteries françaises (T.B.F.) et vice-président du C.N.P.F. Les rumeurs ne se sont pas man-

ifestées autrement que par une lettre laissée dans la voiture de M. Maury-Laribière et dans laquelle il réclamait un rançon de 3 millions de francs.

Il y a quelques semaines, le P.-D. G. de T.B.F., qui est âgé de soixante ans, avait déclaré à un journaliste de « L'Expansion » qu'il avait

donné pour consigne à sa famille, en cas d'enlèvement, de ne verser aucune rançon. La famille du vice-président du C.N.P.F. paraît toutefois disposée à verser cette rançon et déclare, officiellement, n'avoir aucune relation avec les enquêteurs du S.R.P.J. de Bordeaux et de l'Office central de répression du banditisme.

La police penche pour l'hypothèse d'un enlèvement qui serait le fait de malfaiteurs et écarte l'idée d'une affaire de terrorisme politique. Des « revendications » contradictoires faites prétendument au nom de l'organisation Action directe ont laissé planer, à ce sujet, un certain flou pendant la journée de dimanche.

## Trois questions, une seule réponse

De notre envoyé spécial

Qui, exactement ? D'abord, sinon uniquement le président-directeur général de cette Société des Tulleries et Briqueteries françaises qui dirigeait depuis 1945 et dont son fils Jean-Luc exerce les fonctions de directeur général. Dans des communes de trois mille à quatre mille habitants, une entreprise pareille n'est pas négligeable : quatre cents salariés, une production de deux cent mille tuiles par jour, un chiffre d'affaires qui atteignait en 1979 les 80 millions de francs.

Après une relance spectaculaire qu'avait au reste saluée le 14 juin M. René Monory, ministre de l'économie, invités à visiter les plus récents ateliers ouverts depuis le mois d'avril.

Il y eut ce jour-là des allocutions. La presse locale s'en fit l'écho. Elle cita donc à l'envi les chiffres de cette expansion qui permettait des répartitions au titre de la participation corrépondant à deux mois de salaire.

On en est là. Restent les mobiles. On put un moment être troublé par le fait qu'un appel téléphonique était adressé à l'Agence France-Presse, quinze heures après les faits et dont l'auteur assurait que l'enlèvement de Confolens était le fait du groupe Action directe qui réclamait une rançon non plus de 3 millions de francs, mais de 30 millions de francs, ainsi que la libération de treize de ses militants emprisonnés. Mais dans la journée de dimanche, l'A.F.P. recevait d'Action directe un démenti formel pour faire savoir qu'il était étranger à cette affaire. Pour les enquêteurs, c'est un signe rassurant et propre à les conforter dans l'idée d'une action « simple-ment » crapuleuse.

C'est ce que l'on veut croire, aussi bien à Confolens qu'à Roumaizé-Loubert où l'événement laisse pantois deux communes peu habituées à de semblables secousses. Ce n'est pas que chacun des habitants de ce village de treize tirs de M. Maury-Laribière, mais on savait qu'il était « quelqueun ».

Qui, exactement ? D'abord, sinon uniquement le président-directeur général de cette Société des Tulleries et Briqueteries françaises qui dirigeait depuis 1945 et dont son fils Jean-Luc exerce les fonctions de directeur général. Dans des communes de trois mille à quatre mille habitants, une entreprise pareille n'est pas négligeable : quatre cents salariés, une production de deux cent mille tuiles par jour, un chiffre d'affaires qui atteignait en 1979 les 80 millions de francs.

Certes, aussi bien dans l'entourage du disparu que du côté de l'autorité judiciaire — le procureur de la République, près le tribunal de grande instance d'Angoulême, M. Roger Bauré — ou des services de police chargés de l'enquête, le S.R.P.J. de Bordeaux et l'Office central de répression du banditisme qui a dépêché ses hommes dans la région, on fait montre d'un certain optimisme,

comme pour signifier qu'il ne saurait s'agir d'un rapt politique à l'allemande ou à l'italienne, justifiant les plus vives alarmes, mais simplement d'un « coup » de droit commun dont les auteurs pourraient être situés assez rapidement. Cependant, quels que soient ces auteurs, il ne semble pas pour l'heure s'être manifestés pour fournir plus de précisions sur la façon dont ils entendent recevoir la rançon de 3 millions de francs. On ne connaît pas le son ni le ton de leurs voix et, moins encore, on ne peut avoir une idée du lieu où ils ont emmené leur otage.

Il reste donc des faits brutaux et stupides. Revenu de Paris à Confolens vendredi soir, M. Maury-Laribière quitta au matin du samedi 28 juin, à 7 h 45, sa maison cossue dominant la Vienne, à la sortie du pays, pour

se rendre au siège de son entreprise à Roumaizé-Loubert, où il avait rendez-vous. Ce trajet d'un peu plus de 20 kilomètres lui était familier. Il l'accomplissait le plus souvent par la rive droite de la Vienne, empruntant d'abord la route à grande circulation de Saint-Junien avant de s'engager, 2 kilomètres plus loin, sur la départementale 59, voie étroite, solitaire et agitée, et propre assurément à un guet-apens.

C'est vers 9 h. 30 que l'épouse du P.-D. G. Mme Maury-Laribière, reçut un appel téléphonique de son fils Jean-Luc, inquiet de ne pas encore avoir vu arriver son père. Mme Maury-Laribière songea naturellement à l'éventualité d'un accident. Elle prit la route à son tour, et c'est

de l'usine aux bâtiments rose pâle de M. Maury-Laribière, S.A.R.L. dont il détient 70 % des actions, il n'y a pas de dimanche. Ceux qui y travaillaient sont unanimes : « On a besoin de notre patron. L'entreprise fait vivre ses quatre cents familles. Est-ce à dire que tout le personnel partage l'opinion émise par certains cadres qui se déclarent disposés, pour réunir la somme nécessaire à la rançon, à renoncer à leur répartition de bénéfices ? Non pas. Ce sont là des opinions personnelles qui ont été exprimées par quelques-uns. Pour l'instant, l'ensemble des salariés n'a pas pris position là-dessus. On verra quand t-à le monde sera là ».

## LES T.B.F. Une réussite humaine, sociale et économique

La réussite attirerait-elle la foudre ? Le 14 juin, M. René Monory, ministre de l'économie, venu en ami et en voisin (Loudun n'est pas loin), inaugurerait à Roumaizé-Loubert, près de Confolens, le troisième tour de la Tullerie et Briqueteries françaises (T.B.F.). C'était, pour les habitants de ce village, le S.R.P.J. de Bordeaux et l'Office central de répression du banditisme qui a dépêché ses hommes dans la région, on fait

montrer d'un certain optimisme, comme pour signifier qu'il ne saurait s'agir d'un rapt politique à l'allemande ou à l'italienne, justifiant les plus vives alarmes, mais simplement d'un « coup » de droit commun dont les auteurs pourraient être situés assez rapidement. Cependant, quels que soient ces auteurs, il ne semble pas pour l'heure s'être manifestés pour fournir plus de précisions sur la façon dont ils entendent recevoir la rançon de 3 millions de francs. On ne connaît pas le son ni le ton de leurs voix et, moins encore, on ne peut avoir une idée du lieu où ils ont emmené leur otage.

Il reste donc des faits brutaux et stupides. Revenu de Paris à Confolens vendredi soir, M. Maury-Laribière quitta au matin du samedi 28 juin, à 7 h 45, sa maison cossue dominant la Vienne, à la sortie du pays, pour

se rendre au siège de son entreprise à Roumaizé-Loubert, où il avait rendez-vous. Ce trajet d'un peu plus de 20 kilomètres lui était familier. Il l'accomplissait le plus souvent par la rive droite de la Vienne, empruntant d'abord la route à grande circulation de Saint-Junien avant de s'engager, 2 kilomètres plus loin, sur la départementale 59, voie étroite, solitaire et agitée, et propre assurément à un guet-apens.

C'est vers 9 h. 30 que l'épouse du P.-D. G. Mme Maury-Laribière, reçut un appel téléphonique de son fils Jean-Luc, inquiet de ne pas encore avoir vu arriver son père. Mme Maury-Laribière songea naturellement à l'éventualité d'un accident. Elle prit la route à son tour, et c'est

de l'usine aux bâtiments rose pâle de M. Maury-Laribière, S.A.R.L. dont il détient 70 % des actions, il n'y a pas de dimanche. Ceux qui y travaillaient sont unanimes : « On a besoin de notre patron. L'entreprise fait vivre ses quatre cents familles. Est-ce à dire que tout le personnel partage l'opinion émise par certains cadres qui se déclarent disposés, pour réunir la somme nécessaire à la rançon, à renoncer à leur répartition de bénéfices ? Non pas. Ce sont là des opinions personnelles qui ont été exprimées par quelques-uns. Pour l'instant, l'ensemble des salariés n'a pas pris position là-dessus. On verra quand t-à le monde sera là ».

La réussite attirerait-elle la foudre ? Le 14 juin, M. René Monory, ministre de l'économie, venu en ami et en voisin (Loudun n'est pas loin), inaugurerait à Roumaizé-Loubert, près de Confolens, le troisième tour de la Tullerie et Briqueteries françaises (T.B.F.). C'était, pour les habitants de ce village, le S.R.P.J. de Bordeaux et l'Office central de répression du banditisme qui a dépêché ses hommes dans la région, on fait

montrer d'un certain optimisme, comme pour signifier qu'il ne saurait s'agir d'un rapt politique à l'allemande ou à l'italienne, justifiant les plus vives alarmes, mais simplement d'un « coup » de droit commun dont les auteurs pourraient être situés assez rapidement. Cependant, quels que soient ces auteurs, il ne semble pas pour l'heure s'être manifestés pour fournir plus de précisions sur la façon dont ils entendent recevoir la rançon de 3 millions de francs. On ne connaît pas le son ni le ton de leurs voix et, moins encore, on ne peut avoir une idée du lieu où ils ont emmené leur otage.

Il reste donc des faits brutaux et stupides. Revenu de Paris à Confolens vendredi soir, M. Maury-Laribière quitta au matin du samedi 28 juin, à 7 h 45, sa maison cossue dominant la Vienne, à la sortie du pays, pour

se rendre au siège de son entreprise à Roumaizé-Loubert, où il avait rendez-vous. Ce trajet d'un peu plus de 20 kilomètres lui était familier. Il l'accomplissait le plus souvent par la rive droite de la Vienne, empruntant d'abord la route à grande circulation de Saint-Junien avant de s'engager, 2 kilomètres plus loin, sur la départementale 59, voie étroite, solitaire et agitée, et propre assurément à un guet-apens.

C'est vers 9 h. 30 que l'épouse du P.-D. G. Mme Maury-Laribière, reçut un appel téléphonique de son fils Jean-Luc, inquiet de ne pas encore avoir vu arriver son père. Mme Maury-Laribière songea naturellement à l'éventualité d'un accident. Elle prit la route à son tour, et c'est

de l'usine aux bâtiments rose pâle de M. Maury-Laribière, S.A.R.L. dont il détient 70 % des actions, il n'y a pas de dimanche. Ceux qui y travaillaient sont unanimes : « On a besoin de notre patron. L'entreprise fait vivre ses quatre cents familles. Est-ce à dire que tout le personnel partage l'opinion émise par certains cadres qui se déclarent disposés, pour réunir la somme nécessaire à la rançon, à renoncer à leur répartition de bénéfices ? Non pas. Ce sont là des opinions personnelles qui ont été exprimées par quelques-uns. Pour l'instant, l'ensemble des salariés n'a pas pris position là-dessus. On verra quand t-à le monde sera là ».

La réussite attirerait-elle la foudre ? Le 14 juin, M. René Monory, ministre de l'économie, venu en ami et en voisin (Loudun n'est pas loin), inaugurerait à Roumaizé-Loubert, près de Confolens, le troisième tour de la Tullerie et Briqueteries françaises (T.B.F.). C'était, pour les habitants de ce village, le S.R.P.J. de Bordeaux et l'Office central de répression du banditisme qui a dépêché ses hommes dans la région, on fait

montrer d'un certain optimisme, comme pour signifier qu'il ne saurait s'agir d'un rapt politique à l'allemande ou à l'italienne, justifiant les plus vives alarmes, mais simplement d'un « coup » de droit commun dont les auteurs pourraient être situés assez rapidement. Cependant, quels que soient ces auteurs, il ne semble pas pour l'heure s'être manifestés pour fournir plus de précisions sur la façon dont ils entendent recevoir la rançon de 3 millions de francs. On ne connaît pas le son ni le ton de leurs voix et, moins encore, on ne peut avoir une idée du lieu où ils ont emmené leur otage.

Il reste donc des faits brutaux et stupides. Revenu de Paris à Confolens vendredi soir, M. Maury-Laribière quitta au matin du samedi 28 juin, à 7 h 45, sa maison cossue dominant la Vienne, à la sortie du pays, pour

se rendre au siège de son entreprise à Roumaizé-Loubert, où il avait rendez-vous. Ce trajet d'un peu plus de 20 kilomètres lui était familier. Il l'accomplissait le plus souvent par la rive droite de la Vienne, empruntant d'abord la route à grande circulation de Saint-Junien avant de s'engager, 2 kilomètres plus loin, sur la départementale 59, voie étroite, solitaire et agitée, et propre assurément à un guet-apens.

C'est vers 9 h. 30 que l'épouse du P.-D. G. Mme Maury-Laribière, reçut un appel téléphonique de son fils Jean-Luc, inquiet de ne pas encore avoir vu arriver son père. Mme Maury-Laribière songea naturellement à l'éventualité d'un accident. Elle prit la route à son tour, et c'est

de l'usine aux bâtiments rose pâle de M. Maury-Laribière, S.A.R.L. dont il détient 70 % des actions, il n'y a pas de dimanche. Ceux qui y travaillaient sont unanimes : « On a besoin de notre patron. L'entreprise fait vivre ses quatre cents familles. Est-ce à dire que tout le personnel partage l'opinion émise par certains cadres qui se déclarent disposés, pour réunir la somme nécessaire à la rançon, à renoncer à leur répartition de bénéfices ? Non pas. Ce sont là des opinions personnelles qui ont été exprimées par quelques-uns. Pour l'instant, l'ensemble des salariés n'a pas pris position là-dessus. On verra quand t-à le monde sera là ».

## Le rôle d'Action directe

Revendications et démentis

Les policiers semblent désormais exclure l'hypothèse d'un enlèvement de M. Maury-Laribière par l'organisation Action directe. Les deux communes revendiquées de ce groupe terroriste clandestin — apparue pour la première fois le 1<sup>er</sup> mai 1979, à l'occasion d'une « attaque » du siège du C.N.P.F. — ont néanmoins « participé », durant près de quarante-huit heures, la revendication initiale des ravisseurs, retrouvés à l'intérieur du véhicule du P.-D. G. de la région Poitou-Charentes.

La première revendication d'Action directe, dictée samedi soir à l'Agence France-Presse, ne pouvait, de toute évidence, être durablement retenue par les enquêteurs. Venue quinze heures après les faits, elle ne mentionne aucun élément matériel précis qui puisse lui conférer un caractère d'authenticité.

En fait, le correspondant anonyme s'est borné à lire un texte politique : « Suite aux différentes actions engagées contre l'Etat policier français, contre ses multinationales, ses ordonnateurs et contre tous ceux qui harcèlent la population de France et d'ailleurs, l'organisation Action directe des 27-28 mars 1980 a décidé de réitérer avec elle le bras droit de François Ceyrac (...) Cette mar-

nette du pouvoir que nous détenons en otage ne sera remise en liberté qu'une fois que nos revendications seront acceptées et concrétisées. Outre les 3 millions de centimes, nous réclamons la libération de tous nos militants arrêtés... »

Une deuxième revendication d'Action directe, écrite cette fois, devait parvenir au quotidien *Libération*, dimanche, peu après 14 heures. Ce communiqué, dit « numéro 2 », glissé sous enveloppe, n'apporte guère plus que le premier. Seules précisions : M. Maury-Laribière aurait été enlevé à 8 h. 17 et « des habits de l'otage sont envoyés au quotidien *Le Monde*... ». Les revendications restent inchangées.

Cette courte bataille des communiqués a vraisemblablement pris fin dimanche, vers 15 heures. Un correspondant anonyme précisait alors à l'A.F.P. et à *Libération* qu'Action directe démentait toute responsabilité dans l'enlèvement du P.-D. G. et l'attentat à l'explosif d'Orly, commis le 12 juin. Cette fois, le correspondant authentifiait ses propos par une indication : « Les munitions employées au ministère de la coopération (attaché revendiqué par Action directe) étaient de série 9 mm parabolum W.R.A. et H.P. ».

Les policiers semblent désormais exclure l'hypothèse d'un enlèvement de M. Maury-Laribière par l'organisation Action directe. Les deux communes revendiquées de ce groupe terroriste clandestin — apparue pour la première fois le 1<sup>er</sup> mai 1979, à l'occasion d'une « attaque » du siège du C.N.P.F. — ont néanmoins « participé », durant près de quarante-huit heures, la revendication initiale des ravisseurs, retrouvés à l'intérieur du véhicule du P.-D. G. de la région Poitou-Charentes.

La première revendication d'Action directe, dictée samedi soir à l'Agence France-Presse, ne pouvait, de toute évidence, être durablement retenue par les enquêteurs. Venue quinze heures après les faits, elle ne mentionne aucun élément matériel précis qui puisse lui conférer un caractère d'authenticité.

En fait, le correspondant anonyme s'est borné à lire un texte politique : « Suite aux différentes actions engagées contre l'Etat policier français, contre ses multinationales, ses ordonnateurs et contre tous ceux qui harcèlent la population de France et d'ailleurs, l'organisation Action directe des 27-28 mars 1980 a décidé de réitérer avec elle le bras droit de François Ceyrac (...) Cette mar-

nette du pouvoir que nous détenons en otage ne sera remise en liberté qu'une fois que nos revendications seront acceptées et concrétisées. Outre les 3 millions de centimes, nous réclamons la libération de tous nos militants arrêtés... »

Une deuxième revendication d'Action directe, écrite cette fois, devait parvenir au quotidien *Libération*, dimanche, peu après 14 heures. Ce communiqué, dit « numéro 2 », glissé sous enveloppe, n'apporte guère plus que le premier. Seules précisions : M. Maury-Laribière aurait été enlevé à 8 h. 17 et « des habits de l'otage sont envoyés au quotidien *Le Monde*... ». Les revendications restent inchangées.

Cette courte bataille des communiqués a vraisemblablement pris fin dimanche, vers 15 heures. Un correspondant anonyme précisait alors à l'A.F.P. et à *Libération* qu'Action directe démentait toute responsabilité dans l'enlèvement du P.-D. G. et l'attentat à l'explosif d'Orly, commis le 12 juin. Cette fois, le correspondant authentifiait ses propos par une indication : « Les munitions employées au ministère de la coopération (attaché revendiqué par Action directe) étaient de série 9 mm parabolum W.R.A. et H.P. ».

## INSTITUT

A l'Académie des inscriptions et belles lettres

Election de M. André Vernet

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

La recherche allait ainsi vers l'industrie, mais il fallait aussi un mouvement inverse. Celui-ci est venu de plusieurs côtés, par exemple avec la décision d'Etat-Aquitaine de créer dans deux ans un important laboratoire à Toulouse. Transgène est une réponse plus directe, l'un se félicite au secrétariat d'Etat à la recherche que le projet ait pris corps et mûri sans intervention particulière des pouvoirs publics.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.

Le programme précis de Transgène n'est pas encore déterminé, et un certain secret sera gardé sur les travaux. Orienter ceux-ci sera le rôle d'un comité scientifique d'une douzaine de membres, parmi lesquels M. Philippe Kourilsky, chef de l'unité de génie génétique à l'Institut Pasteur, et Pierre Chambon, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Les autres membres seront des étrangers, de même qu'une bonne part des chercheurs français formés aux techniques du génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique, et à la création de Transgène aurait été plus novatrice qu'elle s'était faite dans le cadre de quelques laboratoires français de génie génétique.







**LE BON CHOIX D'UNE ÉCOLE PRIVÉE**  
 SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION  
 23, Rue de Choiseul, 75002 PARIS  
 Tél. : 742.32.30  
 742.31.03

**LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS**  
 pour devenir  
**assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse**  
 Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
 Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
 Tél. 874.65.94  
 Documentation M sur demande

**école des cadres du commerce et des affaires économiques**  
 92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine  
 Tél. 747.06.40  
 Établissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'État.  
 Depuis 27 ans, formation de cadres opérationnels en 3 ans d'études concrètes dispensées par des méthodes actives.  
 • Admission : exclusivement sur concours d'entrée.  
 • 8 centres d'examen (Paris et Province).  
 • Spécialisations : marketing - gestion des PME - commerce international - gestion financière - organisation informatique.  
 • Options : DECS (expert-comptable) - bilingue français-anglais - français-arabe - informatique.  
 • Enseignement post-ÉC : Dallas - Londres.  
 concours d'entrée obligatoire : 3-4 septembre

**EST école supérieure de tourisme**  
 ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
 PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE TOURISME B.T.S.T. (3 options)  
 CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES DE TOURISME C.E.A.T.  
 FORMATION ACCÉLÉRÉE DE SECRÉTARIAT TOURISTIQUE C.F.P.S.T.  
 STAGES ET VOYAGES D'ÉTUDES  
 ACTIVITÉS CULTURELLES  
 DÉBOUCHÉS ET PLACEMENT (régime étudiant)  
 bon à découper et à retourner  
 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS  
 Demande de documentation sans engagement  
 Tél. : 222.06.29 - 222.91.70  
 NOM \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_

En première, cet élève ne savait pas travailler : il devait redoubler.  
**LE COURS CARPENTIER l'inscrit quand même en terminale.**  
 9 mois plus tard il obtient une mention bien en Terminale D

**CLASSE DE PREMIÈRE 79**  
 Année scolaire : 1979-1978

DECISION concernant le passage dans la classe terminale ou en seconde année de B.E.P. :

Autorisé à redoubler en 1<sup>re</sup>

15 JUIN 1978

un des nombreux exemples du  
**COURS PRIVÉ CARPENTIER**  
 Seconde A,B,C,D  
 Préparation HEC.  
 15, Bd Poissonnière  
 75002 PARIS  
 Tél. 261.51.27

## MÉDECINE

MALGRÉ LA SÉLECTION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

### Les diplômes décernés à Dakar et à Abidjan resteront-ils valables en France ?

De notre envoyée spéciale

Abidjan. — En cette fin d'année universitaire, au moment où le gouvernement français insiste plus que jamais sur la nécessité de réduire le nombre des médecins formés chaque année et s'apprête à appliquer une sélection des plus rigoureuses, le problème que soulèvent les facultés de médecine d'Abidjan et de Dakar — qui délivrent jusqu'à présent des diplômes valables sur le territoire français — reste totalement irrésolu.

A Paris, le ministère des universités avait annoncé il y a quelques mois son intention de supprimer sans préavis la validité des diplômes obtenus dans ces deux facultés. Devant la levée de boucliers provoquée par cette décision dans les communautés francophones de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal, des mesures transitoires — avaient été édictées, assurant un temps les esprits. La

crise n'est pas résolue pour autant. Il s'en faut, et l'incertitude reste totale en ce qui concerne la prochaine rentrée universitaire : les étudiants — français et africains — qui s'inscriront en septembre à Abidjan et à Dakar s'engageront-ils dans des études qui seront consacrées, dans sept ans, par un diplôme ivoirien, sénégalais ou français ? Autrement dit, par ce biais contourner les exigences de la sélection ? Va-t-on enfin exporter en Afrique francophone une sélection destinée uniquement aux étudiants français inscrits dans ces deux facultés ?

Au-delà de ces questions s'en posent évidemment bien d'autres, d'ordre politique, qui mettent en jeu les séquelles de la colonisation, l'adaptation des systèmes de santé du tiers-monde aux besoins réels des populations et... les considérations électorales de 1981.

### Deux poids, deux mesures

La France coloniale avait eu très tôt le souci de créer des structures universitaires et hospitalières de niveau élevé. Le jacobinisme aidant, avaient été fondées des facultés et des écoles de médecine conçues sur le modèle métropolitain : ainsi étaient nées celles de Saigon, Phnom-Penh, celle de Beyrouth, gérée — en outre — la jalousie — par des jésuites. L'Afrique noire sur ce chapitre, avait reçu un statut particulier : en 1913, était fondée, à Dakar, l'école de médecine William-Fonzy, qui formera des générations de « médecins

africains », dont M. Félix Houphouët-Boigny. En ce qui concerne les médecins militaires français, les étudiants de l'école de Dakar auront reçu pendant des années une formation adaptée à la pathologie tropicale qui reste de nos jours, un modèle. Une structure analogue fonctionnait à Madagascar.

Quand survinrent les indépendances en Afrique francophone, au début des années 60, trois facultés de médecine — en bonne et due forme — furent créées : à Dakar, ce qui signifiait l'arrêt de la mort de l'école William-Fonzy, à Abidjan et à Tananarive.

Ces trois facultés, à leur début, furent entièrement conçues sur le modèle métropolitain. D'ailleurs, les premières années de la formation des enseignants et des doyens à Dakar et Abidjan ou à Tananarive, comme ils l'auraient été à Lille, Bordeaux ou Paris, sans que les autorités des trois pays soient en rien consultées. Les programmes, le statut, les diplômes, la carrière des enseignants, tout était régi par le droit français et les accords de coopération conclus entre ces pays et la France prévoyant expressément « la validité de plein droit » en France des diplômes des étudiants diplômés dans ces trois facultés.

## AÉRONAUTIQUE

### LA COMPAGNIE KUWAIT AIRWAYS ACHÈTE SIX AIRBUS

M. Abdullahman Selem al Attiqi, ministre des finances de l'État du Koweït et l'un des dirigeants de la compagnie Kuwait Airways, et M. Bernard Latrière, administrateur général d'Airbus Industrie, ont signé, vendredi 27 juin, un accord prévoyant la vente ferme à Kuwait Airways de six appareils A-310 pour remplacer des Boeing 707.

Kuwait Airways est ainsi la première compagnie à choisir l'A-310 au Moyen-Orient. Les A-310 seront livrés à partir de septembre 1983 et seront mis en service sur le réseau de la compagnie vers l'Europe et l'Extrême-Orient. Le contrat est évalué à 250 millions de dollars (1 050 millions de francs).

Y compris la commande de Kuwait Airways, le nombre total d'appareils commandés par les 35 compagnies clientes d'Airbus Industrie s'élève à 415 (267 commandes fermes et 148 options) dont 276 pour la version A300 (198 commandes fermes et 80 options) et 139 pour la version A310 (71 commandes fermes et 68 options).

Mais l'« an prochain », en la matière, commencent très précocement ce 30 juin 1980, puisque c'est à cette date — soit un an à l'avance — que doivent être annoncées les dispositions relatives aux concours universitaires. A l'heure actuelle, le principe théorique de la suppression de la validité de plein droit des diplômes de Dakar et d'Abidjan est toujours confirmé. Mais aucun arrêté ministériel n'est venu donner corps à cette décision.

C'est que l'embarras le plus manifeste régit à cet égard dans les ministères intéressés, singulièrement celui des universités. Il faut, pense-t-on à Paris, éviter toute « fuite » de la sélection, et les facultés d'Abidjan et de Dakar comptent à elles deux plus de deux mille étudiants — dont plus de 10 % de Français — ce qui est loin d'être négligeable. Il ne faut pas, d'autre part, prendre le risque électoral pour 1981 : le vote des Français à l'étranger a su rappeler, dans une période récente, son poids spécifique. Préoccupé par ces deux exigences contradictoires, le ministère des universités a élaboré une combinaison dont l'ingéniosité trahira : il s'agit d'organiser à Abidjan et à Dakar une sélection à l'usage exclusif des étudiants français, qui pourraient, de ce fait, y poursuivre et y achever leurs études. L'enseignement, les travaux pratiques, tout serait fait en commun avec les étudiants africains. Mais le titre final lui, serait différent. Un diplôme français pour les Français, et un diplôme ivoirien ou sénégalais en cas d'échec pour les autres.

Survint la loi du 6 juillet 1979 renforçant en France la sélection à l'issue de la première année des études médicales et instaurant une réforme du cursus cyclique. Pas un mot au cours des débats sur les répercussions de ce texte sur les formations dispensées hors de France. Très vite, pourtant, l'anomalie apparut : il est possible d'échapper totalement à la sélection en entreprenant ses études de médecine à Abidjan et à Dakar (la faculté de médecine ayant, quant à elle, « décroché » en 1972) — ou à Bruxelles.

Une décision précipitée  
 D'où une décision précipitée du ministère des universités en février 1980, aux termes de laquelle, sans préavis aucun, la validité de plein droit des diplômes décernés en Afrique serait supprimée, y compris pour les étudiants déjà engagés en première année. Une « vive émotion » — pour reprendre l'expression usitée dans les chancelleries — s'empara alors des communautés francophones d'Abidjan et de Dakar, en particulier la première. Cinquante mille Français vivent en Côte-d'Ivoire, laissent-on entendre de tous côtés, et notamment dans les milieux proches de l'ambassade et les répercussions d'une telle mesure ne se font pas attendre. Un déchaînement de réactions s'est suivi, sur les ministères français des universités, de la santé, de la coopération, sur l'Elysée. D'où une première « mesure transitoire » : les étudiants engagés en première année en 1979 bénéficieront de la validité de plein droit, comme leurs aînés. L'an prochain, on verra.

Mais l'« an prochain », en la matière, commencent très précocement ce 30 juin 1980, puisque c'est à cette date — soit un an à l'avance — que doivent être annoncées les dispositions relatives aux concours universitaires. A l'heure actuelle, le principe théorique de la suppression de la validité de plein droit des diplômes de Dakar et d'Abidjan est toujours confirmé. Mais aucun arrêté ministériel n'est venu donner corps à cette décision.

## ÉDUCATION

### LA C.G.C. RÉCLAME « UNE ÉLEVATION DU NIVEAU GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT »

La Confédération générale des cadres (C.G.C.) a présenté, le mardi 24 juin, lors d'une conférence de presse, l'aboutissement de ses réflexions sur l'éducation. C'est la première fois que la C.G.C., suivant en cela l'exemple des confédérations ouvrières, prend position dans ce domaine. Sur 330 000 adhérents, la C.G.C. affirme compter 14 000 enseignants venus de l'enseignement public comme de l'enseignement privé, dont la majorité est rassemblée à l'Union syndicale nationale des enseignants de France (U.S.N.E.F.).

Les responsables de la C.G.C. soulignent que la publication de leurs réflexions sur l'éducation constitue une « preuve » de l'unité de la confédération. Cette affirmation n'est sans doute pas sans rapport avec le départ du Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.), qui a quitté le rang de la C.G.C. en mars 1978 (le Monde du 10 mars 1978).

Trois ans auront été nécessaires à l'élaboration de ces « considérations sur l'éducation », rassemblées dans une plaquette de 126 pages. La C.G.C. a rencontré, pour ce faire, l'ensemble des organisations de parents d'élèves et d'étudiants. Selon M. Claude Le Hir, secrétaire général adjoint, les raisons de cet intérêt sont de trois ordres : « Parce que nos adhérents sont souvent des parents d'élèves, parce que nous sommes soucieux de la formation du futur encadrement de la nation, et parce que nous comptons parmi nos adhérents des enseignants du primaire, du supérieur et du privé ».

La C.G.C. assigne quatre objectifs à l'éducation : « Assurer la communication entre les hommes, favoriser l'acquisition de la connaissance et de la culture, aider à former le caractère, préparer à la vie active ». Elle avance quinze propositions. La première réclame « une élévation du niveau général de l'enseignement » par l'utilisation de « méthodes appropriées pour soutenir les élèves en difficulté ». La confédération se prononce, entre autres, pour « l'égalité des chances éducatives », pour une « ouverture de l'école sur le monde » qui rejette « tout prosélytisme et toute politisation », et pour « des mesures permettant aux parents de concilier leurs obligations professionnelles et leur mission éducative (travail à mi-temps, crédit d'heures) ».

Aux côtés de revendications sur l'insertion des handicapés, la « réhabilitation des examens », l'amélioration de la formation des enseignants, une proposition réclame particulièrement l'attention : « La liberté de choix de l'établissement scolaire » au sein de l'enseignement public, « sans que soient opposées les règles d'admission de la carte scolaire ». Enfin la C.G.C. demande douze jours de vacances scolaires en novembre, un renforcement de l'éducation physique et sportive, une valorisation de l'enseignement technique, le maintien des grandes écoles et la participation des cadres à l'enseignement technique.

### LA COMPOSITION DES CONSEILS D'UNIVERSITÉ

Trois réactions après le vote de l'Assemblée

Après l'adoption, vendredi 27 juin, par l'Assemblée nationale de la proposition de loi modifiant la loi d'orientation de l'enseignement supérieur afin de réserver la moitié des sièges des conseils d'université aux professeurs de rang magistral (le Monde du 28 juin), l'Union française connaît son approbation. Ce texte, qui, à ses yeux, « aura pour effet de réduire le poids étouffant de la politisation dans les conseils », a été voté par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur votée en 1968 à l'assemblée nationale.

Réaction défavorable, en revanche, du Syndicat général de l'enseignement supérieur (S.G.E.S.) : « La loi votée par l'Assemblée a éliminé les universitaires en laissant en contrôle d'une seule catégorie : les conseils et les présidents ne seront plus représentatifs. La grande majorité de ceux qui, dans le processus de l'enseignement et de l'administration, font tourner les universités sont désormais exclus des décisions réelles ». Le S.G.E.S. invite ses sections syndicales à « examiner les conséquences de ce texte, notamment quant à la participation aux conseils ». Ainsi, à l'université de Nancy, nous signale notre correspondant, lors de la séance extraordinaire du conseil d'université, huit élus dont les représentants du S.G.E.S.-C.F.D.T. ont démissionné vendredi 27 juin.

Les élus membres du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.-Sup-FEN), solidaires de cette protestation, se sont retirés à leur tour, ainsi que les étudiants de l'UNEF. Dans un communiqué, les sections syndicales S.G.E.S.-C.F.D.T. et S.N.E.S.-Sup affirment que le vote de l'Assemblée « concrétise la ruine des principes de 1968, qui étaient la participation et l'autonomie ».

**école des cadres classes préparatoires**  
 92 av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 747.06.40  
 Élargissez vos chances, préparez au même temps le bac et votre intégration dans une école d'enseignement supérieur commercial.  
 Vous bénéficiez d'une préparation renforcée au bac (maths - économie - langues vivantes...), d'une initiation scientifique pratique, d'une formation méthodologique (visites d'entreprises, études de cas).  
 Contrôle continu des connaissances.  
**Admission sur dossier.**

هكذا من الأصل



Le Monde

## jours d'été

A BICYCLETTE

## L'HEXAGONE EN DIAGONALE

C'EST parti. Finies les appréhensions, les petites ou grandes inquiétudes préliminaires. Comme pour aider encore à les gommer, le vent souffle du nord. Et sur un vélo le vent, c'est carrou, peut-être un moteur auxiliaire tout à fait appréciable ou un empêcheur de pédaler en rond redoutable. En ce petit matin blême, il joue les audiloires puisque cette

sacrifice à une morale puisque, tout le monde l'assure, la mode est au vélo. Depuis le temps qu'on l'assure, c'est en tout cas à vérifier. Que valent ces statistiques, ces sondages, qui proclament que quinze millions de Français sont des cyclistes ? Et ces pronostics qui en prévoient un plus grand nombre encore dans les années à venir ? Où sont-ils ? Seront-ils des

Alors, c'est entendu, tout au long de l'année ou presque, on abat chaque dimanche 50, 80 ou 100 « bones » dans la sacro-sainte vallée de Chevreuse si l'on est Parisien, dans les monts du Beaujolais ou du Lyonnais si l'on est Lyonnais, sur les pavés des voies antiques du Nord si l'on est Lillois, dans la montagne de Reims si l'on est Champenois.

## Un matin à Givet

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

traversée cycliste de la France se fera de nord en sud-ouest. Il fallait bien choisir. Alors, pourquoi pas Givet-Hendaye ? Pourquoi pas en point de départ ce chef-lieu de canton quasiment ignoré des Ardennes françaises où est né Méhul et en point d'arrivée cette commune archiconnue des Pyrénées-Atlantiques où est mort Pierre Loti ? Entre les deux 1 200 kilomètres, en gros 250 000 coups de pédale, avec des villes repères qui disent quelque chose à tout le monde : Châlons-sur-Marne, Troyes, Vézelay, Moulins, Limoges, Périgueux, Mont-de-Marsan, Dax, Bayonne, mais bien plus de villages ignorés, de hameaux cachés, de monts, de vaux, de forêts avec leur lot de grands silences, de menus secrets, de méfiances aussi, comme si, par-là, il ne fallait pas déranger des poix établies. Le reste est affaire de courage et de chance. Autant dire un reportage comme un autre, avec sa part assurée d'imprévu, de modestes aventures, de déception, peut-être, d'exaltation, sûrement. Une façon aussi de voir cette France dite de l'été, d'une manière présumée originale.

L'idée est venue, comme ça, un beau jour, lancée un peu à la manière d'un défi, à moins que l'on n'ait pu y voir celle d'un amusement ou d'un

compagnons de route d'un moment, des camarades d'allégresse ou de peine, de sueur ou de froid ? Tiennent-ils vraiment leur place sur ces routes de vacances où l'automobile a pris l'habitude, depuis vingt ans, de faire sa loi, de considérer le terrain conquis à jamais pour y régner en despote ? Sont-ils, selon la subtilité et judicieuse distribution de Jacques Fatzant, des gens qui de temps en temps ne font pas de vélo ou des gens qui, de temps en temps, font du vélo ?

C'est qu'il ne s'agit pas ici d'un de ces « raids » organisés pour lesquels on ouvre la route à un peloton de castaids qui abattent leurs 300 kilomètres dans la journée et devant lesquels chacun s'incline et salue bien bas. Il s'agit de solitude, d'isolement, le nez au vent, l'œil vogabond et non point rivé à 50 mètres sur un asphalte déployé comme de la soie.

Cela se fait dans la quiétude d'une matinée et de préférence à l'heure où le vulgaire traîne encore au lit. Cela sent la confrérie, la bonne humeur, entre gens qui en connaissent un rayon sur le braquet, sur les boyaux, sur les vertus de la rigidité d'un cadre. On se suit, on se double, on se croise. On est multicolore façon coureur professionnel et même bardé de « pulis ». On longe discrètement vers le vélo du voisin avec des regards d'envie ou de pitié, selon que la selle paraît bien ou mal réglée, que le cintre est ou n'est pas à la bonne hauteur, que les roues paraissent exactement ou approximativement centrées. En ces heures, le vélo de l'autre se renifle. Ah ! les bonnes matinées !

Finalement ce n'est plus l'heure de ces aimables jeux. On a beau se sentir vaillant, roide, il va falloir maintenant pendant douze jours d'effluve monter tout autre chose, avancer, qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, et sur des chemins pour la plupart inconnus. Ces cortès routières, dûment étudiées à la loupe, ne disent pas tout depuis qu'elle ne sont plus établies qu'à l'intention des chevaux-vapeur. Cette ligne droite ne signifie pas platitude. Elle peut très bien cacher une succession de montées raides comme des coups de trique qui, pour ne pas durer



Papier découpé de Victor Hugo, teinté à l'encre vers 1858. Ce ne sont pas les tours de Givet.

200 mètres, coupent le souffle, crispent d'un coup reins et jambes, poussent à la limite des forces que l'on croyait intactes et qui, soudain, chancelent. L'écho de pied, c'est bon pour le langage de la chronique sportive. Le cycliste de base soit d'expérience que pour lui elle n'existe pas, comme il soit que le cyclotourisme est une école de modestie. Il suffit de ne pas être plus ambitieux que ses mollets. Pour ce qui est de l'épique, il laisse la légende s'en nourrir et les historiens du vélo y puiser les récits exaltants et fleuris dont il convient que puissent s'orner et s'adornent les bonnes chroniques.

En attendant, à cette frontière qui sépare la Belgique de la France, à 6 kilomètres au nord de Givet, dont

Hugo dessina sur ses cornets les tours que l'on y voit encore aujourd'hui, le douanier a regardé bizarrement ce cycliste venu là uniquement pour en reporter, se demandant ce qui pouvait bien l'avoir amené là, dans cet équipage singulier et fragile, sous ce ciel bas, dans ce vent furibond, annonciateur d'averses. Mais de la péniche « Melusina », en train d'appareiller sur la Meuse pour prendre elle aussi la route du sud, les marinières, gens de grande lenteur et de grande patience, lui ont fait les premiers signes amicaux.

Demain :

SALUT L'ARTISTE !

Pages suivantes :

JEUNESSE • JEUX  
INFORMATIONS-SERVICES  
RADIO-TÉLÉ • SPORTS



## IGN. PRENEZ LES CARTES D'ESCOMPETTE

Partir à l'aventure, n'est pas forcément choisir l'imprévu. Les randonneurs, comme les cyclotouristes, aiment préparer leurs étapes avec des cartes détaillées.

L'activité des hommes et le développement d'autres formes de tourisme, créent l'obligation d'adapter en permanence les cartes existantes et d'en concevoir de nouvelles.

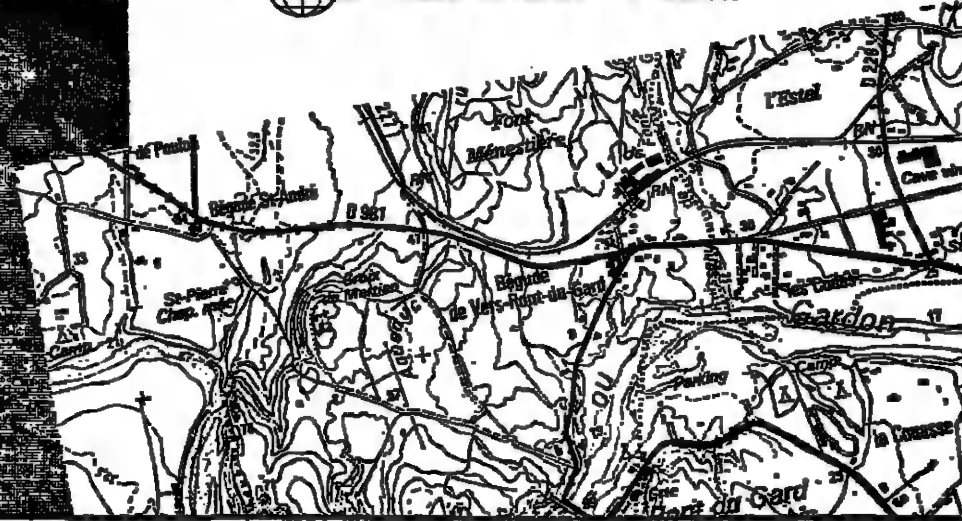
L'IGN, constitué de professionnels spécialisés, a pour mission de dresser la carte de base nécessaire à l'économie, à l'aménagement du territoire et à la protection de la nature.

Utilisant les techniques et les procédés optiques les plus modernes où sont mis à contribution l'avion, l'hélicoptère, et jusqu'au satellite, ingénieurs, géomètres et cartographes de l'Institut Géographique National, quadrillent, analysent, redessinent le territoire.

Mine de renseignements, outil de découverte, reflet de l'activité des hommes et témoin du patrimoine de notre pays, les cartes de l'Institut Géographique National, ont leur place à votre bureau, comme dans vos déplacements.



Prenez les cartes à la source.





# INFORMATIONS SERVICES

## Bref

### CONCOURS

**DANS L'ASSISTANCE PUBLIQUE.** — L'Assistance publique organise des concours pour le recrutement de serruriers, maçons-fumistes, tôlier-charpentiers, électriciens, frigoristes, peintres, agents de bureau.

Se présenter au bureau d'accueil et d'information sur les carrières, pièces 32-34 A, 2, rue Saint-Martin, Paris-4<sup>e</sup>, de 9 h. à 16 h. 30, excepté les samedis, dimanches et jours fériés. Ou écrire : direction du personnel, bureau des concours, 3, avenue Victoria, 75006 Paris 6<sup>e</sup>.

### DOCUMENTATION

**LE GUIDE DU COLIS LOURD.** — La Société pour l'information économique (S.I.E.) vient d'éditer « Le Guide du colis lourd », qui présente, pour chaque bassin, les dessertes fluviales, les zones industrielles, les armements spécialisés, etc.

\* S.I.E., 15, rue Saint-Denis 75004 Paris, tél. (33) 29-58-18. Prix de l'exemplaire : 120 F.

### EDUCATION

**LE DROIT PAR RADIO-CORRESPONDANCE.** — Le Centre audio-visuel des universités de Paris propose aux étudiants de suivre leurs deux premières années de licence en droit (DEUG-mention droit) en suivant les travaux dirigés par radio-correspondance. L'enseigne-

ment est assuré par des émissions diffusées chaque soir, de 19 heures à 20 heures, sur le réseau de radio-diffusion et par des entraînements sur cassettes. Les personnes intéressées doivent au préalable s'inscrire dans les universités suivantes : Paris-I (584-11-86), Paris-II (320-12-24), Paris-V (556-81-88), Paris-X (725-82-34), Paris-XI (061-33-00), Paris-XII (898-91-44), Paris-XIII (821-61-70).

\* 12, place du Panthéon, 75005 Paris, tél. 329-21-16, postes 328 et 521.

## Paris en visites

### MARDI 1<sup>er</sup> JUILLET

« L'Opéra de Paris », 15 h. marches, Mme Pennec.  
« Hôtel de Lauzun », 15 h. 17, quel d'Anjou, Mme Garnier-Ahlberg.  
« Place des Vosges », 15 h. sur la place, Mme Meyniel.  
« Le Marais », 15 h. métro Saint-Paul, Mme Cowell.  
« La Marais Humaine », 21 h. 30, métro Saint-Paul, Mme Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).  
« L'Ecole des beaux-arts », 15 h. 17, quel Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Adieu Belleville », 15 h. square de la Place-des-Fêtes (Mme Farand).  
« Le Marais mystérieux », 21 h. métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).  
« La Marais », 15 h. métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## Conférences

### MARDI 1<sup>er</sup> JUILLET

17 h. 50 : 55, rue de Varanne : « Les actualités prospectives » (Futuribles).

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 juin 1980 :

### DES DECRETS

● Fixant les barèmes prévus aux articles 11, 12, 13 et 27 de la loi du 12 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier.  
● Modifiant le décret du 29 juin 1977 fixant le montant maximum des redevances cynégétiques.  
● Pris pour l'application de la loi du 15 juillet 1979 relative à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture.  
● Relatif aux prêts bonifiés des caisses de Crédit agricole mutual en matière de logement.  
● Complétant les décrets du 28 décembre 1979 portant attribution d'autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de produits dérivés du pétrole.

### DES ARRETES

● Fixant le nouveau taux de cotisation due par les collectivités locales au régime de l'allocation temporaire d'invalidité créé par l'article 6 modifié de la loi du 30 décembre 1981.  
● Relatif à l'encadrement des consommations de fuel-oil domestique.

## JEUX

## Pseudonymes

**F**ERDINAND Nigut, André Deyhars, Armand Ménard, Camille Périer, Esther Nibel, Jules Wintgen, Albert Robin et Léon Fourneau furent chacun, sous un pseudonyme formé à partir de leur patronyme, ou de leur prénom, une personnalité

du monde du music-hall français. Sous quel nom d'emprunt ces artistes restent-ils dans les mémoires ?

JEAN-PIERRE COLIGNON.

(Solution dans notre prochain numéro.)

## Mots croisés

### HORIZONTALEMENT

I. Qui sont donc bien attachées. — II. Ville dont la réputation doit beaucoup au cheval. Dans un alphabet étranger. — III. Trasse d'usure. Demandée pour avoir la moitié. — IV. On y fabrique de la soie artificielle. Est souvent blanche le matin. — V. Couverts en bois. — VI. Recherches par le sautoir. Suffisamment (épelle). — VII. Possède. Ecrivain finlandais. — VIII. Mises en marche. Théâtre d'une conférence. — IX. Certains vivaient près de la mer Morte. X. Se servir. Article étranger. XI. Qui ne sont donc pas tombées dans l'oreille d'un sourd.

### VERTICALEMENT

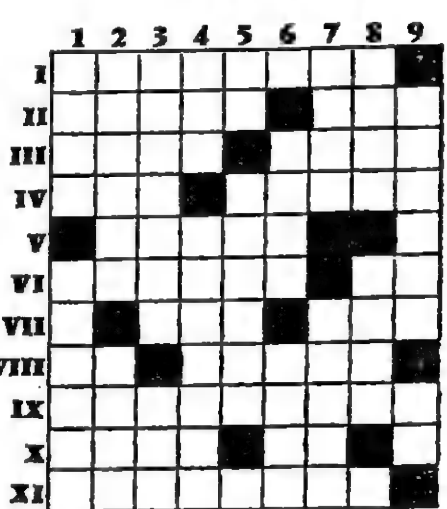
I. On y brûle beaucoup d'essence. Quand elle est mauvaise, il peut y avoir des éclats. — 2. Comme du platine, parfois. Domine l'Inde. — 3. Pas du tout suffisant. Sorte de napperon. — 4. Souvent dit après coup. Évoque une bonne pipe ou un joli coq. — 5. Morceau de banane. Fondateur d'un ordre. — 6. Peut être assimilé à un carré. Sorte de cliché quand il est commun. — 7. Endroit où l'on peut voir les côtes. A le bras long. — 8. Utile pour le nettoyage des rivières. Cri de travailleur. — 9. Organisation internationale. Un agrément italien.

### SOLUTION DU PROBLEME N° 2701

#### HORIZONTALEMENT

I. Oblitérations. — II. Raison. Menu. — III. Nialseries. — IV. In. — V. In. — VI. Agée. Blanc. — VII. Hop. — VIII. Le. — IX. Or. — X. Hé. — XI. Oti. — XII. Le. — XIII. Gères. — XIV. Rit. — XV. Jse. — XVI. Uster. — XVII. Lubie. — XVIII. Besson. — XIX. Aie. — XX. Si.

### PROBLEME N° 2702



— XIII. Ter. — XIV. AT. — XV. Dessoudé. — XVI. Sensés. — XVII. Cies.

### VERTICALEMENT

I. Ornithologue. — II. As. — III. Bain. — IV. Oreille. — V. Lia. — VI. Spa. — VII. Liste. — VIII. Na. — IX. Etrés. — X. Toscan. — XI. Paréo. — XII. Ré. — XIII. Energie. — XIV. Ternes. — XV. Rue. — XVI. Loo. — XVII. Ambe. — XVIII. Ru. — XIX. Laide. — XX. Tee. — XXI. Be. — XXII. Truites. — XXIII. Insubmersibles. — XXIV. Ou. — XXV. Lei. — XXVI. Tiera. — XXVII. Etanche. — XXVIII. Oc. — XXIX. Surechériseuse. — XXX. Rincée. — XXXI. Os. — XXXII. Iode. — XXXIII. Pied. — XXXIV. Usés. — XXXV. Née.

GUY BROUTY.

## Vie sociale

### Couverture du chômage pour les Français travaillant à l'étranger

De nouvelles règles ont été établies par l'UNEDIC (1) pour la couverture des Français travaillant à l'étranger contre le risque de chômage. Elles amélioreront le régime de couverture volontaire individuelle contre le chômage — mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 1979 — en faveur des salariés français à l'étranger non couverts par leurs employeurs. Les modalités de versement des prestations deviennent les mêmes que celles du régime général : à taux de cotisation égal (3,6 % du salaire assuré) les ayants droit peuvent maintenant bénéficier, le cas échéant, de l'allocation spéciale pour licenciement économique (en cas d'affectation de leur poste), par exemple. Dans les autres cas ils bénéficieront du régime général, relevé depuis 1979.

Pratiquement toutes les catégories de nationaux français salariés à l'étranger peuvent maintenant bénéficier de

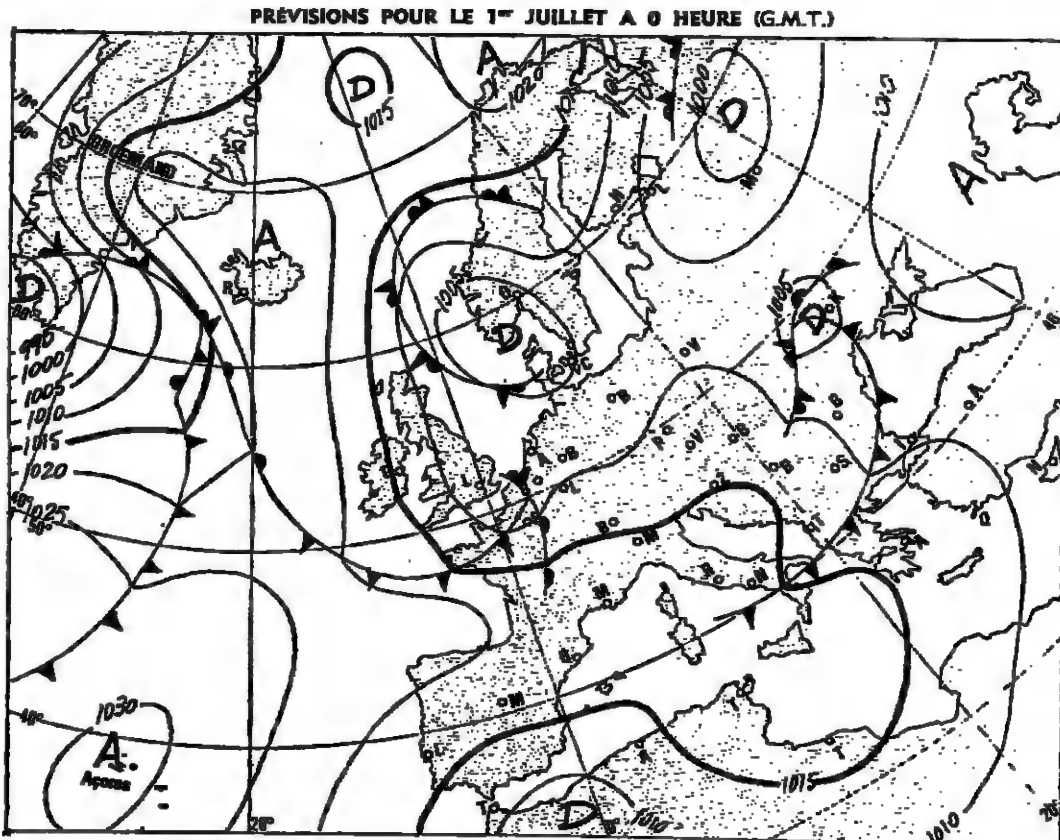
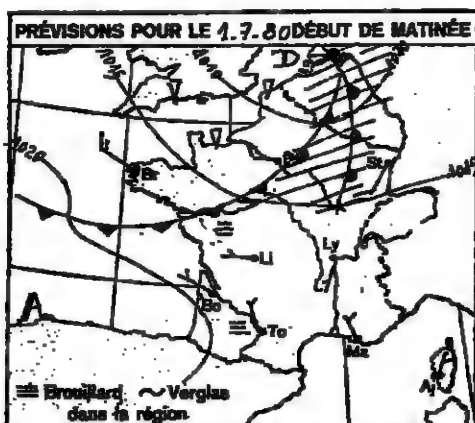
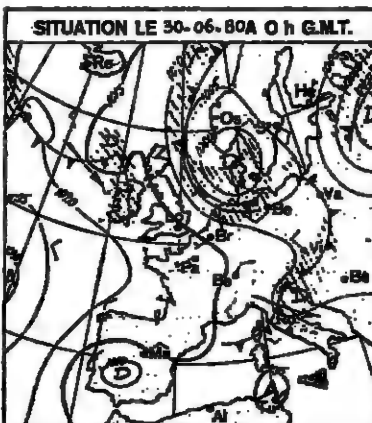
ce type de couverture (2). Le droit à l'adhésion individuelle a été étendu au personnel contractuel recruté localement par les ambassades et consulats, et aux salariés des organismes internationaux. A noter, les dates limites d'inscription après lesquelles les intéressés perdent leurs droits à l'adhésion : 31 décembre 1980 pour les personnes déjà expatriées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1980 ; et pour les personnes nouvellement expatriées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980, dans les trois premiers mois qui suivent l'expatriation (3).

(1) Journal officiel du 3 avril 1980.

(2) A l'exception de ceux qui travaillent dans la C.E.E. déjà couverts par le régime communautaire, et de ceux qui travaillent dans la fonction publique française ou étrangère.

(3) Les intéressés peuvent formuler leur demande d'adhésion en écrivant au Service expatriés (couverture individuelle). Groupement des Amis de la région parisienne, 90, rue Baudin, 92537 Levallois-Perret, France.

## MÉTÉO



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 25 mm)

Zone de pluie ou neige

Force du vent : 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds

Sens de la marche des fronts : Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 juin à 8 heures et le mardi 1<sup>er</sup> juillet à 20 heures :

Une perturbation venant de l'Atlantique traversera la moitié nord de la France, mais elle sera peu active.

Mardi 1<sup>er</sup> juillet, le temps sera généralement, le matin surtout, sur la région parisienne, le Nord et le Nord-Est, mais des éclaircies se développeront progressivement au cours de la journée. En Bretagne, en Normandie, puis dans le Nord, le temps sera variable, avec quelques averses, principalement près des côtes. Les vents d'ouest seront modérés. Les températures maximales s'établiront un peu, surtout dans le Nord-Est, sur le reste de la France, le temps sera peu nuageux, mais il y aura quelques brumes et brouillards le matin de la Loire aux Pyrénées. Les vents seront faibles et les températures maximales s'établiront.

Le lundi 30 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 016 millibars, soit 762,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Ajaccio, 23 et 16 degrés ; Biarritz, 17 et 13 ; Bordeaux, 20 et 12 ; Bourges, 18 et 8 ; Bron, 16 et 9 ; Caen, 18 et 7 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 15 ; Dijon, 18 et 7 ; Grenoble, 21 et 7 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille, 24 et 16 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 20 et 15 ; Nice, 22 et 15 ; Paris-La Bourget, 20 et 8 ; Pau, 19 et 12 ; Perpignan, 20 et 16 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 21 et 9 ; Toulouse, 21 et 13 ; Fontainebleau, 21 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés ; Amsterdam, 16 et 12 ; Athènes, 28 et 19 ; Berlin, 18 et 11 ; Bonn, 18 et 11 ; Bruxelles, 17 et 11 ; Le Caire, 40 et 22 ; Les

Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 16 et 12 ; Genève, 18 et 8 ; Lisbonne, 28 et 14 ; Londres, 20 et 9 ; Madrid, 32 et 13 ; Moscou, 20 et 13 ; Nairobi, 24 et 16 ; New-York, 22 et 16 ; Palma-de-Majorque, 26 et 16 ; Rome, 24 et 17 ; Stockholm, 17 et 10 ; Téhéran, 32 et 20.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre.

Imprimerie du « Monde », 5, rue d'Italie, PARIS-14<sup>e</sup>.  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission Paritaire n° 97497.

## JEUNESE

### Vivez les vacances

Le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs lance, avec le Centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.), une opération intitulée « Vivez les vacances ! ». L'objectif est de faire connaître aux jeunes les différentes possibilités de loisirs qui existent dans une région pendant la période d'été.

Dans dix-huit centres d'information jeunesse, une documentation spécifique donnera donc aux jeunes des renseignements précis sur les transports, l'hébergement, les loisirs, les services.

Voté les centres d'information jeunesse ouverts à ce jour :

— AMIENS (Picardie) : 45, rue des Otages, 80039 Amiens. Tél. : (33) 91-31-31.

— BORDEAUX (Aquitaine) : 5, rue Duffour-Dubergier, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 48-55-50.

— CAEN (Basse-Normandie) : 10, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14000 Caen. Tél. : (31) 55-74-23.

— CERGY-PONTOISE (Val-d'Oise) : Centre culturel André-Malraux, place des Arts, B.P. 315, 95027 Cergy Cedex. Tél. : 033-68-99.

— CLERMONT-FERRAND (Auvergne) : 8, place de Régeneburg, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : (73) 38-10-10.

— DIJON (Bourgogne) : 22, rue André, 21000 Dijon. Tél. : (80) 32-25-00.

— EVRY (Seine-et-Marne) : 110 Agora, 91000 Evry. Tél. : 077-37-83.

— LIMOGES (Limousin) : 3, rue Jules-Guesde, 87000 Limoges. Tél. : (56) 77-53-53.

— LYON : 9, quai des Célestins, 69002 Lyon. Tél. : (78) 37-15-28.

— MARSEILLE (Provence-Alpes) : 4, rue de la Visitation, 13004 Marseille. Tél. : (91) 49-19-40.

— NANCY (Lorraine) : 20, quai Claude-Le-Lorrain, 54000 Nancy. Tél. : (83) 37-04-46.

— NANTES (Loire-Atlantique) : 10, rue La Fayette, 44075 Nantes. Tél. : (40) 48-58-23.

— NICE (Côte-d'Azur) : esplanade des Victoires, 06300 Nice. Tél. : (93) 80-93-93.

— PARIS : 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15.

— POITIERS (Poitou-Charentes) : 64, rue Gambetta, B.P. 176, 86004 Poitiers Cedex. Tél. : (49) 38-84-37.

— RENNES (Bretagne) : Maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés, 35100 Rennes. Tél. : (89) 78-28-55.

— ROUEN (Haute-Normandie) : 11, quai Cornille, 76100 Rouen. Tél. : (35) 98-38-78.

— STRASBOURG (Alsace) : 2, place du Marché-aux-Poissons, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 33-78-40.

● Musique pour tous. — La Fédération nationale des associations culturelles d'expansion musicale, agréée par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, propose, cette année encore, des vacances musicales pour tous : le jardin musical pour les quatre à sept ans ; les colonies musicales pour les huit à onze ans ; les centres de vacances musicaux pour les douze à dix-sept ans.

\* FNACEM, 12, rue du Parc-Royal, 75003 Paris. Tél. : 379-54-82.

هكذا من الأصل











MUSIQUE

AUX RENCONTRES DE LA ROCHELLE

Flippers, cigales et prophétisme

Les « états généraux du bruit » ont connu dimanche à La Rochelle deux manifestations violemment antithétiques : une Symphonie du Libéron, de Knud Viktor, et un Concerto Grosso, du Phip Chamber Orchestra, qui a d'emblée accédé à une célébrité indéniable. Grâce à ces flippers, la musique contemporaine a fait une percée à La Rochelle.

« Hier, écrit Louis Dandré dans le programme, le flipper se contentait d'aligner ses notes insaisissables. Il est temps de le faire sortir des colonnes obscures du bistrot, où il côtoie imprudemment le téléscripteur du P.M.U. Il est temps de lui donner sa place dans la grande des arts. Le flipper est un instrument comme le violon, comme le piano... »

C'est au bord de la mer, au-delà de la tour de la Lanterne, dans un ancien restaurant battu par les vents et promis à la démolition, qu'a eu lieu cette création hors série. Lumières violentes, atmosphère psychédélique, les onze flippers reflétés par des glaces au plafond ont pris d'assaut par des monstres variés, eux-mêmes identifiés par leurs accoutrements aux « créatures d'horreur » ou de « révo » qui scintillaient sur les appareils. Une musique terrifiante, assourdissante, sort de la « nuit électrique » claquante sous les coups de mille fouets au rythme des billes de métal, ébranlant les mélodies synthétiques ou explosant comme des grenades pour un bonus maxi.

On l'aura compris au ton de Dandré, il s'agit d'une poignée symbolique et pleine d'humour qui célèbre le flipper à la manière dont le Weill de Mahagonny célébrait la civilisation moderne. Les acteurs trébuchent, claquent, frappent et maîtrisent leurs instruments, reproduisant les gestes ritualisés des joueurs fanatiques. Les pauvres flippers ne donnent guère de musique par eux-mêmes, mais ils sont « magnifiques » trois quarts d'heure durant par une bande sonore faite à partir de leurs ébranlements bruts et simplifiés, accompagnés de percussions plus ou moins rythmées par des coups de marteau.

tres cornus jallies des espaces sidéraux... Entre les postures d'une admirable charpente, dans le grenier de l'arsenal construit par Charles de La Roche, c'est une symphonie de la nature plus authentique que présente Knud Viktor, un Danois installé depuis treize ans en Provence, qui écoute passionnément tous les bruits de la terre, même les plus infimes. « En écoutant des sons, dit-il, j'essaie d'obtenir l'air, la lumière, le vent, les pluies et aussi le roc, la végétation rugueuse et parfumée du Lubéron... »

Les sons très beaux, agencés avec beaucoup de simplicité et d'art, gardent en effet toute leur puissance magicienne. L'eau, le vent, les oiseaux, l'orage, les sources et surtout les cigales, dont Viktor a capté les métamorphoses saisonnières et les promesses prodigieuses comme des chœurs intenses et cruels de Pendergast, exaltent merveilleusement le travail incessant de la nature, malgré quelques redondances dans la dernière partie où le mystère des bruits s'émousse un peu.

Un mystère louffu

Avec Brian Ferry, l'opéra de La Rochelle touche enfin aux années les plus herminées de la musique contemporaine. Révisé à Bayona il y a six ans par Harry Halbreich, tenu par Boulez pour un des plus profonds penseurs de musique de ce temps, cet Anglais de trente-sept ans, qui vit en Suisse, écrit des symphonies et des opéras, d'une difficulté qui affole les interprètes. Il fait la passion, l'humanité et le talent d'un Pierre-Toscanini, pour donner une telle stature à des œuvres pour flûte seule (Cassandra's Dream Song et Unity Capelle), où la musique, le souffle et le geste sont en de vastes poèmes d'une force étonnante. L'interprète justifie corps avec la musique et avec son instrument.

Le profane dynamisme inté-

rieur, la « prophétisme » de Ferry, l'apparition moins dans deux pièces pour double trio à cordes, contrabasse et harpe, pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>, sont d'ailleurs, parce qu'ils sont difficiles à saisir de pénétrer jusqu'aux racines d'œuvres aussi complexes. Malgré les qualités de l'ensemble 222m, on restait un peu déçu par le rythme de cette cérémonie, qui se déroule dans le lointain du niveau de ces trois salles, les défilés, les glissements, les sauts, d'un raffinement inouï, sans discerner vraiment le réseau souterrain de phrases enchevêtrées. Il faudra du temps avant de comprendre pleinement une musique aussi concentrée et stylisée, bien que le public de La Rochelle ait été d'enthousiasme la seconde pièce donnée en création mondiale.

Au même concert, Paul Méjano présentait un Hommage à Bruno Maderna, œuvre écrite qui restait surtout par une bande électro-acoustique d'un grain et d'un développement impressionnant, à laquelle s'ajoute une partie instrumentale parfois couverte par les haut-parleurs, et qui sonne d'harmonies assez mal avec la bande enregistrée.

JACQUES LONCHAMPT.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

TRUMPETTE. — Premiers prix : André Chpeltch, Marc Bauer, Rikro Yamashita (tous trois élèves de Marcel Legros). Deuxièmes prix : Eric Geneste et Dominique Abrell. CORNET. — Premiers prix : Jean-Michel Rigoulet, Richard Labert (tous deux élèves de Marcel Legros). Deuxièmes prix : Hervé Cray, Jacques Guillemand (tous deux élèves de Pierre Thibaud). Deuxièmes prix : Dominique Bougard.

COR. — Premiers prix : Guy Mow, Chantal Peussens (tous deux élèves de Georges Barbotin). Deuxièmes prix : Pierre Squadrilli. Tous trois sont élèves de Georges Barbotin. BASSON. — Premiers prix : Frédéric Moland, Philippe Edile, Jean-Paul Morel. Deuxièmes prix : Jean-Bernard Maitre. Tous quatre sont élèves de Maurice Allard.

ROCK

Le Fantôme de Lou Reed

Après deux ou trois albums bien peu convaincants, on pouvait penser que Lou Reed n'intéressait plus grand monde, mais les gens s'accrochent à des noms à des légendes et à des idées, celle de l'ancien chanteur du Velvet Underground, du prince new-yorkais, est l'une des plus belles du rock'n'roll. Il faut se rendre à l'évidence, chaque année un nouveau public le découvre, et, le samedi 28 juin, il y avait près de six mille personnes à la passionnée fidèle, ouverte depuis peu au rock et au rebaptisme pour l'occasion Palais d'hiver de Boulogne-Billancourt. Là, on ne peut regretter que la veille, dans cette même salle, Devo ait proposé l'un des plus beaux shows du moment devant à peine mille cinq cents personnes.

Alors que l'on se reproche à Lou Reed aujourd'hui ? Certes pas d'être publiciste, puisque son seul moment d'absence involontaire saluait par les ovations du public. Non, Lou Reed était simplement cynique, fier dans une musique corré de vibrations de la rue et qui a perdu ses substances, son magnétisme ; soyé dans un groupe de cow-boys parados qui, en dépit de leur habileté technique, ont plus rien à voir avec le gang des des puissances qui l'accompagnaient sans-faute. Bouffé, digne de son pouvoir étonnant, Lou Reed faisait parfois de

belles remarques pour rappeler ce qu'il a été et c'était d'annuaire plus dérisoire. La musique était lourde, les interventions grossières, les compositions banales. Hier, on a eu l'impression d'être complètement transformés, de leur couleur originelle, de leurs passions, d'être insignifiants, et tout le long du concert on ne parvenait pas à effacer le souvenir de ce qu'elle provoquait en 1977.

Il est aisé et même on en a eu l'impression, mais de là à se méfier ! Bien sûr, on voyait Lou Reed tomber sur scène, il y avait quelque chose de morbide à espérer le voir aller toujours plus loin, mais c'est parce qu'il le vivait jusqu'au bout qu'il possédait ce rock définitif pour des mythes, qu'il inventait une poésie urbaine aux résonances magiques. Lou Reed était un héros, l'un des plus subversifs, l'un des plus ouverts, un héros comme ceux-ci, faussement ou non, se méfient de lui. Au Palais d'hiver, en pleine nuit, Lou Reed était absent et l'on avait peut-être senti qu'il se soit porté de bon. Il était mort pour le rock, et c'est un accomplissement que le public reconnaît.

ALAIN WAIS.

Le 30 juin, au Théâtre de Verdun, 18 rue de la Chapelle, Paris 18<sup>e</sup>. Discographie chez Ariola.

Le dernier Dylan

Tout nouvel album de Bob Dylan est en soi un événement : Dylan est incontestablement le chanteur dont les chansons sociales, existentielles, politiques, surréalistes, ont exercé la plus profonde influence sur le rock et la musique populaire, en général, en Amérique et en Europe, et ont même inspiré de nouveaux composés dans notre société. Par sa dynamique et son lyrisme, par son charisme et son universalité, Dylan s'est imposé comme un des artistes les plus extraordinaires de son époque, réputé pour ses interprétations du répertoire espagnol (Granados, Albéniz), José Martí abordant l'ensemble du répertoire classique et « romantique » sous la plume et des douzaines de disques ont été installés chez lui un appareil qui lui permettait de réaliser des enregistrements sur son propre piano au moment qui lui convenait.

GÉRARD CONDÉ.

tant imprégné de religion que *Slow Train Coming*, la référence à Dieu et à la Bible est constante, et Dylan laisse courir dans des chansons extrêmement dépouillées sa tendance mystique. Les couleurs musicales sont, bien sûr, franchement noires et les chansons ont souvent l'allure de gospel. *Preying on Us* est d'ailleurs une pièce particulièrement sombre, la force, l'innocence et la sobriété des meilleurs Dylan, tandis que *Saved*, qui donne son titre à l'album, est un rock chanté par la célèbre voix flexible, chancelante, sauvage et rocailleuse.

Quelques thèmes dylaniques immuables sont bien sûr, présents, notamment dans *Are you ready* (« Préparez-vous par vous-mêmes au moment de la venue ? », interroge Dylan). Mais nous sommes cependant avec impatience une autre nouvelle période du chanteur qui suit mieux en accord avec notre sensibilité.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* 33 et C.S.S. 06.113.

EXPOSITIONS

Cires anatomiques au Centre belge

(Suite de la première page.)

Ici sont présentées des écorchés, des bébés crapauds dans leurs bocaux, des squelettes de fœtus rachitiques, et des nymphes de sautoir, un échantillonnage de salles de nourrissons, des opérations de la comédie, des accouchements douloureux, et aussi, repliés dans une vraie baraque de « gros belgètes », des chancres vénériens, des organes génitaux déformés, des crânes de chat, des accouchements divers et variés.

Il ne faut pas jouer les dégoûtés, ni les délicats dans cette histoire, mais les petits enfants salement vicieux, ou curieux, comme celui qui a dessiné récemment Claire Bretscher dans sa page du *Nouvel Observateur* pour raconter une visite familiale au musée des horreurs...

Un boniment moralisateur

Pierre Spitzner a fondé sa « collection d'hygiène sociale » en 1896, à Paris, au pavillon de la Roche, sur l'ancienne place du Château-d'Eau. Il n'a alors que vingt-deux ans, et il est probable qu'il n'est pas plus médecin que les Papous et les Nubiens qu'il présente, moulés dans la cire, plus morts que vivants. La plupart des pièces présentées, qui proviennent de l'ancienne collection du docteur Dupuytren, sont des moulages d'organes ou de membres humains réalisés sur des cadavres à l'hôpital Saint-Louis, et il est probable qu'ils ont été acquis de façon plus ou moins licite.

Mais il a une idée, et une très bonne idée en cette époque fanatique d'hygiène (on relève, par exemple, dans son catalogue que le cancer est un virus qui se niche dans le moelleux des murs), c'est de faire passer toutes ces horreurs insupportables sous un boniment moralisateur : entrez, bonnes gens, et vous pourrez vous rendre compte par vous-mêmes des méfaits de l'alcoolisme, de la débauche qui engendre tous les vices, et de la saleté qui vous mène droit à la tombe. Et il en va, toujours dans son catalogue, d'un petit refrain sur la santé : « La santé doit être pour vous plus qu'un argent et propriété. Pour cela

prenez votre corps propre. » Et il convoque la Croix-Rouge, les assistantes sociales et les accoucheuses, les orphelines, les corps de pompiers. Seulement il y a des gens mal intentionnés qui disent : « Il faut fermer ce musée infâme », et qui dorment à des gens haut placés qui, eux, récupèrent ces projets d'assainissement moral pour leur campagne électorale. Dès 1895, le docteur Spitzner est exproprié avec tout son monde, contraint à faire les foires et à planter sa baraque de ville en ville, en Hollande, en Angleterre, puis en Belgique, entre celles du limonadier et du marchand de gâteaux. Il y avait un gorille à l'entrée et une Vénus endormie qui respirait sous sa minette transparente, et il y avait la musique de l'orgue de Barbarie, ça sentait la friture.

Paul Delvaux a raconté que cette découverte, dans les années 20-30 du musée Spitzner, peu avant celle de Chirico, a été déterminante pour sa peinture, tandis que René Micha se souvient de la baraque d'un dresseur de puceux qui l'aurait joué à ses pensionnaires (très recherchés : il les achetait au public à prix d'or) le couronnement de la reine d'Angleterre, puis les récompenses et leur donnant accès, sur les vitrines de son bras, à sa grenade globulaire.

Spitzner meurt assez jeune, en 1899, et sa femme Désirée poursuit le commerce jusqu'à sa mort, en 1939. Les trois cent pièces anatomiques, très bien conservées, qui composent la collection, seraient restées sous une bache, dans un hangar forain, si Margo Brynnooghe, sur les conseils du conservateur du musée d'histoire naturelle, n'était partie à leur recherche. Elles ont été exposées dans ce musée il y a un an, et les voici à Paris, au Centre culturel de Belgique, en face du Centre Georges-Pompidou.

Un beau regard douloureux

On a juste décrié quelques costumes, on a repêché les cloisons en rouge vif pour disposer ces petits reliquaires peints, et l'on fait passer une musique de foire, moins sans doute pour remplacer le musée dans

son contexte d'origine que pour le décapoter de sa morbidité flagrant. La vitrine égale effectivement les enfants : c'est un lieu très fort d'imagerie, comme un livre de Jules Verne ou une nouvelle de Poe. Et puis, il y a des pièces de cire vraiment admirables : une Vénus anatomique qui fait un strip-tease radical ; un saint Sébastien aux blessures délicates comme des boucles, une peau entière d'homme, tannée, tendue, jaunée, un cuir humain qui tait une très bonne descente de lit pour un lion.

Mais la plus belle, c'est encore tout le matériel de présentation, d'ornementation, déployé autour de la cire : les étiquettes avec leurs tampons d'encre bleue, les coussins de velours noir où reposent les corps, la lingette plâtre qui fait comme un cadre autour des visages suppliciés ; des chevilles, et des mains d'hommes sortant de partout, dans leurs manchettes amidonnées, pour placer des éponges autour du scapula de la cossienne et la chemise empoisée de la patiente...

HERVÉ GUIBERT.

\* 127, rue Saint-Martin. Jusqu'au 7 septembre.

CINÉMA

LE SHÉRIF ET LES

EXTRA-TERRESTRES, de Michèle Lupo

Une « rencontre du troisième type » qui ressemble à un conte de fées. A Newnan (Géorgie), on se parle que des OVNI. Tous les habitants de la ville affirment en avoir vu, et un détachement de l'armée de l'air, cantonné sur place, se tient prêt à repousser les éventuels envahisseurs. Seul le shérif, colonel placide, féroce de pêche à la ligne, refuse de croire à ces bobards.

Ce scepticisme sera de courte durée. Un soir, en effet, un objet non identifié se pose sur le toit d'une maison. Comment l'appeller-tu ? — K. 7.25. — Et ton papa ? — K. 7.54. — Et d'où viens-tu ? — De cette étoile, là-bas, à droite de la Vierge lactée. Le gosse est bel et bien un extra-terrestre, et il le prouve en accomplissant sous les yeux du shérif éberlé de signaux sous le passe-passe.

Alors, entre le témoignage de l'ordre et ce « kid » de l'espace commençant à se mouvoir des lieux d'antité que mille aventures — parait-il — ont fait et fait et une bataille rangée dans un désert — ne feront que renforcer.

Avec une telle histoire, le réalisateur, Michèle Lupo, joue sur le veldt. D'un côté, l'humour, l'absurde, le grotesque, l'innocence, la malice, la fragilité d'un petit Terrien. De l'autre, ce Gollath, dont chaque coup de poing vaut un coup de canon, faisant l'apprentissage de la terreur après de son protégé. Qui résisterait à tant de fraîcheur et de gentillesse ? En dépit d'une réalisation simplette et répétitive (les scènes de bagarre sont beaucoup trop longues) on est séduit, amusé et parfois même ému par la complexité des deux protagonistes. Parfaitement à l'aise dans son rôle de gros ours d'ébène, Bud Spencer y va allégrement le film sur ses larges épaules. Et le gosse est merveilleux.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Voir les films nouveaux.

MORT DE BORIS KAUFMAN DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE

Boris Kaufman, directeur de la photographie dans de nombreux films américains, et qui fut le chef opérateur de tous les films de Jean Vigo, est mort, le mardi 24 juin, à New-York.

D'origine russe, Boris Kaufman est né à Bialystok (Pologne) au début du siècle. Sa date exacte de naissance n'est pas connue, certains documents avancent simplement l'année 1906. Il était le frère du maître en scène soviétique Daisa Vertov, qui en 1924 avait fondé le groupe Kino-Glass (cinéma-glass).

Boris Kaufman a émigré très jeune en France avant de gagner, en 1927, les États-Unis. C'est au cours de ses études à la Sorbonne qu'il se lia d'amitié avec Jean Vigo. L'entrepreneur, en 1929, leur premier court-métrage, *A propos de Vite*, suivra Jean Vigo (1931), qui ordonna ce qui sera un quart de siècle plus tard le documentaire *Le séisme à Valdivia*. Viendront ensuite des photographies de plusieurs films de Sydney Lumet, notamment *Les hommes du train*, en 1957. Douze hommes en colère. Apparaissant, il a été le chef opérateur du film *Le Razon On the waterfront*, pour lequel il reçoit, en 1954, l'Oscar de la meilleure photographie de l'année. Armand : il a travaillé de nouveau avec ce réalisateur pour *Baby Doll* et a collaboré d'autre part avec Jules Dassin.

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75201 PARIS - CÉDEX 10  
C.C.P. Paris 4997-28

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
282 F 311 F 451 F 595 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
367 F 551 F 695 F 1.250 F

(par mandats)  
X - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
224 F 354 F 538 F 725 F

IL - SUISSE - TURQUIE  
280 F 365 F 725 F 940 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : décrire ou préciser (avec 2 semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de renvoyer tout les numéros en capitale d'impression.







# Europa

Le Monde  
DE L'ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

## LES ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE AUSTRALE

**M. Pieter Botha, premier ministre d'Afrique du Sud :**  
*Notre économie est ainsi conçue que nous avons besoin des Noirs et qu'ils ont besoin de nous*

« Votre politique intérieure porte différentes appellations. On parlait autrefois d'apartheid. Aujourd'hui il s'agit de « développement séparé » que vous appelez, vous, « bon voisinage ». Vous parlez de l'idée que les populations noires doivent vivre à l'écart dans leurs régions d'origine ou dans des entités comme le Transkei. Jusqu'à aujourd'hui, pour 13 % de la population, à savoir la population noire, les Noirs estiment cette répartition injuste. Projetez-vous d'étendre les territoires des Noirs ?

— Oui, nous avons un projet d'élargissement. Je donnerai plus de détails sur ce sujet d'ici à la fin de l'année. Nous avons déjà dépensé des centaines de millions sur ces territoires, et des centaines de millions devront encore être déboursés. Mais je tiens à souligner que ces régions où vivent les Noirs sont les plus fertiles, celles qui reçoivent le plus de pluie. La terre y est une des meilleures de toute l'Afrique du Sud, alors que de vastes

régions comme le Karro, occupées actuellement par les Blancs, sont des territoires où le sol est sec et les chutes de pluie très faibles. Aussi ne peut-on établir de comparaisons.

— Votre réponse implique-t-elle que beaucoup de Noirs ne sont pas capables de tirer parti de ce qui leur a été donné ?

— Ils ont pris du retard. Ils manquent de connaissances, et je crois que c'est là un des plus gros problèmes auxquels sont confrontés les gouvernements de ces régions. Il leur faut apprendre aux gens à bien utiliser le sol. Je suis persuadé que les terres actuellement occupées par les Noirs peuvent davantage produire et cultiver selon des méthodes plus scientifiques, nourrir les vingt-quatre millions d'habitants qui les peuplent. Mais nous en sommes encore loin.

— Lorsque l'on voyage sur ces territoires réservés aux Noirs, on remarque peu de changements, pourtant le Transkei possède déjà sa propre compagnie aérienne.

— Le problème que nous avons

est le même que l'on trouve partout en Afrique. L'Afrique pourrait se suffire à elle-même sur le plan alimentaire, pourtant elle n'y parvient pas. Il faudra des générations pour convaincre les populations et leur apprendre à valiser ce dont elles disposent. Ce n'est pas en un ou deux ans que la situation changera.

— Cela est-il possible sans l'aide de conseillers blancs ?

— Je ne crois pas que cela soit jamais possible sans conseillers blancs.

— Votre politique s'appuie sur l'idée d'appartenance à une région d'origine, sur l'idée des États. Tous les Noirs seront-ils un jour, qu'ils y vivent ou non, rattachés à ces entités ?

— Il y aura toujours des Noirs dans les zones urbaines qui prolongent les villes des Blancs. Notre économie est ainsi conçue que nous avons besoin des Noirs comme ils ont besoin de nous.

Propos recueillis par  
WALTER SPIEGEL  
(Lire la suite page 23.)

**M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe :**  
*Des relations politiques avec Pretoria sont exclues mais les liens économiques seront maintenus*

« Vous avez dit que vous n'avez pas mené la lutte au Zimbabwe pour y maintenir le statu quo. Depuis le peu de temps que vous gouvernez jusqu'à aujourd'hui, vous n'avez pas changé ce statu quo et dans quelle mesure votre action a-t-elle été limitée par la situation politique et économique dont vous avez hérité ?

— Le changement du statu quo ne peut être réalisé du jour au lendemain. Nous avons fait ce que nous avons pu jusqu'ici, mais bien entendu nous sommes guidés par des priorités précises. L'une est de réaliser une paix totale, et de rétablir la sécurité dans le pays. Ce n'est que dans un contexte de paix que nous pourrions nous attaquer aux problèmes sociaux et économiques qui se présentent. Les gens peuvent maintenant se déplacer librement, bien qu'il y ait encore quelques dissidents dans la nature. Le processus d'intégration de nos forces, bien que lent, est en route. Nous commençons peu à peu à nous attaquer à d'autres problèmes qui visent à la réalisation de nos objectifs sociaux et économiques : la tâche

de réinstaller notre peuple sur le terrain, de reconstruire notre économie, d'apporter éducation et services de santé au peuple. Il faut aussi répondre à la demande immédiate d'augmentation des salaires dans les divers secteurs, privés et publics. Nous avons institué des échelles de salaires minima, ce qui est un bon départ. Nous allons bientôt nommer une commission pour enquêter sur l'ensemble des situations dans le secteur privé de manière à proposer des recommandations satisfaisantes d'échelles de salaires.

— En ce qui concerne le statut international du pays, j'ai beaucoup obtenu. Il n'y avait pratiquement aucune relation internationale entre ce pays et le monde extérieur. Aujourd'hui nous sommes amis avec presque tout le monde.

— Dans quelle mesure croyez-vous éviter les mesures qui pourraient provoquer un soulèvement des Blancs au Zimbabwe ?

— Je pense que c'est très important. Nous sommes inquiets de voir qu'un grand nombre d'entre eux partent déjà. Nous ne pouvons nous passer de ces gens qui possèdent des capacités précises. Nous devons donc essayer de retenir les personnes qualifiées. Quant à la meilleure façon de développer des cadres africains, elle repose sur ceux qui existent déjà. Ils doivent devenir les instructeurs de la génération future.

— Pourquoi partent-ils ?

— Pour diverses raisons. Il y a ceux qui n'ont jamais accepté le fait que nous ayons remporté les élections, et qui croient que nos opinions politiques ne leur permettront pas de rester. Il y a ceux qui partent sous l'effet de la crainte — la crainte que nous n'agissions contre eux, peut-être au sens physique.

Propos recueillis par  
NICHOLAS ASHFORD.  
(Lire la suite page 23.)

## Soyons sérieux Maigret s'impatiente

Il faisait trop chaud à Venise. Maigret s'y sentait lourd, moussoie, mal à l'aise, dans cette vieille ville qui semblait lentement, insensiblement, dans la vase.

« Ce n'est pas un lieu de vacances », pensa-t-il. Et pourtant, il y avait des visiteurs, réunis en congrès au moins deux fois à quelques jours d'intervalle. Ce furent des débats, des discours, des grands dîners. Mme Maigret a mis sa robe de soirée, Maigret son smoking. Après, ils écoutaient l'orchestre chez Florian, place Saint-Marc. Mme Maigret fredonnait des valseuses centennaires.

Le commissaire bourra sa pipe. « Tu sais, il y a quelque chose qui cloche. L'Américain de ce matin... Il essaye des sourires, mais que fait-il réellement ? — Et les Européens ? demanda Mme Maigret. — Ah, les Européens ! Quelle pagaille ! Cette dame... Elle ne pense qu'à son sac à main... Et les Français qui se comportent en paysans, qui veulent barrer l'entrée aux autres... »

Mme Maigret posa son tricot. Il se fâchait si rarement qu'elle eut presque peur. « Mais... — Oui, c'est l'air de Venise. On a bien l'impression d'y sombrer soi-même. Alors que... »

Maigret regarda vers la lagune. « Là-bas, ça bouge. Et bientôt, ça va border. Si l'on ne veut pas être engloutis, il faut aller beaucoup plus vite... »

PANGLOSS.

## PERNOD RICARD

DIVIDENDE 1979 : 14,50 F (+ 31,8 %)

1979 a été un grand millésime pour Pernod Ricard. Le chiffre d'affaires du Groupe vient de franchir la barre des 5 milliards et le résultat d'exploitation (FF. 459 594 000) est en hausse de 35 % ; le cash-flow progresse de 34,4 % et le bénéfice net de 35,2 % (FF. 238 988 000).

Le secteur "sans alcool", après l'effort de restructuration entreprise et la libération des prix, est devenu bénéficiaire (S.F.B.G. : FF. 24 782 000, J.F.A. Pampyl : FF. 2 206 000).

La situation nette (FF. 2 048 945 000) montre que le Groupe est encore largement soutenu en bourse et pourrait donc se livrer à un investissement intéressant (début Juin 1980), la capitalisation boursière représentait 0,79 fois la situation

nette du Groupe, et 6,2 fois les bénéfices nets 1979).

En 1980, l'expansion se poursuit et le Groupe vient d'acquiescer la Société américaine Austin, Nichols and Co, producteurs de Bourbon haut de gamme, dont l'assortiment réseau se bat déjà pour ouvrir le territoire américain aux produits du Groupe. Marché potentiel : 2,5 milliards de bouteilles de spiritueux actuellement consommées chaque année aux U.S.A.

N.B. : Pernod Ricard, premier producteur français de spiritueux et septième dans le monde, est aussi le premier producteur français de jus de fruits et boissons à base de jus. Pernod Ricard distribue Coca-Cola. L'assemblée générale des actionnaires a approuvé un dividende de FF. 14,50.

Le rapport annuel 1979 est paru, demandez-le en retournant ce bote à Pernod Ricard - Plaque 1979 142, bd Haussmann, 75008 PARIS

Nom ou S.M.

Adresse

Êtes-vous actionnaire ? ☐ OUI ☐ NON



## La fièvre islamique traduit les rêves nationalistes fracassés

par MOHAMED HEIKAL (\*)

LORSQUE Disraeli disait que les solutions simples devaient, chaque fois que cela était possible, être écartées en faveur des plus compliquées, il parlait en politicien qui savait que la politique doit se présenter comme « l'art de l'impossible » à ceux qui la font valent leur prestige et leur autorité. Ce conseil ironique, beaucoup d'observateurs semblent le suivre qui tentent aujourd'hui d'expliquer ce qu'ils appellent la « renaissance islamique » — renaissance impliquant une absence antérieure.

Or il n'y a en fait jamais eu absence, la divinité dans l'islam ne transcendant jamais l'histoire.

### Continuité islamique

Ceux qui parlent de « renaissance islamique » se servent de la révolution iranienne pour faire la preuve du bien-fondé de leur théorie, oubliant que l'article premier de la Constitution de ce pays, en vigueur déjà du temps du chah, stipule que l'islam est la religion d'État et que l'Iran doit être gouverné selon la loi qu'impose la doctrine chite (l'Imamshariyya) que le chah avait pour mission d'enseigner et d'encourager. Autrement dit, le chah détenait sa légitimité du Douzième Imam, qui l'avait laissée en dépôt depuis le neuvième siècle après Jésus-Christ, et à la place duquel le monarque iranien gouvernait. Pour ce dernier, gagner, donc, l'approbation des ayatollahs dans les mosquées et dans les écoles coraniques de Qom, la ville sainte de la religion chite, n'était pas moins important que de construire une armée forte.

En fait, le rôle joué par l'ayatollah Khomeiny se situe dans la ligne traditionnelle de la vie politique iranienne où les ayatollahs de Qom ont toujours été très présents, sinon aussi importants que Khomeiny. On trouve, en effet, un ayatollah à la tête du mouvement contre le régime des capitulations (droits extra-

mais restant toujours en elle. Pour les musulmans, le Coran est la vraie parole de Dieu telle qu'elle fut révélée à Mahomet, qui n'était pas seulement un prophète chargé de répandre son enseignement, mais un guerrier prêt à le faire appliquer. L'islam ne fait aucune distinction entre le temporel et le spirituel, et la main qui dispense la justice est celle-là même qui manie l'épée. Ainsi dans l'éthique musulmane, religion et nationalisme ne sont-ils pas vraiment distincts.

territoriaux des étrangers, abrogés en 1927), un autre pour conduire la bataille de la Constitution (adoptée officiellement en 1907), et ce fut encore un ayatollah qui mena le combat pour déposer la dynastie Qadjar et préparer la voie à l'accession au pouvoir des Pahlavi, en 1925.

De même, lorsque en 1951 Mohamed Mossadegh conduisit la révolution qui devait aboutir à la nationalisation du pétrole iranien, il avait auprès de lui un personnage important, le leader religieux le plus influent à l'époque en Iran, l'ayatollah Kashany. Paradoxalement, ce furent précisément les raisons qui amenèrent l'ayatollah Kashany à accepter en 1951 de s'associer à Mossadegh qui permirent à Khomeiny de se dispenser, plus d'un quart de siècle plus tard, de la présence d'un laïc à ses côtés.

La révolution de Mossadegh s'intégrait dans le grand mouvement de libération nationale qui saisit le tiers-monde au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Les années 50 et 60 furent marquées, partout dans ces régions, par la révolution nationaliste — période de décolonisation qui vit apparaître de nouveaux États-nations, époque d'optimisme, d'espoirs et de rêves, ponctuée par les mouvements

menés en Indonésie par Sukarno, par Gandhi et Nehru en Inde, Jinnah au Pakistan, Mossadegh en Iran, Nasser en Égypte, Nkrumah au Ghana, Ben Bella et Boumedienne en Algérie.

On croyait alors l'indépendance assurée une fois qu'elle avait été proclamée, la liberté politique et sociale possible grâce aux institutions parlementaires élines, et le progrès au coin de la rue avec les ambitieux plans de développement que l'on s'apprêtait à mettre en place. Saisi par l'euphorie de l'indépendance, chacun pensait qu'en même temps que l'impérialisme le sous-développement avait été vaincu.

Il est intéressant de voir comment fut accueilli par les autres pays cette montée du nationalisme dans le tiers-monde. Dans un message manuscrit adressé à Nasser en 1956, de Gaulle déclarait que « le nationalisme est la principale force qui forge l'histoire des nations au vingtième siècle ». J'avais, en un apparence, entendu une tout autre appréciation de la situation dans

### Désillusions nationales

A l'assujettissement colonial succédait une dépendance économique et technologique. Les modèles démocratiques, qu'ils aient été inspirés du libéralisme à l'occidentale avec toute la diversité que cela implique, ou coulés dans le moule social de l'Europe de l'Est, ne remplirent pas leurs promesses. Là où, dans leur pays d'origine, ces modèles étaient l'expression d'un stade de développement politique et social, et permettaient, par leurs mécanismes, un dialogue entre les différentes classes sociales, ils n'aboutirent à rien de positif au sein des jeunes États-nations.

(\*) Ancien rédacteur en chef d'Al-Ahram.

(Lire la suite page 24.)

POSEZ-VOUS  
DIRECTEMENT  
AU SUD...

AIR ALPES



**L**e panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cigès-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme :

- a) Croissance la plus forte possible ;
- b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ;
- c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

## LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

# L'inflation cède du terrain

**L'**INFLATION reculerait-elle enfin, entraînant une diminution significative des taux d'intérêt ? Il est frappant de constater dans de nombreux pays une nette désinflation des prix de gros et des produits importés, conséquence de la baisse des prix des matières premières industrielles, elle-même entraînée par le ralentissement de l'activité et surtout par la récession sur le plus important marché mondial, celui des États-Unis. Une seule exception, mais de taille, celle du pétrole, bien que l'offre, après les réajustements en baisse de la production de l'OPEP, reste toujours supérieure à la demande.

À la suite de leur réunion du 10 juin à Alger, les producteurs ont fixé un nouveau prix de base de 32 dollars, supérieur de 4 dollars à celui de l'Arabie Saoudite, ce qui laisse prévoir d'autres hausses.

Pourtant, pour le moment, le recul de l'inflation semble bien engagé aux États-Unis. Les prix de gros, particulièrement significatifs, voient leur taux mensuel décroître régulièrement : 1,4 % en mars, 0,5 % en avril et 0,3 %

seulement en mai. Ces chiffres sont venus apporter quelque satisfaction aux autorités qui en ont bien besoin vu les résultats plutôt catastrophiques d'activité et de chômage qui sont en train de battre les records de la récession de 1974 (ainsi le recul de plus de 4 % de la production industrielle en deux mois). De leur côté, les taux d'intérêt du marché monétaire sont redescendus en flèche, de 20 % à 8 %, le prime rate ayant baissé dans une moindre mesure, de 20 % à 12 %. Cependant cette baisse considérable fait chuter le dollar, ce qui n'est pas de bon augure à terme pour l'inflation américaine. Les observateurs s'interrogent sur la politique des autorités monétaires : le démantèlement accéléré des mesures restrictives prises au mars a-t-il été entraîné uniquement par la diminution des demandes de crédit et l'attente d'un recul de l'inflation, comme le soutient M. Volcker, le président de la Banque de réserve fédérale, ou n'a-t-il pas été précipité devant les résultats alarmants d'activité des derniers mois dans l'espoir d'une relance ?

Dans les autres pays industriels, l'inflation, si elle ne recule pas comme aux États-Unis, donne néanmoins des signes d'assouplissement. C'est le cas pour nos quatre grands pays européens comme le montre notre courbe. Les prix de gros allemands voient leur allure ralentir, de 0,5 % en mars à 0,3 % en avril, de même que les prix de détail, dont les hausses mensuelles ont été de 0,8 % en mars et avril, et de 0,4 % seulement en mai, ce qui a permis de ramener leur rythme annuel, calculé sur trois mois, de 8 % à 7 %. Il est vrai que, en sens inverse, le taux évalué sur douze mois a augmenté, lui, de 5,8 % à 6 %, et atteint le niveau le plus élevé depuis 1973. M. Matthöfer, ministre des finances, estime que l'inflation est maintenant à son sommet et devrait redescen-

dre à 5,5 % ou même 5 % d'ici à la fin de l'année. Cependant M. Poehl, président de la Bundesbank, reste prudent. Loth de suivre la détente des taux américains il avait déjà, il y a plus d'un mois, relevé ses taux pilotes et les a laissés à leur niveau. Conséquence : l'écart avec les taux américains s'est réduit à zéro, alors que la différence entre les taux d'inflation reste importante, de telle sorte que les capitaux se dirigent à nouveau vers le Deutschlandmark permettant à l'Allemagne de mieux lutter contre les hausses de prix à l'importation.

En France, début 1980, la poussée inflationniste a été considérable, surtout en janvier (1,9 %), amenant le rythme calculé sur trois mois à 18 %, c'est-

des statistiques, qui doute de l'efficacité des contraintes monétaires sur les salaires. Elles restent donc très dures sur les taux d'intérêt, malgré les demandes pressantes du C.B.I. (le patronat) de réduire les lourdes charges financières qui pèsent sur les entreprises. Comme l'a rappelé encore récemment Mme Thatcher, il n'est pas question de les abaisser tant que la masse monétaire continuera de croître de manière excessive, ainsi qu'elle l'a fait en mai (2 %).

En Italie, l'explosion des prix de début 1980 a été suivie d'un net tassement : le rythme annuel d'inflation, qui est calculé sur les trois derniers mois, est redescendu de 29 % à 23 %, puis à 15 %, grâce aux résultats rela-

## ÉTATS-UNIS : SITUATIONS ET INCIDENCES

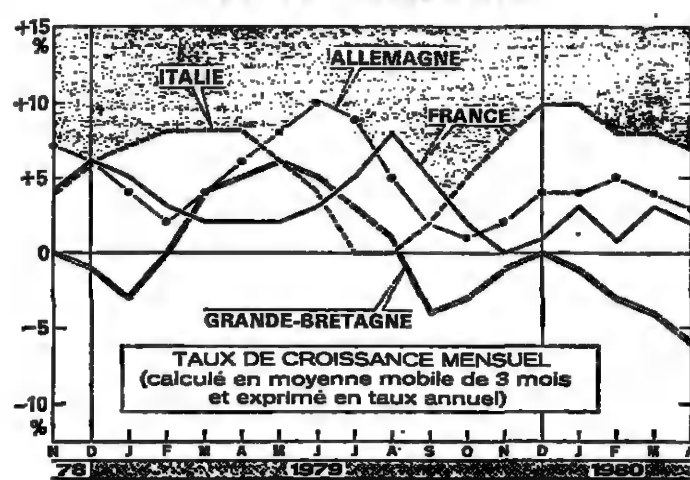
<b>CROISSANCE</b>	---	Les baisses d'activité enregistrées maintenant sont toutes en train de battre des records, atteignant ou dépassant ceux de la récession de 1974. On peut citer entre autres : le recul en avril de 4,8 % des indicateurs en avance, de 5,5 % des commandes à l'industrie et de 3,6 % des dépenses de construction, et, en mai, de 2,1 % de la production industrielle.
<b>PREX</b>	---	La hausse des prix de gros a continué à ralentir fortement en mai (0,3 %) : le rythme annuel des trois derniers mois revient de 14,3 % à 9,1 %, en particulier sous l'effet d'une baisse des prix alimentaires. L'évolution des prix de détail s'annonce, elle aussi, plus favorable avec un rythme de 15,8 %.
<b>CHOMAGE</b>	---	Le taux de chômage par rapport à la population active, reflétant la récession, a encore une fois fait un bond de 7 % en avril à 7,4 %, un mal. Le nombre de chômeurs a augmenté de 290 000, alors que l'effectif au travail a diminué de 100 000.
<b>CAPACITÉ</b>	---	Le taux d'utilisation des capacités de l'industrie a baissé de manière accélérée depuis le début 1980 : de 84,2 % en janvier, il est passé à 83,9 % en février, puis à 83 % en mars et, d'un seul coup, à 81 % en avril et à 79 % en mai.
<b>ECHANGES</b>	---	Sous les effets de la récession et de la baisse des importations (en particulier celles de pétrole), le déficit commercial a diminué de 5,37 milliards de dollars en février ; il est revenu à 2,16 milliards en mars et 1,77 milliard seulement en avril. Mais il est remonté à 2,96 milliards en mai.
<b>MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE</b>	---	La baisse des taux d'intérêt américains se poursuit, le prime rate revenant à 12 % et le taux d'escompte à 11 %. Mais elle n'a pas eu d'incidences significatives sur les taux de court terme des grands pays européens. En revanche, les taux à long terme allemands et français ont marqué une détente.
<b>ECONOMIQUE</b>	---	La récession aggravée américaine n'affecte pas pour le moment l'activité européenne, en particulier allemande et française, mais les mauvaises nouvelles d'outre-Atlantique pourraient affecter le moral des industriels et leurs décisions d'investissement.

## NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (s) Internationale
ALLEMAGNE	+	---	---	++	+	+
FRANCE	+	---	---	+	---	+
ITALIE	++	---	---	+	---	---
GRANDE-BRETAGNE	---	---	---	---	+	+

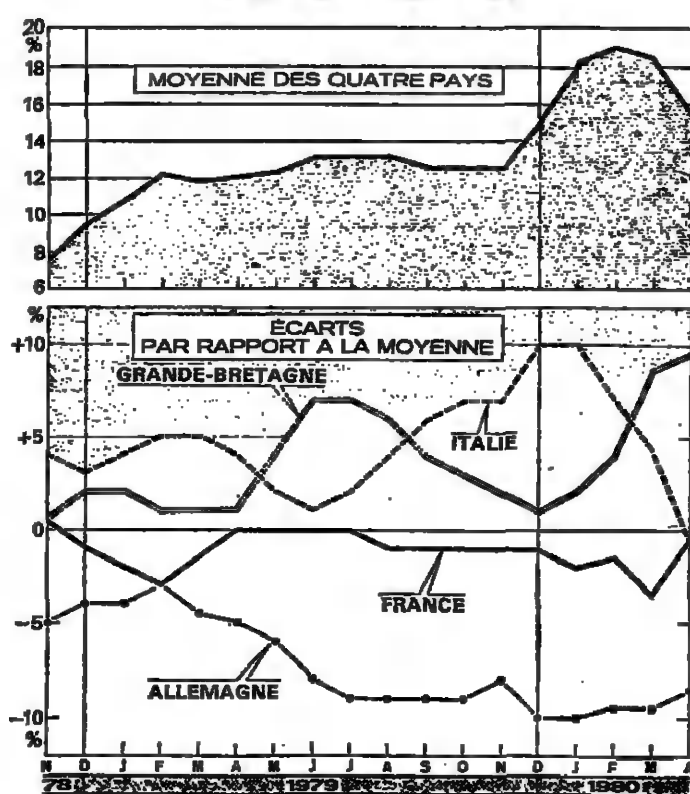
(+) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

## TAUX DE CROISSANCE



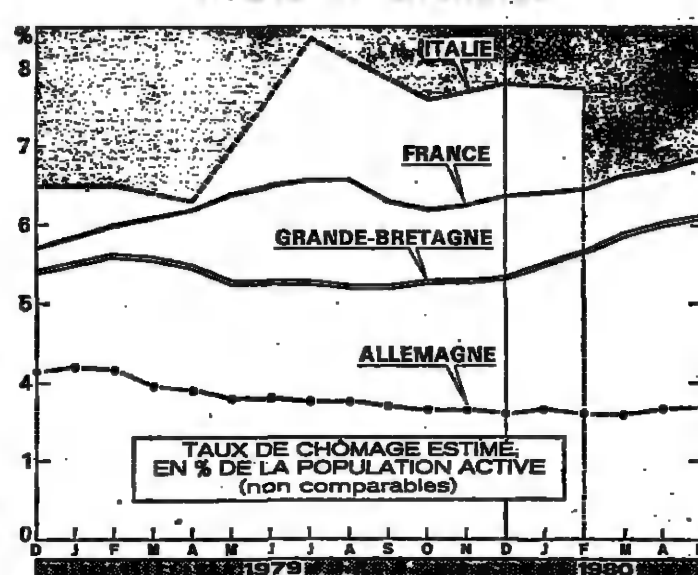
Entre mars et avril, les taux de croissance industrielle de l'Italie, de l'Allemagne et de la France ont baissé respectivement de 8 % à 7 %, de 4 % à 3 % et de 3 % à 2 %. En Grande-Bretagne, le recul s'est accentué de -4 % à -5 %.

## ÉVOLUTION DES PRIX



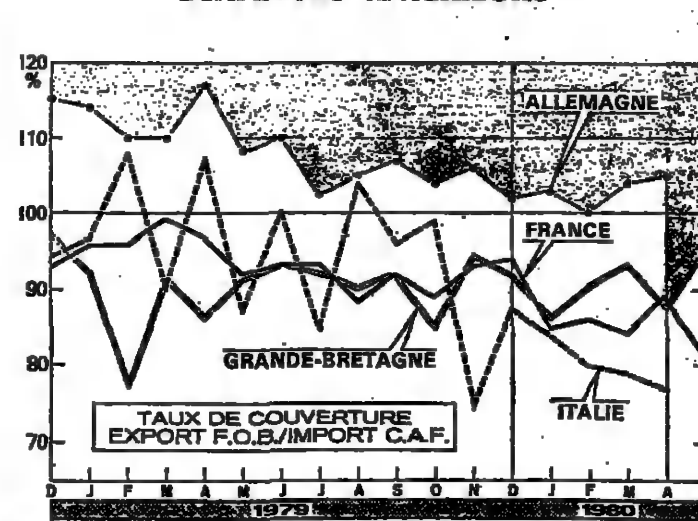
L'inflation moyenne des quatre grands pays européens est nettement redescendue, entre avril et mai, de 15,5 % à 15,3 %. Le ralentissement a été particulièrement fort en Italie (de 23 % à 15 %) et plus faible en Allemagne (de 9 % à 7 %) et en Grande-Bretagne (de 17 % à 15 %), en France (de 15 % à 14 %), si bien que la différence entre les taux italiens et anglais devient considérable. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois. Évalués sur douze mois, ils sont de 6 % en Allemagne, 12,7 % en France, 20,7 % en Italie et 21,9 % en Grande-Bretagne.

## NIVEAU DE CHOMAGE



Entre avril et mai, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a fortement augmenté en France de 6,70 % à 6,85 % et en Grande-Bretagne de 6,10 % à 6,20 %, et plus modérément en Allemagne de 3,65 % à 3,70 %.

## ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Entre mars et avril, le taux de couverture des importations par les exportations (calculé F.O.B.-C.I.F. et corrigé des variations saisonnières) est resté stable à 105 % en Allemagne et est légèrement descendu de 79 % à 77 % en Italie. Entre avril et mai, ce taux s'est sensiblement amélioré de 88 % à 95 % en Grande-Bretagne, mais s'est considérablement détérioré de 89 % à 81 % en France.

à-dire le double de celui de l'Allemagne. Depuis, il y a eu un reflux à 14 %, ce qui est encore élevé. Mais des facteurs de modération sont à l'œuvre. La progression des salaires s'est ralentie par rapport aux prix, puisque pour la première fois depuis dix ans le pouvoir d'achat du salaire horaire a diminué de 0,30 % au premier trimestre 1980. Les prix des matières premières importées ont baissé, trois mois de suite de 8 % en mars et avril et de 3,8 % en mai, et les anticipations inflationnistes se sont estompées. M. Monory, ministre de l'économie et des finances, estime que le plus mauvais moment est passé et escompte un sensible ralentissement au deuxième semestre, le taux annuel devant redescendre, d'après lui, à 12,5 %, ce qui paraît optimiste à beaucoup d'observateurs, compte tenu des nouvelles mesures de libération des prix envisagées par le gouvernement. Ce dernier d'ailleurs reste prudent en maintenant élevé le taux du marché monétaire et en ne laissant baisser que très lentement un taux à long terme favorisé par la bonne tenue du franc et l'afflux de capitaux étrangers.

En Grande-Bretagne, l'inflation a fusé en cours des derniers mois, passant à 27 % (calculé sur trois mois) et dépassant nettement les prévisions du gouvernement. Plus récemment, ce rythme a pu être réduit à 25 % grâce au résultat moins mauvais de mai (0,9 %). Par ailleurs, les prix de gros ont légèrement décollé, de 1,5 % en avril à 1,25 % en mai. Cependant, à la différence de ce qui se passe en France, le rythme des salaires ne donne aucun signe de décollage et se maintient au-dessus de 21 %. Les autorités, fidèles à leur politique, surveillent avant tout la croissance monétaire et espèrent ainsi, comme l'a indiqué Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier, ramener l'inflation à 16,5 % à la fin de l'année 1980 (suscitant le scepticisme de l'Institut national

tivement moins mauvais de mars (1 %) et de mai (0,9 %). Cependant, tout comme en Grande-Bretagne, se pose le problème des salaires, qui alourdissent les coûts industriels, rendant de plus en plus difficile la position des exportateurs, dont la marge est laminée par les contraintes imposées à la lire dans le cadre du système monétaire européen. D'où la pression des chefs d'entreprise, qui réclament une dévaluation. Solution qui ne serait qu'illusoire si elle n'est pas accompagnée d'autres mesures et relancerait à bref délai l'inflation à des niveaux plus élevés. M. Carlo Ciampi, le nouveau gouverneur de la Banque d'Italie, jouant son rôle traditionnel de censeur vis-à-vis du gouvernement et des partis, a rappelé : « Nous avons encore une marge suffisante, même si elle est réduite, pour juguler l'inflation. »

Le Japon, à la différence des autres grands pays capitalistes, n'a pas encore été frappé à plein par la vague inflationniste. Pendant de longs mois, celle-ci n'a atteint que les prix de gros, dont le rythme a dépassé les 20 %, avec 27 % sur le seul mois d'avril. Ce n'est que plus récemment, en avril, que les prix de détail ont vu leur rythme s'accroître à 15 % (calculé sur trois mois). Il est vrai qu'il, à la différence de la Grande-Bretagne et de l'Italie, les salaires n'augmentent qu'à une allure limitée (5,8 % en 1979), et les derniers accords de printemps ont fait apparaître une remarquable modération des syndicats (7 % seulement). Cependant, conscient des dangers inflationnistes, M. Miyake, gouverneur de la Banque centrale, qui après beaucoup d'hésitations, avait augmenté ses taux d'intérêt, à la suite de l'escalade américaine, refuse malgré les vives protestations du patronat.

MAURICE BOMMENSATH.

**EUROPE**  
UNION  
EUROPE  
EUROPE

Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Fiam de Garzanti, Mario Fasanotti (« le Monde »), John Gray, David Spenser (« The Times »), Ingoborg Schowohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.  
Publicité : Yves Morvan (« le Monde »), Dante Sacchio (« le Monde »), Bryan Todd (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Coordonnateur : Eric Wolfenbutel.  
Copyright « le Monde ».

50 من الأصل



# L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

## La Turquie doit entrer le plus vite possible dans la Communauté européenne

nous déclare M. Vehbi Koç, président du groupe Koç

L'une des plus grandes aventures industrielles de la Turquie contemporaine, sans doute celle de Vehbi Koç. En 1917, à l'âge de seize ans, il convalesce son père d'ouvrir une petite épicerie à Ankara. Lorsque Vehbi Koç se lance dans la fabrication de matériaux de construction, y ajoute en 1928 la représentation de firmes européennes et américaines. En 1940, il entreprend à la fois le développement de produits fabriqués et l'import-export. En 1963, lorsqu'il fonde la Koç Holding Company, Vehbi Koç gouverne un large empire : fer, acier, électronique, textiles, produits alimentaires, électro-ménager, énergie, construction de moteurs et d'automobiles, radio et télévision, banque, tourisme, assurances, distribution de pétrole, aciérie. Au total, près de 12 milliards de dollars d'actifs à la fin de 1978, 46,14 % des actions sont détenues par M. Vehbi Koç et sa famille, 11,28 % par le personnel, 8 % par la Fondation Vehbi Koç, qui assure des tâches philanthropiques dans les domaines de l'instruction publique et de la médecine.

Le fondateur — un Agnelli, un Ford turc — de cette entreprise du capitalisme privé en Turquie nous a accordé une entrevue où il s'exprime sur les destins économiques de son pays, au moment où Ankara s'apprête à demander formellement son entrée dans la Communauté européenne.

« La Turquie est prête, nous dit-il, à relever le défi que représente son entrée dans la Communauté européenne. D'abord, du point de vue économique, elle n'est pas en retard sur l'Espagne ou sur la Grèce. Pour elle, c'est une nécessité de s'ouvrir à un marché de 300 millions d'habitants, aux technologies, aux échanges de capitaux et de crédits. Si nous devons demeurer hors du Marché commun, nos ouvriers qui travaillent en Europe reviendront ; les 1,5 ou 2 milliards de dollars qu'ils envoient chaque année disparaîtront. Et, au contraire, la Turquie devient membre à part entière, l'embauche de nos travailleurs à l'étranger sera facilitée et nos revenus en devises s'accroîtront.

« Réciproquement, la Communauté européenne bénéficierait du potentiel très riche de la Turquie dans le domaine agricole, industriel et touristique. Nous avons des secteurs, l'agro-alimentaire, les textiles, parfaitement compétitifs, et nous pouvons entrer dans une intégration équilibrée avec l'économie des autres États membres.

### Un objectif stratégique

« Loin d'être écrasée par la concurrence, notre industrie atteindrait, à une structure saine du point de vue de la qualité, de la productivité, du prix de revient, à la condition toutefois que s'accroisse l'exportation de produits industriels fabriqués, ce qui suppose l'importation de matières premières et le développement de la production d'énergie.

« Les pays d'Europe occidentale, au surplus membres de l'Alliance atlantique, doivent soutenir la Turquie dans le domaine économique, non parce qu'elle nous appartient à l'Alliance mais parce qu'elle accorde des fonds importants à la défense et qu'elle se sacrifie pour le maintien de la démocratie.

« L'adhésion complète au Marché commun n'empêcherait pas le développement des relations économiques avec d'autres pays.

Mais elle est nécessaire et doit se faire aussi vite que possible.

« Le plus urgent n'est-il pas la sortie, au moins partielle, de l'actuel état de marasme économique ?

« Personnellement, je soutiens

### LA PLUS IMPORTANTE AIDE ÉTRANGÈRE

La Turquie est le pays qui reçoit la plus importante aide étrangère. Elle vient juste d'obtenir un prêt d'un milliard six cents millions de dollars du F.M.I., qui s'ajoute aux deux milliards déjà accordés sous d'autres formes. Le taux élevé des crédits oblige le premier ministre, Süleiman Demirel, à gérer un budget restreint ce qui signifie : réduction des subventions aux industries nationales, diminution des dépenses publiques, dévaluation à plus ou moins long terme de la livre turque pour lutter contre le chômage, qui se situe actuellement à 28 %, et l'inflation qui approche les 80 %.

complètement les mesures prises par le gouvernement Demirel pour une politique monétaire stricte. Mais il est trop tôt pour faire une évaluation des résultats possibles.

« Depuis vingt ans, la Turquie menait un développement économique planifié, et, bien qu'elle ne produise pas de pétrole, elle a pu durant de longues années réaliser un taux de croissance de 7 % par an. Mais cet effort au-dessus de nos possibilités a engendré les difficultés qu'a accentuées la crise pétrolière. Elles ont redoublé au jour le jour à cause de la priorité accordée à la politique électorale » par les partis qui se sont succédé au pouvoir. L'inflation et ses taux très élevés, la hausse astronomique des prix du pétrole, les échecs rencontrés dans l'augmentation de la production et de l'exportation, la pénurie de devises, l'augmentation des dettes extérieures, l'impossibilité de rembourser à temps, tout cela a conduit à la crise actuelle.

« On ne peut pas en sortir par des mesures étatiques ni par la vertu des entreprises économiques

d'État, qui détiennent 54 % de l'économie nationale et font payer au Trésor public la facture de leur mauvaise gestion. On ne peut pas continuer à contrôler le marché avec des comités ni poursuivre l'endettement à l'étranger. Qu'on en finisse avec ces comités de contrôle, avec le fardeau des entreprises d'État.

« Il est nécessaire de permettre à l'industrie de vivre avec ses ressources propres, avec ses propres lois, sans renoncer à la coordination des décisions économiques importantes. Mais il faut aussi relancer les investissements en donnant la priorité à la production d'énergie et aux industries d'exportation. Le contrôle de l'inflation ne doit pas aboutir à un resserrement excessif des crédits. La réforme fiscale est indispensable, par une véritable lutte contre la fraude et par une très profonde réforme élargissant le nombre des contribuables, car le fardeau fiscal pèse actuellement sur les salariés, sur les banques et les holdings, sur les firmes industrielles et commerciales sérieuses.

« Quant aux mesures sociales, elles sont urgentes dans une optique nouvelle des relations de travail. Nous ne nous opposons pas aux droits acquis, mais nous estimons que, comme en Allemagne fédérale, les règlements négociés doivent être chiffrés. L'anarchie des propositions des syndicats, dans ce pays, lors des discussions sur les conventions collectives, multiplie le temps perdu, entraîne des grèves interminables, l'économie s'épuise sa vitalité, et tout le monde y perd : les ouvriers, les industriels, l'État.

« Dans notre système d'économie mixte, le secteur public pèse et freine. Aucun gouvernement ne peut le réduire, et d'ailleurs le secteur privé ne serait pas preneur en raison du fardeau des personnels.

« C'est l'effort de l'économie privée qu'il s'agit de relancer. Lui seul obligera les entreprises publiques à se réorganiser pour vivre. »

JACQUES NOBECOURT.

## Le Portugal se prête de bonne grâce à la course d'obstacles qui lui est imposée

Quand il y a trois ans, le Portugal a demandé officiellement à entrer dans la C.E.E., ce fut une course contre la montre vis-à-vis de son éternelle rivale, l'Espagne, pour présenter une demande d'adhésion à la Communauté. Le Portugal est toujours engagé dans cette affaire, devenue maintenant une course d'obstacles.

LES difficultés à surmonter sont multiples et compliquent la voie sur laquelle le futur espoir de l'Europe se reconstruit à mi-chemin. D'une part une Europe à neuf, encore tremblante à la pensée d'élargir un cercle de famille déjà si peu discipliné, de l'autre un pays historiquement relégué à la périphérie du continent, et qui exige une récompense pour la reconquête de sa démocratie.

Il est évident que le processus d'adhésion du Portugal au

Marché commun préoccupe Bruxelles, pour ne pas parler des appréhensions de Rome, de Paris et des deux prochains membres, l'Espagne et la Grèce.

A les entendre, ils sont tous d'accord sur l'opportunité des décisions prises. Tous les jours des hommes politiques autorisés de tous les pays communautaires expriment leur plein espoir aux instances portugaises. On salue avec affection le nouveau partenaire, on le considère comme un vieux ami retrouvé, et pourtant nombreux sont les gestes de défiance, en douce.

Il s'agit grosso modo de coordonner deux mécanismes qui ne sont pas seulement en mouvement, mais dont les engrenages ont été conçus dans des buts différents. La difficulté principale à résoudre reste donc d'adapter un éléphant qui a appris à marcher à un autre animal, d'âge tendre, fragile, mais qui désire grandir sain et robuste avant que ses os ne se brisent.

### Un moindre mal

« Le pris de l'intégration économique et sociale des pays moins favorisés sera toujours inférieur à la dépense que l'Europe plus développée devrait assurer en cas de détérioration, d'affaiblissement et de disparition de la démocratie sur son flanc sud. » Cette déclaration du président portugais Ramalho Eanes résume l'indécidabilité de la situation.

« On ne peut pas revenir en arrière », dit Rui Almeida Mendes, le jeune avocat qui défend la cause portugaise depuis des années. Aujourd'hui son secrétaire d'État chargé des rapports communautaires, il passe la moitié de son temps à Bruxelles et dans les capitales de la C.E.E. pour soutenir la vocation européenne du gouvernement de coalition de Francisco Sá Carneiro, en fonction depuis décembre après avoir battu les socialistes de Mário Soares. « Nous sommes accusés de vouloir agir trop rapidement. Ce n'est pas vrai : il s'agit d'accélérer les négociations d'adhésion pour rattraper le temps perdu. »

Référence évidente à ce climat de « confiance prudente » qui a caractérisé l'attitude de la diplomatie occidentale dans ses rapports avec le Portugal pendant la période tiers-mondiste confuse de la gestion de Vasco Gonçalves : c'était alors un allié atlantiste, mais un allié gênant.

« Maintenant, heureusement, tout est différent », explique M. Mendes. En revenant dans ces organismes dont on avait tenté de nous séparer, nous avons repris la place qui nous revient dans les rouages les plus délicats de l'OTAN ; pourquoi devrions-nous être les mauvais sujets de la future Europe à douze ?

Les étapes à parcourir sont maintenant définies. Les négociations de présélection, valant à leur tour d'ici à la fin de l'année. Il faudra en particulier mettre au point un mécanisme complexe pour l'emploi des 278 millions d'unités de compte (400 millions de dollars) que le Portugal a demandé à la C.E.E. de lui prêter pour les trois prochaines années, dans l'inten-

tion d'aligner les structures économiques et productives portugaises aux exigences de la Communauté. « Si elle nous est accordée, nous emploierons cette somme, dit encore M. Mendes, pour moderniser notre agriculture, actuellement trop parcimonieuse et chroniquement incapable de s'organiser. Nous utiliserons pour redonner du souffle aux petites et moyennes entreprises, toujours à court de financement, et pour les amener à entreprendre des investissements productifs. En bref, nous devons faire comprendre à nos entrepreneurs que le moment est venu de penser et d'agir en termes européens. »

D'ici 1981, les accords seront définis au niveau intergouvernemental pour passer ensuite à la phase de ratification par les neuf Parlements nationaux avant 1982, et permettre enfin la signature solennelle de l'entrée du Portugal dans la C.E.E. le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

A Lisbonne, personne ne se fait d'illusion sur le fait que le Portugal « made in Europe » a encore beaucoup d'ennemis. Une idée largement répandue en est en grande partie responsable : la production agricole portugaise, à cause du faible coût de sa main-d'œuvre, serait une concurrence dangereuse pour l'Italie et la France dans le domaine des tomates, de l'huile d'olive, des sardines en boîte.

Les Portugais s'emploient à démentir ce lien commun en rappelant que les revenus de l'agriculture n'entrent que pour 12 % dans leur P.N.B. et que le pays continue à devoir importer plus de la moitié de ses besoins alimentaires : « Pas de compétition mais plutôt une complémentarité productive », affirment-ils.

Une chose est sûre. Avec l'entrée du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce — et peut-être, plus tard, de la Turquie — l'axe de la C.E.E. se déplace vers le midi. Seul l'engagement solennel des membres de la Communauté pourra éviter des déchirements périlleux, et éloigner le spectre d'une Europe non plus à deux, mais à trois vitesses.

PIERO DE GARZAROLI.

### FORUM

## Il faut renégocier le traité de Rome

par BINO OLIVI (\*)

DEPUIS longtemps un fantôme hante la Communauté des Neuf, celui du « pouvoir européen ». Comment agir et régner ensemble ? Jamais une présence efficace et « crédible » de l'Europe n'a été autant requise du fait des intérêts en jeu. De plus une grande partie du monde attend et réclame des Européens qu'ils redevenaient protagonistes de l'histoire. Or, à l'intérieur de la C.E.E., le scepticisme est général dans l'opinion publique, les dirigeants politiques, les hommes d'affaires, les médias. Plus en plus, on se rend compte que la C.E.E. est devenue une grande crise mondiale. Le noyau central des mécanismes de ce qui est d'union européenne reste l'ensemble des traités qui ont donné vie aux institutions communautaires, auxquelles ont été au fur et à mesure délégués des pouvoirs de

législation et de décision dans les matières prévues par les traités eux-mêmes. C'est dans ces mécanismes et dans ces institutions que la crise d'aujourd'hui s'est enracinée, provoquant d'irréversibles dégâts et s'étendant à tous les domaines de la vie communautaire. Les traités communautaires ont plus de vingt ans. Ils avaient été conçus par l'optimisme cartésien et l'habileté des négociateurs français de la 4<sup>e</sup> République. Le traité de la CEEA était né de la crise décollant de la réorganisation des rapports franco-allemands. Les traités sur le Marché commun et l'Euratom avaient été stimulés et provoqués essentiellement par la grande crise européenne qui avait suivi la crise de Suez. Ainsi avait pris naissance une « méthode » communautaire, qui devait avoir pour résultat une nouvelle qualité des rapports inter-européens.

### Après l'entrée de la Grande-Bretagne

Même si l'interprétation de base sur la nature politique des objectifs des traités et, ensuite, sur les mécanismes mêmes du processus décisionnel restait très divergente entre les membres fondateurs, on peut bien dire que la Communauté a été et est assez bien fonctionnée, au moins dans la mesure où il s'agit de mettre en application les règles du traité. Mais déjà les difficultés étaient évidentes lorsqu'on élargissait à des domaines non prévus par les traités ce qu'on avait coutume d'appeler la « construction européenne ». Ensuite, la dégradation de la situation économique, le déclenchement de la crise monétaire et l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne ont profondément altéré la structure de l'intégration. On peut ainsi résumer les principales des modifications :

1) Ce qu'on appelait la « méthode communautaire » est définitivement

cadre et le lieu d'une négociation permanente et acharnée à tous les niveaux et sur tous les sujets. Il va sans dire que la disparition de la méthode communautaire n'est pas la dernière raison de la décadence progressive du rôle de la Commission comme « moteur de l'intégration ».

2) La tempête monétaire et la crise économique ont mis en évidence les insuffisances du traité sur la Communauté économique européenne et en même temps la mauvaise volonté des États membres pour le modifier. Il est bien connu que le traité ne prévoit pas la réalisation de politiques communes monétaire, énergétique et régionale. Tous les efforts pour réaliser ces politiques par la voie d'accords entre les États ont donné lieu à des résultats partiels, insuffisants et temporaires, qui, de l'avis général, n'ont pas résolu les problèmes qui se posaient.

3) En acceptant ce qu'on appelle l'acquis communautaire au moment de leur adhésion à la Communauté, les Britanniques espéraient de toute évidence (et avec une confiance excessive dans leurs traditions « pragmatiques ») que l'on aurait pu changer les lignes fondamentales de l'intégration européenne, et en particulier la politique agricole commune, sans refaire le traité. A présent, ils s'aperçoivent que dans la Communauté rien n'est plus tenace que la fidélité à la lettre des traités et des règlements, conformément à la tradition latino-germanique de toujours. Le résultat est que, aux yeux de tous, les accords temporaires ou informels obtenus en dehors des mécanismes du traité sont insuffisants et précaires.

D'autre part, les Britanniques n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, adapter leur économie à la réalité et aux logiques du Marché commun, si bien

(\*) Anelien porte-parole de la Commission des Communautés européennes.

que, en l'absence de politiques de rééquilibrage, la Communauté est condamnée à s'enliser dans la pratique des compromis provisoires pour atténuer les conséquences de l'insuffisance anglaise à l'intégration européenne.

4) D'autres pays européens, riches surtout en problèmes, trappent à la porte de la Communauté, et leur adhésion provoquera certainement des troubles profonds dans la « physiologie globale » de l'Europe communautaire, auxquels on ne pourra pas faire face uniquement par des expédients.

Ces observations suffisent pour mesurer la profondeur de la crise de l'Europe communautaire. Si on ajoute à cela la gravité de la crise des rapports politiques de l'Europe avec les États-Unis et les incertitudes croissantes en matière de défense du monde occidental, il est évident qu'une révision globale et radicale des pactes européens s'impose. Les traités de Rome ont été signés pour l'éternité, mais la mutation radicale de la situation mondiale et européenne et les rides évidentes qui les marquent devraient inciter les pays membres, et les pays candidats à une nouvelle réflexion sur la rénovation de ces documents, de leurs objectifs et de leurs mécanismes. Cela ne peut se faire seulement en confiant à des « sages » la rédaction de rapports qui paieraient momentanément les inquiétudes.

Ce qui est urgent est une nouvelle « conférence de Messine », comme celle qui, en 1963, fournit les bases du grand accord qui mène aux traités de Rome. Il serait possible alors de vérifier la volonté politique des États membres de formuler les nouvelles règles de la solidarité européenne et d'assumer les obligations correspondantes aux objectifs à atteindre. A cette grande rencontre devraient figurer les forces politiques européennes aujourd'hui représentées dans le Parlement élu, qui, plus que toute autre institution comme l'a écrit Ralf Dahrendorf, représente la voix de la raison politique.

(Publicité)

POUR PRÉPARER A UNE CARRIÈRE  
DANS LES BANQUES  
LES ASSURANCES  
ET AUTRES ENTREPRISES FINANCIÈRES

D.E.S.S. ACTION COMMERCIALE  
DANS LES PROFESSIONS FINANCIÈRES

(UNIVERSITÉ DE PARIS - X)

A la suite d'études en sciences économiques ou en gestion des entreprises (maîtrise...), vous souhaitez acquies en un an une spécialisation professionnelle dans un domaine exigeant à la fois de solides connaissances et le goût du contact.

Le diplôme d'études supérieures spécialisées d'Action Commerciale dans les Professions Financières est une maîtrise de troisième cycle. Il comporte un stage de dix semaines et un enseignement de trois cent cinquante heures assuré par des praticiens de haut niveau et des professeurs d'université. Il prépare à des fonctions commerciales dans la Banque, l'Assurance et les autres réseaux de collecte de l'épargne.

Cours d'octobre à juin : Admission sur dossier.

Renseignements détaillés sur demande :

U.E.R. de Sciences Économiques - 200, avenue de la République,  
92001 NANTERRE - CEDEX  
Tél. : 725-82-34, poste 914.

Inscriptions closes le 25 septembre 1980.



## LA COOPÉRATION POLITIQUE ENTRE LES « NEUF »

## Un ensemble à géométrie variable

Au cours des événements dramatiques qui ont marqué l'année 1980, la coopération politique européenne a accusé une courbe en dents de scie, où succès et échecs se sont succédés de façon tout à fait extraordinaire. Le point le plus bas a coïncidé avec l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques à la fin de 1979, invasion devant laquelle les neuf membres de la Communauté sont d'abord restés muets. Il a fallu attendre deux semaines, à une époque où les communications sont instantanées, pour que les Neuf réussissent à adopter une attitude concertée.

Le point le plus haut de cette coopération politique, il faut le dire, a été marqué, le 19 février de cette année, par la décision prise par les neuf États membres de la Communauté de riposter à la crise en réclamant la neutralité et le non-alignement de l'Afghanistan. Cette idée, avancée par le ministre britannique des affaires étrangères, lord Carrington, constitue depuis lors

la base de la diplomatie occidentale dans la lutte qu'elle tente de mener contre l'expansionnisme soviétique.

On peut tirer de cette évolution plusieurs leçons. La première est que les Européens n'étaient pas prêts à réagir. En dépit de tous les avertissements, les Neuf se sont laissés prendre par surprise. C'était bien la période des vacances, mais le monde s'arrête-t-il de tourner pour les fêtes du Nouvel An ? La deuxième leçon est qu'en l'absence d'un secrétariat assurant le maintien de la coopération politique entre nos pays, aucun plan ne put être arrêté pour faire face à un événement imprévu.

Les Irlandais occupaient, à l'époque, le fauteuil présidentiel, et se préparaient à passer la main aux Italiens. Ils ont correctement agi, mais la succession n'étant en aucune façon encore organisée, personne ne pensa aux Neuf, dans le lohn-bohn des réactions. C'est ainsi que les États-Unis prirent l'initiative de convoquer une réunion à Londres.

Il est vrai qu'il faut toujours du temps, parfois beaucoup de temps, aux démocraties pour qu'elles réagissent à un danger. Mais l'Europe s'est montrée particulièrement lente en l'occurrence.

Une autre leçon, d'une portée plus grande pour l'Europe, dépasse la question de la coopération politique : elle tient au

## Selon les dossiers

L'important cependant est que les Européens soient parvenus à une position commune, bien que — et cela est intéressant — la « solution » ait été trouvée grâce à l'intervention d'un seul individu, et non d'un comité. Après son succès au Zimbabwe, lord Carrington a été écouté avec davantage de respect. Les Neuf se trouvaient, par ailleurs, dans l'obligation d'agir. L'opinion publique attendait une décision. Deux cents journalistes étaient postés aux portes de la salle où se tenait la réunion. Et, à l'intérieur, les ministres ne pouvaient

se permettre d'échouer, et de les décevoir. Ainsi les médias ont-ils joué dans cette affaire, un rôle-clé ? Les points forts et les faiblesses de la coopération politique au sein de la Communauté apparaissent clairement. Les Neuf doivent travailler ensemble dans plusieurs domaines s'ils veulent poursuivre l'importante entreprise économique qu'est le Marché commun. Mais ils ne sont pas, en fait, efficacement organisés, en dépit d'une longue expérience de travail (et de non-travail) en commun. On fait,

cependant, probablement erreur en croyant que les Neuf, par principe, « doivent » travailler ensemble dans tous les domaines. Il leur faut seulement suivre une politique commune.

La diplomatie moderne se caractérise par la nécessité d'approcher chaque problème en particulier, ce qui entraîne divers systèmes d'alliances ponctuelles au niveau international. Ainsi, sur la question de la Namibie, c'est un groupe de cinq nations occidentales, dont trois seulement appartiennent à la Communauté, qui mènent les événements en négociant avec l'Afrique du Sud. En matière de défense, c'est l'OTAN, avec ses quinze membres, qui constitue le forum naturel où sont prises les décisions.

La coopération politique entre les Neuf se situe quelque part entre ces deux groupes. Elle a remporté un certain nombre de succès, qui donne d'avantage d'audience à la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération européennes qui

s'est tenue à Helsinki en 1978. Dans les faits, cependant, les comptes rendus montrent que sur beaucoup de questions mineures, les Neuf ont été d'accord pour ne pas exprimer le même avis.

Aux Nations unies, les Neuf essaient de travailler ensemble, et passent de longues heures chaque semaine à examiner les différents problèmes. Dans le reste du monde — et c'est là un paradoxe intéressant — on considère les Neuf comme un bloc, un ensemble régional. Mais les textes révèlent que si les Neuf votent la plupart du temps ensemble à l'Assemblée générale, ils n'ont en aucun cas une même façon d'envisager les problèmes. Il est vrai que des membres de la Communauté ont parfois voté les uns « contre » les autres, et soutenu des opinions opposées, ou encore se sont divisés en trois clans — avec partisans du « oui », partisans du « non » et abstentionnistes.

Plus récemment, la communauté de vues à laquelle les Neuf sont parvenus sur le Proche-Orient a été saluée comme un nouveau succès de la coopération européenne. C'est là, certes, un résultat. Mais cette « initiative » est le produit de mois et de mois de travail, au cours desquels la position des États membres a considérablement divergé. Aujourd'hui encore, on n'avance que très lentement.

L'Afrique est la zone géographique où les problèmes sont les plus délicats et deviennent des facteurs de division. Par exemple, la Grande-Bretagne a encore d'importants investissements, des intérêts commerciaux et des attaches en Afrique du Sud. Tandis que ses partenaires n'en ont pas. La France est engagée dans d'autres pays. D'autres membres de la Communauté se sentent en revanche beaucoup moins liés à cette région. Il est donc difficile de parvenir à une politique commune qui prenne en compte des positions de départ aussi divergentes.

## La souveraineté nationale

Entre les hauts fonctionnaires qui préparent les réunions des ministres des affaires étrangères qui ont lieu officiellement six fois par an, la consultation est assez efficace. Mais les hommes politiques ne sont pas toujours aussi prudents. À preuve le détournement imprévu du président Giscard d'Estaing par Varsovie pour rencontrer M. Brejnev. Une telle rencontre peut avoir son intérêt, mais était-il vraiment si nécessaire que la France la cache à ses partenaires jusqu'au dernier moment ?

Le gouvernement français a toujours craint de voir la coopération politique empiéter sur la souveraineté nationale : et même sur une question aussi bien préparée que la reconnaissance de l'Angola, la France s'est arrangée pour agir avant tout le monde. À propos du Proche-Orient également, le gouvernement français donne l'impression, à tort ou à raison, de davantage rechercher l'approbation du monde arabe que de vouloir parvenir à un accord garantissant une certaine sécurité.

Ces dernières semaines, les ambassadeurs à Téhéran des États membres de la Communauté ont réussi à adopter, dans des circonstances extrêmement difficiles, une attitude de solidarité face au gouvernement iranien. Les Japonais ont également été associés de près à la diplomatie européenne. Les Neuf ont, collectivement, acquis une force qu'ils n'auraient peut-être jamais eue individuellement. C'est un pas en avant qui mérite d'être encouragé, même si cette coopération politique ne s'est pas étendue aux affaires économiques courantes de la Communauté, qui restent toujours aussi fermées.

DAVID SPANIER.



Professeur Günter O. Eser, Membre du Conseil d'Administration, Lufthansa.

Vous me dites que vous aurez le terminal de fret le plus grand et, technologiquement, le plus moderne du monde, Prof. Eser. Combien vous coûtera-t-il ?

Nous dépenserons plus de Dm200 millions pour la construction de ce terminal car nous avons prévu à juste titre une augmentation rapide de nos marchés internationaux. Nous avons besoin d'être particulièrement bien informé en ce qui concerne les tous derniers développements dans ces marchés.

Comment recueillez-vous de telles informations auxquelles vous pouvez vous fier ?

En lisant le Financial Times

FINANCIAL TIMES

Europe's  
Business Newspaper

Veuillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement.

Nom

Fonction

Société

Adresse

Tél.

Télex

Activité de votre société

Code LN 2

Financial Times (Europe) Ltd, 36 rue du Sentier -  
75002 Paris. Nouvelle adresse à partir du 23 06 80.  
Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli -  
75044 Paris Cedex 01.

## BTS action commerciale

2 ans d'études  
Admission sur dossier  
(niveau bac)  
1 an de formation  
américaine au business

## ISTEG

enseignement privé  
107 rue de Reuilly  
75012 PARIS  
Tél. 340.56.46

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.

55 من الأصل



## LES ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE AUSTRALE

## Les déclarations de M. Pieter Botha et celles de M. Robert Mugabe

(Suite de la page 19.)

Ainsi devons-nous leur permettre de vivre dans un certain nombre de communes, comme Soweto, qui se développent considérablement. A Soweto, nous nous occupons de l'électrification. Nous avons mis en place un vaste programme de logement et de formation. Nous croyons au développement urbain pour les Noirs, mais naturellement, qu'ils vivent en zones urbaines ou dans leurs régions d'origine, il reste qu'ils appartiennent tous aux mêmes groupes culturels et historiques. Nous devons faire en sorte qu'ils gardent des liens avec ces régions.

— **Déclarent-ils des passeports particuliers ?**

— Oui, et certains, qui sont nés dans les zones urbaines d'Afrique du Sud, sont aujourd'hui ministres dans ces régions.

## Particularismes tribaux

— **Pourquoi ne pas l'appliquer dès maintenant à tout le monde ?**

— C'est une question de trésorerie. Le problème est de mettre en place un plan qui ne bouleverse pas le budget.

— **Supposons que le système du développement séparé soit abandonné, et que le principe d'un vote pour un homme soit adopté, qu'arriverait-il à ce pays ?**

— Permettez-moi d'abord de dire que tous les partis représentés au Parlement, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, sont hostiles au principe d'un homme une voix dans un État unitaire. Je citerai à ce propos le rapport intermédiaire de la commission d'enquête sur la Constitution. « La commission estime que le système de gouvernement de Westminster, s'il n'est pas adapté, ne peut apporter de solution aux problèmes constitutionnels de la République. Dans le cadre de la représentation constitutionnelle actuelle, le système dit un homme une voix conduirait à la domination des minorités par les majorités, et à un conflit grave entre les groupes de population au sein de la République. » Nous avons un problème de minorités. Les Zoulous, par exemple, constituent une minorité face au reste de la population.

— **Mais tous les Noirs ne se sentent-ils pas, actuellement**

— **En pourrions-nous dans cette voie, n'aboutirait-on pas à une République d'Afrique du Sud peuplée, sur le plan juridique, seulement de Blancs, d'Indiens et de quelques autres populations, avec quelques millions de Noirs qui se retrouveraient, au regard de la loi, des étrangers ?**

— Nous n'avons pas encore résolu ce problème. Nous recherchons des solutions. Certaines des objections concernant la citoyenneté d'un nouvel État noir se fondent sur le problème des populations qui devront détenir ces populations pour leurs déplacements ; c'est là une question que nous avons portée devant un comité constitutionnel. Je crois que la solution sera trouvée lorsque nous serons enfin parvenus à constituer une constellation d'États sous la forme d'une confédération.

## Particularismes tribaux

— **Pourquoi ne pas l'appliquer dès maintenant à tout le monde ?**

— C'est une question de trésorerie. Le problème est de mettre en place un plan qui ne bouleverse pas le budget.

— **Supposons que le système du développement séparé soit abandonné, et que le principe d'un vote pour un homme soit adopté, qu'arriverait-il à ce pays ?**

— Permettez-moi d'abord de dire que tous les partis représentés au Parlement, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, sont hostiles au principe d'un homme une voix dans un État unitaire. Je citerai à ce propos le rapport intermédiaire de la commission d'enquête sur la Constitution. « La commission estime que le système de gouvernement de Westminster, s'il n'est pas adapté, ne peut apporter de solution aux problèmes constitutionnels de la République. Dans le cadre de la représentation constitutionnelle actuelle, le système dit un homme une voix conduirait à la domination des minorités par les majorités, et à un conflit grave entre les groupes de population au sein de la République. » Nous avons un problème de minorités. Les Zoulous, par exemple, constituent une minorité face au reste de la population.

— **Mais tous les Noirs ne se sentent-ils pas, actuellement**

— **Les médias sud-africains ont été surpris.**

— Je ne l'ai pas été. J'attendais des résultats de cet ordre. Ces populations en avaient assez de la guerre ; elles avaient que le seul moyen d'y mettre fin était de voter comme elles l'ont fait. L'ancien premier ministre, l'archevêque Murewa, s'est laissé convaincre par les Britanniques de renoncer à ses fonctions, à la fois présent l'image d'une personnalité faible.

— **Le Zimbabwe n'est pas désireux de coopérer politiquement avec nous, mais il dépend de nous sur le plan économique ?**

— Il est assez intéressant de se pencher sur quelques chiffres révélateurs. Les importations sud-africaines en provenance du Zimbabwe se montaient en 1979 à 177 millions de rands. Sur le plan économique, l'indépendance de ce pays est de coopérer avec nous. Nous n'imposons pas à nos voisins leur forme de gouvernement, mais nous ne leur permettrons pas non plus de nous imposer la leur. Aussi longtemps qu'ils voudront rester en paix avec nous, nous n'interviendrons pas dans leurs affaires intérieures. Nous commercerons avec ceux qui sont prêts à commercer avec nous, et c'est l'attitude que devraient adopter tous les pays du monde.

— **On entend très souvent cette réflexion en Afrique du Sud : peu importe s'ils ont-ils notre politique intérieure. Ils dépendent de nous. Cela est vrai, dans une certaine mesure, de l'Europe, mais ne l'est pas des États-Unis.**

— Je n'en suis pas sûr. Les minerais stratégiques tels que le chrome ou le manganèse sont également importants pour l'Europe occidentale et les États-Unis ; et si l'Afrique du Sud devait tomber entre des mains malveillantes et être dominée par les forces marxistes, il ne fait aucun doute que nous aurions une situation très grave pour l'ensemble du monde libre.

## Beaucoup d'hypocrisie

— Il y a beaucoup d'hypocrisie chez ceux qui nous condamnent, et ils le font souvent par opportunisme, pour satisfaire les exigences de certains États. Prenez le cas de Miami. Les émeutes raciales les plus graves ont eu lieu dans cette ville ; on y a dénombré des morts. On y a des leaders noirs américains à la renommée internationale. L'Amérique a cependant l'audace de critiquer, par l'intermédiaire d'un de ses départements, l'Afrique du Sud pour les problèmes intérieurs qu'elle connaît dans certaines régions du pays.

— **Partout le monde libre doit aujourd'hui lutter contre une agitation interne. L'Allemagne a ses terroristes qui, dans une certaine mesure, empêchent le maintien de l'ordre. La Grande-Bretagne a ses propres rebelles. La France aussi a connu des difficultés de cet ordre. Personne pourtant ne parle jamais de ces problèmes, on parle de ceux de l'Afrique du Sud.**

— **L'Afrique du Sud aussi fait preuve d'hypocrisie. Si elle soutient activement qu'il y a deux classes de gens et que des changements radicaux modifieraient le mode de vie de la population blanche, ceux qui critiquent auraient moins d'arguments.**

— Non, je ne crois pas que l'on puisse appeler cela de l'hypocrisie. Nous essayons d'échapper à notre passé colonial. Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis maintenant trente ans. Nous avons hérité un passé colonial, et nous luttons aujourd'hui encore contre lui. Mon propre peuple a acquis son indépendance il y a moins d'un siècle, et nous avons été les premiers à éteindre la flamme du colonialisme en Afrique du Sud. Aussi ne doit-on pas nous accuser d'hypocrisie.

— **Je crois à l'évolution dans le domaine des droits politiques, comme dans celui du développement économique et du développement du pays d'une manière générale. Mais je ne crois pas aux forces révolutionnaires. Nous avons certes des problèmes en Afrique du Sud. Les possibilités cependant sont si grandes, à mon sens dans ce sous-continent qu'avec la coopération, en particulier de nos pays qui dépendent de nous sur le plan économique, et pour ce qui est de la protection des routes maritimes autour du Cap, nous pourrions, s'ils nous en laissent le temps, faire de cette région un lieu vraiment agréable pour tous les peuples qui l'habitent, et contribuer ainsi à la stabilité du monde libre.**

Propos recueillis par WALTER SPIEGEL.

(Suite de la page 19.)

Mais ils pensent surtout au risque que notre politique soit de remplacer les Blancs par des Noirs. Enfin, d'autres ont peur de voir s'évanouir leurs avantages acquis.

— **Ces craintes sont-elles justifiées ?**

— Non. Je ne pense pas qu'elles soient justifiées au point où les gens les ressentent. Premièrement, nous n'avons pas l'intention d'agir physiquement contre quiconque. Nous nous sommes engagés à mener une politique de paix et de réconciliation. La Constitution nous interdit de légiférer rétroactivement, et nous n'avons aucun désir de le faire. Nous nous sommes engagés à respecter le principe du pardon. Pour ce qui est de l'autre type de crainte, celle du remplacement, nous menons une politique de progrès des Africains, mais cela ne signifie pas que nous allons rendre la fonction publique, ou tout autre service, entièrement noire. Nous ne pouvons le faire. Il est vrai que les Noirs sont la majorité. Mais ce qu'il nous faut, c'est un certain équilibre. Si nous menons la promotion des Noirs au point qui nous semble satisfaisant, l'étape suivante sera de recruter sur la base du mérite.

— **Vous avez dit à plusieurs occasions que votre objectif est l'établissement d'un État unitaire. Cela signifie-t-il que on ne peut guère qualifier vos politiques actuelles de socialisme au Zimbabwe. Mais vous avez modifié votre but.**

— **Où trouveriez-vous l'argent nécessaire à vos réformes dans l'agriculture, l'éducation et la santé ?**

— Nous avons essayé de mendier et les dons n'ont pas été tellement abondants, en dépit de la lune de miel que beaucoup de gens connaissent avec nous. Les Britanniques nous ont donné 75 millions de livres sterling, les Américains environ 35 millions de dollars, les Allemands 50 millions de deutschemarks et des sommes plus faibles viennent d'autres pays. C'est tout en fait de dons. Mais je ne pense pas que nous continuerons même à recevoir des sommes aussi importantes à l'avenir. Nous voulons des prêts, et nous nous occupons d'en obtenir pour divers projets.

— **Le flux d'aide étrangère vous a-t-il déçu ?**

— La situation économique en Grande-Bretagne et aux États-Unis n'est pas encourageante, et la situation politique du moment non plus, avec la campagne électorale, en cours aux États-Unis. Toute l'économie européenne marche au ralenti. Je suppose également qu'après avoir jeté un coup d'œil sur notre infrastructure, les gens pensent que nous ne méritons pas beaucoup d'aide. C'est un désavantage qui vient de notre niveau de développement.

— **Quel rôle entendez-vous assigner à l'investissement étranger et pensez-vous que**

— Non. Nous allons œuvrer pour l'établissement d'une société socialiste. Mais nous avons tenu compte de la réalité du système capitaliste ici. On ne détruit pas une infrastructure qui existe pour réaliser ses objectifs socialistes. On ne peut le faire qu'en construisant sur ce qui existe. Qu'est-ce que le socialisme de toute façon ? De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'élever le niveau de vie des gens et d'utiliser des méthodes précises. Notre opinion est que nous pouvons déjà commencer à travailler selon les principes socialistes à l'heure actuelle. Un nombre assez important de choses ont déjà été socialisées. L'éducation et la santé sont déjà contrôlées par l'État. Nous allons avoir une agriculture collective. Mais cela ne peut être imposé. Il faut éduquer les gens pour qu'ils acceptent le système.

— **L'État aura-t-il quel que participation dans des secteurs comme les mines ou l'industrie ?**

— Oui. Je suis heureux de voir que la plupart des sociétés multinationales et étrangères qui nous sollicitent pour investir dans le pays suggèrent une participation de l'État. Là où nous le pouvons, nous participerons, bien entendu, mais là où nous pensons que le champ doit être laissé entièrement à l'entreprise privée, nous agissons en conséquence. Je pense que, dans la commerce et l'industrie en général, il vaut mieux laisser place à l'entreprise privée. Mais dans les domaines d'une importance cruciale, comme les mines et certains secteurs des réseaux d'infrastructure dont les plans d'irrigation, la nécessité d'une intervention de l'État existe.

— **Des-avez-vous eu des contacts avec des dirigeants blancs sud-africains ?**

— Nous sommes prêts à parrainer une réunion ici entre l'Afrique du Sud et la South West Africa People's Organization (SWAPO) sur la question de la Namibie.

— **Pensez-vous qu'on puisse parvenir à une solution négociée en Namibie sur la base de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies ?**

— Je le pense. Les principes ont été exprimés, et certaines exigences formulées par l'Afrique du Sud semblent avoir été remplies. Il semble que la SWAPO ait une idée, peut-être, plus que l'Afrique du Sud, à l'idée d'une conférence destinée à mettre au point les façons d'appliquer la résolution des Nations unies sur la Namibie.

— **Beaucoup de gens, en particulier dans la Communauté européenne, croient que le Zimbabwe deviendra tôt ou tard un État à parti unique comme la plupart des autres pays d'Afrique. Est-ce que cela va se produire ? Est-ce destructeur ?**

— Ce pays a déjà eu un parti unique dans le passé, non parce que la Constitution le permettait, mais parce que c'était la réalité. Je ne suis pas moi-même contre un État à parti unique, à condition qu'il résulte de la décision populaire. Mais pour l'instant je ne vois pas cela comme la tendance politique. Nous avons une Constitution qui accepte un système multipartite, sous lequel nous avons remporté une victoire ras de marée. Il n'y a rien aujourd'hui de préoccupant pour qui que ce soit qui nous empêcherait d'essayer d'établir un État à parti unique.

— **Les bulletins d'information de la radio du Zimbabwe désignent toujours l'Afrique du Sud comme un État raciste, pays de l'apartheid. Pourquoi votre pays ne sans doute devoir importer jusqu'à 200 000 tonnes de maïs d'Afrique du Sud l'année prochaine. Pensez-vous définir votre attitude envers elle ?**

— Notre position est claire. Des relations politiques avec l'Afrique du Sud sont hors de question. Pour des raisons évidentes. Nous sommes éconcrés par leur système d'apartheid. Ce que nous avons renversé ici, les pratiquent toujours là-bas. Mais en ce qui concerne les liens économiques, les rapports existant avec nous continueront, car la réalité est que notre économie, tant historiquement que géographiquement, a eu tendance à dépendre de plus en plus de celle de l'Afrique du Sud. Ce fait doit être reconnu, bien qu'à Lusaka, lors d'une réunion en avril entre neuf pays noirs d'Afrique australe, nous nous soyons engagés à accroître l'interdépendance de nos autres économies dans cette région et à réduire notre dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud.

— **Des-avez-vous eu des contacts avec des dirigeants blancs sud-africains ?**

— Nous sommes prêts à parrainer une réunion ici entre l'Afrique du Sud et la South West Africa People's Organization (SWAPO) sur la question de la Namibie.

— **Pensez-vous qu'on puisse parvenir à une solution négociée en Namibie sur la base de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies ?**

— Je le pense. Les principes ont été exprimés, et certaines exigences formulées par l'Afrique du Sud semblent avoir été remplies. Il semble que la SWAPO ait une idée, peut-être, plus que l'Afrique du Sud, à l'idée d'une conférence destinée à mettre au point les façons d'appliquer la résolution des Nations unies sur la Namibie.

— **Beaucoup de gens, en particulier dans la Communauté européenne, croient que le Zimbabwe deviendra tôt ou tard un État à parti unique comme la plupart des autres pays d'Afrique. Est-ce que cela va se produire ? Est-ce destructeur ?**

— Ce pays a déjà eu un parti unique dans le passé, non parce que la Constitution le permettait, mais parce que c'était la réalité. Je ne suis pas moi-même contre un État à parti unique, à condition qu'il résulte de la décision populaire. Mais pour l'instant je ne vois pas cela comme la tendance politique. Nous avons une Constitution qui accepte un système multipartite, sous lequel nous avons remporté une victoire ras de marée. Il n'y a rien aujourd'hui de préoccupant pour qui que ce soit qui nous empêcherait d'essayer d'établir un État à parti unique.

Propos recueillis par NICHOLAS ASHFORD.

(Publicité)

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LILLE I

I.A.E. DE LILLE

Pour Ingénieurs, Cadres Supérieurs, Étudiants.

Trois diplômes d'Études Supérieures spécialisées\*

Formations de 3ème Cycle

FINANCE ET FISCALITÉ INTERNATIONALES GESTION DES PROJETS

FORMATION FONDAMENTALE A LA GESTION (CAAE)

Candidatures et renseignements :

I.A.E. de LILLE  
1 Bis, Rue Georges Lefevre - 59043 Lille Cédex  
Tél. : (20) 52.32.56

\* Sous réserve d'habilitation.

JE PARS  
EN VACANCES AVEC  
**ES22****L'ECONOMISEUR D'ESSENCE**à placer soi-même sous le carburateur  
plus de 40.000 automobilistes l'utilisent  
dont certains ont parcouru + de 100.000 kms.  
Des témoignages irréfutables

Exemples :	Ministère de l'Intérieur	Automobile Club de France	Stade de France
	12,3% d'économie	14,7% d'économie	14,5% d'économie
	16,2% d'économie	15,7% d'économie	18% d'économie

Documentation gratuite (sur demande) :  
ES22.35, rue Lambrecht - 92400 COURBEVOIE - Tél. 788.47.93



## AVEC L'AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS INTERNATIONALES

# Il faut relancer l'expansion économique dans le tiers-monde

par PIERRE LONGONE (\*)

Les liquidités internationales surabondantes créées à la suite de l'augmentation des prix du pétrole ne peuvent continuer à être en grande partie stérilisées ou gaspillées dans les pays industrialisés. Au-delà de la méfiance et des égoïsmes nationaux, le bon sens commande de les utiliser plus efficacement pour relancer l'expansion économique internationale à travers les pays en voie de développement. Partant de l'observation réaliste du marché des pétrodollars, Pierre Longone soutient ici une thèse proche de celle de la commission Brandt, souvent critiquée au nom, précisément, du réalisme.

L'AUGMENTATION massive du prix du pétrole, depuis 1973, a provoqué un double effet sur l'économie mondiale : un ralentissement sensible des progrès du niveau de vie et même quelquefois un recul dans les pays importateurs d'énergie, qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement ; une stimulation, pour les investisseurs, d'une fraction importante du prix de ce pétrole payé à la dizaine de pays exportateurs.

Le premier effet s'est traduit

par l'accroissement du chômage et de l'inflation ; le second, par le mauvais recyclage des pétrodollars. Les nations ne peuvent plus résoudre ces difficultés en ordre dispersé, dans un chacun pour soi totalement inefficace. Elles doivent concevoir une nouvelle politique économique mondiale qui oriente le maximum de pétrodollars vers le financement d'investissements utiles dans les pays en développement. L'expansion dans ces régions désertées constituera un facteur

d'impulsion économique mondiale qui, dans un deuxième temps, relancera l'activité des pays industriels ; en somme, un plan Marshall à l'échelle mondiale dont le financement ne proviendrait plus des États-Unis, mais essentiellement des pays de l'OPEP ; ceux-ci deviendraient, en quelques décennies, détenteurs d'actifs et de créances considérables dans les pays du tiers-monde, les mettant ainsi en

mesure d'assurer leur propre transition économique lorsque leurs ressources pétrolières seront épuisées. L'aide publique au développement (A.P.D.) procurée par les pays riches et qui comporte des dons pour les trois quarts, représentait, en 1978, 0,44 % du produit national brut des dix-sept pays membres du Comité d'aide au développement (C.A.D.) et, en 1979, seulement 0,33 %.

### Un développement trop lent

Quant à l'effort en faveur de l'aide publique au développement, il se situe en 1978, à la moitié de l'objectif prévu pour 1975, à prix constants, cette A.P.D. augmentait de 44 % dans la décennie 60 et de seulement 21 % entre 1970 et 1978 ; en 1980, l'A.P.D. représentait 60 % de toutes les ressources mises à la disposition des pays en développement et 30 % seulement en 1978, le reste étant constitué par des prêts ou des investissements aux conditions générales du marché, coûteux et générateur d'une dette de plus en plus lourde.

Les deux principales raisons du trop lent développement du tiers-monde sont donc la quasi-stagnation de l'A.P.D. et la hausse considérable du pétrole en 1973 qui se poursuit. Évaluée à prix constants, l'A.P.D. de 14 milliards de dollars en 1965 stagnait à 14,8 en 1977 alors que le P.N.B. des pays industrialisés de l'O.C.D.E. fournissait de cette aide avait doublé durant la période. Quant à la facture énergétique des pays en développement non producteurs de pétrole, elle était passée de 4 milliards de dollars en 1960.

Entre 1978 et 1980, les augmentations de prix représentent à peu près l'équivalent de l'A.P.D. annuelle apportée par les dix-sept pays industrialisés membres du C.A.D. Ainsi, la part de l'énergie dans le coût des importations de l'Inde passe-t-elle de 6 % en 1980 à 25 % aujourd'hui, dans

un pays où, pourtant, la consommation d'énergie est, respectivement, vingt-quatre fois et cinquante fois moindre qu'en Allemagne fédérale et aux États-Unis.

Les dix grands exportateurs de pétrole qui produisent la moitié du pétrole mondial totalisent cent quarante millions d'habitants, et le montant de leurs ventes, en 1980, sera de l'ordre de 180 milliards de dollars ; on peut s'interroger sur l'efficacité économique, au plan mondial, de l'énorme masse de pouvoir d'achat mise ainsi à la disposition des détenteurs de ces richesses naturelles dont le prix a été multiplié par douze en sept ans et va continuer de croître ? On peut se demander s'il est plus avisé, à long terme, pour ces producteurs d'acheter des obligations américaines ou anglaises, des chaînes hôtelières ou françaises, une fraction des usines Krupp ou de participer intensément au développement de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie ou de l'Amérique latine.

L'expérience des vingt années passées nous a appris plusieurs choses. Un taux de croissance annuel d'au moins 6,5 % est nécessaire dans « tous » les pays en voie de développement pour réduire de moitié, d'ici à l'an

(\*) Ancien rédacteur en chef de *Population et Société*, revue de l'Institut national d'études démographiques.

2000, le nombre des « très pauvres » qui végètent au seuil de la survie, évalués actuellement à huit cents millions. À cause de l'interdépendance des phénomènes économiques mondiaux, cet objectif est inaccessible si le taux de croissance du monde développé est inférieur à 5 % ; or il a été de l'ordre de 2,2 % en 1979. On sait qu'il faudrait de 30 à 40 milliards de dollars d'investissements annuels dans l'agriculture des pays en voie de développement pour que la production alimentaire suffise aux quelque six milliards d'occupants de la Terre à la fin du siècle. On sait enfin que le tiers-monde ne peut presque rien attendre des pays communistes dont les apports, au titre de l'A.P.D., en 1978, ont correspondu à 0,04 % de leur P.N.B. et même 0,03 % pour l'U.R.S.S., soit dix fois moins que celui, déjà modeste, des membres de l'O.C.D.E. ; cette aide est d'ailleurs polarisée sur très peu de pays, comme la Vietnam, l'Angola, la Syrie, l'Éthiopie. Même la contribution de la Chine est proportionnellement supérieure, équivalant à 0,06 % de son P.N.B.

L'expansion mondiale, très rapide dans les années 60, avait

contribué à la croissance de tous, riches et pauvres, le seul frein pour le tiers-monde ayant été l'explosion démographique qui avait consommé, dans ces régions, l'essentiel du progrès économique. Aujourd'hui, l'économie mondiale étant confrontée au défi du prix de l'énergie, les États ont tendance à se réfugier dans le protectionnisme et l'inflation, deux voies qui ne peuvent qu'aggraver et généraliser la crise. Or les liquidités internationales sont surabondantes, car la demande de biens dans les pays exportateurs peu peuplés est sans aucune mesure avec les ressources que procure ce pétrole, si bien qu'elles sont mal employées, en partie gaspillées, en partie stérilisées dans les pays riches. Cette troisième décennie du développement, qui débute si mal, devrait être l'occasion de repenser le problème de l'économie mondiale en fonction de son évidence complémentaire : cette économie ne manque ni d'hommes, ni de technologies, ni de capital, mais elle étouffe dans la médianité et les égoïsmes. Le plan Marshall, après guerre, avait permis le redémarrage des économies européennes, or il se révèle finalement profitable pour les États-Unis.

### Jeu à trois

Désormais, le jeu se joue à trois : les pays industriels qui regorgent de savoir-faire, de cadres et de techniciens, mais dont la croissance a été sinon brisée, du moins très ralentie par la brutale ponction du coût de l'énergie ; les pays du tiers-monde dépourvus d'énergie, la majorité d'entre eux, qui pâtissent du double contre coup, prix du pétrole et stagnation de l'Occident ; enfin, troisième partenaire, les quelques pays grands exportateurs de pétrole incapables d'absorber ces avoirs gigantesques (mais provisoires).

Il s'impose, l'Inde avait d'ailleurs imaginé quelque chose dans ce genre, de mettre au point une politique triangulaire, à l'échelle mondiale, accordant la

priorité au décollage général du tiers-monde. L'issue à la crise n'est pas dans une vaine relance des économies des pays industriels qui cherchent, tous et chacun, le salut dans l'accroissement de leurs exportations dont les trois quarts vont, déjà vers d'autres pays industriels ; le bon sens indique bien les limites de cette stratégie. Il est indispensable que les marchés du tiers-monde deviennent capables d'absorber une fraction bien plus forte du commerce des pays industriels pour que ceux-ci puissent rompre le cercle infernal de la stagnation, de l'inflation et du chômage.

A quand une conférence mondiale, au plus haut niveau, pour relancer l'expansion mondiale ?

## La fièvre islamique traduit les rêves nationalistes fracassés

(Suite de la page 19.)

Car les affiliations traditionnelles de nature tribale, féodale, communale, ethnique et religieuse ne peuvent résister, en un jour, devant le concept nouveau de loyauté à l'État-nation, concept qu'il avait fallu à l'Europe quelque quatre siècles pour accepter.

Les nationalistes, qui s'étaient emparés de tant d'espoirs dans les années 50 et 60, étaient assaillis de problèmes de tous ordres. Sur le plan interne, il leur fallait lutter non seulement contre les difficultés et les frustrations inhérentes à ce stade transitoire du développement d'une nation, mais également contre les entraves qu'y ajoutait l'extension de la corruption au sein des élites au pouvoir, jalouses de leurs nouveaux privilèges et de leur soudaine richesse. Ces nationalistes furent également soumis

à de terribles pressions venues de l'extérieur, économiques, politiques, et même militaires, dans une lutte pour le pouvoir au niveau mondial qui limitait encore leur liberté d'action. Ainsi, si les années 50 et 60 avaient été les grandes époques de la révolution nationale, les années 70 furent celles du renouveau.

Ce que le conseiller américain à la sécurité, M. Zbigniew Brzezinski appelle l'« axe de crise », est, en fait, constitué d'énormes îlots de nationalisme enclavés, aux valeurs ébranlées, aux priorités bouleversées, ont cherché refuge dans cet océan d'incertitudes — havre temporaire tout au moins — avant qu'ils n'aient pu se retrouver et prendre le nouveau la route.

MOHAMED HEIKAL.

## Rockwell International, des lève-vitres, et bien plus.

### Beaucoup plus.

Bien sûr, nous fabriquons ce produit, mais bien d'autres encore... Rockwell International est un important groupe industriel, qui applique des technologies de pointe à une large gamme de produits, dans les domaines de l'aérospatiale, l'électronique, l'automobile et l'industrie en général. Une grande partie de notre chiffre d'affaires de fin de l'année de FF 25 milliards provient de l'ensemble des divisions « Automotive ». Notre Centre Technique est le plus grand centre indépendant de recherche et de développement automobile du monde. Nous sommes le plus important fournisseur indépendant du monde d'organes pour les automobiles, les poids lourds routiers et tous-terrains, et le plus important fournisseur mondial indépendant de dispositifs mécaniques. Il en ressort que nous sommes exceptionnellement bien placés pour fournir des composants au marché automobile européen en général, et des dispositifs mécaniques au marché de la voiture de tourisme en particulier. Nous offrons par exemple un vaste choix de lève-vitres pour le marché européen du type à pignon et secteur denté, en passant par le modèle à câble, jusqu'aux lève-vitres électriques. Nous avons des usines en Allemagne, en France, en Espagne et en Angleterre. Ce n'est pas par hasard que nous sommes l'un des constructeurs européens dont la croissance est la plus rapide. Notre croissance est l'une des plus fortes de l'industrie.

Et notre intention est d'aller beaucoup plus loin encore... Pour accroître notre participation à l'ensemble de l'industrie automobile dans le monde, des investissements de plus de deux milliards de francs seront consentis d'ici à la fin de l'année 1983, dont une

bonne partie en Europe. Notre expérience technique et nos études dans le domaine de l'équipement automobile sont de renommée internationale. Nos unités de production, bien réparties géographiquement, sont à même de répondre aux exigences des Constructeurs, où qu'ils soient. Rockwell International s'engage à tout mettre en œuvre pour répondre aux besoins présents et futurs des Constructeurs et des usagers, et cela à l'échelle mondiale. Les produits et les Sociétés de Rockwell International sont dès à présent, à votre disposition.

**Freins à main de C.I.M.**, qui fabrique également des serrures de portes, de coffres et de capots, des lève-vitres, des gisseries de sièges, des amortisseurs, des actionneurs, des portes, des moteurs électriques de lève-glace et de toits ouvrants, des poignées extérieures de portes, des accoudoirs, des planches de bord et des pare-brise. Renseignements : Compagnie Industrielle de Mécanismes S.A., 6 rue Barbès, B.P. 70 92302 Levallois-Perret Cedex, France. Téléphone : (1) 7581.770. Télex : 620178.

**Pare-chocs de Wilmet Breeden**, qui fabrique également des lève-vitres, serrures, poignées, charnières, ventilateurs de refroidissement pour moteurs, commandes d'allumage anti-vol et systèmes de sécurité. Renseignements : Wilmet Breeden Ltd., Fordhouse Lane, Birmingham B30 3BW, England. Téléphone : 021 459 1166. Télex : 337297.

**Essieux de remarques de Rubery Owen-Rockwell**, qui fabrique également des suspensions, moyeux, tambours et freins pour remorques routières et tous-terrains. Renseignements : Rubery Owen Rockwell Ltd., Darlaston, P.O. Box 10, Wednesbury, West Midlands WS10 8JD, England. Téléphone : 021-526 3331. Télex : 338236.

**Serrures d'industries Teluk**, qui fabrique également des lève-vitres et bien d'autres composants pour l'automobile. Renseignements : Industrias Teluk, General Quiroga de Llano 7, Santa Maria de Palautordera, Barcelona, Espagne. Téléphone : 848 03 76. Télex : 50155.

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Toits ouvrants de Rockwell Golde**, qui fabrique également des lève-vitres à câble et des systèmes de retenue passive pour véhicules de tourisme. Renseignements : Rockwell Golde GmbH, Hanauer Landstrasse 338, 6000 Frankfurt am-Main 1, R.F.A. Téléphone : (061 80) 37 15. Télex : 4184703.

**Frein à main de C.I.M.**, qui fabrique également des serrures de portes, de coffres et de capots, des lève-vitres, des gisseries de sièges, des amortisseurs, des actionneurs, des portes, des moteurs électriques de lève-glace et de toits ouvrants, des poignées extérieures de portes, des accoudoirs, des planches de bord et des pare-brise. Renseignements : Compagnie Industrielle de Mécanismes S.A., 6 rue Barbès, B.P. 70 92302 Levallois-Perret Cedex, France. Téléphone : (1) 7581.770. Télex : 620178.

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Frein à main de C.I.M.**, qui fabrique également des serrures de portes, de coffres et de capots, des lève-vitres, des gisseries de sièges, des amortisseurs, des actionneurs, des portes, des moteurs électriques de lève-glace et de toits ouvrants, des poignées extérieures de portes, des accoudoirs, des planches de bord et des pare-brise. Renseignements : Compagnie Industrielle de Mécanismes S.A., 6 rue Barbès, B.P. 70 92302 Levallois-Perret Cedex, France. Téléphone : (1) 7581.770. Télex : 620178.

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Frein à main de C.I.M.**, qui fabrique également des serrures de portes, de coffres et de capots, des lève-vitres, des gisseries de sièges, des amortisseurs, des actionneurs, des portes, des moteurs électriques de lève-glace et de toits ouvrants, des poignées extérieures de portes, des accoudoirs, des planches de bord et des pare-brise. Renseignements : Compagnie Industrielle de Mécanismes S.A., 6 rue Barbès, B.P. 70 92302 Levallois-Perret Cedex, France. Téléphone : (1) 7581.770. Télex : 620178.

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Frein à main de C.I.M.**, qui fabrique également des serrures de portes, de coffres et de capots, des lève-vitres, des gisseries de sièges, des amortisseurs, des actionneurs, des portes, des moteurs électriques de lève-glace et de toits ouvrants, des poignées extérieures de portes, des accoudoirs, des planches de bord et des pare-brise. Renseignements : Compagnie Industrielle de Mécanismes S.A., 6 rue Barbès, B.P. 70 92302 Levallois-Perret Cedex, France. Téléphone : (1) 7581.770. Télex : 620178.

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

**Freins de poids lourds de Rockwell Bremser**, seul fournisseur d'une gamme complète de freins qui comprend les freins à coin Stopmaster, les freins Cam-Master et les dispositifs de réglage automatique de jeu pour autobus, camions, poids lourds, tracteurs, remorques, et autres applications civiles ou militaires. Renseignements :

50 من الأصل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	37,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	26,00	29,40
AUTOMOBILES	26,00	29,40
AGENDA	26,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**Importante société minière**  
ayant ses exploitations en Afrique cherche...

**DEUX INGÉNIEURS CIVILS EXPÉRIMENTÉS,**  
**CAPABLES DE REMPLIR**  
**DE HAUTES FONCTIONS DE DIRECTION**

**CANDIDATURE A ADRESSER A :**  
**UNIVERSAL MEDIA**

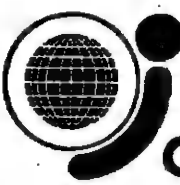
Chaussée de la Hulpe, 122  
1050 BRUXELLES - Belgique, qui transmettra sous la réf. LM/697

O.J recherche  
pour Société d'ingénierie assurant la conception et la réalisation  
d'importants projets industriels en Afrique du Nord  
et Moyen-Orient

### ingénieurs et techniciens

Les postes s'adressent à des candidats diplômés (Grande École  
DUT - BTS) en mécanique, électricité, électronique, Génie Civil etc.,  
ayant acquis une expérience de 5 années minimum auprès d'entre-  
prises industrielles ayant opéré à l'étranger.

La pratique de l'Anglais est indispensable, des connaissances en  
arabe constituant un atout supplémentaire.



Adresser C.V. détaillé à O.J.  
11, rue de Marché Saint-Honoré  
75001 PARIS.

**overseas jobs**

A major company seeks its Cairo based

### FINANCIAL CONTROLLER

Completely familiar with budgetary and financial  
controls, the successful candidate should  
have University qualifications plus a proven  
international experience.

English and arabic are essential for this top  
position

salary negotiable up to US \$ 60 000.

Please send  
detailed resume to:  
O.J. - 11, rue de  
Marché Saint-Honoré -  
75001 PARIS

**overseas jobs**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN FABRICATION

pour séjour à l'étranger (IRAQ)

capable de diriger unité de production, moyennes  
importances.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo  
sous n° 64.706 CONTEXTE Publiété,  
30, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 08, qui transm.

Société Assistance Technique  
recherche  
**INGÉNIEUR IP**  
Ayant expérience portuaire  
(France et Tunisie).  
Ecr. en précisant sur l'envelop.  
la réf. 1.827 à MEDIA PP 9, bd  
des Nations, 75002 Paris, 9. Tr.

### chef d'ateliers généraux

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

Il coordonne et contrôle le travail des sections :  
- centrale électrique  
- entretien électrique  
- chaudronnerie  
- machines outils  
- montage ajustage  
d'un complexe industriel et minier franco-nigérien ex-  
trayant et concentrant du minerai d'uranium.

Ce poste convient :  
- soit à un ingénieur de formation Marine ou IEG  
- soit à un technicien supérieur BTS, DUT, ayant au  
moins 10 ans de pratique dans l'entretien d'ate-  
liers d'entretien et travaux neufs en électromécanique.

Ecrire avec CV explicite sous références : CK/AG à

**CETAGEP**

30, Av. Amiral Lamourier 78160 MARLY LE ROI.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

### CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Pour supervision travaux Génie Civil  
d'un chantier outre-mer

Formation T.P. ou BATIMENT et expérience  
chantier.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo  
à 64.990 CONTEXTE Publiété,  
30, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

### Afrique de l'Ouest — Conseiller économique de haut niveau

La Banque Mondiale recherche actuellement pour l'un  
de ses pays membres en Afrique francophone, à la  
demande du Gouvernement de ce pays, un conseiller  
ayant une grande expérience en matière économique et  
financière. Le poste est à pourvoir dans le cadre d'un  
contrat de deux ans, comportant une année de résidence  
dans le pays.

Ce conseiller apportera une assistance aux ministères et  
institutions chargés des finances publiques et du service  
de la dette, de la planification et de l'exécution du Plan  
national de développement, et de la formulation de la  
politique monétaire. Il sera en outre appelé à réaliser  
des études sur certaines questions financières ou  
économiques propres au pays.

**Conditions à remplir**

- Diplôme universitaire d'économie.
- 15 années d'expérience des finances publiques et de la  
gestion, de la planification et de la politique  
économiques.
- Parfaite maîtrise du français et de l'anglais écrits et  
parlés.

La rémunération et les avantages, de niveau  
international, seront fonction de la formation et de  
l'expérience. Pour plus amples renseignements,  
envoyer un curriculum vitae à l'attention de :  
Mr. Michael Fayson, The World Bank, Western Africa  
Country Programs Department II, 1818 H Street, N.W.,  
Washington, D.C. 20433, U.S.A.



### CHEF DE MISSION

300.000 F+

Venezuela - Equipement lourd — Une société française spécialisée dans l'étude et  
la fabrication de matériel d'équipement lourd, recherche pour le Venezuela un chef de mis-  
sion, dans le cadre d'un très important projet en cours de réalisation (500 millions de francs).  
Rendant compte à la direction « Projets », il sera avant son départ sur le site, associé aux  
premiers essais de série en France. Une fois sur place, il devra assurer la coordination de la  
réception du matériel, de son implantation ainsi que de sa mise en route. Via-à-vis du client,  
il sera le représentant exclusif de l'ensemble des sociétés cocontractantes liées par ce pro-  
jet, sur le plan technique, commercial et humain. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingé-  
nieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans et pouvant justifier d'une expérience solide et réussie  
de coordination de chantiers, faisant appel à des techniques pluridisciplinaires, et acquise  
essentiellement Outre-Mer, de préférence en Amérique du Sud. La pratique courante de  
l'anglais est impérative et celle de l'espagnol souhaitée. La rémunération annuelle attachée  
au poste pendant la durée d'expatriation au Venezuela ne sera pas inférieure à  
300.000 francs. Pour un candidat de valeur, une évolution intéressante est offerte au sein de  
cette société. Ecrire à G. RAYNAUD, Réf. A/2922M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable  
des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseil de Direction S.A.**  
8, rue Bellini - 75762 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30  
Amsterdam - Bruxelles - Bâle - Copenhague - Crot - Francfort - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes  
New York - Stockholm - Stuttgart - Zurich

Pour Ecole d'Ingénieurs  
en ALGERIE  
organisme français recrute

### ingénieurs

- FABRICATION MECANIQUE
- FABRICATION MECANO-SOUDEES et  
CHAUDRONNERIE
- ELECTRIQUE
- Motores
- Turbo-machines
- Thermique industrielle
- INSTRUMENTATION et CONTRÔLE

3 années d'expérience industrielle (bureaux  
d'études, de méthodes ou ateliers) ou  
3 années d'expérience d'enseignement au  
minimum.

Contrat de longue durée (2 ans minimum).  
Logement meublé assuré - résidence proximité  
mer - Congé annuel en France.

Adresser c.v. détaillé avec photo sous réf. 5467-  
à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009  
Paris, qui transmettra.

**MADAGASCAR**  
FOIBE MPANARANASO NY FANJARIANASA  
« RINDRA »

Entreprise socialiste d'AUDIT

- Entreprise socialiste d'Audit, créée en vue  
d'effectuer principalement la révision comp-  
table des Sociétés d'Etat ou à participation  
majoritaire d'Etat ;
- Techniques modernes d'Audit grâce à l'assis-  
sance technique d'un Cabinet International  
d'AUDIT qui assure une intense formation  
interne par de nombreux séminaires spécialisés.

**RECHERCHE POUR EMBAUCHE**

### COLLABORATEURS

- Justifiant d'une solide formation (H.E.C. ou  
autres diplômes enseignement supérieur, éco-  
nomique et commercial) ou d'une solide expé-  
rience dans le domaine de l'expertise comptable ;
- Postulants (Hommes ou Femmes) doivent être  
de nationalité malgache ;
- Rémunérations attractives.

Les personnes intéressées doivent adresser C.V. à  
l'attention de J.-D. DIEZ, Conseiller Technique  
supérieur de la RINDRA, Tour Fiat, Cedex 14,  
92084 Paris la Défense (Tél. : 796-21-89), et copie  
directement : S.F. 241, ANTANANARIVO (Mada-  
gascar). Elles seront soumises aux tests techniques  
et entretiens préliminaires sur rendez-vous à Paris.

Candidats retenus auront billet avion,  
retour sur Madagascar.





**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

**RHINOLITH s.a.**

En raison de nos perspectives de développement dans le domaine de la fabrication et de la vente de matériaux isolants pour le bâtiment, nous recherchons

**DES INGÉNIEURS AM, ENSI, INSA**

ou équivalent, débutants ou première expérience

**UN ARCHITECTE DPLG**

Après une période de formation à nos techniques, ils devront pouvoir s'intégrer à l'équipe de Direction.

Ces postes évolutifs, basés en ALSACE, nécessitent des déplacements de courte durée en France et en Europe. La connaissance de l'allemand est indispensable, celle de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V., prétentions et photo au Service du Personnel, Zone Industrielle, à 68190 UNGERSHEIM.

**DIRECTEUR FINANCIER**  
180 - 200.000 F

Développement Régional  
Centre

Une société ayant pour mission la mise en valeur et l'aménagement de régions du centre de la France, recherche son **DIRECTEUR FINANCIER** sous l'autorité du Directeur Général et avec l'assistance d'une douzaine de personnes. Il sera chargé de la gestion financière et comptable de la société, traitée de façon informatique (comptabilité générale et analytique, trésorerie...), de la mise en place et du suivi des financements, du contrôle de gestion (actualisation trimestrielle des budgets avec analyse des écarts...) et des déclarations fiscales. Il entretiendra les relations avec les banques et les administrations. Il mènera les études financières et il assurera le suivi financier d'organismes extérieurs. Il sera le conseiller du Directeur Général pour tous les problèmes de gestion de la société et spécialement en matière de fiscalité et droit des contrats. Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure type **ESSE**, **E.S.C.** ou **Expertise Comptable**, possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable. Ce poste implique de solides connaissances juridiques et fiscales. Ecrire sous référence 370 M à :

**G.R.H. Conseils**

5, avenue de Ségur - 75007 PARIS  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement

**BANQUE HERVET**

recherche

**UN CHEF DE PROJET**

Le département **Organisation et Informatique** recrute un Ingénieur répondant aux critères suivants :

- diplôme d'Ingénieur Grandes Ecoles Scientifiques
- Ancienneté de 3 à 7 ans informatique de gestion, de préférence en milieu bancaire
- aptitudes et volonté d'encadrement équipe de réalisations.

Le poste est à pourvoir à BOURGES.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043, 18028 BOURGES.

**REXROTH - SIGMA**

composants et ensembles hydrauliques  
520 pers. à l'usine de LYON, 65 % export

**chef service contrôle qualité**

C'est un Ingénieur, chef de fabrication ou responsable contrôle qualité en constructions mécaniques. Homme de commandement et de terrain, c'est aussi un animateur capable de développer l'esprit qualité.

Les produits que conçoit et réalise l'entreprise nécessitent des usinages de grande précision pour offrir une fiabilité absolue. En conséquence, le service contrôle qualité (42 p.) est très bien équipé et investit régulièrement. C'est à la fois un organe de contrôle, de conseil et d'assistance technique, en relation étroite avec la production, le BE, les achats et le SAV.

Merci d'envoyer CV + appoint. actuel et souhaité (réf. YM) à



55, montée de choulons 69323 Lyon cedex 1

**Région RHONE-ALPES**

Filiale d'un des plus importants groupes industriels français, producteur de matériels mécaniques de grande série, recherche

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, le candidat devra posséder une très solide expérience dans le domaine de la vente d'équipements industriels mais aussi des qualités particulières de dynamisme et d'imagination.

Rattaché au Directeur Général de la Société, il en élaborera la politique commerciale, assumera ses orientations et les gèrera et il animera les délégués commerciaux et les agences à l'étranger.

Il parlera parfaitement l'anglais et aura au moins 35 ans. La Société est l'un des premiers spécialistes mondiaux d'un produit de haut niveau de technicité.

Adresser dossier de candidature à n° 6389 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS



**S.A. SEB**  
recherche

**CHARGE D'ETUDES MARKETING**

65/85000

Assiste le Responsable du Service Etudes

- Conçoit, suit, analyse les études et statistiques sur produits nouveaux ou existants
- Relations avec services Marketing, ventes, cabinets d'études.

Poste à pourvoir à 35 km de Dijon.

Pour ce poste il faut une formation supérieure et 1 à 2 ans d'expérience.

Adresser C.V. manuscrit complet et détaillé, photo et prétentions à SEB - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY.



**LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS - RHIN - RHONE**, chargée de l'exploitation des axes routiers **PARIS-LYON** et **BEAUNE-MULHOUSE** recherche

**CADRE**

Responsable fonctionnel au niveau Société de l'activité Entretien électronique et électrique

**30 ANS MINIMUM**

**MISSIONS PRINCIPALES**

- élaboration et suivi de l'application des normes et méthodes d'entretien du matériel de péage, des installations d'éclairage, radio et téléphones ;
- encadrement technique de l'équipe d'électroniciens de la Société ;
- encadrement et contrôle des entreprises intervenant dans la Société dans le cadre de contrats de maintenance (gestion des marchés centralisés)

**COMPÉTENCES DEMANDÉES**

- sera avant tout un spécialiste très compétent en électronique (y compris microprocesseurs) et en électricité. Connaissances en radio et en transmissions apprises ;
- expérience de plusieurs années dans une activité pouvant être considérée comme analogue ;
- en même temps animateur et homme de gestion.

Rémunération liée à l'expérience. Voiture de fonction. Poste basé à DIJON. Libre immédiatement.

Adresser C.V. détaillé avec prétentions à : **STB DES AUTOROUTES PARIS - RHIN - RHONE**.

Service des Relations Humaines, B.P. 52 - 21019 DIJON GRESILLES.

Un important groupe international CREE dans l'une de ses Sociétés de production (près de 350 personnes)

le poste de :

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Rattaché au directeur de la société, ce nouveau collaborateur sera chargé :

- de la création des comptabilités générale et analytique
- de la conception et mise en œuvre, en relation avec les services spécialisés du groupe, d'un système de contrôle de gestion
- de la recherche et utilisation de procédures informatiques permettant pour le suivi de la production et la gestion des stocks.

Il encadre une équipe de 8 personnes.

De formation type Sup. de Co. ISA, ICG ou équivalent, le candidat recherché possède une expérience de plusieurs années en comptabilité et contrôle de gestion dans une entreprise industrielle de préférence.

Il maîtrise l'outil informatique. Son tempérament aventureux et pragmatique lui permettra de donner à ce poste sa véritable dimension, et de se développer dans le groupe.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Poste basé à POTIERES.

Merci d'adresser dossier de candidature, photo et rémunération actuelle sous N°6280 à

**PARFRANCE Annonces**

4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

Secteur de points (effectif 1200 p.)

Filiale d'un groupe important recherche pour siège social de Lyon

**CHEF COMPTABLE**

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce), possédant au moins le DECS et une bonne expérience d'un poste similaire

- sa verra confier la responsabilité de la comptabilité générale et analytique,
- la préparation des états financiers et de toutes les déclarations,
- la surveillance des coûts et des marges.

Il est nécessaire de pouvoir dialoguer avec les informaticiens.

La préférence sera donnée à candidat connaissant l'allemand.

Adresser CV détaillé, prétentions et photo à

BP 361-08 76365 PARIS CEDEX 08 sous référence 661

**JEUNES DIPLOMÉS**

(BTS, DUT, LICENCE)

Libérés obligations militaires

**MICHELIN**

vous propose une

**CARRIÈRE COMMERCIALE**

- LA FORMATION initiale de 6 mois est rémunérée. L'acquisition des connaissances techniques à Clermont-Fd alterne avec des applications commerciales sur "le terrain". Votre personnalité et vos compétences vous permettront alors de prendre ;
- LA RESPONSABILITÉ COMMERCIALE d'une clientèle de professionnels de l'Automobile sur un territoire sensiblement égal à un département. Vous aurez à VENDRE un produit de haute technicité et à mettre votre expérience des techniques d'utilisation au SERVICE DU CLIENT.
- LA DIMENSION du Groupe - 2<sup>e</sup> rang mondial, 51 usines, présence commerciale dans 150 pays, autorise de nombreuses possibilités d'ÉVOLUTION en France comme à l'Étranger.



Adresser votre candidature et C.V. détaillé à :

**MICHELIN**

SP 33/ 9001 D

63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

**BATIMENT - NORMANDIE**

Importante Entreprise de Bâtiment, C.A. 300 M, recherche pour l'une de ses Agences :

**directeur de travaux**

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure souhaitée, et (ou) possédant une solide expérience de la CONDUITE et de la GESTION des chantiers de l'ANIMATION des hommes et de la COORDINATION et du CONTRÔLE des différents corps d'états. Responsable à part entière de plusieurs chantiers (méthodes, travaux, prix de revient, choix des sous-traitants, délais...), animateur d'une équipe de Conducteurs de travaux, il devra également entretenir les meilleurs contacts avec sa clientèle ou ses représentants.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 764 M au :



**Cabinet Jean-Claude MAURICE**  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



**Technologie des Plastiques**

**Produits Grand-Public**

Une société française à taille humaine, fabriquant en série et commercialisant des articles de grande consommation dans le domaine ménager, sanitaire, décor et camping, recherche pour étoffer son équipe dirigeante :

**Directeur Commercial**

Rattaché au Président il prendra en charge le développement commercial de la société (animation de l'équipe de représentants, action personnelle au niveau des centres d'achat et administration des ventes). Son action l'amènera rapidement à créer la fonction marketing dans l'entreprise (analyse de marchés, développement produits et lancement produits nouveaux). Il assurera de plus la gestion des stocks produits finis. Ce poste basé dans le JURA, intéresse un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation commerciale supérieure (ESB - ESSEC...), possédant une expérience réussie de l'animation et de la gestion des ventes auprès de la grande distribution et souhaitant évoluer vers une direction commerciale complète incluant la fonction marketing. La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130 000 F, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. (Réf. 831 M)

**Directeur Technique**

Rattaché au Président, il sera responsable de la préparation des fabrications (études, outillages, plannings, achats, sous-traitances, contrôle...), de la maintenance et du développement de l'outil de production (bâtiments, machines, énergie...). Ce poste pouvant évoluer à terme vers des responsabilités plus larges, convient à un candidat ingénieur de formation (A.M., ou équivalent), âgé de 35 ans minimum, possédant une spécialisation dans le domaine de la transformation des plastiques (injection, soufflage). Son expérience professionnelle l'aura amené à exercer des responsabilités techniques en fabrication de série. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180 000 F sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. (Réf. 832 M)

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante à Alain RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.



**CENTOR RHONE-ALPES**  
17, rue Louis Guérin  
69100 VILLEURBANNE  
Tél. : (78) 89.37.16

**Contrôleur budgétaire**

Débutant ou 1ère expérience

Entreprise - 300 millions de C.A. - recherche **CONTROLEUR BUDGETAIRE** débutant ou 1ère expérience. Ayant reçu la formation d'une Grande Ecole Commerciale, option finance comptabilité.

Il assiste un Directeur de Production : définition et suivi des budgets, analyse, prévisions d'activités, trésorerie.

Dans un groupe à vocation internationale, cette mission permet de déboucher à moyen terme sur des responsabilités au niveau de la Direction de l'entreprise.

Le poste est à pourvoir dans une ville universitaire du NORD OUEST.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 6000 à : **mcg-carrières** - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS - qui transmettra.

هكذا من الأصل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	39,00	45,00
AGENDA	39,00	45,00
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne cal.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## audit

LYON

**CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL**  
recherche pour contribuer au développement de son bureau de Lyon

**SENIOR**

NOUS offrons un développement de carrière au sein d'une équipe dynamique et un complément de formation aux techniques d'audits plus avancées.

Le poste nécessite :

- 3 ans d'expérience en révision comptable ;
- le niveau certifié supérieur de l'expertise comptable ;
- un diplôme d'enseignement supérieur (Grande Ecole de Commerce ou équivalent).

Une expérience audit informatique sera appréciée.

Des déplacements dans la région Rhône-Alpes sont à prévoir.

Merci d'adresser curriculum vitae avec photo sous référence 1826-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

Société en expansion (Hauts-de-Seine)  
**FABRICANT D'AUTOMATISMES INDUSTRIELS**

recherche

**INGÉNIEUR**  
**Centrale Paris ou A.M.**

pour prendre en main  
**LA GESTION INDUSTRIELLE**  
d'une usine 450 personnes  
(petite usine et matériel à la demande)

Le poste exige :

- Age 35 ans minimum ;
- Expérience INDUSTRIELLE ;
- Aptitude à maîtriser l'ORGANISATION ;
- Capacité d'ANIMER et coordonner équipes de travail.

Evolution de carrière.

Adresser C.V. manuscrit + photo et prétentions n° 6468, CONTESTE PUBLIQUE, 24, avenue de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION RADIO-TV-HIFI**  
Filière d'un Grand Groupe Français recherche

**inspecteurs commerciaux**

pour REGIONS LANGUEDOC et CENTRE

NOUS DEMANDONS :

- une formation Sup. de Co. ESSEC ou équivalente d'un niveau équivalent ;
- grande mobilité, dynamisme ;
- goût du commerce, de la négociation et des responsabilités ;
- voiture personnelle en bon état.

NOUS OFFRONS :

- position cadre ;
- rémunération intéressante ;
- indemnités de déplacements ;
- possibilité de promotion ultérieure au sein du Groupe.

Envoyer C.V. et photo sous la réf. 2264 à P. LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS CHERCHE**  
POUR SA FILIALE DE CENTRE BRETAGNE

**CHEF COMPTABLE**  
(comptabilité générale/pays/analytique)

- H. ou F. minimum 30 ans.
- Niveau D.E.C.S.
- Rémunération 90 000 F +.

**LIEU DE TRAVAIL : LOUDEAC**

Tél. 550-32-09 poste 60.

**THOMSON C.S.F.**  
Département circuits Hybrides recherche

pour son usine de FOIREAUX, Loiret

**AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN**

pour mesure et conduites d'essais sur composants électroniques.

Niveau B.T.S. ou D.U.T.

Adresser note de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

**THOMSON C.S.F., D.C.E., B.P. 22, 45390 FOIREAUX**

## RESPONSABLE DE LA FORCE DE VENTE

Nous sommes une Société de première importance sur le plan national dans la distribution des produits d'énergie. En tant que responsable de la force de vente, vous serez chargé de diriger et animer les équipes commerciales en leur fixant des objectifs précis. Vous serez appuyé à leur développement de clientèle et de chiffre d'affaires. Vous coordonnerez les actions de ces différents centres de profit. Vous serez chargé, en outre, de quelques négociations délicates et de très haut niveau.

Le poste est à pourvoir à 100 km environ au nord de LYON.

Adresser votre candidature sous référence 8170 à :

**O.P. Organisation et publicité**  
2 rue d'Hauteville 75010 PARIS/VI TRAM.

**Région RHONE-LOIRE**

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**

Recherché

pour très importante usine - 1300 personnes - d'équipements mécaniques de grandes séries.

Le candidat, ingénieur diplômé de grande école, aura de solides références dans les techniques de la forge, de l'usinage, des machines-outils productrices de grosses pièces et l'habitude du commandement d'importantes équipes d'un personnel hautement qualifié.

La société est l'un des premiers spécialistes mondiaux de son produit.

Elle est filiale d'un des premiers groupes industriels français.

Adresser dossier de candidature à 306 BAILLY CONSEIL, 40, av. Hoche 75008 PARIS.

**SEREG**  
**Schlumberger**

**ROBINETTERIE HAUTES PERFORMANCES**  
**ETABLISSEMENT DE LYON**

recherche

**Ingénieur Organisateur**  
**DANS LE CADRE DU PLAN INFORMATIQUE**

Il sera chargé :

- de la mise en place d'un IBM 34 puis IBM 38 ;
- de l'automatisation de la gestion de production ;
- de la constitution et de l'animation du service informatique.

Il devra :

- être ingénieur grande école ;
- avoir une expérience de cinq ans comme chef de projet ou organisateur en milieu industriel.

Nous lui offrons :

- des perspectives de carrière à l'intérieur du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Bruno de TALLE - Société SEREG 1, Cours Albert Thomas - 69424 LYON Cedex 3.

**POLYSAR FRANCE**  
SITUE à 10 km au NORD de STRASBOURG recherche pour son laboratoire de recherche et développement des latex

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**  
(ou formation équivalente)

Ce poste peut convenir à des débutants mais une expérience dans les applications des latex dans le domaine textile serait un atout certain.

La pratique de l'allemand est indispensable ainsi que de bonnes notions en anglais.

Les candidatures sont à adresser à la Direction du Personnel à POLYSAR France, boîte postale n° 7, 67010 LA WANTZENAU.

**UN INGÉNIEUR CIVIL DES MINES**  
(30 ans minimum)

Il devra avoir le goût et les connaissances nécessaires :

- à l'étude géologique de gisements et à l'établissement de plans d'exploitation ;
- à l'étude de programmes de travaux neufs concernant des mines souterraines et à ciel ouvert ;
- à la gestion et au suivi d'importants programmes de travaux neufs.

Après quelques années dans cette fonction, il pourra se voir confier un poste de responsabilité.

Envoyer C.V. à :

**COMPAGNIE MINIERE D'ONG TRIEU**  
24, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

**Société Aéronautique du Sud-Ouest (50 personnes) recherche**

**PROGRAMMEUR SYSTÈME**

connaissant DOS/V3 - CICS  
FORTAN - COBOL  
Expérience min. 3 années dans la fonction.

Adr. C.V., photo et prétentions, n° 7 00170 St. Rémy-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**STE D'EXPERTISE COMPTAB. PROVENCE-MIDI-PYRÉNÉES** recrute

**EXPERTS COMPTABLES DIPLOMÉS**

- Formation : Réviseur + appréciée ;
- pour Direction importante, bureaux secondaires.

Ecr. av. C.V., photo et prétentions, n° 2512, à P. LICHAU S.A., 81, rue Paul-Chenavard, 69001 Lyon, qui transmettra.

**Verrerie ouvrière d'Albi**  
(coopérative de production, 550 personnes, 160.000.000 F de C.A.) en expansion continue, recherche son

**chef de division finances/informatique**

Responsable :

- du contrôle de gestion ;
- des prévisions et du contrôle budgétaire ;
- de la comptabilité analytique ;
- des relations avec les banques et les institutions financières ;
- de la gestion du service informatique (IBM 34).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une GRANDE ÉCOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) possédant quelques années d'expérience dans un poste comparable.

Le statut original de l'entreprise offre des responsabilités, une rémunération et des avantages sociaux particulièrement attrayants.

Adresser rapidement CV manuscrit, photo et numéro de téléphone à Verrerie Ouvrière d'Albi, Monsieur Denjau, 146 av. Denboug, 81003 Albi Cedex.

**ETBS**  
recherche

**Ingénieur Arts et Métiers**

ou équivalent

pour activités organisation et méthodes. Expérience en pyrotechnie souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 80/12 à : Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

**RÉGION SUD HAUTE-MARNE**  
**DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DE SA NOUVELLE USINE DE FORGE ET D'ESTAMPAGE**

recherche

**1 INGÉNIEUR DE PRODUCTION**

Le titulaire du poste est responsable de l'ensemble des activités de fabrication, d'entretien et de maintenance du matériel de cette usine.

Sa responsabilité s'exerce autant dans les domaines techniques et matériel qu'économique et humain.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 ans environ, de formation à base mécanique, justifiant d'une expérience industrielle réussie.

Cette expérience l'a rompu aux contraintes de la fabrication, à l'animation et à la direction d'équipes et lui a permis de mettre en valeur ses qualités d'initiative et d'autonomie.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire n° 8407, « LE MONDE » Publicité, 3, rue des Italiens, 75237 PARIS CEDEX 08.

**IMPORTANT GROUPE BANCAIRE**  
**ÉQUIPE D'UN RÉSEAU D'ORDINATEURS**

recherche

**1 INGÉNIEUR SYSTÈME**  
CONFIRME M.V.S. I.M.S.V.S.

**1 JEUNE INGÉNIEUR INFORMATIEN**

Ils seront chargés de l'étude et de l'installation des logiciels de base ainsi que de l'assistance et de la formation des équipes d'études et d'exploitation.

Les possibilités d'évolution de carrière sont assurées pour les candidats de valeur.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :

**Compagnie Minière Dong Trieu**  
24, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Pour le service informatique de son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (région du Havre), ESSO-CHIMIE recherche un

**analyste-programmeur**

Titulaire d'un D.U.T. informatique ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 ans dans l'analyse et la programmation, si possible dans un environnement IBM 370 ou mini-ordinateurs.

Intégré dans une structure légère, vous serez amené à travailler en liaison étroite avec les services utilisateurs.

L'évolution ultérieure vers des fonctions d'analyse dépendra de vos résultats.

La connaissance de l'Anglais serait un atout.

Les candidatures sont à adresser sous la référence 8001 à :

**ESSO-CHIMIE**  
Département des Relations Sociales  
B.P. 52 76330 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON  
CHIMIE

**APV**

Souhaite recruter

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**

ayant quelques années d'expérience dans le domaine de l'évaporation et/ou du séchage (calculs, constructions, mise en route).

Evolution possible vers la technico-commercial. Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à :

**SOCIÉTÉ A.P.V., B.P. 604**  
27006 EVREUX. Tél. (33) 39.16.12.

**controllor**  
**POITOU 200.000 +**

L'unité de production pour l'Europe d'un groupe multinational de produits de grande consommation s'est installée récemment dans la région Poitou-Vendée. Son CA de 250 M de F est en expansion rapide. On crée le poste de Contrôleur, dépendant du Directeur Général, qui sera responsable de la création et de la mise en place des procédures de comptabilité et de contrôle de gestion informatisées nécessaires pour contrôler la production d'une usine de 500 personnes, ainsi que de la formation et de l'animation de son équipe.

Les candidats de formation type HEC, ESSEC, etc., devront posséder une expérience similaire acquise au sein d'une société industrielle anglo-saxonne.

Ecrire avec C.V., salaire actuel sous référence 1821-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

**EAM**

Société d'Engineering 1<sup>er</sup> plan (50 millions de F d'actifs) offre poste

**ADJOINT DIRECTEUR D'AGENCE (Rouen)**

Effectif : 30 personnes  
Formation supérieure type Centrale, T.P.

Expérience technique : 3 à 10 ans dans un bureau d'études. Qualités : dynamisme, sens de la gestion et sens de l'organisation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, n° 155, à Mlle de Clinchamps, S.A.M. Recrutement, 14, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées.

**EAM**

Société de HAM (SOMME) recherche jeunes hommes libérés des obligations militaires.

**COMPTABLE ANALYTIQUE**

ayant de bonnes connaissances en informatique. Expérience souhaitée.

Ecr. n° 8401, « Le Monde » Pub., 3, r. d'Italie, 75237 Paris C. 08

**MAIRIE 9405 MIGENNES** recrute :

**M.N.S.**

du 1<sup>er</sup> au 15-07. Renseign. téléph. : (84) 80-09-45



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Groupe chimique américain spécialisé dans les produits solvants destinés aux industries électriques et électroniques, recherche pour son bureau de Paris un

**JEUNE INGÉNIEUR DES VENTES**

Sa mission, après une période de formation de 3-4 semaines aux U.S.A., sera le maintien des contacts avec la clientèle existante et le développement des ventes de ses produits dans un esprit de nouveauté.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre, ingénieur de formation (chimie ou électronique), parlant couramment anglais et si possible espagnol.

La fonction proposée exige une bonne aptitude à travailler de façon autonome et une grande disponibilité pour de fréquents déplacements. La rémunération sera assortie d'un intéressement aux résultats et d'une voiture de fonction.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8.597 à « Le Monde » Publi-5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

Importante Société de Services PARIS (9<sup>e</sup>) (C.A. 120 millions de francs) recherche

**RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES**

(10 personnes)  
Formation souhaitée : D.E.C.S., SUP DE CO, E.C.O., Expérience indispensable.  
Poste éligible.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8.583, « Le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 08.

Le Centre socio-culturel franco-allemand « Volkshochschule Meridon » Châteaux de Meridon, 78460 CHEVREUSE, recherche

**1 — UN (E) ANIMATEUR (TRICE)**

Ses activités comprendront l'organisation et l'animation de stages s'adressant à :  
— à 70 % au secteur agricole ;  
— à 30 % à d'autres catégories sociales et professionnelles.  
Date d'entrée en fonctions : 01/09/1980.

**2 — UN (E) ANIMATEUR (TRICE)**

Ses activités comprendront l'organisation et l'animation de stages s'adressant à :  
— à 30 % au secteur agricole ;  
— à 70 % à d'autres catégories sociales et professionnelles.  
Date d'entrée en fonctions : 01/09/1980.

En plus des compétences spécifiques que requièrent ces deux fonctions, les candidats doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- excellentes connaissances écrites et parlées des langues néerlandaise et française ;
- connaissances solides des sociétés néerlandaise et française ;
- formation universitaire ou équivalente ;
- expérience d'animation de groupe (adultes).

Les futur(e)s collaborateur(trice)s devront s'engager à participer activement au développement démocratique du fonctionnement du centre.

Les conditions d'embauche sont fixées par la convention collective en vigueur. La durée du contrat de travail est limitée à 1 an. Après cette période, un contrat à durée illimitée pourra être proposé.

La sélection des candidatures sera faite par une « commission de recrutement » composée de représentants du Conseil d'Administration et du Personnel. En raison de la période de vacances, la convocation des candidats débutera vers la mi-août.

Adresser C.V. détaillé avant le 15 juillet 1980 :

1. - Au Président du Conseil d'Administration :  
Dra H.H.W. SCHOLTE  
Grotestraat 120  
7622 GP BORNE - Pays-Bas.
2. - A la « Commission de Recrutement »  
Château de Meridon - 78460 CHEVREUSE.

Le « Château de Meridon » organise des stages de formation pour adultes. Sa vocation est de favoriser le processus de démocratisation et d'émancipation. Le contenu des stages relève des domaines politique, économique et social.

Si le centre s'adresse en particulier aux groupes, provenant entre autres du secteur agricole et de l'enseignement, il organise également des stages thématiques à inscription individuelle.

**responsables de formations**

LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

- Filiale de CIT-ALCATEL
- Spécialisée dans le transfert de connaissances et savoir faire en TELECOMMUNICATIONS
- et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine, recherche

**DES INGENIEURS ELECTRONICIENS DES INFORMATIENS ET DES TECHNICIENS CONFIRMES de niveau DUT ou BTS**

ayant si possible une expérience dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS.

Anglais couramment indispensable.

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 51692 à CONVERSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75009 PARIS Cedex 01 & 2.

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT SOCIETE INDUSTRIELLE recherche

**2 INGENIEURS COMMERCIAUX**

responsable de secteur. Bonne expérience de la vente d'équipements industriels Génie chimique.

Déplacements fréquents de courte durée en France, Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, au n° 8.596 « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 08.

**Un journaliste venu d'ailleurs...**

Journaliste, vous ne l'êtes pas encore. Mais cette profession vous attire. Votre goût pour la communication s'est déjà traduit dans vos précédentes fonctions : Conseil, Enseignant, Formateur, Responsable Marketing, Commercial...

Vous avez une formation supérieure et vous croyez pouvoir vous intéresser tout particulièrement à l'industrie et à ses problèmes concrets d'expansion et de mutation. Nous aimerions vous confier la responsabilité de nos rubriques :

**Economie d'Entreprise, Gestion, Commerce international**

Notre revue industrielle (d'audience nationale), apporte chaque semaine aux cadres et dirigeants d'entreprises des informations pratiques, des exemples de solutions originales, des réussites instructives. Car nous voulons rendre de réels services aux entreprises, partager leurs préoccupations, vivre aux côtés des hommes qui les animent. La recherche de nouveaux marchés nous paraît un thème particulièrement important.

Voilà ce que nous voulons réaliser avec vous, en vous donnant la responsabilité d'un département doté d'une large capacité d'initiative. Vous avez les qualités de contact et d'expression que suppose notre métier. Vous parlez français et peut-être une seconde langue étrangère. Les déplacements ne sont pas pour vous déplaçants.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. C 3033, 1, rue de Berni 75008 Paris.



**Bernard Julliet Psycom**

Membre de Syntec

**négociateur immobilier de très haut niveau**

Nous sommes un des plus importants groupes français de PROMOTION et de CONSTRUCTION de MAISONS INDIVIDUELLES en SECTEUR GROUPE.

Le développement constant de nos activités nous conduit à rechercher un CADRE COMMERCIAL de TRES HAUT NIVEAU.

Chargé de promouvoir et gérer nos ventes auprès d'investisseurs publics et privés. Ce poste implique une expérience réussie de la négociation au plus haut niveau. Une parfaite connaissance du milieu immobilier et des relations avec les banques seront des atouts déterminants.

Un candidat de valeur, bénéficiera d'une rémunération particulièrement motivante liée en partie à ses résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + salaire actuel) sous référence 8089 à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 RUE MARSENGO 75001 PARIS/01 TRANSMETTRA.

qui garantit la discrétion des candidatures.

**jeunes licenciés en droit**

**PROMOTION - CONSTRUCTION - IMMOBILIER**

Nous sommes une des plus importantes sociétés de promotion et construction de maisons individuelles en secteur groupe. Notre action se développe à l'échelon national et nous recherchons de

**JEUNES LICENCIÉS EN DROIT** qui seront nos futurs « cadres fondateurs ».

Nous leur assurerons si nécessaire la formation à cette fonction.

Les dimensions et l'expansion de notre groupe offrent de larges perspectives d'évolution à des candidats de valeur.

Vous adresserez votre dossier de candidature sous référence 8086 à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 RUE MARSENGO 75001 PARIS/01 TRANSMETTRA.

**DEVENIR CONSEIL MARKETING « NIELSEN »**

Diplômé d'une Grande Ecole commerciale (H.E.C.-E.S.S.E.C. - E.S.C.P.) ou scientifique (Centrale - Mines), votre première expérience, d'une à deux années, vous a sensibilisé aux problèmes de grande consommation.

Vous êtes attiré par les fonctions de Conseil, et vous estimez en avoir les capacités : qualité d'analyse et de synthèse, maîtrise de votre expression orale, disponibilité aux problèmes des clients, autonomie.

Nous proposons à des candidats correspondant à ces exigences, des fonctions de Conseil en Marketing. Totalement responsables des dossiers qui leur seront confiés, ils prendront en charge l'exploitation et le développement d'études de marchés réalisées pour le compte d'entreprises clientes (Panel Distribution - Etude ad hoc) ; analyse des résultats, établissement et présentation des recommandations, définition d'études spécifiques, négociation des budgets annuels. Une formation de plusieurs mois est prévue, incluant un stage à l'étranger. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Celle de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, à :

Mademoiselle THORBAHM, A.C. NIELSEN Co., 28, boulevard de Grenelle - 75015 PARIS.

**A.C. NIELSEN COMPANY**

recrute

**Adjoint Chef de Service étranger**

Agent expérimenté (classe IV ou V) connaissant bien les opérations courantes et capable de superviser une dizaine de personnes.

Adresser CV et lettre manuscrite sous référence 9874 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

**VOLVO**

DIVISION VEHICULES INDUSTRIELS recherche

**Directeurs de région**

Pour faire face au développement important de nos ventes en France, nous recherchons Directeurs de Région :

Représentants de la Direction Générale dans leur région, ils auront à animer les concessionnaires, les former et les aider à atteindre leurs objectifs dans le cadre de la politique de la marque.

Ils devront maîtriser le marché correspondant au territoire attribué et développer en nombre et qualité la place de Volvo. Ils coordonneront les relations entre les concessionnaires et les différents départements de la Division afin de leur apporter l'assistance nécessaire dans le domaine du marketing, du service et du contrôle de gestion.

Ces postes s'adressent à des hommes d'envergure, capables d'aborder les problèmes commerciaux, humains et de gestion avec le dynamisme et la diplomatie nécessaire dans un travail d'équipe.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous la réf. 1200 M à :

**VOLVO France - Direction du Personnel**

1 Chemin de la Nouvelle France, 78130 Les Mureaux

**GRANDE BANQUE PRIVEE à PARIS**

recherche pour son département

**IMMOBILIER PROMOTEURS**

**EXPLOITANT CONFIRME**

Sa mission :

- gérer un fonds de clientèle existant
- développer celui-ci par des actions commerciales appropriées.

Pour être retenu, il faut :

- être diplômé de l'enseignement supérieur
- avoir une connaissance approfondie des crédits promoteurs d'environ 5 ans au département Promoteurs d'une banque
- avoir fait la preuve de son dynamisme commercial.

Dans ces conditions, de réelles perspectives de carrière peuvent être envisagées.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 6084 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

**WILLIAMS FRANCE**

LE RASAGE - LA PARFUMERIE - L'HYGIENE - LA BEAUTE

Nous recherchons pour faire face à notre développement 3 NOUVEAUX COLLABORATEURS. Basés au siège Paris (16<sup>e</sup>). Les postes sont à pourvoir en 08 ou 10-80.

Pour bien nous situer voici quelques références : Ligne SAVANE, lotion AQUA VELVA, mousses WILLIAMS, produits solaires SKOL, QUICKIES, DEODORANTS, etc...

**Réf. : W1 CHEF DE GROUPE GRANDES SOCIÉTÉS**

Homme de clientèle, vous serez l'interlocuteur et le négociateur de centrales d'achat de grandes sociétés. La connaissance du secteur G.M.S. sera un atout.

**Réf. : W2 CHEF DE RÉGION GRANDES ET MOYENNES SURFACES**

HM - SM - GM - MP

**Réf. : W3 CHEF DE RÉGION COMMERCE SPÉCIALISÉS**

PH - DR - COIF...

Vous serez rattachés au chef des ventes GMS ou CS et animeriez une structure de 8 commerciaux exclusifs. Commercial, animateur et leader, formateur et gestionnaire, voici les atouts que vous devrez posséder pour réussir sur les bases d'une direction par objectifs. Votre dynamisme et votre disponibilité associés à un réel potentiel de développement personnel doivent vous permettre d'évoluer au sein de notre Société. Position cadre, rémunération motivante.

Nous avons demandé à notre conseil en recrutements de vous recevoir pour vous présenter la fonction et vous assurer une totale discrétion à cette démarche. Merci d'adresser votre C.V. et photo en mentionnant la référence et la date de disponibilité pour l'entretien (07, 08 ou 09-80) à :

**NORAY Consultants**, 28, rue de l'Écluse - 75010 PARIS

Téléphone 246.12.28.

هكذا من الأصل



# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,08
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,45

	La ligne	T.E.
ANNONCES ENREGISTREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## NOUS VOUS INVITONS A PARTAGER NOTRE SUCCÈS

VOUS SOUSSEZ :

### UNE MAISON D'ÉDITION CONNUE EN ALLEMAGNE

Où nous ne cessons de nous développer grâce à une foule d'idées nouvelles.  
Nous éditons des livres spécialisés pour l'industrie et l'économie dans les domaines suivants : droit, fiscalité, gestion, succès professionnel, santé, etc.  
En outre, nous réalisons des brochures d'information pour les municipalités.  
Nous sommes parvenus en un temps très court à nous faire un nom en France où nous avons établi des bases économiques solides.

### NOTRE NOUVEAU COLLABORATEUR SERA LE DIRECTEUR DE NOTRE FILIALE FRANÇAISE A PARIS

Voici son profil :

- possède l'expérience de la V.P.C.
- connaît bien le marché français.
- sait donner l'impulsion nécessaire à son équipe.
- sait négocier avec les autorités administratives et les responsables d'entreprises.
- est un excellent organisateur.
- aime la responsabilité dans son travail.
- est ambitieux et fier de ses réalisations.
- bénéficiera d'une préparation approfondie aux tâches qui l'attendent.
- obtiendra le soutien complet de la Maison mère et
- résidera à PARIS où se trouve le siège de la filiale.

Une expérience de la branche de l'édition de même que des connaissances de base de la langue allemande, bien que non indispensables, constitueraient des atouts supplémentaires.

Une rémunération motivante sera à la hauteur du poste proposé.  
Veuillez envoyer votre candidature avec vos prétentions, C.V. et photo à :  
BOIS-PIERRE, n° 84.050 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

Paris Est Métro

recherche

### ingénieur de fabrication

Ref. M1

POSITION II ou III A

INGÉNIEUR MECANICIEN Arts et Métiers, ECAM, ICAM  
Expérience industrielle mini 3 ans  
Connaissance informatique ou méthode

MISSION :  
Responsable de la Gestion Industrielle, il aura la responsabilité des sections :  
— Planning, méthode développement devis, informatique, mécanique, entretien

### ingénieur

Ref. M3

POSITION II

INGÉNIEUR MECANICIEN ou ELECTROMECHANICIEN  
Expérience industrielle  
Connaissance de l'anglais

MISSION :  
Responsable du service Contrôle-Qualité

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous No 64.914 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra en précisant la référence du poste choisi. Discretion assurée.

### cadre commercial

BTS ELECTRONICIEN ou SUPERIEUR Ref. M2 bis  
Maîtrise de la langue anglaise  
Expérience marketing ou Vente

MISSION :  
Action commerciale : marketing et vente sur les marchés France et Export

### cadre administratif

POSITION II ou III A

Ref. M3

Contrôleur de gestion  
ou  
Responsable d'un Service de Personnel  
Expérience dans la fonction

MISSION :  
Responsable Administratif des services :  
— Personnel, Comptabilité, Gestion

### responsable du secrétariat commercial

NIVEAU V ou CADRE

Ref. M4

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE ou équivalent  
Expérience gestion commerciale ou établissement budget  
Maîtrise de la langue anglaise  
Frappé scribe-dactylo souhaitable

Domaine d'activité : centralisation des consultations, émission des offres, gestion des tarifs et budgets...

Groupe privé d'assurances  
Paris 8e  
recherche pour son  
département informatique

### analystes fonctionnels

- Formation supérieure.
- 3 ans d'expérience concrète en organisation dans société de conseil ou entreprise.
- Connaissances informatiques de gestion et téléprocessing appréciées.

Salaire : + 100.000 F.

Adresser CV et photo sous réf. 9393  
à Média System 104 rue Réaumur  
75002 Paris, qui transmettra.

Concilier le développement des personnes et la permanence de l'efficacité est une volonté de l'entreprise.

Cette filiale française d'une société internationale en très forte expansion (220 millions de CA en France, taux de croissance 35% par an) recherche pour remplacer son

### responsable des services comptables

appelé à exercer d'autres fonctions au sein du Groupe, un (une) jeune ESC ou équivalent + DECS, ayant réalisé une première expérience et familiarisé (ée) avec les pratiques comptables anglo-saxonnes. Il (elle) s'intégrera dans une équipe financière dynamique, où il (elle) aura à exercer des responsabilités formatrices.

Ses missions incluront bien entendu la responsabilité d'une équipe (8 à 10 personnes) et le reporting mensuel à la société mère.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise.

LES ENTRETIENS AURONT LIEU AVANT LE 20 JUILLET.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 232 TA, à :

SCOTI

33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discretion assurée.

Cabinet de conseil américain  
recherche pour son bureau de Paris  
employant environ 20 personnes

### ADMINISTRATION AND ACCOUNTING MANAGER

Cette personne aura la responsabilité :

- de la gestion administrative ;
- des procédures ;
- de l'organisation ;
- de la comptabilité ;
- du reporting mensuel en comptabilité anglo-saxonne ;
- des relations avec les bureaux européens, les auditeurs et experts comptables.

Ce poste conviendrait à un homme ou une femme ayant un diplôme supérieur de comptabilité et une expérience de quelques années au sein d'une direction administrative et financière de la filiale française d'une société internationale.

ANGLAIS/FRANÇAIS INDISPENSABLES. NATIONALITE INDIFFERENTE.

Ecrire à n° 65.047, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX, qui transmettra.

Vous êtes diplômé d'une grande école  
d'ingénieurs et vous avez une première  
expérience du management.  
Devenez notre

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Dans un premier temps, il vous sera confié l'organisation et la gestion de nos ateliers de production, situés en région parisienne.

Rapidement, votre fonction évoluera vers de plus larges responsabilités et vous assurerez la coordination des services achats, fabrication, stocks et distribution.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience antérieure et votre plan de carrière s'inscrira dans le cadre du groupe international auquel nous appartenons.

Merci d'envoyer votre candidature avec photo et prétentions sous réf. 6013 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra.

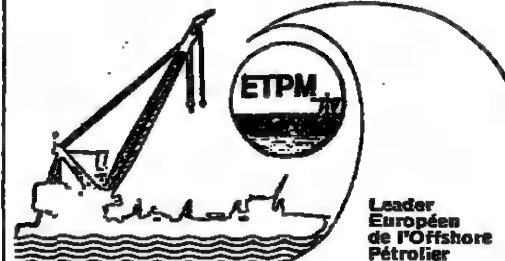
Une entreprise mondialement connue, leader sur le marché  
«BRICOLAGE» recherche pour son  
Département MARKETING

### CHEF DE PRODUIT

- Formation Supérieure ESSEC, HEC
- Expérience de 2 à 3 ans d'un poste similaire dans les produits grand public
- Pratique courante de l'anglais
- Esprit créatif, il travaillera avec les services de Recherche pour mettre au point les produits nouveaux et trouver des améliorations techniques
- Il aura la capacité et les compétences pour analyser les marchés et les réseaux de distribution, pour définir les plans d'action et proposer les moyens promotionnels et publicitaires destinés à vendre le produit.

En liaison constante avec les services commerciaux et financiers il contrôlera ses résultats en termes de prix et de marges.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous no 64746 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.



### INGÉNIEURS SOUDEURS

Ils auront en charge :  
la commande de matériel de soudage, la rédaction de procédures et la formation de personnel spécialisé

Les candidats devront :  
posséder une formation en technique de soudage et avoir une expérience de quelques années en construction métallique ou tuyauterie industrielle.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 1974 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

BANQUE VERSAILLES

recherche

### INGÉNIEURS OPTION INFORMATIQUE

Débutants ou quelques années d'expérience

- Participation à la réalisation d'un réseau de télétraitement pour agences bancaires ;
- Mini-ordinateurs IBM 8100 connectés au site central ;
- Formation complémentaire assurée ;
- Disponible et dynamisme indispensables.

Adresser C.V., photo et prétentions à

Département du Personnel  
B.P.R.O.P. 2, Esplanade du Grand-Siècle  
78043 VERSAILLES.

### un pharmacien de haut niveau chimie organique et thérapeutique

Important laboratoire pharmaceutique du Sud-Ouest, filiale d'un groupe pharmaceutique de renommée internationale, nous cherchons un pharmacien d'au moins 30 ans, parlant couramment anglais et ayant de solides connaissances en chimie organique et en thérapeutique acquises en tant que maître-assistant dans une faculté, ou responsable d'un service de chimie pharmaceutique par exemple. Dans un premier temps, il participe à la recherche de nouveaux produits, et dans un deuxième, peut accéder à un poste de haute responsabilité. Notre consultant, R. BEROU, vous remercie de lui écrire (réf. 576 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### DIPLOME de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. ET APRES ?

La vente y avez-vous pensé ?

Récession économique, chômage... votre avenir vous paraît plutôt sombre. La vente se porte bien !

Mais, bien sûr, il y a la vente et la vente. Les vendeurs chez RANK XEROX sont de véritables spécialistes. Sur le plan "technologie des produits", ils ont une connaissance parfaite des matériels qu'ils proposent et de toutes les applications possibles. Ils savent analyser les besoins en organisation de l'entreprise et recommander le matériel adapté en termes de gestion, efficacité, coût.

Nous vous assurons la formation et les moyens techniques nécessaires à votre réussite personnelle dans des structures où l'expression individuelle est privilégiée.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et sa banlieue et dans toutes les grandes VILLES DE PROVINCE. Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V 88 (en précisant l'affectation désirée) à RANK XEROX Service Recrutement, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

# RANK XEROX

Plan Change



## offres d'emploi

## offres d'emploi

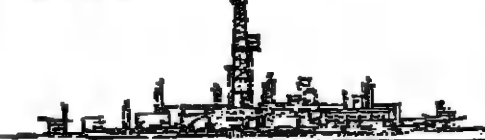
## offres d'emploi

## offres d'emploi

**Ingénieurs process confirmés**

Société d'Ingénierie de renommée internationale recherche pour son service Procédés Pétrole - Pétrochimie, des **INGÉNIEURS PROCESS CONFIRMÉS** (3 ans d'expérience) Anglais apprécié - Grandes possibilités d'évolution de carrière au sein de la Société.

Ecrire lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 805 à nos carrières - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

**CONTROLE BASLEY**

Premier Fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industriels

recherche

**INGÉNIEURS ANALYSTES  
POUR ÉTUDES ET RÉALISATION  
DE SYSTÈMES TEMPS RÉEL**

Expérience logiciel et matériel SOLAR demandée

Téléphone : 638-22-46 ou envoyer C.V. et présent. au Service du Personnel 4, avenue Newton, Z.I. - 92142 CLAMART.

Sté des Ciments Français, C.A. 2 milliards, effectifs 4 000 pers., recherche pour son usine d'Airvault

**Jeune collaborateur (trice)**

service administration et gestion

Formation BTS comptabilité et gestion...

Missions : Sous l'autorité du responsable du service administration et gestion il devra, dans un premier temps :  
- participer à l'élaboration des budgets et au développement des procédures administratives informatisées,  
- coordonner les diverses activités administratives,  
- « animer » la gestion informatisée des stocks, puis dans un deuxième temps :  
- jouer un rôle très opérationnel dans l'animation du contrôle de gestion.  
Ce poste évolutif convient à un jeune débutant (H ou F), de très bon potentiel (dégagé des obligations militaires pour les hommes) ou ayant 1 à 2 ans d'expérience comptable dans une société industrielle. Complément de formation assuré. Lieu de travail : Poitou-Charentes.

Séle  
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73531/M à Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Région parisienne Ouest

**Contrôle qualité**

Electro-ménager

Société Industrielle - 300 personnes - 120 M. C.A., nous sommes la filiale française d'un groupe international connu.

Nous recherchons le RESPONSABLE de notre SERVICE CONTRÔLE QUALITÉ. Il animera une équipe de techniciens qualifiés - 10 personnes environ - et devra améliorer l'organisation existante, en liaison avec les filiales européennes de notre groupe. Il rapportera au Directeur Technique.  
Cette fonction sera confiée à un INGENIEUR ayant plusieurs années d'expérience du contrôle qualité, acquise de préférence dans l'industrie « grande série ». La pratique de l'anglais et - ou - de l'allemand est indispensable. Possibilités d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Séle  
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71559/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Rendez-vous prévus dans la troisième semaine de juillet.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Leader français de la distribution pharmaceutique

Nous recherchons des

**INGENIEURS DEBUTANTS**

Pour participer à la réalisation des applications suivantes :  
- sur IBM 370 : gestion du personnel, comptabilité, gestion commerciale et financière.  
- Ces applications mettent en œuvre des techniques de TEMPS RÉEL et à terme de BASE DE DONNÉES.  
- Sur les mini-ordinateurs de nos 65 points de vente : saisie et ordonnancement de commandes, gestion de stock.  
- Cette application s'inscrit dans le cadre de l'INTERCONNEXION MULTIFONCTIONNELLE de nos systèmes.

Une intégration dynamique permettra aux candidats retenus de s'initier à l'ensemble des techniques mises en œuvre dans notre Société.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à : O.C.P. REPARTITION, Direction des Affaires Sociales, Service du Recrutement - 24, rue des Ardennes 75019 PARIS.

O.C.P.

REPARTITION

**BUREAU VERITAS**

recherche

**INGENIEURS DEBUTANTS**

pour étude de structures de navires et offshore, examen de plans, calculs.

Bonnes connaissances en résistance des matériaux et bonnes connaissances de l'anglais indispensables.  
Connaissances en programmation souhaitées.  
Formation en hydrodynamique appréciée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 38 BUREAU VERITAS Direction du Personnel 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS.

Emploi et formation

Filiale d'un puissant groupe industriel français

**CIT ALCATEL**

leader de la commutation temporelle, recrute

**INGENIEURS LOGICIEL  
GRANDES ECOLES**

DEBUTANTS

X - MINES - CENTRALE -  
SUP ELEC - TELECOM - SUP AERO  
ou équivalent

Intégrés dans des équipes d'ingénieurs de haut niveau, ils participeront au développement du logiciel de E10S, système nouveau de télécommunications de technologie avancée.

Les candidats de valeur pourront accéder rapidement à des postes de responsabilités.

Ces postes sont à pourvoir en banlieue SUD-OUEST de PARIS.

Adresser C.V. détaillé photo et prétentions au Service Recrutement et Orientation - 10 rue Latécoère 78140 VELIZY

**Ingénieur Génie Chimique**

«SAINT GOBAIN RECHERCHE»

La société est filiale de SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON. Sa vocation est la recherche variée pour les sociétés industrielles du groupe. Elle engage un JEUNE INGENIEUR GENIE CHIMIQUE pour lui confier l'animation d'une équipe de recherche.

Sa formation, complémentaire à celles existantes dans la société, aura été acquise dans une école d'ingénieurs, spécialisée ou possédant une option Génie Chimique ou encore par un travail de recherche dans ce domaine.

Il aura la responsabilité de programmes de recherches et d'entretien compte des réalités industrielles.

Un développement de carrière hors de la Recherche est envisageable. Ce poste est à pourvoir dans la proche banlieue Nord de Paris.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous référence SGR 640 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC



THOMSON-CSF

CENTRE DE LEVALLOIS

**INGENIEURS  
ÉLECTRONICIENS  
GRANDES ECOLES**

a) pour études de systèmes de télécommunications terrestres et spatiales.  
b) pour ses groupes d'essais.

Adr. curr. vitas, photo et prêt. à Thomson-CSF, Division Télécommunications terrestres spatiales, Service Recrutement, 33, rue Grouffault, 92300 LEVALLOIS.

**Assistant Juridique**

Pour notre service juridique-crédit-recouvrement. Nous souhaitons vous confier la responsabilité complète du

**Recouvrement des Créances**

Vous assisterez le chef de service dans tous ses domaines d'intervention.

Votre formation de base (maîtrise en droit) et votre EXPERIENCE (2-3 ans au sein d'un cabinet juridique ou dans un service comparable) ont confirmé vos capacités techniques.

Votre désir d'évoluer et vos capacités de contacts vous rendent capable d'INNOVER.

Nous évoluons nous mêmes très vite.

Lieu de travail : RUEIL MALMAISON.

Merci d'envoyer lettre, C.V. et photo, sous référence C460-3 à J.J. CRAMPE. (Réponse et description assurées).



PLACOPLATRE

SERVICE RECRUTEMENT

B.P. 318

92506 RUEIL MALMAISON

SOCIÉTÉ MONTROUGE (32)

recherche

**ANALYSTE  
PROGRAMMEUR  
COBOL**

sur CII HB 61/80.2

Tél. : 735-64-49 poste 49.

**Message à un  
DIRECTEUR  
JURIDIQUE**

Vous souhaitez entrer dans l'un des premiers groupes français, très diversifié au niveau de ses filiales.

Le Directeur de notre Division Juridique sera prochainement appelé à d'autres fonctions. Nous recherchons son successeur.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une formation juridique supérieure :

**ENA, Sc. Po + Doctorat**

et si vous avez acquis, soit dans une entreprise, soit dans un grand cabinet d'avocats, une expérience de 10 à 15 ans du droit des affaires.

Notre conseil étudiera confidentiellement les candidatures que vous enverrez sous référence M/116/A à

mcp

CABINET Henri PHILIPPE

91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

**CONTRÔLE DE GESTION  
INGENIEUR + GESTION**

La SFENA, Société d'équipements aéronautiques (CA 79 : 613 millions, effectif 2.600 personnes), dans le cadre du développement de son service, central de gestion, offre le poste de Chef du Service d'analyse de gestion.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, ayant reçu une formation supérieure en gestion (de préférence MBA, INSEAD, ISA...), et possédant une expérience industrielle de quelques années.

Le candidat retenu participera à la mise en place de ce service (12 personnes) et assurera les fonctions suivantes :

- établissement et suivi des budgets,  
- contrôle des coûts et de la rentabilité,  
- préparation des tableaux de bord,  
- études des projets d'investissements,  
- participation à la préparation des plans à moyen et long termes.

Une connaissance de l'anglais lu est indispensable.

Large possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence A 202 à SFENA, BP 59, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SFENA

Un des plus importants Groupes Français de  
BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS  
recherche un

**CADRE FINANCIER**

Le poste est à pourvoir au sein de la Direction financière du siège.

Il convient à un jeune diplômé de l'Enseignement supérieur ayant une première expérience bancaire (HEC - ESSEC - SUP de CO ou ingénieur + formation complémentaire en gestion).

Ce premier poste, qui donne une vision complète du Groupe, constitue une étape vers des postes autonomes de responsables administratifs et financiers dans des filiales, en France ou à l'Etranger.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions sous référence 8158 à :

OP organisation et publicité  
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OU TRAM.

هكذا من الأصل



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Marketing Minded People Looking for a New Career

Are you experienced in either - SALES  
or - MARKETING

and do you want to be involved in determining what makes the Computer Industry tick then join INTERNATIONAL DATA CORPORATION the world's largest computer market research organisation.

We offer a challenging and rewarding career with starting salaries in the range 90.000 F to 110.000 F.



To find out more please write to  
IDC, 39, Champs-Élysées  
75008 PARIS

## Directeur Export

PARIS (proche banlieue sud)

Notre activité se situe dans l'appareillage pour réseaux et installations électriques industrielles.

Notre entreprise, en croissance soutenue occupe place premier plan dans sa spécialité et forte position export dans plus de 40 pays par concessionnaires importateurs dans les principaux ou par agents représentants. Possibilités substantielles de développement et ouverture nouveaux marchés.

Le Directeur Export de formation supérieure, doit pouvoir faire état solide expérience des marchés export et résultats probants vente matériels électriques ou fournitures industrielles. Pratique absolument courante anglais et allemand indispensables, espagnol apprécié.

Sous l'autorité de la direction générale, il aura en charge le fonctionnement du service, les relations courantes clients et agents, le suivi de l'exécution commandes, le développement des marchés et la prospection.

Déplacements assez nombreux mais espérés, l'activité prépondérante demeurant au siège.

Ce poste exige une personnalité de premier plan avec formation de base technique ou commerciale, mais très à l'aise dans les 2 domaines. Puissance de travail, mémoire, facilité d'adaptation, aisance des contacts à niveau élevé.

Excellentes conditions de travail et perspectives avenir.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à  
N. 230 PUBLICITÉS REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS  
qui transmettra

## deux jeunes scientifiques pour vendre nos minis

PARIS et NANTES

OLIVETTI France occupe une des toutes premières places sur le marché des mini-ordinateurs. Un marché qui va continuer de se développer fortement dans les années qui viennent.

Vous êtes diplômés de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE, à la recherche de votre premier emploi ou vous avez déjà une courte expérience professionnelle. Chez nous, vous recevrez une formation personnelle à nos produits puis exercerez une activité de vente à haut niveau. Il s'agit d'un emploi très formateur dans le cadre d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8140 à OLIVETTI France - D.P.R.H. - 91, rue du Fbg. Saint-Honoré - 75001 PARIS.

**olivetti** DIVISION MINI-ORDINATEURS

Nous sommes une Entreprise de Bâtiment de 1<sup>er</sup> plan.

Nous recherchons un

## INGENIEUR

Grande Ecole

(X, Centrale, Ponts, ESTP, Mines)  
+ MBA, ISA ou IAE

En formation pendant 1 à 2 ans à un poste de

CONTROLEUR DE GESTION,

il acquiert les connaissances indispensables pour devenir

OPERATIONNEL TRAVAUX.

Débutant ou possédant une première expérience en entreprise, la veille du Groupe offre de larges possibilités d'avenir en France et/ou à l'étranger.

Adresser candidature avec C.V. détaillé sous référence 8084 à :

**Q7** organisation et publicité  
28 rue de Valenciennes 75001 PARIS

## BANQUE HERVET

recherche pour PARIS un

## EXPLOITANT CONFIRME

pour lui confier après une période d'adaptation un portefeuille de clientèle privée. En plus de la gestion et du suivi, il devra développer son fonds de commerce par toute action de prospection qui s'avérera utile.

Pour faire acte de candidature, il convient :

- d'être de formation supérieure
- d'avoir une expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum dans la profession bancaire et une bonne connaissance des marchés boursiers et de la gestion d'un portefeuille-titres.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à BANQUE HERVET, Direction du Personnel, 127, av. Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY SUR SEINE.

P. VAN COTT



Filiale d'un groupe multinational,  
nous distribuons en Europe  
des tissus pour l'industrie des jeans

Notre forte expansion nous amène à créer le  
poste de :

## CONTROLEUR DE GESTION

Jeune diplômé d'une grande école commerciale (niveau HEC, ESCP, INSEAD ou équivalent), vous avez déjà acquis une première expérience et vous désirez à présent accéder à un poste opérationnel. Nous vous offrons l'opportunité exceptionnelle de vous intégrer à une équipe de direction jeune et décidée.

Initialement chargé d'audit opérationnel, vous serez ensuite à créer et superviser un système de contrôle de gestion, sous la responsabilité du directeur financier.

Une certaine mobilité semble indispensable et la pratique de la langue anglaise serait fort appréciée.

La taille et le dynamisme du groupe assurent des perspectives d'avenir à des candidats de valeur.

Adresser votre C.V., photo et prétentions au  
n° 8.802, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens,  
75437 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

## ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS à Vocation Internationale

Recherche

## INGENIEURS

Ils auront une expérience de plus de 25  
ans dans les domaines suivants :

- Ingénierie ;
- Travaux maritimes ;
- Constructions navales ;
- ou Société de Contrôle industriel.

Ils participeront à l'élaboration de manuels techniques et à la formation de personnel dans le domaine des Travaux Publics en mer.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur en fin de carrière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la réf. 1976 à  
P. LICHAU S.A. - BP 220  
75083 Paris cedex 02  
qui transmettra.



lampes et appareils d'éclairage

## de l'analyste fonctionnel au chef de projet...

Fraîchement émoulu d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez l'ambition de vouloir assumer à terme la totale maîtrise d'œuvre d'un projet.

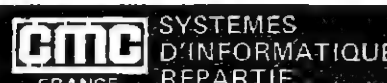
Nous vous offrons l'opportunité d'entrer de plain-pied dans la vie active en vous intégrant à l'équipe chargée d'un projet d'envergure et qui nous tient à cœur.

Après avoir assisté le Chef de Projet dans la phase d'analyse détaillée des circuits d'information, vous participerez à la conception, la réalisation et la mise en place des traitements et procédures informatisées ainsi que des moyens de communication entre le système d'information et les utilisateurs.

Des connaissances de base en informatique vous aideraient mais ne sont pas indispensables. Nous souhaitons surtout trouver en vous des aptitudes à l'analyse fine et à la synthèse complète et une capacité à concevoir des solutions rationnelles et réalistes.

Ce poste est à pourvoir dans la banlieue Sud-Est de Paris (R.E.R.).

Si vous intéressez, écrivez-nous avec C.V., photo et prétentions à COMPAGNIE DES LAMPES - Service Recrutement 29, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.



SYSTEMES  
D'INFORMATIQUE  
REPARTIE

## INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

(confirmés ou débutants)

Désireux de s'intégrer dans une équipe ambivalente et dynamique.

- Formation supérieure
- Esprit d'initiative
- Travail en équipe
- Anglais recommandé.

Postes à pourvoir à VERSAILLES et en PROVINCE.

Ecrire à CMC FRANCE  
à l'attention de J. MIDAN  
26, rue de Mademoiselle 78000 VERSAILLES

**PROCTER & GAMBLE  
FRANCE**

Entité de l'un des plus importants groupes de l'industrie chimique mondiale (savons et détergents) propose

**UN(E) JEUNE DIPLOMÉ(E)**

**EN DROIT - D.E.S. Droit Privé apprécié**

Un poste dans son SERVICE JURIDIQUE dont la mission est de travailler avec tous les départements à l'étude des problèmes juridiques que posent les diverses activités d'une Société Chimique sur un marché concurrentiel.

Au sein d'une équipe jeune, les différentes responsabilités de ce premier poste, comportent de nombreux contacts à tous les niveaux.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire - une expérience professionnelle sans être indispensable serait appréciée.

Les candidats (dégageant de leurs obligations militaires) et les candidates intéressées sont priés d'écrire à :

**PROCTER & GAMBLE FRANCE**  
Département du Personnel  
(Recrutement Cadres)  
99, av. Charles de Gaulle  
92201 NEUILLY/SEINE

**PA**

**CHEF DÉPARTEMENT  
COMPTABILITÉ** 150.000 F

La filiale d'un important groupe américain, employant en France environ 1.000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs hors taxes, recherche le Chef de son Département Comptabilité. Rapportant au Directeur de la Comptabilité et de la Distribution, il sera dans un premier temps, responsable de la comptabilité générale et, à ce titre, de l'émission des résultats comptables dans les délais impartis en respectant les réglementations et les procédures internes et externes. Par ailleurs, il supervisera le service pays et contrôlera la gestion d'une importante flotte de véhicules en leasing. Il aura pour mission de développer l'organisation comptable et les systèmes nécessaires compte tenu de l'évolution de la société et des réglementations. Il aura autorité sur un département d'une quinzaine de personnes. Ce poste éventuellement convertissable à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, titulaire d'un D.E.C.S., complété par une formation commerciale supérieure, ayant acquis une expérience similaire, ou d'Audit, d'au moins trois ans dans une société anglo-saxonne et possédant de bonnes connaissances en informatique. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération de l'ordre de 150.000 francs sera essentiellement fonction de l'expérience. Le poste est situé à Saint-Cloud. Ecrire à J.-A. DENNINGER. Réf. A/29-581

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Coppenhague - Oslo - Francfort - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Vienne - New York - Stockholm - Strasbourg - Zurich

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE  
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL**

recherche pour l'une de ses unités de Production située dans la  
SUD-OUEST (550 personnes)

**LE RESPONSABLE  
DE SERVICE FABRICATION  
ET CONTRÔLE**

Directement rattaché au Responsable de Production :

- il supervisera les 2 Chefs des Services Fabrication et Contrôle ;
- il assurera la gestion et l'animation de ces 2 services (250 personnes) ;
- il sera responsable de la réalisation des objectifs de production (qualité, coûts et délais).

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR A.M. ou équivalent âgé d'au moins 30 ans et ayant une expérience dans une fonction analogue acquise si possible dans une industrie électronique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous N° 64094,  
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,  
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE**  
(PRODUCTION)  
recherche

**INGENIEUR de PROCÉDES**

Chargé d'études de procédés relatives à la conception et la définition détaillée d'installations de production ou de traitement de gaz naturel et d'huile.

Ingénieur grande école, si possible spécialisé en génie chimique et possédant quelques années d'expérience d'exploitation industrielle de production pétrolière ou gazière ou de raffinage ou d'engineering.

Anglais écrit et parlé indispensable. Adaptation rapide à la technologie des matériels et au calcul informatisé.

Mobilité Province-Paris-expatriation.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en rappelant la référence 64081 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 26, avenue de Lille (Tour 12.04) 64000 PAU

Un important établissement financier situé à Paris propose des opportunités professionnelles diversifiées, à deux :

**Jeunes Informaticiens Débutants**  
MIAGE ou école d'Ingénieurs

Après une toute formation à nos structures, ils seront affectés dans un premier temps à une petite équipe chargée des systèmes spécialisés (mini).

Bons généralistes, capables d'utiliser et de choisir des logiciels, leur mission sera de permettre aux responsables de différents secteurs de l'entreprise d'utiliser directement l'informatique.

Ces postes recouvrent des activités variées, de conseil, d'assistance et de formation des utilisateurs.

**GROUPE** Les recrutements ont été confiés à

**ETHNOS**  
Conseil en recrutement  
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS,  
qui recevra les candidatures sous la réf. 79560 M.

HAVAS CONTACT



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LE GROUPE HORLOGER MATRA-V.D.O.  
RECRUTE POUR SES LABORATOIRES DE RECHERCHE  
ET DE DÉVELOPPEMENT

**DES TECHNICIENS ET INGÉNIEURS**

AVEC OU SANS EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DANS L'HORLOGERIE  
OU LA MICRO-MÉCANIQUE ÉLECTRONIQUE.  
CONNAISSANCE DE LA LANGUE ALLEMANDE APPRÉCIÉE MAIS NON  
INDISPENSABLE.

Les candidats doivent être disponibles pour une éventuelle mobilité nécessaire  
par les travaux dans les laboratoires de recherche des diverses sociétés du  
groupe en France, en Suisse et en Allemagne.  
Ils doivent pouvoir, après une période de formation, assumer la responsa-  
bilité personnelle de certains projets et/ou de certaines études fondamentales.

Envoyer curriculum vitae détaillé, préférences et références à :

MATRA - V.D.O.  
23, rue Auguste-Vaquerie, 75014 PARIS.

**Adjoint Responsable Système**

C'est le poste que nous proposons à un jeune candidat désireux de travailler  
à Paris dans une équipe dynamique.

- Matériels : 370, 43 XX,
- Exploitation : DOS/VS, DOS/VSE,
- Programmation : temps réel, COBOL, Assembleur,
- Bases de données : DL 1,
- Télétraitement : CICS.

Ce poste devrait vous intéresser si vous avez une bonne expérience de program-  
mation en gestion dans un service informatique similaire.



GROUPE  
ZURICH / FRANCE  
Assurances

Adressez C.V. et préférences à  
Madame de BACKER  
14, Bd Poissonnière  
B.P. 259-09 - 75426 PARIS cedex 09

CINOREN, SOCIÉTÉ DE CONSEIL,  
STRUCTURE SON EXPANSION ET RECHERCHE

**Attaché Commercial Consultant Marketing**

De formation supérieure

Sera chargé de la prospection et de la  
promotion de nos produits et services  
(informatique, formation, recrute-  
ment).

Il sera fortement assisté par des  
Consultants de haut niveau pour la  
négociation finale.

La rémunération sera constituée  
d'un fixe important et d'un intéres-  
sement au résultat.

De formation économique supérieure  
Sera chargé de missions complètes de  
formation et d'insertion de vente.  
Il complètera l'équipe actuelle dans  
les travaux d'études marketing. (Réf. M 02)

Ecrire avec C.V., photo et préférences  
en indiquant la référence du poste à  
CINOREN 104, rue Lafayette 75010  
PARIS, qui garantira totale discrétion.

**cinoren**

Cabinet Conseil Fiscal  
clients et implantation internationales recherche

**fiscaliste confirmé**

2 ans d'expérience minimum.

Envoyer CV, photo et préférences sous référence 8000 à :

**Q7** organisation et publicité  
2, rue Marengo 75001 PARIS/OUTREMER

IMPORTANT SOCIÉTÉ  
FILIALE D'UN GROUPE  
MULTINATIONAL

recherche

**UN AUDITEUR  
INTERNE**

de formation Grande École de Commerce  
ou études comptables supérieures

Le candidat devra :

- Justifier d'une expérience de 3 ans mini-  
mum en tant que senior auditeur au sein  
d'un cabinet Anglo-Saxon ou d'un  
groupe international.
- Avoir une bonne connaissance de l'an-  
glais et si possible de l'espagnol ou du  
portugais.

Lieu du Poste : BOULOGNE-SUR-SEINE  
Déplacements à prévoir.

Rémunération proposée : 120.000 F. et +  
Envoyer C.V., photo et préférences  
sous réf. 97432 M à BLEU Publicité  
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES - C.T.

GROUPE D'ASSURANCES de 1<sup>er</sup> Plan  
recherche pour son établissement parisien

**Un Responsable  
du Bureau d'Études IARD**

PROFIL DU POSTE :

- animation de réunions d'études sur des sujets techniques
- études comparatives des produits
- mise au point de nouvelles formules de garanties
- élaboration d'instruments de production...

Ce poste, motivant et à responsabilités, conviendrait à un JURISTE  
(Maîtrise de droit + formation complémentaire en économie ou en  
assurance), ayant environ 5 années d'expérience IARD en Compagnie  
ou en courtage.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et  
rémunération souhaitée sous No 64.716 à CONTESSÉ PUBLICITÉ  
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui garantira la plus grande discrétion

**ingénieur électricien**

PARIS - PORTE MAILLOT

Nous sommes un groupe multinational de sociétés d'engineering et de  
construction, opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis.

Notre société, réalisant des projets clés en mains de plusieurs  
millions de dollars (stations de dessalement d'eau de mer, centrales  
électriques, transport d'énergie à haute tension), nous souhaitons  
recruter un ingénieur électricien diplômé et expérimenté (5 à 6 ans  
minimum).

Au sein du département «PROCUREMENT», nous lui confierons les  
achats de matériels et équipements électriques très variés (transfor-  
mateurs, alternateurs, commutateurs, consoles de contrôle...). À ce  
titre, il sera chargé de l'évaluation technique des produits, de la  
recherche des meilleurs coûts et de l'appréciation des fournisseurs.

Compte tenu de l'importance des projets qui nous sont confiés et du  
développement de nos activités, il existe de réelles possibilités d'évo-  
lution de carrière au sein du groupe.

Une expérience des achats serait un atout mais n'est pas indispensable.  
La maîtrise de l'Anglais est nécessaire.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier  
de candidature à SOGEX, Direction du Personnel,  
15/25 bd de l'Amiral Bruix, 75116 Paris.  
Discrétion assurée.

**SOGEX**

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL

DÉFENSE - Proximité Pont de Neuilly  
offre poste

**RÉVISEUR COMPTABLE**

(minimum 3 ans d'expérience dans la fonction)

Le poste est basé au siège, mais nécessite de fré-  
quentes déplacements en province pour le contrôle  
comptable des filiales.

Rémunération intéressante.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous n° 64.988.

cabinet  
leconte 4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS

**Jeune ingénieur  
de haut niveau**

X, ECP...

ENTREPRISE MOYENNE  
(2500 personnes, C.A. 500 M)  
du secteur B.T.P., recherche pour  
PARIS,  
Jeune ingénieur de haut niveau  
(X, ECP...)

formation complémentaire en gestion  
souhaitée

ayant au plus 3 à 4 ans d'expérience

pour lui confier sous l'autorité du Di-  
recteur Général la gestion d'un secteur  
d'activités : appels d'offres, révisions de  
prix, gestion des marchés, contrôle  
d'activités des agences, plans de charges  
des travaux.

Pour un candidat de valeur ayant prou-  
vé sa compétence, ce poste doit évi-  
dement représenter une Direction de  
Service important.

Pour postuler envoyez lettre manus-  
crite, C.V. et photo en indiquant préfé-  
rences sous référence 1800-M à I.C.A.  
qui transmettra.

International Classified Advertising  
3, rue d'Autreville 75010 PARIS

**RESPONSABLE COMPTABLE  
IMPORTANT**

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT BAN.

PARIS 8<sup>e</sup>

Nous recherchons un homme apte à mener une jeune équipe de  
10 personnes travaillant avec l'informatique.

Il assurera la liaison avec notre Maison mère (Groupe bancaire de  
premier plan) et nos interconcurrents financiers.

Nous souhaitons un candidat de 35 ans environ, de formation supérieure  
+ D.E.S., justifiant une pratique de la comptabilité sur informatique  
de 3 ans minimum.

REMUNERATION STIMULANTE

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à RECH-PRÉSE,  
sous réf. T 020.795 M. 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS.

Cette recherche est strictement confidentielle.  
Il sera répondu à toutes les candidatures.

IMPORTANT SOCIÉTÉ  
CHAUDRONNERIE LOURDE

recherche  
pour son Bureau d'Études  
dans le cadre de recherche de  
produits nouveaux

**UN INGÉNIEUR  
EXPÉRIMENTÉ**

• Pour études de conception, suivi technique de  
contrat, rédaction de dossier de synthèse sur  
problèmes de fabrication, élaboration de notes  
de dimensionnement.

- Connaissances indispensables en résistance des  
matériaux et dessin industriel.
- Connaissance spécifique du code ASME  
(section III)
- Anglais lu et écrit.

Ecrire avec C.V. à n° 64934 CONTESSÉ  
Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS  
Cedex 01, qui transmettra.

UNE SOCIÉTÉ  
DE PRODUITS CHIMIQUES  
appartenant à un groupe international

recherche

**UN INGÉNIEUR  
TECHNICO-  
COMMERCIAL**

pour assurer le développement des ventes de  
sa gamme de plastiques techniques auprès  
d'une clientèle industrielle.  
Il sera responsable de son secteur d'activité :  
prévisions, budgets, programme d'action,  
essais d'application.

Le candidat recherché possède si possible  
une formation en électromécanique et (ou)  
une expérience de la vente de produits  
techniques à l'industrie.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand  
souhaitée.

Le poste est actuellement basé à LYON et  
implique une grande mobilité géographique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
et photo sous N° 6215 à

PARFRANCE Annonces

4, rue Robert Estienne 75008 Paris

qui transmettra

Organisme Financier

recherche un

**Collaborateur**

de formation Supérieure, il aura un profil de  
commercial, une expérience des relations  
sociales dans l'entreprise et l'habitude de dia-  
loguer avec l'informatique.

Mission : prendre en charge une action com-  
merciale auprès d'entreprises industrielles  
concernées et promouvoir un  
organisme collectif d'épargne et de finan-  
cements sociaux. Connaissances en domaine B.T.P.  
appréciées.

Adresses CV (photo + préférences) sous réf.  
3882 à Marie-Alex Bordes.

**GAMMA Sélection**

80, Boulevard Meisner 75008 PARIS

TOYAUTERIE INDUSTRIELLE

Importante entreprise de T.P. recher-  
che dans le cadre du développement  
de son activité toyauterie industrielle

**ingénieur  
études**

âge au minimum de 30 ans, de forma-  
tion supérieure (A. et M., INSA ou  
équivalent) et ayant acquis une pre-  
mière expérience (au moins 5 années)  
dans la spécialité.

Responsable des projets au niveau des  
études (conception, calculs...) il  
assurera la relation technique avec la  
clientèle, en liaison étroite avec les  
agences chargées de la réalisation des  
travaux.

Envoyer CV, photo et préférences en  
précisant la référence 747 M sur  
l'enveloppe à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

FILIALE chargée de la mise en œuvre des  
SYSTEMES INFORMATIQUES  
d'un très important GROUPE D'ASSU-  
RANCES recherche des

**analystes**

(réf. 9416 A)

Maîtrise d'Informatique, Ecole d'Ingénieur  
ou équivalent,

et des

**programmeurs**

DUT Informatique ou équivalent. (réf. 9416 P)

**débutants**

pour travailler au développement de systèmes  
informatiques utilisant les bases de données  
et le télétraitement.

- Formation complémentaire assurée
- Matériel utilisé : IBM sous OS
- Langage utilisé : Assembleur.

Envoyer CV, en précisant la  
référence du poste choisi, au  
Service du Personnel,  
Tour Franklin, Cédex 11,  
92081 PARIS La Défense.

**GIE**

**SOVAC**

RECRUTE

POUR AGENCE BANLIEUE OUEST PARIS

**UN ATTACHÉ  
COMMERCIAL**

SPECIALISÉ CRÉDIT

IMMOBILIER ACQUÉREUR

Le poste comprend :

- la responsabilité d'un chiffre d'affaires à déve-  
lopper ;
- le suivi commercial et la prospection de pro-  
fessionnels de l'immobilier (Constructeurs et  
Agences Immobilières notamment).

Le candidat devra avoir déjà une expérience de  
plusieurs années dans ce type de fonction et sera  
en mesure d'apporter les preuves de ses premières  
réussites.

Il est exigé :

- Classe V ;
- voiture de fonction ;
- conditions de travail et perspectives d'évolution  
intéressantes.

Adresser curriculum vitae, photo et préférences,  
sous la référence CV 393 à TELER P.A.,  
74, bd Haumann, 75006 PARIS, qui transmettra.

GROUPE PHARMACEUTIQUE,  
Banlieue N.E. Paris, 380 personnes,  
recherche pour renforcer son

DÉPARTEMENT

RECHERCHES CHIMIQUES

**1 technicien(ne)**

**chimiste**

CONFIRMÉ (E)

- Formation B.T.S. ou équivalent
- Minimum 5 ans d'expérience en synthèse  
organique
- Possibilité d'évolution

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous  
référence DB.06.80 à :

**guerbet s.a.**

16-24, rue Jean Chapel  
93609 Aubrey-sous-Bois cedex

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**THOMSON-CSF**  
**INGÉNIEURS D'ÉTUDES**  
(ENSAE - ENST - ESE - ENSTA - ENSI...)  
LA DIVISION AVIONIQUE  
recherche des

**Electronicien débutants**  
pour leur confier, au sein de ses équipes techniques, des travaux de  
**CONCEPTION ET RÉALISATION**  
de **PROTOTYPES D'ÉQUIPEMENTS AÉROPORTES**.  
A) **PLUSIEURS** postes sont offerts dans des sections variées de technologies avancées où dominent :  
— systèmes digitaux - traitement du signal ;  
— électronique analogique - circuits vidéo ;  
— électronique de puissance ;  
— MICRO-ONDES - antennes et circuits à large bande.  
B) **ENSEMBLES RADARS** conception de systèmes, coordination technique de haut niveau, suivi de projets complexes : première expérience appréciée mais non indispensable pour personnalités de valeur ayant très solide formation initiale, comportant des bases en techniques radars.  
Envoyer C.V. et photo en précisant les centres d'intérêt techniques au Serv. du Pers., Division Avionique, 68, av. P.-Brossolette - 92240-Malakoff.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE**  
recherche :

**INGÉNIEURS**  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
ayant expérience programmation  
**TEMPS REEL** ou souhaitant se spécialiser dans ce domaine.  
**POSTE A POURVOIR A PARIS**  
(PORTE D'IVRY)  
Ecrire avec C.V. et photographies à no 328, PUBLI G.R. - 27, Fg Montmartre Paris 9<sup>e</sup> (qui transmettra).

**L'AIR LIQUIDE**  
RECHERCHE  
POUR SON CENTRE TECHNIQUE  
DES APPLICATIONS DU SOUDAGE  
SAINT-OUEN-L'AUMONE (Val-d'Oise)

**INGÉNIEUR**  
**CHEF DE SERVICE**  
Responsable de la conception des équipements manuels et automatiques pour soudage, coupe, brasure et chauffage à la flamme.  
Le candidat retenu sera nécessairement Ingénieur diplômé A.E.T., I.C.A.M., E.C.A.M., et aura au moins cinq ans d'expérience réelle de gestion de bureaux d'études - constructions mécaniques.  
Il aura à assurer la direction d'une équipe de 12 ingénieurs et techniciens et à assurer le contrôle des bureaux d'études sous-traitants.  
Ecrire avec C.V. sous référence A. 223, à TELEK P.A., 34, boulevard Hausmann, 75009 Paris, qui transmettra.

**GRUPE INTERNATIONAL**  
**SPECIALISE DANS**  
**LES TRAVAUX PETROLIERS**  
**MARITIMES**  
Recherche

**INGENIEUR**  
**de SECURITE**  
Le candidat devra posséder une expérience de 5 ans minimum et une bonne connaissance des réglementations en vigueur dans le secteur des Travaux Publics à vocation maritime.  
Basé au Siège à Paris, il effectuera de nombreux déplacements de courte durée dans nos établissements et filiales à l'étranger (Moyen-Orient, Afrique Centre-Ouest, Amérique...).  
Une pratique courante de l'Anglais est indispensable.  
Envoyer CV photo et prétentions sous réf. 1975 à P. LICHOU S.A. - BP 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**IMPTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE**  
recherche pour RÉGION PARISIENNE

**INGÉNIEURS**  
Position I - II - III A  
GRANDES ÉCOLES (ENST - ENSA - ESE...)  
Quelques années d'expérience ou débutants

**MISSION :**  
— Conception ;  
— Développement ;  
— Gestion de projets spatiaux.

**DOMAINE :**  
— Télécommunications ;  
— Hyperfréquences ;  
— Télévision ;  
— Radar ;  
— Transmission d'images ;  
— Électronique numérique ou analogique.

Anglais écrit et parlé.  
Ecrire avec C.V., photo et rémunération souhaitée à no 64.894, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

offres d'emploi

**Banque**  
**FILIALE D'UN DES PLUS PUISSANTS**  
**GROUPES BANCAIRES EUROPÉENS**  
recherche pour son département  
**GRANDES ENTREPRISES A PARIS**

**COLLABORATEUR**  
**Forte personnalité**  
Sont indispensables pour réussir dans cette fonction :  
— excellente présentation, dynamisme,  
— très grande aisance dans contacts à haut niveau,  
— formation supérieure, bonne maîtrise de la langue anglaise,  
— solide expérience bancaire, de préférence dans une banque d'affaires ou similaire,  
— bonne connaissance des financements : internationaux France et étranger ainsi que des problèmes de change et du commerce extérieur.  
Le poste offert est du niveau classe VI ou VII pour débutant.  
Développement de carrière au sein de l'établissement, et éventuellement dans le cadre du groupe.  
Adresser dossier de candidature avec C.V., photo, prétentions n° 64.743 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01. Discretion absolue assurée.

**Kodak**  
**KODAK PATHÉ**  
93 SEVRAN  
recherche

**BTS - DUT**  
**ÉLECTROTECHNIQUE**  
pour ses services de maintenance  
de matériel de photo-finishing.  
Les candidats (libérés des C.M.) devront avoir des connaissances approfondies en électronique et une bonne pratique de la langue Anglaise afin de pouvoir s'adapter rapidement à un matériel évolutif faisant appel à une technologie de pointe.  
— Formation assurée.  
— Salaire intéressant.  
— Grandes possibilités d'évolution.  
Téléphoner pour rendez-vous  
Service du Personnel  
Tél. : 384.93.00 (poste 202 ou 302)

**DIVISION DE VENTE**  
**D'UNE MULTINATIONALE AMÉRICAINE**  
**DOMAINE AUTOMATISATION INDUSTRIELLE**  
(C.A. 30 millions)  
recherche

**MATERIAL CONTROL MANAGER**  
Sa compétence, résultat d'une formation de bon niveau et d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans poste similaire lui permettra :  
— d'assurer la responsabilité des approvisionnements (import) ;  
— de diriger 3 personnes traitant des commandes clients ;  
— de traiter tous les aspects de la gestion des stocks ;  
— de collaborer efficacement aux applications informatiques dans ce domaine.  
Le but est d'apporter le meilleur service à la clientèle, en respectant les objectifs financiers de rotation des stocks.  
Connaissance et pratique de l'Anglais nécessaires. Dépendances hiérarchiques : contrôler.  
Lieu de travail : proche Paris (94).  
Adresser C.V. + prêt. + photo à n° 65.237 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
(8 usines, 5.000 personnes)  
recherche

**INGÉNIEURS débutants**  
diplômés **GRANDES ÉCOLES**  
(Contrôle, Mines, Supélec...)  
Intéressés par un début de carrière dans la division informatique dont les besoins actuels sont renouvelés par d'importants projets, dont les intéressés devront prendre rapidement la responsabilité.  
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous n° 64.978, cabinet teconte, 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS.

**LABORATOIRES INDUSTRIELS**  
**DE RECHERCHES**  
Banlieue Sud Paris, recrutent

**INGÉNIEUR THERMICIEN**  
**GRANDE ÉCOLE - Thèse appréciée**  
SA MISSION :  
— Recherches appliquées et pré-développement dans le domaine.  
**Énergies nouvelles**  
**et économies d'énergie**  
(stockage thermique, échangeurs, gazogènes)  
Adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite + prétentions et photo en précisant la Réf. 80 à n° 65.062 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

offres d'emploi

**BRAUN**  
**BRAUN ELECTRIC FRANCE**  
recherche

**CHEF DE SERVICE**  
**APRÈS-VENTE**  
(gamme électro-ménager et photo)  
**LE POSTE :**  
— diriger l'équipe en place (14 personnes) et lui apporter le support technique nécessaire,  
— être l'interlocuteur France auprès des services techniques de la maison mère.  
**LE CANDIDAT IDÉAL :**  
— technicien en électronique (niveau mini B.T.S.),  
— expérience d'animation d'un groupe et de relations avec la clientèle,  
— pratique de l'Allemand ou de l'Anglais indispensable.  
Envoyer candidature accompagnée d'un C.V. avec photo et rémunération souhaitée :  
M. W. LESCHETTY, BRAUN ELECTRIC FRANCE  
22-28, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY.

**La Caisse d'épargne de Paris**  
recrute pour le Service de ses agences  
de PARIS et de LA PROCHE BANLIEUE

**DES TITULAIRES DU C.A.P.**  
ou du **BREVET PROFESSIONNEL**  
**DE BANQUE**  
Agré de moins de 30 ans  
Le niveau de la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 54.000 F + PRIMES.  
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et des pièces justificatives seront reçues jusqu'au 15 juillet 1980 sous le n° 64.263 à CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**Ordis**  
**La Société TELESYSTEMES** recherche pour ses Centres de Paris

**2 CHEFS DE PROJETS**  
● Formation supérieure : école d'ingénieurs, maîtrise ou équivalence  
● expérience de gros systèmes exigée (acquise si possible dans le cadre d'une société de services ou de constructeurs d'ordinateurs).  
Le potentiel d'évolution des candidats sera plus important que le nombre d'années d'expérience.  
Adresser-nous pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous réf. TM 8 à A. MILSAN  
**Ordis** - Conseil en Recrutement  
10, rue Anber PARIS 9<sup>ème</sup>

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL PARIS**  
Filiale d'une banque de dépôt, rech.

**INGÉNIEUR CONSULTANT**  
Sa mission :  
Il renforcera dans le domaine de la gestion financière, une équipe jeune et en fort développement.  
Son profil :  
— Débutant (e) ou 1 ou 2 ans d'expérience (Conseil ou gestion financière).  
— Sans commercial.  
— Désir de participer à l'évolution de la Société.  
— Goût de la finance.  
Sa formation :  
Ingénieur + gestion ou Ecole Supér. de Commerce.  
Ad. C.V. avec photo + lettre man. n° 64.871 CONTEXTE PUBL. 20, avenue Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>.

**CONTROLE BAILEY**  
Premier fabricant français de systèmes  
de contrôle et régulation industriels  
recherche

**INGÉNIEUR DIPLOMÉ**  
pour mise en service en France et à l'étranger  
DE SYSTÈMES TEMPS REEL  
A BASE DE MICROPROCESSEURS  
ET DE MINI-CALCULATEURS  
Expérience en matériel et logiciel SOLAR et TEXAS appréciée.  
Téléphoner : 630-22-46 ou envoyer C.V. et prêtant. au Service du Personnel  
5, avenue Newton, Z.I. - 92148 CLAMART

**SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE**  
**SPECIALISÉE DANS LA VENTE**  
**DE SÈCHEURS ET FOURS**  
**POUR CÉRAMIQUES**  
recherche

**UN INGÉNIEUR**  
AYANT UNE EXPÉRIENCE PRATIQUE  
EN INDUSTRIE CÉRAMIQUE  
ANGLAIS INDISPENSABLE  
— Journée continue  
— Proche Banlieue Ouest de Paris  
Adresser C.V. sous numéro référence 288 à PRO MULTIS  
41, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

**CADRE COMMERCIAL**  
**H.E.C. - ESSEC - E.S.C.**  
Nous sommes une Société Française fabriquant des produits de grande consommation, filiale d'un groupe connu utilisant des méthodes modernes de gestion.  
Notre croissance forte et régulière au cours des dernières années (+ 30 % l'an, C.A. : 130 millions de francs, 300 personnes) nous amène à renforcer notre Direction Commerciale.  
L'Homme que nous recherchons est un homme d'action. Diplômé d'une grande école il aura, si possible, une première expérience dans une fonction commerciale ou marketing. Il est apte au commandement et a le sens de la créativité et de l'innovation.  
Il assumera à court terme des responsabilités importantes dans la direction et l'animation d'un Service Commercial et d'un réseau de ventes.  
Perspectives d'avenir intéressantes, liées à l'expansion de la société et du groupe.  
Envoyer C.V., photo et prétentions, N° 49.580 M sur enveloppe à :  
**J.R.P.** 38, rue de l'Armande, 75008 PARIS, qui transmettra.

**GRUPE FAMILIAL EN EXPANSION**  
(50 millions chiffre d'affaires) cherche

**CADRE confirmé**  
Pour collaborer à la direction de son Bureau de Paris :  
● Gestion du Personnel.  
● Questions financières.  
● Informatique.  
● Animation commerciale et promotionnelle.  
30 ans mini. Sérieuses références exigées.  
Ad. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 64.986, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

**Télédiffusion de France**  
Établissement public de l'État  
recherche

pour division informatique

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**  
— Débutant ou ayant quelques années d'expérience.  
— Titulaire maîtrise D.E.A. ou diplôme équivalent (option informatique).  
— Connaissance FORTRAN et PLI ou COBOL appréciée.  
Envoyer C.V. à Télédiffusion de France, Division du Personnel, place 603, R.P. 518, 92542 Montrouge Cedex.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

**RESPONSABLE SERVICE EXPÉDITIONS**  
Il est demandé :  
● expérience de plusieurs années ;  
● bilingue allemand ;  
● autorité, dynamisme et sens de l'organisation ;  
● connaissance du stockage et de la gestion de magasins de produits finis.  
Il est offert :  
● position cadre ;  
● rémunération intéressante ;  
● avantages sociaux.  
Adresser C.V. + photo à FERREVAL (réf. M 35), 16, rue d'Athènes, 75009 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE MARITIME**  
recherche pour lignes containers

**ASSISTANTE**  
**CHEF DE LIGNE**  
Bilingue anglais  
2 à 3 ans d'expérience souhaités.  
Nombreux avantages sociaux.  
Envoyer C.V. à n° 64.486  
Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01  
qui transmettra.

**INSTITUTION FINANCIÈRE**  
recherche

**ANIMATEURS COMMERCIAUX**  
Pour :  
— Animer des séminaires de techniques commerciales.  
— Assurer le suivi pratique de cette activité.  
— Participer ponctuellement à la création ou à la mise à jour des programmes.  
— Diplômés de l'enseignement supérieur.  
— Une expérience en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale sera appréciée.  
Déplacements fréquents en province.  
Envoyer C.V., salaire, photo et prétentions à n° 64.565 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, q. t.r.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	36,90
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHAUDRONNERIE LOURDE**  
recherche  
pour son bureau d'études

### UN TECHNICIEN DESSINATEUR

NIVEAU IV ou V

réalisation de notes de calcul de dimensionnement d'appareils, de notices d'exploitation et d'entretien de matériels lourds  
savoir de problèmes techniques  
expérience en chaudronnerie nécessaire, en dimensionnement suivant ASME  
- anglais lu impératif -

Convientrait à Technicien Bureau d'Etudes en chaudronnerie avec expérience.

Ecrire avec C.V. sous No 54931, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Nous sommes l'un des premiers  
FABRICANTS DE MATÉRIEL  
pour SALLES DE BAINS

Nous recherchons complètes notre équipe chargée de l'organisation des forces et de l'assistance aux grossistes (salles d'opérations) par un (e) spécialiste en

### ARTS GRAPHIQUES et DÉCORATION

Quelques années de pratique dans un poste similaire ou en aménagement de la maison, une formation en arts graphiques, un très bon sens de l'organisation sont nécessaires.

Déplacements fréquents de courte durée.  
Ecrire avec C.V. prêt, à numéro 64346  
Contexte Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS  
Cedex 01, qui transmettra.

## ERIN

recherche

DES INGÉNIEURS débutants

à 3 ans d'expérience

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

— développement logiciel de base

— contrôle de processus industriels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

— maintenance Matériels

## offres d'emploi

Administration recherche

NEGOCIATEURS

de MARCHÉS PUBLICS

Diplômes requis : Niveau DUT

ou équivalent.

Ecrire sous réf. 554, à :

P. LICHOU S.A., B.P. 302,

75003 Paris Cedex 03,

qui transmettra.

TIME LIFE LIB. INC.

MI-TEMPS

Nous recherchons pour nos

personnes de plus de 25 ans :

— Argumentaire motivé

— Capacité de dialogue et de

convaincre 4 heures par jour

par téléphone.

Pour proposer aux particuliers

la consultation de films

de collection, de renommée

internationale.

Nous sommes situés à

SAINT-AUSTIN.

Pour un premier contact,

téléphonez-nous au 742-30-43.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

COMMERCIALE

PARIS XVII<sup>e</sup>

recherche

COMPTABLE

TITULÉ D.E.C.S.

Expérience fiscalité soumise.

Horaires flexibles

40 h/semaine.

Restaurant d'entreprise.

12 mois - 40 h/semaine.

Adress. C.V. + prêt, à n° 64382

CONTEXTE PUBLICITE

20, av. de l'Opéra,

75040 Paris Cedex 01, qui tr.

CABINET D'EXPERTISE

COMPTABLE (50 personnes)

situé à PARIS-7<sup>e</sup>

recherche

a) RÉVISEURS

CONFIRMÉS

PARIS-PROVINCE

Les postes conviendront à

des candidats titulaires d'un

certificat supérieur ayant une

expérience pratique de la

révision et du commissaire

aux comptes

ou équivalent.

Rémunération entre 85 000 F

et 95 000 F/an.

b) CHIEF DE MISSION

La poste conviendrait à un

candidat d'un niveau sup.

Niveau du certificat supérieur

de révision comptable ayant

acquis en cabinet une expérience

similaire.

Rémunération entre 110 000 F

et 120 000 F.

Env. C.V. à n° 64374

CONTEXTE PUBLICITE

20, av. de l'Opéra, 75040 Ced. 01

ou par tél. 742-30-43.

POUR OUVERTURE

CENTRE SOCIAL

1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

ASSOCIATION recherche

DIRECTEUR

Expér. sociale, sér. réd. exig.

envoyer C.V. à Mme Buisson,

Mairie de Montgeron

91200 MONTGERON.

Il ne sera pas répondu au tél.

Importante Société de courtage

recherche

AGENTS

COMMERCIAUX

Contact et suivi clients.

Stage formation. Démarrage

septembre. Rémunération sur

commissions.

Tél. au 722-78-47, poste 213-214

pour renseignements.

SOCIÉTÉ DE MAINTENANCE

automatique électronique

recherche

pour bureau Ouest

pour postes de

MINI-INFORMATIQUE de gest.

INGÉNIEURS COLAUX

Expér. et sér. confirmés

pour élaborer, programmation

de tests, étude de maintenance

et faisabilité.

PRENDRE CONTACT AVEC :

CAPA 150, rue de l'Inde (7<sup>e</sup>)

Tél. 296-36-74

ANALYSTE

PROGRAMMEUR

NIVEAU D.U.T. pour mise

en place et maintenance

d'une application de gestion

biométrique. Adr. C.V. +

photo et réf. à M. L. L.

PRENDRE CONTACT AVEC :

M. SOUSSET, 11, rue Jean-Victor

75007 PARIS.

St Expertise comptable

pour service juridique

ou service fiscal

UN JURISTE INSCRIT

au barreau de Paris, possédant

particulièrement droit

des affaires et des

procédures. Envoyer

C.V. et présentations à

Concorde Européenne,

AUDIT Fiscale de l'Est,

21 bis rue Lard-Dynon,

75008 PARIS.

JOURNAL SPÉCIALISÉ

sur : ELABORATION, ESSAI,

pour mener enquêtes sur

distribution industrielle économie

textile, habillement, chaussures.

Collaborateur

non salarié.

Ecrire M. HEBERT, 5 bis, rue

du Chemin-Vert, 75011 PARIS.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

recherche pour la mise en

place et la gestion d'un Centre

de Traitement en TIME SHARING

SOCIÉTÉ

INGÉNIEUR SYSTEM

pour équipement type 210 100

Operating System type VME/CMS.

Ecrire avec curriculum vitae :

SOCIÉTÉ

NORBERT BEYRAND FRANCE

68, rue Pierre-Charron, Paris-8<sup>e</sup>.

Nous sommes fabricant français

de pompes volumétriques

en pièces métalliques.

Nous recherchons :

UN AGENT

TECHNIQUE-COMMERCIAL

30 ans environ

formation BTS (mécanique),

hydraulique, électricité

pour être le correspondant

technique à notre Siège de

4 bis, rue de la République,

Paris 10<sup>e</sup>, et à notre effecteur

département, assurer le suivi des

actions entreprises sur le terrain,

relayer au bon accomplissement

des commandes à l'industriel

de notre organisation.

Libre recrutement.

Ecrire avec C.V. manuscrit,

photo, références à POMES

COMPRESSEURS MÉCANIQUES,

17, rue Ernest-Lavie,

92178 VANVES.

## offres d'emploi

T.T.T.M.

FILIALE THOMSON

CSF INFORMATIQUE

recherche

pour ses travaux

de conception et de réalisation



REPRODUCTION INTERDITE

## demandes d'emploi

### CHEFS D'ENTREPRISE

**VOTRE DEMANDE**  
Jeune diplômée grande école.  
Dynamisme, fiabilité.  
Sérieux, efficace.  
Ecr. N° 2448 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**ESSE**  
SC. ECO IEP.  
DECS IAE, etc.  
dans tous les secteurs.  
adaptation au poste.  
MOTIVÉE OFFRE.

**AFIPEL** : 281-13-44.  
28 ans, BTS-DECS.  
I.H. exp. 3 ans de cabinet.  
d'orientation vers fonction  
administrative ou commerciale.  
Ecr. N° 2449 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**IF** : 29 ans, form. supérieure.  
bilingue anglais, expérience  
enseignement, mode, parfums.  
Ecr. N° 2450 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**TRADUCTEUR**  
Mét. alt. fr.-esp. ital. angl.  
Lect. exp. traduct. techn. et litt.  
Ecr. N° 2451 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**DIRECTEUR DES VENTES**  
dans secteur électronique.  
35 ans, sérieux, références.  
Négociation, encadrement, budg.  
Ecr. N° 2452 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**RELATION PRESSE**  
Hm 30 ans, exp. sup. 5 ans  
dans presse. Très propositions.  
Ecr. N° 2453 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**CYCLE SUP. DE CO.**  
ACHAT MINUTIER  
Expérience achat, négociation,  
comptabilité, gestion des stocks.  
Ecr. N° 2454 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**DOCUMENTALISTE**  
INTD  
Métier d'archiviste, exp. sup.  
dans centres de docum.  
Ecr. N° 2455 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**TRADUCTEUR**  
INTERPRÈTE  
Allemand - Anglais - Français  
Ecr. N° 2456 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**HEC, CADRE EXPORT**  
26 ans, exp. animation réseau  
clients, Europe, Asie, Afrique.  
Ecr. N° 2457 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2458 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2459 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2460 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2461 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2462 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2463 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2464 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2465 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2466 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2467 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2468 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2469 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2470 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2471 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2472 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2473 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2474 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2475 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2476 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2477 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2478 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2479 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2480 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

**J.P. 34, Maitre, DROIT PRIV.**  
Ch. exp. 15 ans, exp. sup.  
Ecr. N° 2481 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

## L'immobilier

### appartements vente

#### 2<sup>e</sup> arrdt.

#### HALLS CLERY

BELLE RENOVATION  
PITtoresque et studio  
à 100 m de la gare.  
Ecr. N° 2482 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 3<sup>e</sup> arrdt.

#### 5 P.

110 m<sup>2</sup> à rénover  
dans quartier calme.  
Ecr. N° 2483 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### MARAI

Saintonge  
Propreté et 2 bts 2 P.  
Ecr. N° 2484 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 4<sup>e</sup> arrdt.

#### ILE SAINT-LOUIS - DUPLEX

135 m<sup>2</sup> style PETITE  
MAISON  
Ecr. N° 2485 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 5<sup>e</sup> arrdt.

#### BROCA-CENIER

354-45-19  
50 m<sup>2</sup>, 4 chbres, plein ciel  
Ecr. N° 2486 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 6<sup>e</sup> arrdt.

#### R. D'ASSAS

revêtement duplex  
2 chbres, 2 bns, cuisine,  
Ecr. N° 2487 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 7<sup>e</sup> arrdt.

#### VAUD-LUXEMBOURG

imm. XVII<sup>e</sup>  
50 m<sup>2</sup>, 2 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2488 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 8<sup>e</sup> arrdt.

#### SAINT-DENIS

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2489 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 9<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP-DE-MARS

280 m<sup>2</sup>, 5 chbres, 3 bns,  
Ecr. N° 2490 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 10<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DES SAUSSURES

dans bel imm. face Ministère  
Ecr. N° 2491 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 11<sup>e</sup> arrdt.

#### EUROPE

6 places, bain,  
Ecr. N° 2492 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 12<sup>e</sup> arrdt.

#### 30, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2493 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 13<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2494 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 14<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2495 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 15<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2496 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 16<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2497 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 17<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2498 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 18<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2499 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 19<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2500 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 20<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2501 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 21<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2502 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 22<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2503 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 23<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2504 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 24<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2505 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 25<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2506 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 26<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2507 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 27<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2508 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 28<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2509 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 29<sup>e</sup> arrdt.

#### 14, RUE DE LA VILLE

110 m<sup>2</sup>, 3 chbres, 2 bns,  
Ecr. N° 2510 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

### constructions neuves

#### EN SUISSE

#### LAC DE GENÈVE

sur les rives du  
dans un site paradisiaque, nous avons construit pour votre bonheur  
et votre joie de vivre  
des appartements et studios  
qui vous feront rêver.  
Pour une documentation gratuite et sans engagement adressez-vous à  
C. Truon AGENCE ROMANDE IMMOBILIERE S.A.  
Galerie BENJAMIN CONSTANT 1  
1003 LAUSANNE - Suisse - Tél. 021-20 70 11

#### locations

#### non meublées

#### Paris

#### CHAMP DE MARS

SUPPLÉMENTAIRE aux livr.  
2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2511 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 17<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2512 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 18<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2513 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 19<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2514 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 20<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2515 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 21<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2516 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 22<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2517 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 23<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2518 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 24<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2519 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 25<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2520 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.

#### 26<sup>e</sup> arrdt.

#### CHAMP DE MARS

2 chbres, 400 m<sup>2</sup>, P.T. : 501-45-12.  
Ecr. N° 2521 du Monde à Pub.  
5, r. d'Italie, 75007 Paris Cedex 13.







ILE-DE-FRANCE

# Peines d'argent pour les villes nouvelles

LES villes nouvelles devront accueillir dans les dix années à venir le quart, et peut-être même le tiers, des constructions neuves en Ile-de-France, prévoit le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. Les villes nouvelles, si souvent vilipendées, restent la clé de voûte de toute entreprise s'efforçant de maîtriser le développement de l'agglomération parisienne.

A regarder les choses de près, leur bilan est loin d'être négatif. Les immeubles ne sortent plus de terre n'importe où, n'importe quand, mais selon un plan, parfois contestable, mais cohérent. A l'ouest, à Saint-Quentin-en-Yvelines et à Cergy-Pontoise, les emplois ont suivi les logements, permettant de limiter les déplacements entre lieux d'habitation et lieux de travail ; les équipements collectifs arrivent plus vite que dans les autres ensembles neufs.

Mais les villes nouvelles traversent de graves difficultés financières. Leurs anciens habitants ne peuvent à eux seuls supporter le coût de la création d'un quartier neuf. Voilà pourquoi l'Etat et la région prennent en charge une partie des annuités d'emprunt de ces collectivités locales particulières et pourquoi le gouvernement accorde — par l'intermédiaire du groupe central des villes nouvelles, qui dépend du premier ministre — des subventions d'équilibre à celles d'entre elles dont les recettes fiscales sont encore insuffisantes. Certaines villes nouvelles dont le démarrage a été particulièrement réussi — telles Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Noisy-le-Grand, Marne-la-Vallée ou Villeneuve-d'Ascq près de Lille — réussissent par les ressources habituelles des communes à faire face — ou peu

s'en faire — à leurs dépenses de fonctionnement. Ce n'est pas le cas de Meudon-Sénart, du Vaudreuil dans l'Eure, d'Evry qui souffre d'un découpage qui, tout en excluant de la ville nouvelle les principales zones d'activité, lui confie la très lourde charge d'équipements dont certains, comme l'Agora, ont un impact dépassant son strict périmètre, mais la prive des principaux fournisseurs de recettes. Ce n'est pas le cas surtout de Val-Maubuise, un des quartiers de Marne-la-Vallée, qui a le « tort » de sortir de terre en pleine crise économique.

## Tout faire à la fois

Ainsi, le 23 juin, les élus, en majorité de gauche, d'Evry, soutenus par la plupart des syndicats et des associations, avaient organisé une journée « ville morte ». Alors qu'ils demandaient une subvention d'équilibre de 22 millions de francs pour un budget total de 80 millions, ce qui aurait permis de limiter la hausse des impôts locaux à 15 %, les élus ne se sont vu accorder par le gouvernement que 8 millions de francs qui implégeraient quelques économies et une majoration de 25 % de la fiscalité.

La situation est identique à Val-Maubuise. Les socialistes sont majoritaires. Les élus demandaient 37 millions pour équilibrer, avec une hausse des impôts de 30 %, un budget de 88 millions. Les représentants du gouvernement qui font remarquer que, l'an dernier, une subvention de

14 millions avait été créée tous les plafonds et expliquent : « On ne peut pas tout faire à la fois. Il faut être raisonnable », ne proposent dans un premier temps, pour 1980, que 13 millions et demandent un accroissement de la fiscalité de 33 %.

Ces difficultés financières se traduisent par des situations pour le moins surprenantes. Dans le quartier neuf de l'Arche-Guedon à Marne-la-Vallée, une piscine, un gymnase, une maison pour les associations sont prêts depuis un mois, mais ne peuvent être ouverts faute d'argent et de personnel pour les faire fonctionner.

Pour mieux faire face à ces difficultés, les représentants de ces collectivités locales viennent de créer une association des élus des villes nouvelles, ouverte à tous les élus, quel que soit l'organisme où ils siègent. Les neuf villes, toutes tendances politiques confondues, sont d'une manière ou d'une autre représentées dans cette association. Elle est présidée par M. Jacques Guyard (P.S.), président du Syndicat communal d'aménagement d'Evry, ses deux vice-présidents étant Mme Marie-Thérèse Goutmann, députée communiste, maire de Noisy-le-Grand, et M. Hubert Rensart (divers modérés majoritaires), président du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise.

Ainsi regroupés, les élus veulent lutter contre ce qu'ils appellent « le désengagement financier de l'Etat », désengagement contesté par le groupe central des villes nouvelles, qui fait remarquer que, globalement, les crédits consacrés aux subventions d'équilibre augmentent cette année plus que le coût de la vie.

M. Guyard précise ci-dessous les objectifs de l'association.

THIERRY BREHIER.

# Les requins des Halles

DES plaisants qui souhaitent remplir d'eau le deuxième trou des Halles seront partiellement exaucés : un grand aquarium sera aménagé dans le sous-sol encore disponible au pied de la Bourse du commerce. Etudié avec des spécialistes américains, le groupe Seaworld de San Diego (Californie), l'aquarium occuperait environ 14 000 mètres carrés et comprendrait plusieurs bassins pour les requins — oui, des requins — et un « théâtre marin » pour les dauphins. L'investissement (français) est évalué à 70 millions de francs et il intéresse le groupe Suez tandis que Seaworld prendrait en charge la gestion de l'ensemble. On estime à 35 millions de francs, soit 1,3 million d'entrées, le chiffre d'affaires nécessaire à l'équilibre ; la société d'aménagement des Halles étudie son intérêt au bénéfice. Dans un quartier déjà sur-fréquenté, le succès est assuré pour une attraction de ce genre, unique en France.

D'autre part, la station de radio R.T.L. est preneur de 2 500 mètres carrés pour l'aménagement, près de la piscine, d'un studio public d'enregistrement. Outre le musée de la communication (18 000 mètres carrés sont affectés aux P.T.T.) et les équipements sportifs et sociaux de la Ville de Paris (10 000 mètres carrés), il reste à attribuer environ 10 000 mètres carrés qui pourraient accueillir un centre d'expositions et de séminaires.

L'étude d'ensemble de l'aménagement souterrain a été confiée à l'architecte Paul Chemetov, qui a notamment étudié les moyens d'accès à la piscine (qui sera bien évidemment située sous la place en éventail dessinée par Louis Arretche).

En surface, la partie du jardin qui jouxte le forum pourrait être aménagée assez rapidement. Un parc de jeux exclusivement destiné aux enfants de six à douze ans a été imaginé par Claude Lalanne : un territoire clos de 3 000 mètres carrés leur offrirait toutes sortes d'expériences sensitives, sur un terrain de jeux et d'aventures.

Les études continueront pour les « parcs » de Jean Willerval dont le coût risque de dépasser les 40 millions prévus. Les structures seront en métal peint et abriteront des commerces, la vidéothèque de la Ville de Paris, un gymnase et des locaux collectifs.

Enfin, le permis de construire des logements de l'équipe de Michel Ducharme, près de Saint-Eustache, est en cours d'instruction. — M. CH.

## PLACE CLICHY

# Un hôtel sur les décombres du Gaumont Palace

UN hôtel en lieu et place de ce qui fut l'un des plus pittoresques endroits de spectacles de la capitale : le Gaumont Palace, place Clichy. C'est fait, ou presque fait. La commission des sites vient de donner un avis favorable aux nouvelles études des architectes — MM. Mario Heymann et Bernard Vitry.

Feu vert donc pour réaliser dans le dix-huitième arrondissement, à deux pas de la butte Montmartre, un ensemble hôtelier de six cent trente et une chambres réparties en deux étalissements de deux et trois étages.

8 août 1973, après sa présentation les 8 novembre et 19 décembre 1972 devant la commission des sites, qui avait émis un avis favorable. Ce permis fut prorogé au cours des années suivantes, car des travaux portant, notamment, sur la consolidation du sous-sol furent exécutés.

Mais, au cours de ces dernières années, le ralentissement de la demande hôtelière, le renoncement par les P.T.T. de construire en sous-sol un central téléphonique de deux cent mille lignes, la modification du plan d'occupation des sols de la Ville et la volonté de la nouvelle



les, avec, au rez-de-chaussée, une galerie marchande de 7 000 mètres carrés ouverte sur l'extérieur ; en sous-sol, un parc de stationnement de six cent cinquante-trois places. Construit par la COGIDIM, ce bâtiment de neuf étages sera exploité par la chaîne Novotel-Ibis. Le nouveau permis de construire pourrait être délivré dans le courant de l'été. Les travaux commencent alors à la fin de cette année pour se terminer en 1982. Coût : 150 millions de francs.

Les destinées de ce terrain, situé dans un site inscrit à l'angle de la rue Forest, du boulevard de Clichy et de la rue Caulaincourt et jouxtant le cimetière de Montmartre, ont été multiples. A cet endroit, en effet, furent réalisés successivement un hippodrome en 1899, une patinoire et un cinéma en 1911, construit, à l'initiative de Léon Gaumont, puis, en 1931, un cinéma moderne de cinq mille places, l'un des plus grands d'Europe, démoli en 1973.

Un premier projet de complexe hôtelier a fait l'objet d'un permis de construire délivré le

municipalité de réaliser un hôtel « de style parisien et non de style international comme on en voit partout » ont conduit à l'abandon du projet initial. Le volume du bâtiment reste le même, mais il s'agit aujourd'hui de « réhabiliter la façade ». C'est donc une demande de permis de construire modificatif qui a été déposée auprès de l'administration. La nouvelle façade est moins uniforme et moins dense que la précédente. Des plantations d'arbustes sont prévues sur la terrasse au-dessus du rez-de-chaussée et formeront un jardin. Les matériaux apparents sont le béton couleur pierre et la céramique blanche.

JEAN PERRIN.

## POINT DE VUE

# 700 000 Français abandonnés par l'Etat

LES villes nouvelles ont mauvaises pressés. Ces neuf grandes agglomérations lancées entre 1965 et 1970, avec d'importants moyens, grandissant moins vite que prévu en raison du non-respect du Plan et de la conjoncture économique et démographique. Elles rassemblent cependant sept cent mille habitants aujourd'hui, avec une étonnante majorité de familles jeunes et dynamiques. Elles concentrent des expériences d'urbanisme et d'architecture parfois discutables, mais qui apportent néanmoins aux habitants une qualité et une variété de services qu'on ne trouve guère ailleurs, qu'il s'agisse d'espaces verts, d'équipements sportifs, de crèches, de transports en commun, de centres culturels ou de loisirs, de sécurité pour la circulation ou d'activités pour les enfants et les adultes.

Et le retard pris dans le développement (il devrait y avoir aujourd'hui près de un million cinq cent mille habitants, et les prévisions initiales, démentielles, il est vrai, avaient été respectées) fait que les habitants d'aujourd'hui ne peuvent y faire face avec leurs seules ressources.

Le gouvernement a donc reconnu que, pour plusieurs années encore, les villes nouvelles avaient droit à des aides spécifiques. Mais aujourd'hui, il semble hors d'état de tenir cet engagement. Dans le règlement des budgets qu'il opère actuellement, les coupures sont si drastiques qu'elles mettent en cause la vie même des collectivités.

Ainsi, au Vaudreuil, la plus jeune des villes nouvelles, on inaugure la bibliothèque, la piscine et le gymnase. Mais ils ne pourront fonctionner à la rentrée, car la création des postes nécessaires vient d'être interdite par le premier ministre.

Ainsi, à Evry, chef-lieu de l'Essonne, le premier ministre, pour réduire l'aide de l'Etat, veut licencier plus de trente salariés permanents. Interdire l'ouverture d'une école maternelle, fermer l'école de musique, bloquer le fonctionnement du centre culturel et sportif de l'Agora.

Et l'on pourrait hélas multiplier les exemples.

Or, dans le même temps, le même gouvernement affirme que les villes nouvelles sont la clé où il faut concentrer la construction de nouveaux logements (qu'on milite par ailleurs pour les cinq villes nouvelles d'Ile-de-France). Là sont, en effet, les seuls terrains constructibles équipés et bon marché. C'est ainsi qu'à Cergy-Pontoise, à Meudon-Sénart, ou à L'Isle-d'Abeau, l'Etat passe outre la volonté des élus et de la population pour imposer la construction de milliers de logements supplémentaires.

Parallèlement doit être corrigée au plus vite. Ce n'est pas en débauchant le personnel des collecti-

ités et en laissant fermer les équipements que l'on assurera le développement harmonieux des villes nouvelles et leur attraction sur les jeunes ménages en quête d'un logement agréable.

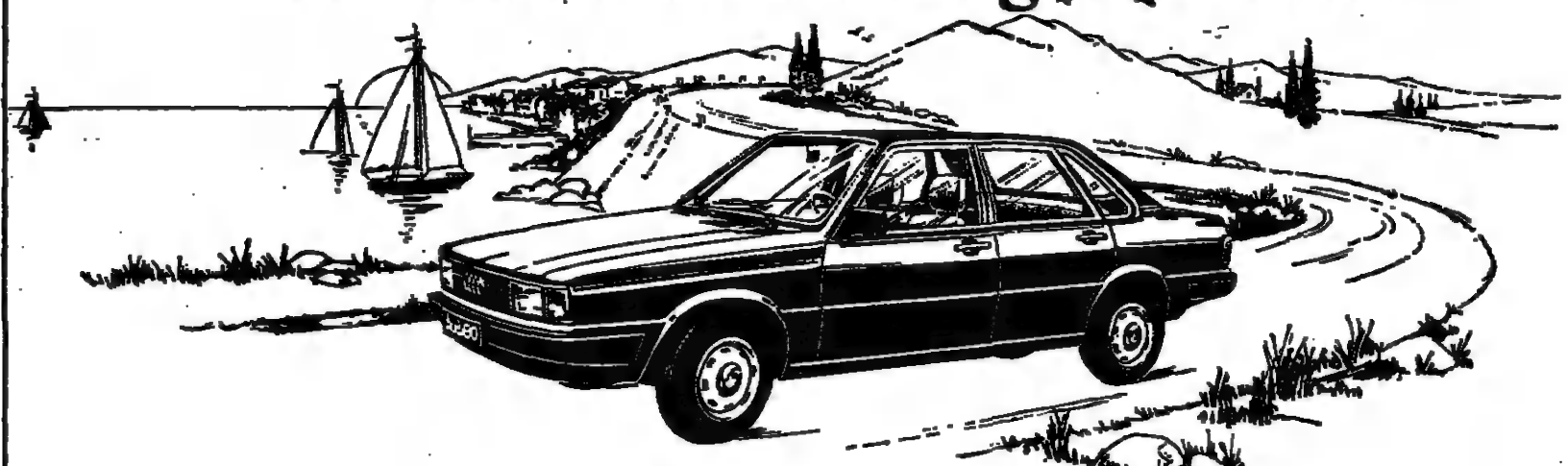
Les villes nouvelles constituent, qu'on le veuille ou non, la seule grande initiative d'urbanisme du vingtième siècle en France. Un million de Français y vivront sous peu, dont 4 % des enfants de zéro à six ans et 4 % des jeunes couples de vingt à trente-cinq ans. Il semble qu'on préfère aujourd'hui, en haut lieu, consacrer les rares milliards disponibles aux opérations de prestige.

(\*) Président de l'Association des élus des villes nouvelles, président du Syndicat communal d'aménagement de l'agglomération nouvelle d'Evry.

tige de la Ville, des Halles ou de Bercy. Rappelons que ces trois opérations ont, jusqu'à maintenant, coûté plus cher à l'Etat et à la Ville de Paris en dépenses extraordinaires que les neuf villes nouvelles, sans qu'elles aient accueilli un logement ni créé plus que quelques emplois.

Il est temps que le Plan retrouve un sens, et que la nécessaire continuité dans l'action de l'Etat redonne une exigence. La construction d'une ville n'est pas affaire de mode, mais produit de l'effort persévérant d'une génération. Les habitants des villes nouvelles jugeront sur pièces, et immédiatement, de la volonté du gouvernement. Qu'on ne croie pas qu'ils se laisseront étouffer sans réagir. Ils savent bien, eux, que l'échec de leurs cités serait une catastrophe pour l'économie nationale, qui y a énormément investi.

# Partez en Audi 80 neuve sans toucher à votre budget vacances.



Cet été, prenez la route des vacances au volant d'une Audi 80 neuve dont le prix, clés en main, est de 40.284 F.

La location longue durée VAG avec promesse de vente vous permet de partir avec une Audi 80 L pour 2.184 F, c'est-à-dire le

montant du premier loyer mensuel et d'un mois de dépôt de garantie.

Mais, réfléchissez... Si la valeur de reprise de votre véhicule actuel est d'au moins 4.368 F, vous avez déjà l'argent pour payer le dépôt de garantie et les 3 premiers mois de

location. Au terme de 60 mois, le dépôt de garantie couvrira la valeur de rachat et vous deviendrez propriétaire de votre Audi 80 L. Elle ne vous aura coûté que 66.612 F\* étalés sur 5 ans.



# AUDI 80



Voire concessionnaire pour les marques Volkswagen et Audi. 110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66. 600 points de vente dans toute la France.

**LOTTO**  
facile!  
pas cher!

en peut rapporter gros

**LOTTO**



## AGRICULTURE

## LA CRISE DE LA POMME DE TERRE

## Des véhicules des forces de l'ordre sont incendiés dans les Côtes-du-Nord

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Les producteurs de pommes de terre primeurs ont à nouveau manifesté, samedi après-midi, dans les Côtes-du-Nord, à la sortie de Ploegast, entre Saint-Brieuc et Guingamp, ils ont barré la R.N. 12 en y déversant des pommes de terre et en arrachant les glisettes de sécurité de la voie express sur plusieurs centaines de mètres, détruisant également la signalisation.

Deux membres du service d'ordre ont été blessés. Au cours d'une véritable opération de commando, des paysans ont endommagé une estafette de la gendarmerie, brûlé une moto et une voiture des renseignements généraux. Deux manifestants ont été également blessés lors de l'intervention d'un escadron de

gendarmerie mobile qui dégageait les véhicules bloqués sur la R.N. 12. Le préfet des Côtes-du-Nord a condamné de tels agissements qui « ternissent l'image de la Bretagne » aux yeux des touristes, dont certains véhicules ont été endommagés, et a annoncé qu'il déposerait plainte à l'égard des fonctionnaires de police et des militaires de la gendarmerie pour leur sang-froid. Une plainte a été déposée et une instruction ouverte pour que soient identifiés les auteurs de ces destructions.

Vendredi après-midi, deux mille producteurs de pommes de terre, venus des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine et du Finistère, avaient vivement manifesté, à Rennes, devant la

## Excédents momentanés ou... permanents ?

Dans une communication publiée dimanche, la Fédération départementale des exploitants et le Centre des jeunes agriculteurs ont désapprouvé les « notes de violence gratuite » des primeurs bretons. Mais les organisations professionnelles expliquent ces agissements par la remise en cause du compromis négocié le 7 juin dernier entre le ministre de l'Agriculture et les responsables syndicaux.

Selon ces syndicats, le FORM (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles) n'aurait pas respecté les décisions de M. Méhaignerie, le directeur de cet organisme. M. Priour, pense qu'il s'agit d'une incompréhension de la part des producteurs de l'entre-voie avec le ministre.

Les exploitants proposent, pour réduire l'offre et faire remonter les cours, d'enfermer la production de 2 500 hectares, ce qui aurait coûté 18 millions de francs. Le gouvernement a donné son accord pour 300 hectares par semaine, soit 900 hectares jusqu'à la fin de la campagne. En ce qui concerne les retraits effectués sur le marché, « nous avons payé les pommes de terre à un prix fixé d'avance pendant quarante-

huit heures. Cette technique aurait été utile si l'excédent de production n'atteignait que 4 à 5 %. Mais cette fois, l'excédent est tel, qu'on aurait absorbé toute la récolte bretonne, et que les Grecs ou les Espagnols auraient non seulement pris les marchés allemand et anglais, mais le marché français également. Ainsi les efforts ont-ils été opérés au cours du marché ».

Les causes de ce marasme sont de trois ordres : le mauvais climat qui n'incite pas à la consommation de pommes de terre primeurs ; le stock des pommes de terre de conservation qui demeure offert à bas prix ; enfin et surtout, les subventions aux exportations accordées aux producteurs grecs et espagnols. Celles-ci leur ont permis de prendre les marchés britannique et allemand que détenait la France, d'où un effondrement des cours en début de campagne, sans qu'un redressement puisse être opéré. Mais, certaines conjonctures, mais certaines pensent que l'excédent de pommes de terre primeurs n'est pas seulement dû à une conjoncture défavorable, mais aussi à des causes structurelles, la production dépasserait régulièrement les débouchés. — J. G.

## ÉTRANGER

## L'aide de l'Occident

« ne correspond pas aux besoins » du tiers-monde estime le président du Comité d'aide au développement

## L'AIDE DE L'O.C.D.E.

	1979	1978	1976
	En % du P.N.B.	Millions de dollars	% %
Suède	0,94	958	0,08
Norvège	0,93	428	0,06
Pays-Bas	0,93	1 404	0,05
Danemark	0,76	448	0,05
France	0,29	3 358	0,57
Belgique	0,26	631	0,05
Australie	0,22	620	0,05
Royaume-Uni	0,22	3 067	0,48
Canada	0,47	1 942	0,23
Allemagne fédérale	0,44	3 358	0,57
Nouvelle-Zélande	0,20	62	0,04
Japon	0,25	2 638	0,23
Finlande	0,21	98	0,17
Suisse	0,21	203	0,20
Autriche	0,19	121	0,20
Etats-Unis	0,19	4 567	0,27
Italie	0,09	279	0,14
C.A.D.	0,34	22 267	0,35

## ... ET CELLE DE L'OPEP

Qatar	5,60	251	3,65	15,63
Koweït	5,14	1 099	6,35	8,12
Arabie Saoudite	3,15	1970	2,76	5,40
Irak	2,94	861	1,76	1,63
Émirats arabes unis	1,58	297	1,40	14,12
Libye	0,86	146	0,93	2,31
Venezuela	0,18	83	0,28	0,11
Algérie	0,14	43	0,18	0,28
Nigéria	0,05	28	0,06	0,05
Iran	(0,03)	(21)	(0,03)	1,13
OPEP	1,28	4 711	1,35	2,71

Les pays membres de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) arriveront « tout juste à maintenir globalement leur niveau d'aide au tiers-monde », a déclaré, le 26 juin, le président du Comité d'aide au développement (C.A.D.), M. John P. Lewis. Déjà, en 1979, le montant de cette aide (le Monde du 27 juin) « n'a pas correspondu aux besoins des pays en développement », a-t-il ajouté.

Cette aide a représenté l'an dernier presque la même proportion qu'en 1978 de la production nationale des pays occidentaux (0,34 % au lieu de 0,35 %). Avec, bien entendu, des variations disparates selon les pays : progrès de l'effort d'aide en Suède, en Norvège, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et surtout en R.F.A. ; recul aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Autriche (voir ci-dessous). M. John P. Lewis a émis la crainte d'une stagnation des versements américains dans les années à venir.

Le président du groupe des 77, M. Terence Sanne, ambassadeur du Burkina Faso, a déclaré, le 26 juin, à l'Assemblée nationale des Nations unies, à Genève, a estimé que l'accord sur les statuts du Fonds commun de stabilisation des cours « n'est qu'un jalon dans le processus de la coopération internationale ». Dans un discours prononcé le 26 juin, au cours de la séance de clôture des négociations sur le Fonds commun, il a indiqué que le groupe des 77 « est ardemment attaché à cette délicate institution financière internationale consacrée au développement ».

M. Robert Bollanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, député de Seine-Saint-Denis, a demandé, jeudi 26 juin, à M. Raymond Barre de recevoir une délégation de députés communistes. M. Barre a répondu qu'il n'avait pas le temps de recevoir une telle délégation, mais qu'il était prêt à recevoir une délégation de députés communistes.

## FAITS ET CHIFFRES

## Etranger

Un accord sur le commerce des produits industriels entre la C.E.E. et la Roumanie sera signé, en juillet à Bucarest, une ultime phase de négociations s'étant achevée, le 27 juin, à Bruxelles.

Sans même attendre ce dernier round, l'accord avait été paraphé fin mars dans la capitale belge (le Monde du 28-31 mars). C'est la première fois que la Communauté en tant que telle conclut un accord commercial autre que sectoriel avec un pays tiers. Par ailleurs une nouvelle rencontre au niveau technique entre la C.E.E. et le régime des pays de l'Est, aura lieu le 16 juillet à Genève. Son objet est d'essayer de rapprocher le point de vue des deux parties sur le contenu d'un éventuel accord de coopération. Les négociations entre la C.E.E. et le Coréon se poursuivent sans succès depuis plusieurs années. — (Corresp.)

## Social

Gerlach : une protestation de la C.G.T. La fédération des métaux C.G.T. proteste contre l'insupportable agression fasciste qui a lieu, le 26 juin, à l'usine Gerlach (pièces pour automobile) de Bouzonville (Moselle) contre les ouvriers en grève depuis six semaines, et au cours de laquelle deux personnes ont été blessées. Des heures s'étaient en effet produites entre les pickets de grève et des vigiles accompagnées de chiens. La C.G.T. déclare qu'elle intervient auprès des ministères du travail et de l'intérieur « pour que se règle ce conflit et que soient dissoutes les milices patronales ». Une manifestation a réuni plusieurs centaines de personnes le vendredi 27 juin à l'appel de la C.G.T. et du parti communiste. Les syndicats de Bouzonville, jeudi, la direction de cette entreprise de sept cents salariés avait signé avec les syndicats un protocole d'accord portant sur des augmentations de salaires et l'octroi d'une prime de vacances. Le travail devait reprendre normalement lundi matin 30 juin.

## En Corée du Sud

Les mesures de relance risquent d'alourdir la dette extérieure et de faire flamber les prix

De notre correspondant

Tokyo. — Officiellement le coût de la révolte armée des habitants de Kwangju, fin mai, s'élève à 45 millions de dollars. En fait ses conséquences sur l'économie sud-coréenne sont difficilement chiffrables. Après que le pays a été repris en main par les militaires, la principale question qui se pose est de savoir quel sera l'impact psychologique des événements de Kwangju sur le comportement et les décisions des partenaires étrangers de la Corée.

Bien que certains banquiers occidentaux, notamment les nouveaux venus, qui doivent sans doute justifier leur existence auprès de sièges lointains, affirment que la situation n'a jamais été aussi stable, les deux principaux investisseurs et bailleurs de fonds en Corée — les États-Unis et le Japon — semblent beaucoup plus prudents dans leurs jugements. La Banque du Japon a en particulier publié un rapport sur l'activité économique en Asie, dans lequel elle écrit, à propos de la Corée, que ce pays s'enfonce de plus en plus profondément dans la récession en raison d'une « instabilité politique croissante ».

Les Américains pour leur part ont décidé de revoir leur politique envers Séoul — excepté en ce qui concerne les problèmes de sécurité (le Monde du 18 juin) — manifestant ainsi tout à la fois leur désaccord avec l'évolution du régime et leur réserve quant à l'avenir économique.

La venue d'une mission dirigée par le président de Overseas Private Investment Corp a ainsi été ajournée. Sous la pression de Washington, la Banque asiatique de développement a d'autre part, suspendu sa décision d'accorder deux prêts d'un montant de 60 millions de dollars à la Corée du Sud.

S'ils manifestent leur désaccord, les États-Unis ne désirent pas à aucun prix, le 5 juin, une série de mesures de relance qui se concrétiserait par l'injection dans l'économie de plus de 1 milliard de dollars. On s'attend dès lors à une nouvelle flambée des prix : la hausse pourrait atteindre 27 % cette année. « En agissant ainsi, le gouvernement prend le risque, écrit le correspondant à Séoul de la Far Eastern Economic Review de Hong-Kong d'entraîner une inflation rapide comme c'est le cas dans certains pays d'Amérique latine. » Ce pronostic aura en outre pour conséquence, dans le meilleur des cas, d'alourdir la dette extérieure.

Il n'y a, certes, aucune panique dans les milieux d'affaires étrangers à Séoul. La situation n'est pas comparable à celle qui prévalait au lendemain de la crise pétrolière de 1974 lorsque certains banquiers, pensant que le pays allait à la banqueroute, avaient brusquement suspendu leurs prêts.

Les banquiers japonais n'en semblent pas moins adopter une attitude de prudente expectative. Certains pensent que la reprise en main du pays par les militaires...

taires est de bon augure pour l'avenir. D'autres craignent qu'une « stabilité » obtenue par la force ne soit, à terme, portuse de troubles qui pourraient prendre des proportions dramatiques. L'attitude réservée des banquiers n'a avorté pour conséquence directe une hausse du coût des prêts consentis à Séoul. En mars déjà, un prêt de 500 millions de dollars, accordé à la Korea Exchange Bank, comportait un taux d'intérêt de 0,75 % supérieur au Libor (1). Actuellement, on estime que le taux d'intérêt devrait se situer à 1,125 % au-dessus du taux interbancaire de Londres.

L'attitude française vis-à-vis de la Corée est maintenant plus prudente. On l'a vu lors de la réunion à Paris, les 23 et 24 juin, de l'Organisation économique internationale consultative. On le verra peut-être à l'automne, lorsqu'il faudra décider de l'octroi d'un prêt de 600 millions de dollars à la Banque coréenne de développement.

La Corée du Sud a, jusqu'à présent, toujours surmonté les « crises » qu'elle a traversées, notamment le renchérissement des matières premières. Aujourd'hui, la plupart des experts estiment que, sur le plan économique, malgré des difficultés, aggravées, certes, par la situation politique, mais dont elle n'a pas été la cause directe, la Corée du Sud devrait une nouvelle fois parvenir à passer le cap. L'incertitude est avant tout politique. Mais pour parer, à court terme, au risque d'instabilité sociale qu'engendrent un chômage croissant (5,5 % officiellement de la population active) et une inflation galopante (+ 28 % en un an), les autorités semblent vouloir revenir sur le plan de relance de 1979.

C'est ainsi que le gouvernement a annoncé, le 5 juin, une série de mesures de relance qui se concrétiseront par l'injection dans l'économie de plus de 1 milliard de dollars. On s'attend dès lors à une nouvelle flambée des prix : la hausse pourrait atteindre 27 % cette année. « En agissant ainsi, le gouvernement prend le risque, écrit le correspondant à Séoul de la Far Eastern Economic Review de Hong-Kong d'entraîner une inflation rapide comme c'est le cas dans certains pays d'Amérique latine. » Ce pronostic aura en outre pour conséquence, dans le meilleur des cas, d'alourdir la dette extérieure.

Il n'est pas évident que les prévisions soient disposées, dans l'état actuel de la situation, à s'engager davantage en Corée du Sud. A moins que les autorités ne leur donnent certaines garanties. Mais une stabilisation par la force apparaîtrait probablement comme une solution plus inquiétante que vraiment rassurante.

PHILIPPE PONS.

(1) Le taux de base interbancaire à six mois sur le marché de Londres se réfère aux coûts des emprunts en euro-dollar.

## Les syndicats européens critiquent l'attitude des chefs d'entreprise

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Rien de plus étonnant que de voir, dans une lettre adressée à la Commission européenne des syndicats (C.E.S.), et l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE), la C.E.S. accuser les représentants des entreprises d'avoir « une ligne destructrice à l'égard de tous les projets européens intéressant les travailleurs ».

L'origine de cette diatribe est un projet de la Commission européenne, dont M. Vredeling, responsable des affaires sociales, a présenté l'initiative. Ce projet porte sur l'information et la consultation obligatoire des travailleurs dans les groupes multinationaux exerçant leurs activités dans la Communauté. Les syndicats de la C.E.E. ont rendu publique, par la diffusion d'un communiqué, son opposition fondamentale au projet. La C.E.S. estime qu'il s'agit là d'une entorse à la pratique habituelle, afin de faire pression sur la Commission et de l'obliger ainsi à faire machine arrière.

M. Davignon est particulièrement visé par les membres du collège bruxellois. Les syndicats lui reprochent d'abandonner un peu trop vite dans le sens des entreprises. Dans l'entourage du commissaire chargé des affaires industrielles, même si on déplore l'attitude de l'UNICE, qui n'a pas reconnu la règle du jeu, on reconnaît que le projet de M. Vredeling risque de discriminer les groupes de la Communauté par rapport à ceux installés au dehors.

Toujours est-il que la C.E.S. menace de demander formellement l'abrogation de M. Jenkins, le président des démocrates européens, et d'entreprendre les démarches auprès des gouvernements des Neuf.

M. S.

Les investissements effectués par l'industrie manufacturière britannique ont au premier trimestre de 1980, diminué de 3 % par rapport aux trois mois précédents. Pour la période octobre 1979-mars 1980, la baisse a atteint 2 %. Les six mois précédents, masqués par des déclinés sensibles notamment dans la sidérurgie (à cause notamment de la grève nationale), la construction automobile et mécanique, et le textile et habillement. En revanche, les secteurs du charbon, du pétrole et du papier ont, pendant la même période, légèrement accru leurs investissements. — (A.F.P.)

## SOCIAL

## O.I.T.

M. BARROMI (Israël) : les pays totalitaires sont ceux du bloc communiste.

M. Joël Barromi, ambassadeur représentant permanent d'Israël, auprès des Nations unies, à Genève, a apporté une précision au compte rendu que nous avons donné de la conférence de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail) dans le Monde du 26 juin. Il s'agissait de la résolution présentée par les pays arabes, relative aux territoires occupés par les Israéliens.

En séance plénière, avions-nous écrit, le délégué d'Israël avait déclaré que les pays du groupe dit des « 77 » « étaient des totalitaires ». Le texte de M. Barromi était le suivant : « Nous ne pouvons manquer de noter que beaucoup d'interventions en faveur de la résolution venaient de représentants de pays totalitaires, pays qui, notamment, dénie les droits humains et les droits des travailleurs, pays où la liberté syndicale est un crime et où le travail forcé est pratiqué à échelle massive. »

Et M. Barromi ajoute à l'intention du Monde : « Cette phrase était une référence évidente aux pays du bloc communiste. Ce fut l'ambassadeur de Syrie qui, ayant interrompu sur un point d'ordre affirmé que nos paroles se référaient au groupe des « 77 ». Il n'est pas logique de méconnaître des propos prononcés par mon collègue syrien. »

Il est exact que le délégué syrien, M. Allan Dia et Paltal, a interrompu M. Barromi sur une question d'ordre en déclarant : « Le délégué d'Israël a dit que nos pays du groupe des « 77 » sont des pays totalitaires » (compte rendu n° 63, page 6). Ajoutons qu'il valait des relations amicales avec un certain nombre de pays du groupe des « 77 ».

## La C.F.T.C. fait des propositions pour créer et libérer des emplois

Les dirigeants de la C.F.T.C., qui doivent être reçus par le premier ministre le 3 juillet, viennent d'adresser au commissaire général au Plan une note sur « les perspectives de l'emploi ». Qu'ils ont commentée devant la presse le 27 juin. Sans méconnaître « les contraintes extérieures imposées par les cours des années 1981 à 1985 », la C.F.T.C. fait trois grandes propositions, qu'elle résumera au premier ministre, en même temps qu'elle l'informera sur l'inflation et la politique contractuelle :

1) Créer des emplois supplémentaires, quel que soit le taux de croissance : c'est possible, selon la C.F.T.C., en développant les activités artisanales (tout en réprimant plus efficacement le « travail noir »), en instaurant « un programme national de rénovation de l'habitat ancien » (un million de logements par an), en systématisant les créations d'emploi d'utilité collective, en interdisant les cumuls d'emploi abusifs et en réduisant, de façon « progressive, mais effective », la durée du travail.

2) Permettre à ceux et à celles qui le souhaitent de libérer leur emploi : en développant le travail salarié à mi-temps (avec des protections sociales et syndicales appropriées, en attribuant « une allocation compensatrice de perte des ressources aux pères de familles salariées » (50 % à 25 % du SMIC selon le nombre des enfants, en généralisant le droit de « cumuler une demi-activité et un emploi à mi-temps »).

3) Soutenir la croissance sans relâcher l'inflation : avec une politique d'emprunts à l'étranger « pratiquée à une échelle plus large », un déficit budgétaire supérieur à celui qui est actuellement toléré, mais financé par des procédures non inflationnistes, et un « programme de développement à l'échelle mondiale, prenant en charge les besoins gigantesques du tiers-monde ».

M. Tessier, président, et Bernard, secrétaire général, ont assuré que cet ensemble de propositions « pouvait se traduire, selon le sort qui lui sera réservé, par un gain de chômage de plus ou en moins en 1985 ». Le facteur déterminant en cette matière, ont-ils ajouté, nous paraît être la volonté politique. Ils ont insisté sur le fait que le chômage peut être évalué à 50 milliards de francs (indemnités et manque à gagner en recettes fiscales, en cotisations sociales) et que les financements nécessaires à la création de nouveaux emplois seraient, en grande partie, compensés par la réduction du chômage, les dirigeants chrétiens ont conclu : « Lorsque les calculs de l'ordonnance — entre 1,8 et 2,1 milliards de chômeurs au terme du VIF Plan — conduisent à un résultat aussi clairement inacceptable, l'imagination doit nécessairement prendre le relais ».

La grève générale à Monaco, organisée pour vingt-quatre heures, le jeudi 26 juin, a été la plus suivie depuis de nombreuses années dans la principauté. Le mouvement, organisé par l'Union des syndicats de Monaco, avait pour but de protester contre un projet de loi réglementant le droit de grève, voté le 17 juin par le conseil national et prévoyant qu'un préavis de cinq jours devra être observé et annoncé par une lettre qui mentionnerait l'heure de cessation et de reprise collective du travail. Les ordres managériels sont restés sur les trottoirs, habituellement d'une grande légèreté. Les autobus étaient plus rares, même les portes du casino, ouvertes dès 9 heures pour les amateurs de jeux, et certaines cloches jusqu'à midi, et certaines grueuses ont observé le mouvement de grève. Quelques deux mille personnes ont défilé dans les rues de la principauté.



# MANIFESTE POUR UNE FRANCE SOLAIRE

Avant la fin de ce siècle, 20 à 25 % de nos besoins énergétiques pourraient être satisfaits par les énergies solaires : chaleur, lumière, vent, eau, bio-énergie. Certaines régions devraient largement dépasser ce taux moyen.

Nous sommes ici à la veille d'une révolution, comparable par son ampleur aux révolutions qu'ont provoquées hier l'électricité et l'automobile.

bile, ou à ces autres révolutions qu'engendreront demain la télématique et la biologie. Elle sera, plus sûrement que d'autres, bénéfique pour notre pays : elle concordera, plus évidemment que d'autres, avec la sauvegarde de la nature et le respect de la vie.

Mais elle ne sera pas spontanée. Elle doit être engagée, tranquillement et vigoureusement, par

une collectivité nationale consciente de l'enjeu ; et mobilisée pour relever le défi.

Cette page importante de notre histoire est encore à peu près vierge. C'est dès maintenant, dès le début des années 1980, qu'il faut commencer à l'écrire, d'une main ferme.

C'est chose possible. Contrairement aux idées reçues en France, plusieurs technologies sont au

point ; plusieurs applications de l'énergie solaire sont compétitives. Chaque année qui passe améliore cette compétitivité : les applications du solaire se développent et deviennent moins chères ; les autres énergies deviennent plus chères.

Il faut partir, aujourd'hui, à la conquête du soleil : il est à notre portée.

## EN FRANCE LE SOLEIL DEMEURE DANS L'OMBRE

### La France et le solaire : un palmarès et des velléités

Les inventeurs sont souvent français. C'est le cas pour la mise en œuvre des énergies solaires. Mais, comme en d'autres matières, leurs découvertes sont appliquées surtout à l'étranger : murs Trombe, aérosols, panneaux solaires, expériences d'Odeillo, procédés Georges Claude, lentilles de Fresnel. Nous avons esquissé une politique du solaire. Succédant à une « Délégation aux énergies nouvelles », un « Commissariat à l'énergie solaire » a été installé en 1978. Organe national de coordination, il est chargé en particulier d'orienter la recherche. Il a su, au-delà de la recherche, faire passer un début de mise en œuvre dans le pays, rencontrant ainsi l'action militante de nombreux mouvements associatifs, l'initiative d'une poignée d'industriels, et le goût d'innover de certains constructeurs et de quelques collectivités locales. Les premières réalisations et manifestations d'intérêt que l'on observe aujourd'hui, sont le produit heureux de cette double action de la base et du sommet.

A ce stade embryonnaire, et un an après le Jour du Soleil, on esquisse un résultat positif : dans l'opinion, le « solaire » apparaît désormais comme la plus populaire des énergies.

### La France n'a pas de politique solaire

Une énergie populaire, mais un gadget écologique : le solaire chez nous n'est pas pris au sérieux. Ni dans le pays, si l'on excepte quelques milliers de militants et quelques centaines de chercheurs et d'entrepreneurs. Ni dans les milieux dirigeants, qui ne conçoivent guère que ces disciplines sympathiques puissent un jour requérir une action comparable à celle qu'ils conduisent, — en y consacrant leurs efforts et nos moyens —, en faveur du nucléaire.

Des objectifs sérieux pour 1990 ont été récemment annoncés par le Gouvernement. Mais on ne voit pas se mettre en place la politique d'ensemble qui permettrait de les atteindre.

Le budget solaire du pays demeure faible. 350 millions ont, toutes formes comprises, été injectés en 1979 dans la recherche, le développement et la mise en œuvre d'énergies solaires, hydro-électrique incluse. Le budget du Commissariat à l'énergie solaire ne dépasse pas celui de l'Opéra ; il est égal, en francs constants, à 8 % du budget du Commissariat à l'énergie atomique en 1960, c'est-à-dire il y a vingt ans. Malgré l'annonce d'une majoration de 50 % de ce budget en 1981, — en francs constants —, les crédits de grande envergure ne sont pas les bienvenus. Nous restons loin du compte.

Le développement de toutes les autres formes d'énergie a été encouragé par les législations officielles ou de puissantes interventions financières de l'Etat. Rien de tel ici. La recherche est certes stimulée, mais la France n'a pas de politique solaire : il n'existe ni loi en faveur du solaire, ni mesure générale pour son financement ; les primes de l'Etat, instituées en 1978, n'ont vécu qu'un an ; les bonifications de prêts pour les logements sociaux ont une portée très modeste.

### Le solaire pénalisé et contrarié

L'énergie solaire est pénalisée. Elle est pénalisée parce que l'on compare son prix à celui d'autres énergies, dont la fabrication ignore les aléas qu'elle provoque : dégradation de l'environnement, effets sur la santé, épuisement des ressources naturelles. Elle est pénalisée parce que les énergies classiques sont vendues à un tarif moyen tenant compte d'investissements déjà amortis ; le solaire ne présente à découvert, au coût marginal, presque au coût d'un prototype.

Alors que l'on compte des millions de capteurs aux U.S.A., au Japon, en Israël, des milliers d'habitants en Scandinavie, huit millions de capteurs à Alger en Chine, la diffusion de ces équipements est chez nous incertaine ou dérisoire. Peu de fabricants ont atteint le stade industriel ; leur fiabilité demeure souvent médiocre ; elles ne bénéficient d'aucun encouragement fiscal ou financier ; la formation des installateurs fait défaut.

La réglementation n'est pas tendue pour les énergies renouvelables : elle dissuade la production et l'utilisation de l'électricité à l'échelle d'une communauté ; il est interdit d'alimenter une voiture à l'éolien, alors qu'en Italie, il est prévu de généraliser d'ici cinq ans le recours à ce carburant, et qu'aux U.S.A., vingt Etats distribuent à la pompe un mélange alcool-essence.

Le solaire requiert des combinaisons élaborées : son développement repose sur des technologies hybrides et des systèmes intégrés. Or on a peine en France à concevoir, pour des applications courantes, des dispositions faisant appel à des disciplines, à des techniques, ou simplement à des corps d'état, multiples. Notre goût des actions de pointe et de prestige régresse au second plan la diffusion à grande échelle d'équipements solaires domestiques.

Aussi, en dépit du terrain favorable que lui offre ce pays, le solaire en France n'a pas percé. Plus généralement, nous n'avons pas pris le tournant vers une croissance fondée sur un usage plus judicieux et plus économe de l'énergie.

Si les retards ne sont pas vite comblés, si les verrous demeurent tirés, nous ne relèverons pas le défi énergétique. Les objectifs annoncés par le Gouvernement ne seront même pas atteints. Et pourtant, ces objectifs ne sont pas à la hauteur.

## UNE POLITIQUE POUR LA FRANCE SOLAIRE

Nous devons viser plus haut. Nous pouvons le faire. Si elle veut relever le défi, la France relève la barre, et se donne, pour la franchir, une politique solaire.

### Le solaire : 20 à 25 % de notre énergie en l'an 2000

20 à 25 % de quoi ? Certes pas des 310 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP), — contre 213 en 1979 —, que consommerait dans vingt ans 55 millions de gazpailleurs. Tout commence ici par une croissance plus sobre en énergie. Cela ne signifie ni abaissement du niveau de vie, ni diminution de notre confort, mais, au-delà des « économies » au sens actuel du terme, d'autres modes de consommation, d'urbanisation, de déplacement, d'autres équipements ménagers, des appareils plus performants. On peut ainsi envisager, pour l'an 2000, une consommation de 240 millions de TEP.

Deux gisements d'énergie doivent donc être exploités ensemble : le gisement des économies d'énergie, qui nous donnera 70 millions de TEP par an dans vingt ans ; le gisement solaire, qui devrait produire une cinquantaine de millions de TEP par an.

	Prévisions 1980	Prévisions 2000
1. SOLAIRE DIRECT		
• HYDRO-ÉLECTRICITÉ	7 x 12	
• ÉOLIENNES	1 x 2	
• PÉLAGE	0,5 x 1	
• ÉNERGIES SOLAIRES	0,5	9 x 11
2. BIOMASSE		
• TRAVAIL, BOIS, DÉCHETS, PAILLE	15 x 17	
• PÉLAGE URBAINE, INDUSTRIELLE	4	
• ÉOLIEN	2 x 4	
• ÉOLIEN, PÉLAGE	0,5	195 x 235
• HYDRO-ÉLECTRICITÉ		
• CLASSIQUE	27	
• PÉLAGE-ÉOLIEN	23	
3. VENT		
• CLASSIQUE	2	
• PÉLAGE-ÉOLIEN	2	
4. VENT		
• CLASSIQUE	2	
• PÉLAGE-ÉOLIEN	2	
TOTAL :	20 x 56	21 x 25%
POUR LE SOLAIRE :	5	*

\* Énergie solaire dans les prévisions 2000

Ces objectifs constituent des moyennes nationales. Ils seront modulés selon les régions ; des taux plus forts seront atteints dans les zones les mieux dotées. La géothermie ou l'énergie des mers s'ajouteront par endroits au solaire pour améliorer le score énergétique régional.

Les objectifs varieront suivant les domaines d'activité :

□ La part des énergies solaires dépassera la moitié de la consommation dans l'habitat ; de ce fait sera vu le développement rapide de la biomasse, parfois nommée « énergie verte » ; les exploitations autonomes, ou « fermes solaires », s'y seront multipliées ;

□ La part du solaire dépassera le tiers dans l'habitat ; deux millions de logements seront équipés, l'architecture climatique sera entrée dans les mœurs ; de nombreuses « maisons solaires » seront autonomes ;

□ Cette part approchera le quart dans les services et équipements ; piscines, écoles et bâtiments publics seront largement « solaires » ;

□ Au total, l'objectif proposé est ambitieux, c'est-à-dire à la mesure de l'enjeu. Mais il est raisonnable, c'est-à-dire à la mesure des capacités nationales. Si nous avons la volonté et la persévérance, si nous nous donnons la politique de nos ambitions, cet objectif est à portée de la main.

### Une politique volontaire et globale

Une politique, c'est d'abord une volonté.

L'Etat ne peut être indifférent ; il intervient déjà ; il doit le faire demain de manière puissante et diverse. Les grandes sources classiques d'énergie ont bénéficié, de sa part, d'appuis massifs ; il en va de même pour les économies d'énergie. Le solaire ne peut faire exception, tant du moins qu'il n'est pas mis sur orbite. Cependant le solaire, énergie décentralisée, ne saurait dépendre de l'Etat seul. Les collectivités locales et les entreprises privées, le logement social et les associations, l'agriculture et l'artisanat, doivent, de leur propre mouvement, se lancer à fond dans le solaire.

Une politique, c'est ensuite des choix.

Quatre axes inspireront une politique solaire globale :  
• privilégier les techniques et équipements à faible coût et à forte pénétration : chauffe-eau, chaudières et poêles à bois, architecture climatique, digesteurs à méthane, micro-centrales, petites distilleries ;  
• développer de nouvelles filières : les technologies solaires hybrides et les systèmes intégrés ; les cultures énergétiques et les bois de taillis ; le recyclage énergétique des déchets ; le marché du bois de feu ; les réseaux d'éolien ;  
• soutenir la création d'entreprises moyennes et artisanales ; former les architectes, producteurs et installateurs ; former aussi des ingénieurs-système en énergétique appliquée ; aider les agriculteurs à aborder l'agro-énergétique ;  
• soutenir la recherche, et surtout la mise en œuvre, sur le terrain, d'applications-pilotes associant chercheurs, universitaires et professionnels ; la France proposera la création d'EUROSOL, Centre européen de recherche et d'application des technologies solaires.

Une politique, c'est enfin des moyens.

Information, formation, incitations, création d'un droit solaire, c'est par ces quatre voies que peut être propulsée la politique solaire.

Information  
Un milieu favorable au solaire sera créé. La sensibilisation du public passe d'abord par l'expression de la détermination des Pouvoirs publics. Des plans d'information seront mis en œuvre par l'Etat et les régions :

□ création de centres d'information dans tous les départements, d'applications-pilotes associant chercheurs, universitaires et professionnels permettant aux élus locaux, professionnels et particuliers de « tout savoir » sur le solaire (état de la recherche, centres de recherche, matériels agréés, prix de référence, installateurs qualifiés, financements) ;

□ développement du solaire à l'école ;

□ achat par l'Etat d'espaces publicitaires en faveur du solaire.

Formation  
□ création de diplômes en génie solaire ;  
□ primes aux organismes offrant une formation au solaire (chambres de commerce, des métiers et d'agriculture, centres techniques professionnels) ; création d'un Centre technique du solaire ;

□ aide aux artisans formant des apprentis aux techniques solaires.

Incitation  
Ces moyens se développeront sur quatre thèmes :  
□ les emplois dans le solaire seront considérés comme des emplois d'utilité collective, et subventionnés en conséquence ;  
□ les banques offriront des prêts d'équipements solaires, bonifiés et décaissés, aux fabricants, bureaux d'études, exploitants agricoles et forestiers, constructeurs de logements et professionnels, propriétaires et accédants à la propriété ;

□ La T.V.A. sera ramenée au taux des produits de première nécessité pour les équipements et leurs installations. Des déductions fiscales spécifiques seront accordées aux particuliers installant des matériels solaires ; s'agissant de montres économiques et non sociales, elles concerneront l'ensemble des locaux (habitat principal, résidences secondaires, usines, entrepôts, serres), elles porteront sur le montant de l'impôt, et non sur le revenu imposable ;

□ Des contrats de branche avec les industriels et fabricants, les inciteront à investir en leur assurant l'ouverture d'un marché sûr et continu ;  
□ Ces aides seront d'un niveau tel qu'elles rembourseront en cause l'intérêt immédiat que les collectivités ou particuliers ont aujourd'hui à investir dans d'autres formes d'énergie.

Par ailleurs, les blocages actuels seront supprimés et les interdictions levées.

Un droit du solaire  
La diffusion du recours à l'énergie solaire appelle des modifications de droit : production et distribution de l'énergie ; permis de construire et servitudes solaires ; droit au rayonnement solaire, assurant à tous la libre disposition de cette richesse collective, non susceptible d'appropriation, que doit être le soleil.

Une mobilisation générale, mais décentralisée.

• Les régions, départements, agglomérations et « pays » ruraux prépareront et publieront dès 1982, des bilans énergétiques faisant une part aussi large que possible aux énergies renouvelables. Ils seront établis aux horizons 1990 et 2000. Des plans de développement et de reconversion énergétique, régionaux et locaux, seront établis pour atteindre ces objectifs ; ils valoriseront

au mieux les ressources locales, et chiffreront les investissements nécessaires. Chaque région se dotera de sa propre politique de l'énergie, et en particulier de sa politique solaire.

• Les constructions nouvelles — logement, équipements publics, tertiaires —, auront un rôle moteur ;

□ dès 1982, une variante solaire devra être présentée ; une étude d'impact énergétique sera requise pour tout programme de plus de 500 m<sup>2</sup> utilisables ;

□ dès 1985, un équipement solaire direct-biomasse sera obligatoire, sauf dérogation motivée ; une architecture climatique sera imposée ;

□ des concours, assortis de marchés de grande série et de subventions, seront organisés, pour divers équipements ou concepts ;

• Un même rôle moteur sera joué par l'agriculture, avec le concours d'établissements financiers compétents. Il visera la promotion et la diffusion des usages de la biomasse, de l'eau et du vent, et le développement des cultures énergétiques ;

• Enfin, le marché devra être transparent, et le consommateur protégé. Projets d'intérêt collectif, le développement du solaire ne saurait être l'occasion ni de profits abusifs, ni de dupes maladroites.

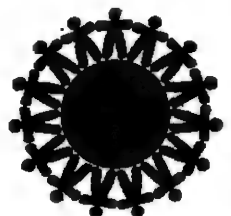
De sérieuses garanties seront prévues pour les usagers du solaire : agréments et garanties de fonctionnement des matériels seront prolongés par une normalisation des techniques et par des labels de qualité ; un code de bonne conduite des fabricants de matériel solaire imposera une information précontractuelle notamment pour les acheteurs groupés et la location-vente, qui, par ailleurs, seront encouragés.

Sur l'objectif proposé pour le solaire, et sur une croissance plus économe, une déclaration d'utilité nationale devrait être prononcée, dès 1980, par les plus hautes autorités du pays. Poursuivre ces objectifs peut et doit constituer l'objet d'une mobilisation collective pour les années à venir ; cela devrait former un thème fort du Plan.

Mais l'horizon de l'hexagone n'a pas ici grand sens. De même que le solaire doit être l'occasion d'une main tendue au Tiers-Monde, de même veut-il une avancée parallèle de l'Europe tout entière. L'autonomie plus grande que le solaire permet aux économies nationales ne dispense ni d'un effort de coordination, ni d'une large ouverture des marchés aux techniques et équipements. La France garde un peu d'avance pour la recherche, elle aura fort à faire pour maintenir son rang au stade des applications, si l'on considère les projets actuels de nombreux pays européens. Elle doit, d'autant plus fermement, susciter une politique solaire pour l'Europe.

Quant à l'horizon à vingt ans, il ne sera qu'une étape. Dès 2005 ou 2010, le quart du bilan énergétique pourrait être fourni par les énergies solaires. Au long du siècle suivant, leur part ne cessera de s'accroître, changeant la face de la France, et lui donnant à coup sûr de meilleures chances dans un monde probablement plus dur.

Nous n'avons ni le temps ni le droit d'attendre. Saisissons cette chance aujourd'hui. Partons aujourd'hui à la conquête du soleil : il est à notre portée. Partons ensemble : loin d'être le domaine de quelques milliers d'écologistes, d'experts et d'industriels, ce projet pour la France sera désormais, pour peu qu'elle le veuille, notre aventure collective.



COMITÉ D'ACTION POUR LE SOLAIRE  
7, rue du Loure - 75003 Paris - Tél. 783.48.31 et 567.89.40

### Bureau 1980

Président :  
Robert Lion  
Vice-Présidents :  
Georges Chavares  
Pierre Laffite  
Jean-Claude Alazard  
Secrétaire Général :  
Louis Bériot  
Secrétaire Adjoint :  
Claude Dieudonné  
Trésorier :  
Jacques Seyffied

Membres :  
Serge Antoine  
Alain Bombard  
Guy Chassagnat  
Paul Estienne  
Roger Ginochio  
Jean-Marie Rausch  
Joël de Rosnay  
Didier Général :  
Pierre Lebaillif

Le texte complet du Manifeste et de ses annexes techniques sont disponibles au Comité.



# CONJONCTURE

## LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN MAI (%)

	EN 1 AN (mai 1980 comparé à mai 1979)	EN 6 MOIS (mai 1980 comparé à nov. 1979)	EN 3 MOIS (mai 1980 comparé à février 1979)	EN 1 MOIS (mai 1980 comparé à avril 1980)
● ENSEMBLE	+ 13,7	+ 7,2	+ 3,3	+ 0,9
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 9	+ 4	+ 1,7	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 10,4	+ 3,7	+ 1,9	+ 0,5
Vianettes de boucherie	+ 8,2	+ 4,3	+ 1,9	+ 1
Pois et charcuterie	+ 13,5	+ 4,4	+ 0,5	=
Volailles, lapins, produits à base de viande	+ 10,7	+ 5	+ 2,1	+ 0,5
Produits de la pêche	+ 11,4	+ 5,6	+ 2,3	+ 0,6
Lait, fromages	+ 9,7	+ 3,1	+ 2,4	+ 0,8
Œufs	+ 15,9	+ 2,5	+ 1,2	+ 0,2
Corps gras et beurres	+ 3,6	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,2
Légumes et fruits	+ 3,3	- 0,2	- 1	=
Autres produits alimentaires	+ 10,9	+ 4,9	+ 2,8	+ 1,3
Boissons alcoolisées	+ 8,6	+ 5,6	+ 2,6	+ 1,3
Boissons non alcoolisées	+ 14	+ 3,1	+ 1,3	+ 0,9
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 17,3	+ 9,5	+ 4	+ 1,1
1) Habillement et textiles	+ 11,4	+ 5,6	+ 3,3	+ 0,9
— Vêtements de femme	+ 8,7	+ 4,3	+ 2,9	+ 0,9
— Autres vêtements et accessoires	+ 12,5	+ 5,9	+ 3,2	+ 0,9
— Articles chaussants	+ 14,7	+ 6,4	+ 3,7	+ 0,9
— Autres articles textiles	+ 12,2	+ 6,4	+ 3,5	+ 1,2
2) Autres produits manufacturés	+ 12,3	+ 10,5	+ 4,1	+ 1,1
— Meubles et tapis	+ 12,3	+ 6,8	+ 3,6	+ 1
— Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 8,8	+ 4,2	+ 2,2	+ 0,9
— Autres articles d'équipement du ménage	+ 14,9	+ 7,6	+ 3,8	+ 1
— Savons de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 16,1	+ 7,6	+ 4	+ 1,7
— Articles de toilette et de soins	+ 10,9	+ 6	+ 2,6	+ 0,6
— Véhicules	+ 14,4	+ 6,6	+ 3,2	+ 0,4
— Papeterie — Librairie — Jouets	+ 14,4	+ 8,1	+ 4,6	+ 1,2
— Photo, optique, électro-acoustique	+ 4,1	+ 2,7	+ 1,8	+ 0,8
— Autres articles de loisir	+ 8,8	+ 5,8	+ 2,9	+ 0,8
— Combustibles, énergie	+ 20,4	+ 17,5	+ 4,3	+ 1,8
— Tabacs et produits manufacturés div.	+ 32,8	+ 16,6	+ 7,5	+ 1,2
● SERVICES	+ 13,8	+ 6,7	+ 3,7	+ 0,9
Services relatifs au logement	+ 13,1	+ 7,6	+ 3,7	+ 0,6
dont :				
— Loyers	(+ 12,4)	(+ 7)	(+ 3,4)	(=)
— Soins personnels, soins de l'habitat	+ 13,3	+ 6,1	+ 4,2	+ 1,2
— Services de santé	+ 9,4	+ 5,5	+ 4,3	+ 1,2
— Transports publics	+ 17,7	+ 7,3	+ 4,4	+ 0,3
— Services d'entretien de véhicules, prêts (3)	+ 15	+ 7,7	+ 4	+ 0,9
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 12,8	+ 7,5	+ 3,5	+ 0,9
Autres services (3)	+ 11,5	+ 3,7	+ 1,9	+ 0,9

(1) Le poste « soins personnels, soins de l'habitat » comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffure, de toilette, mais aussi les dépenses de coiffure. Ce sont surtout ces dernières qui expliquent le poids de ce poste.

(2) Séparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Forfait de télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redonneuse O.S.T.P., etc.

### L'« affaire Ordonneau »

L'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS ET DEUX DÉPUTÉS R.P.R. SAISISSENT LE CONSEIL D'ÉTAT

L'interdiction « brutale » du mandat du président en exercice de la commission de la concurrence, M. Ordonneau, a conduit en soi une atteinte à l'indépendance et à l'impartialité de cet organisme, indique un communiqué de l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.V.). M. Ordonneau a, on le sait, été remplacé à la présidence de la commission, le 18 juin dernier, par M. Jean Domenech de Vabres, conseiller d'État (le Monde du 26 juin).

« L'autorité de la commission de la concurrence ne saurait s'exercer pleinement dans les faits, ajoute l'U.F.C.V., si le pouvoir exécutif peut nommer à son gré des présidents dont le mandat ne viendrait pas à son terme. M. Ordonneau ayant encore trois ans à exercer sa fonction, poursuit l'U.F.C.V., l'indépendance de cette commission ne peut être assurée que par le strict respect du statut légal de ses membres », indique l'U.F.C.V., qui a décidé de déférer cette décision au Conseil d'État.

De leur côté, deux députés R.P.R., MM. Claude Martin (Paris) et Jules Schvaris (Marseille), ont déposé un recours en Conseil d'État contre cette nomination, assorti d'une demande de sursis à exécution.

● M. René Monory, ministre de l'économie, a demandé de façon pressante, vendredi 27 juin, Caudry (Nord), aux chefs d'entreprise de faire en sorte que « leurs prix augmentent moins vite que les prix en général », à un moment où « la situation économique de la France annonce une déflation des prix ». Le ministre a ajouté que, dans le cas où les chefs d'entreprise ne se montreraient pas raisonnables, « ils commettraient une erreur irréversible pour eux-mêmes et pour le pays ».

### E.P.C. FORMATION REVISION D.E.C.S.

3 certificats  
Juillet  
(2 jours/semaine/certificat)  
Août  
(6 jours groupés par certificat)  
Reconnaissance et inscription  
Tél. : 246-59-14 et 246-59-15

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE COMITÉ POUR L'ACHÈVEMENT DE L'HOPITAL UNIVERSITAIRE AL-ASSAD LATTAKIEH

## AVIS

### APPEL A DES OFFRES DE PRIX (locaux et étrangers)

Le Comité pour l'achèvement de l'Hôpital universitaire Al-Assad, formé par décision N° 28 en date du 24 mai 1980 de M. le Président de la République Arabe Syrienne, fait appel à des offres pour mener les études nécessaires, effectuer des aménagements et exécuter les travaux extérieurs et de finition, ainsi que l'équipement de l'immeuble de l'Hôpital universitaire Al-Assad, dont les spécifications et l'état actuel sont décrits dans les documents et annexes joints au document d'adjudication internationale et sont dans le but de transformer en hôpital le bâtiment actuel et de compléter et finir ce bâtiment à (à l'exception des installations et équipements déjà commandés par l'université et dont le détail est fourni dans les annexes jointes au document d'adjudication), le tout pris à forfait, sous forme de projet clés en main.

Le délai alloué pour l'achèvement de la totalité des travaux sera de (450) quatre cent cinquante jours, à compter de la date fixée dans l'ordre de début des travaux.

Le dossier de documents appropriés, composé des instructions aux soumissionnaires, des conditions particulières, des renseignements généraux et instructions générales à l'intention des soumissionnaires peut être consulté dans les bureaux du Secrétaire de l'Université de Lattakieh et une copie peut en être obtenue à un prix unitaire de 12 000 (deux mille livres syriennes).

Les offres peuvent être soumises et enregistrées auprès du Secrétaire de l'Université de Lattakieh avant le mercredi 20 août 1980 à 14 h. 30, dernier délai.

Les offres seront soumises selon le formulaire et les conditions fournies dans les instructions aux soumissionnaires et doivent être accompagnées d'une garantie provisoire s'élevant à (2 %) du prix total de l'offre.

Lattakieh, le 1<sup>er</sup> juin 1980.

Le Secrétaire de la Section de l'Université de Lattakieh du Parti Socialiste Arabe Ba'ath, Président du Comité pour l'achèvement de l'Hôpital universitaire Al-Assad à Lattakieh, Docteur ALY BADDOUR.

## La déchirure

(Suite de la première page.)

Cependant, ceux qui pensent vraiment qu'après la drôle de crise pourrait venir la crise tout court sont aujourd'hui aussi rares qu'étaient peu nombreux il y a quarante ans ceux qui osaient s'avouer qu'à la drôle de guerre finissait bien par succéder la guerre véritable. On se trouve un ministre des finances, un gouverneur de banque centrale, pour jeter l'alarme sur le phénomène de la spéculation que l'inflation de la spéculation que l'inflation des ressorts de l'économie de marché ?

La spéculation généralisée sur les matières premières, l'or, les monnaies, les terrains, etc., c'est le jeu de l'offre et de la demande devenu fou sous l'effet de l'inflation, cette drogue. De proche en proche, elle paralyse l'élément régulateur par excellence de toute l'économie libre, à savoir la discipline du coût de revient. Pour se défendre contre les effets de ce mal, les autorités monétaires les plus puissantes sont obligées de composer, et parfois de se déjouer. N'est-ce pas ce qu'en mars M. Volcker, président du Système de réserve fédérale (l'institut d'émission américain), alors engagé dans une politique de restriction sévère et de renchérissement « sauvage » du crédit, donner sa bénédiction à un prêt bancaire colossal de 1 milliard

de dollars à des chevaliers d'industrie de haut vol, les frères Hunt ?

Le motif profond de cette entorse faite aux instructions qu'il venait de donner aux banques commerciales de ne pas favoriser les opérations de nature purement spéculative était son souci d'éviter à tout prix la faillite, qui aurait pu faire dangereusement bouillir le négoce, de ceux-ci étaient parvenus à accaparer une bonne partie de l'argent-métal disponible sur le marché, contribuant par leurs achats à en faire monter le prix de 800 % avant d'être surpris à leur tour par une chute non moins vertigineuse.

Mais les coups de poker ne sont pas seuls en cause. Les opérations de sauvetage en extrême ne consistent pas seulement à atténuer les conséquences d'affaires où l'on voit quelques manipulations, épaules par des banques, transformer le marché international en casino. La phase de forte expansion que le monde entier a envinée aux Américains depuis 1978, puissamment stimulée par une expansion considérable de crédit, a pris fin en laissant nombre d'entreprises industrielles et commerciales au bord de la banqueroute. Le cas de Chrysler est le plus connu, mais les autorités fédérales ont porté secours à beaucoup d'autres sociétés.

La dépréciation du dollar

On est loin des propos tenus par le président de la République expliquant, dans sa conférence de presse du 26 juin, qu'il avait renoncé à faire à Venise des propositions pour « reconstruire le système monétaire international », parce qu'il est vain, selon lui, d'entreprendre une réforme dans ce domaine tant que ne seront pas résorbés les nouveaux déséquilibres pétroliers. Il est vrai qu'en 1978, quatre ans après le premier choc pétrolier, les excès de l'OPEP avaient pratiquement disparu, mais tout se passe comme si le complexe mécanique de bascule entre circuit privé et circuit public, décrit succinctement ci-dessus, avait reçu, cette année-là, une redoutable confirmation des faits.

Du printemps 1977 jusqu'à la fin octobre 1978, on a assisté à une chute accélérée du dollar, que les banques centrales ont essayé d'enrayer par des interventions massives — deux fois plus en dix-huit mois que pendant toute la décennie 60 — contribuant ainsi à n'en pas doubler, à la relance de l'inflation mondiale, perceptible dès les premiers mois de 1979, avant donc le

Quant aux banques privées américaines, elles prêtent au contraire, à l'étranger, le marché de l'eurodollar étant par ailleurs alimenté — étroite imbrication des circuits publics et privés — par des dépôts effectués par certaines banques centrales. En fin de compte, la capacité de créer et de détruire des dollars appartient au seul système bancaire américain, si bien que l'asymétrie fondamentale qui caractérisait, au profit des États-Unis, l'ancien système des taux de change fixes s'est perpétuée. Au terme de cette analyse, le C.E.P.I.I. est conduit à porter un jugement très pessimiste, tout à fait contraire à l'esprit qui anime le communiqué de Venise, sur les résultats du « recyclage ». Par eux-mêmes, les crédits privés n'engendrent aucun principe contraignant de rééquilibrage des balances de paiement ; on aboutit en conséquence à une accumulation de dettes en dollars, ce qui accroît la fragilité de l'ensemble du système, obligeant les banques centrales à intervenir encore davantage (et donc à alimenter l'inflation).

La dépréciation du dollar

deuxième choc pétrolier. Beaucoup de facteurs (dont la révolution iranienne au premier chef) expliquent la décision de l'OPEP d'augmenter ses prix, mais le véritablement aurait-il pu être aussi brutal s'il n'avait été précédé par une forte dépréciation du dollar, la monnaie de règlement ? Est-ce tout à fait un hasard si la première hausse du pétrole, celle du dernier trimestre 1973, s'était déjà produite après la dévaluation de la monnaie américaine ?

La dégradation continue de la situation monétaire est si certaine que la France aurait sans doute eu beaucoup à gagner à porter publiquement un jugement lucide sur les éléments du drame. C'est désormais d'une éventuelle nouvelle administration à Washington que les milieux spécialisés attendent une initiative de réforme authentique.

PAUL FABRA.

(1) À publier par la Documentation française dans Economie internationale, revue trimestrielle du C.E.P.I.I., sous le titre : « Vers des limites financières à la croissance : une analyse des déséquilibres des paiements internationaux ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. - ou Dév. -	Rep. - ou Dév. -	Rep. - ou Dév. -
\$ E.-U.	4,0880 - 4,0930	+ 39 + 115	+ 105 + 305	+ 430 + 500
£ sterl.	2,5970 - 2,5990	- 33 - 15	- 25 - 20	- 130 - 200
Yen (100)	1,1800 - 1,1810	- 95 - 75	- 140 - 120	- 155 - 145
DM	2,3280 - 2,3290	+ 40 + 70	+ 95 + 125	+ 375 + 430
Franc	16,1100 - 16,1120	+ 25 + 55	+ 170 + 200	+ 130 + 220
F.R. (100)	14,4910 - 14,4930	- 235 - 159	- 385 - 320	- 485 - 420
£ (100)	2,5170 - 2,5220	+ 140 + 160	+ 275 + 295	+ 895 + 970
£ (100)	2,5170 - 2,5220	+ 140 + 160	+ 275 + 295	+ 895 + 970
£ (100)	2,5170 - 2,5220	+ 140 + 160	+ 275 + 295	+ 895 + 970

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/3/80	10/3/80	9/3/80	9/3/80	9/3/80	9/3/80	9/3/80	9/3/80	9/3/80
\$ E.-U.	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
Franc	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
F.R. (100)	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
£ (100)	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
DM	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
Franc	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
F.R. (100)	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
£ (100)	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
DM	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

— Face à face avec BMW. —

# La technologie BMW: vous êtes en dessous de la vérité.



L'automobile de demain ne se justifiera qu'avec une technologie hors du commun. BMW, dès maintenant, construit les voitures du futur. La fidélité aux 6 cylindres, le système anti-blocage des roues ABS, le régulateur électronique, l'injection électronique sur 10 modèles, l'ordinateur de bord, sont d'ores et déjà des réalités qui reflètent l'avance technologique de BMW.

16 modèles de 9 à 20 CV, à partir de 49 068 F.  
(Tarif BMW en vigueur au 1.04.1980).  
BMW France Informations: Tél.: (1) 664.13.13, poste 34.72.

Le plaisir de conduire.



## ÉNERGIE

Pour réduire sa dépendance pétrolière

### Le Japon consacrera 52 milliards de francs au développement des énergies nouvelles

Tokyo (A.P.). — Dans le cadre de son programme de développement des énergies de remplacement (le Monde du 1<sup>er</sup> août 1979), et pour réduire fortement la dépendance pétrolière de son pays, le gouvernement japonais prévoit de dépenser 2 900 milliards de yens (23 milliards de francs) pendant les dix années à venir.

Le Japon était celui des grands pays industriels qui avait poussé le plus loin la substitution du pétrole aux sources d'énergie traditionnelles. Actuellement, il doit importer 89,8 % de son brut et a vu récemment ses approvisionnements diminuer de 13 % par suite d'un différend avec l'Iran sur les prix (le Monde des 22 et 24 avril). Ainsi, l'accent est mis désormais sur les énergies nouvelles. Des fonds seront investis dans la recherche sur l'énergie géothermique, le charbon, l'énergie marémotrice et éolienne, l'énergie nucléaire. L'objectif est de ramener à 50 % le pétrole dans les besoins énergétiques totaux en 1990.

Selon M. Iida, directeur adjoint du groupe d'études pour les nouvelles énergies au ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie, le Japon fera porter tous ses efforts pendant la prochaine décennie sur la nucléaire, le charbon et le gaz naturel liquéfié.

Quatorze centrales nucléaires seraient mises en service d'ici à 1985 — ce qui porterait leur total à trente-neuf — doublant la production totale en la portant à 30 000 mégawatts (1).

Le gouvernement a décidé d'importer du charbon, plutôt que de développer l'industrie minière du pays. Il consacrera cependant 250 milliards de francs en 1980 à la recherche sur la liquéfaction et la gazéification du charbon.

En 1980, en définitive, le nucléaire devrait fournir 10,9 % des besoins énergétiques du pays (2). Le charbon 17,6 %, et le gaz naturel 9 %. En 1977, toutes ces sources confondues ne produisaient que 19,7 % de l'énergie totale nipponne.

L'effort de recherche sur les énergies « naturelles » comme la géothermie et le solaire, connaît enfin un certain essor. Selon une étude du bureau scientifique et

technologique, les réserves géothermiques pourraient fournir 40 000 mégawatts chaque année pendant mille ans, si une loi interdisait tout chantier dans les parcs nationaux où se trouvent la plupart des volcans japonais et n'empêchait le forage de nouveaux puits.

Pensant pourtant que les besoins énergétiques doivent primer sur les soucis écologiques, le gouvernement a prévu l'implantation de vingt centrales géothermiques devant produire 1 000 mégawatts d'ici à 1990, contre dix aujourd'hui, ne fournissant que 168 mégawatts.

Le Japon espère ainsi, selon le Doko, ancien président du Kaidanren, le patronat japonais, se trouver « à la meilleure position dans le monde au vingt et unième siècle ».

(1) En 1985 et à titre de comparaison la production des centrales nucléaires françaises sera d'environ 42 000 mégawatts.  
(2) La part du nucléaire dans la consommation d'énergie au Japon était en 1979 de 4,4 %, c'est-à-dire la même qu'en France. Mais partira-t-elle, le Japon a ralenti son effort, et le Japon fera porter tous ses efforts pendant la prochaine décennie sur la nucléaire, le charbon et le gaz naturel liquéfié.

### LES AMÉRICAINS ONT DEMANDÉ LE REPORT DES NÉGOCIATIONS AVEC L'ALGÉRIE SUR LE PRIX DU GAZ

(De notre correspondant.)

Alger. — Les négociations algéro-américaines qui devaient se dérouler la semaine passée à propos de la vente de gaz naturel liquéfié à la société El Paso ont été reportées au mois de juillet, à la demande de Washington. Ce report serait uniquement dû au calendrier chargé de M. Leslie Goldmann, sous-secrétaire au département américain de l'énergie, qui devait diriger la délégation américaine (le Monde du 31 juin).

Depuis le 1<sup>er</sup> avril les livraisons de gaz à El Paso par la Sonatrach sont suspendues, ce qui a entraîné l'arrêt de installations du complexe GNL I d'Arzew campé pour liquéfier 10 milliards de mètres cubes de gaz-an. En revanche la société Distigas de Boston qui importe actuellement 1,5 milliard de mètres cubes de gaz par an continue à être approvisionnée. Il est vrai qu'elle paie le gaz au tarif de 2,87 dollars le million de B.T.U. et que ce prix devrait passer au 1<sup>er</sup> juillet à 3,25 dollars alors que celui de G.N.L. vendu à El Paso est actuellement fixé à 1,94 dollar, ce que les Algériens trouvent nettement insuffisant. — D. J.

## AFFAIRES

### Les industriels du textile vosgien lancent un cri d'alarme

De notre correspondante

Epinal. — C'est un véritable cri d'alarme que les industriels du textile vosgien ont adressé aux pouvoirs publics, le 21 juin devant la presse. En réalité, il s'agit d'une mise en garde déjà développée par les parlementaires et conseillers généraux du département. Au gouvernement, ils disent : « Nous courons à la catastrophe si vous ne faites pas les efforts de textiles, et notamment de velours et de soieries, en particulier de l'Italie et des États-Unis » (ce dernier cotait 15 % de moins).

Faute de quoi, ils prévoient, pour le rentrée, que 50 % des entreprises textiles du département (vingt-huit mille salariés) seront touchées par le chômage partiel. Quant aux quatre ou cinq sociétés qui commencent en plus de graves difficultés financières, leur avenir paraît pour le moins compromis. Tableau fort noir qui contraste singulièrement avec celui de 1979 qui fut une « bonne année ».

En effet, la conjoncture s'est renversée. La consommation est en baisse de 4 à 5 %, les stocks gonflent et les commandes s'écroulent. M. Georges Favre, président du syndicat textile des Vosges, explique : « On est en

train d'atteindre le point de rupture : même les entreprises les plus performantes auront de graves problèmes à la rentrée 80. Déjà des secteurs sont touchés, ligne de maison, velours, conditionnement. Le drap ne devrait pas tarder à l'être.

L'évolution de l'industrie textile est particulièrement alarmante. En tissage, les ordres notés sont passés de 27 000 tonnes en juillet-août 1979 à 18 000 tonnes en novembre 1979 à 15 000 tonnes en mai 1980, alors que le niveau des importations a progressé de 13 % pour les quatre premiers mois.

En filature, les ordres notés sont passés d'environ 27 000 tonnes en novembre 1979 à 15 000 tonnes en mai 1980, alors que le niveau des importations a progressé de 13 % pour les quatre premiers mois.

M. Fosselet, président du conseil général des Vosges, écrit à M. Giraud, ministre de l'Industrie : « Les pouvoirs publics ont le devoir de prendre les mesures qui permettent à notre industrie textile de se reconvertir et d'assurer le marché, car plus cinq mille emplois sont concernés ». — Y. C.

### LE FESTIVAL DE BIARRITZ

#### Le film d'entreprise emploie un technicien du cinéma sur deux

« Je n'avais jamais vu de film d'entreprise. J'en étais resté au documentaire, image souvent haïssable. J'ai découvert des œuvres authentiques, un souci de création, une recherche formelle, et ainsi s'expliquent M. Philippe Tesson lors de la remise des prix du 23<sup>e</sup> Festival du film d'entreprise, organisé à Biarritz. Bédien (comme il se qualifie lui-même), il n'en était pas moins l'homme choisi cette année pour présider l'ensemble des jurys, lesquels avaient à départager 136 films et 64 diaporamas.

On estime que le film industriel, instrument de promotion dont les grandes entreprises ne peuvent plus guère se passer, représente un chiffre d'affaires annuel de près de 250 millions de francs et qu'il emploie un technicien sur deux de l'industrie cinématographique. Les firmes ne limitent plus sur les moyens financiers et faisant de plus en plus confiance aux professionnels, les meilleurs réalisateurs signent aujourd'hui des séquences de qualité dans un genre qui, il y a peu, était qualifié de purement alimentaire.

Pour s'en tenir à ce seul exemple, la Main de cristal est un petit chef-d'œuvre signé Dick Caryl, qui ne dure que huit minutes, sans aucun commentaire. Grâce à un mine qui joue le rôle de fil conducteur, des images admirables vous convainquent mieux qu'un long discours sur les accidents du travail. L'autre impression qu'on pouvait retirer du Festival de Biar-

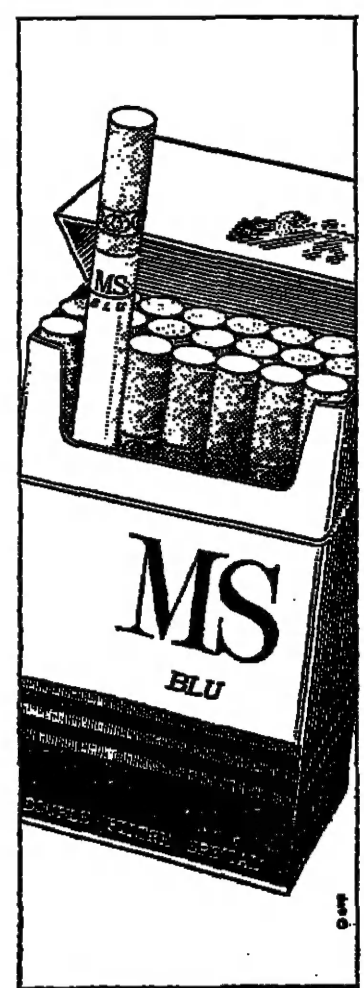
ritz 1980 concerne l'utilisation du son. Le diaporama — d'un coût beaucoup moins élevé que le film — peut être soutenu, désormais, par une bande son en stéréophonie, qui donne aux images fixes le mouvement qui leur manque. Le Triporteur, réalisé par M. Guérin pour le compte de Total — justement récompensé par un Grand Prix — en offre un exemple saisissant (durée : quatorze minutes).

Les Journées des programmes audiovisuels de formation, organisées pour la quatrième année, se distinguent de plus en plus du Festival du film, tant par le style des séquences projetées que par celui des animateurs et des visiteurs.

Quelque quatre-vingt-dix programmes par jour sur l'information et sur la formation dans l'entreprise étaient proposés à Biarritz. Chaque jour, quatre ateliers de travail réunissaient producteurs, réalisateurs et spécialistes de la formation, sur le thème général de l'image et la pédagogie.

D'un point de vue très pragmatique, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.F.P., considère que ces programmes « apportent une contribution précieuse à l'adaptation de l'offre à la demande en matière d'emploi ». Est-il besoin de préciser que certains « éducateurs » placent dans les moyens audiovisuels de formation des espoirs dépassant largement cet objectif.

CLAUDE DUREUX.



## Une langue de plus, ça vaut de l'or.

APPRENEZ-LA CHEZ BERLITZ

Parler, c'est la meilleure façon d'apprendre une langue : c'est le principe Berlitz. La méthode : un dialogue intensif programmé avec des professeurs entraînés. Des résultats prouvés. Des formules de cours adaptées à tous les niveaux et à tous les impératifs.

Choisissez l'heure et le lieu. Avec Berlitz vous parlerez une langue de plus. Et ça vaut de l'or. Appelez dès aujourd'hui.

**BERLITZ**

Paris, Champs-Élysées 720.41.60 / Nation 371.11.34 / Opéra 742.13.39 / Parnasse 633.98.77 / Rue de la Paix 261.64.34  
Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 500.34.38  
Région Parisienne, Boulogne 609.15.10 / La Défense 773.68.16 / Saint-Germain-en-Laye 973.75.00  
Versailles 951.08.70 / Poissy 91.42.44 / Commeny 91.26.36 / L'Île d'Orléans 33.00.72  
Nîmes 85.59.35 / Strasbourg 32.73.30 / Toulouse 62.52.97 / Belgique, Bruxelles 219.02.74 / Liège 23.66.24  
Suisse, Genève 21.52.83 / Lausanne 22.53.04.

LE MONDE  
est chargé par la direction de  
la culture des langues d'annonces  
immédiates  
Vous y trouverez peut-être  
LES BUREAUX  
QUE VOUS RECHERCHÉZ

**TÉLEX PARTAGE**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Avis financiers des sociétés



## ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

- Assurances Générales de France Vie
- Assurances Générales de France I.A.R.T.
- Société Centrale des Assurances Générales de France

Le collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Centrale des Assurances Générales de France et des deux sociétés d'assurances constituant le groupe des A.G.F. s'est réuni le vendredi 27 juin 1980 sous la

présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1979.

#### ● A.G.F. VIE :

Le chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 4,745 millions de francs, en augmentation de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Après distribution aux assurés des participations bénéficiaires qui sont cette année encore en forte augmentation : 386 millions de francs contre 334 millions en 1978 (soit + 15 %), le bénéfice net de l'exercice, y compris les plus-values nettes de cessions de valeurs, atteint 12,3 millions de francs (contre 7 millions en 1978).

Il sera distribué un dividende net aux actions de 10,2 millions de francs, identique à celui de l'exercice précédent, et celui de l'exercice déduit de 1,1 million de francs (contre 2 millions en 1978).

Le dividende net de 10,2 millions de francs sera versé à raison de : — 2,21 millions de francs à la Société Centrale (qui détient 21,67 % de A.G.F.-I.A.R.T.) ; — 7,99 millions de francs à A.G.F. Vie (qui détient 78,33 % de A.G.F.-I.A.R.T.).

#### ● A.G.F.-I.A.R.T. :

Le chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 4,745 millions de francs, en augmentation de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice net de l'exercice, y compris les plus-values nettes de cessions de valeurs, atteint 28,5 millions de francs (contre 25 millions de francs en 1978). Il est à noter que les plus-values nettes sur cessions de valeurs ont été de 54 millions de francs (contre 3 millions en 1978).

Il sera distribué un dividende net aux actions de 10,2 millions de francs, identique à celui de l'exercice précédent, et celui de l'exercice déduit de 1,1 million de francs (contre 2 millions en 1978).

Le dividende net de 10,2 millions de francs sera versé à raison de : — 2,21 millions de francs à la Société Centrale (qui détient 21,67 % de A.G.F.-I.A.R.T.) ; — 7,99 millions de francs à A.G.F. Vie (qui détient 78,33 % de A.G.F.-I.A.R.T.).

#### ● LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES A.G.F.

aura ainsi à répartir à ses actionnaires en 1980 la somme de 33 millions de francs, à laquelle s'ajoutera un avoir fiscal de 18,5 millions de francs pour former un dividende global de 51,5 millions de francs, soit pour chaque action ancienne composant le capital social :

- Dividende : 33 F ;
  - Avoir fiscal : 18,5 F ;
  - Dividende global : 51,5 F.
- (Les actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital actuellement en cours auront droit aux dividendes à répartir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981.)
- Il est rappelé que chaque action A.G.F. Vie a droit :
- En 1977 : un dividende net de 17 F, soit compte tenu de l'avoir fiscal, un dividende global de 35,5 F ;
  - En 1978 : un dividende net de 22,50 F, soit compte tenu de l'avoir fiscal, un dividende global de 35,75 F ;
  - En 1979 : un dividende de 30 F, soit compte tenu de l'avoir fiscal, un dividende global de 45 F.

#### Renseignements généraux sur le groupe des A.G.F.

(Millions de F)	Maladie	207
8.559	Transport (France)	101
8.650	EN ASSURANCES VIE	
	EN ASSURANCES DE REASSURANCE	242
	A L'ÉTRANGER	740
	TOTAL	8.950

Le portefeuille de placements a atteint 17 milliards 546 millions de francs (après réévaluation) et les revenus correspondants se sont élevés à 142,9 millions de francs (en augmentation de 15,7 %).

Les effectifs : environ 12 500 personnes, dont 7 300 pour le personnel administratif et 5 100 producteurs salariés.

#### EXTRAITS DE L'ALLOCATION DU PRÉSIDENT

L'équilibre des résultats, sur un plan général, a été rétabli ces dernières années, et l'exercice 1979 marque, de ce point de vue, une étape nouvelle dans la consolidation de cette situation, bien que, en ce qui concerne la Société Centrale, le risque automobile ait amené cette année des pertes plus importantes que lors des exercices précédents.

Le chiffre d'affaires a progressé en 1979 de façon satisfaisante tant en ce qui concerne la Société Vie que la Société Accidents, mais ce résultat, dans un contexte économique difficile, il est vrai, n'est cependant pas encore à la mesure des ambitions du groupe.

Cette volonté d'expansion, tant en France qu'à l'étranger, conditionnée par l'amélioration des résultats, le groupe va s'efforcer de la concrétiser dans les années qui viennent. Il dispose déjà d'un atout important : le dynamisme de ses divers réseaux commerciaux.

Si l'amélioration des résultats autorise une politique d'expansion, elle a permis par ailleurs, il convient de le souligner, un certain nombre de réalisations :

- Augmentation importante des participations aux bénéfices versés aux assurés Vie ;
- Augmentation régulière et substantielle du dividende ;
- Amélioration des accords d'entreprise en faveur du personnel.

Les efforts importants consentis dans le domaine informatique ont apporté une amélioration de la qualité et de l'efficacité de la gestion. Ils ont ouvert déjà, par ailleurs, d'énormes champs d'action dans le domaine commercial et permettent de mettre en œuvre une politique de décentralisation déjà très avancée.

Dans l'avenir, compte tenu des progrès réalisés, les Assurances Générales de France doivent connaître une expansion commerciale importante, tout en maintenant une progression équilibrée des résultats. Ces objectifs ne seront atteints que grâce à la volonté qui ne manquera pas de mobiliser toutes les forces qui concourent à la prospérité de l'entreprise.

- 1.500 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX.
- ET LES REPRÉSENTANTS DES A.G.F. DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## legrand

- Dividende majoré de 30,4 %.
- 1 gratuite pour 5.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue à Limoges le 22 juin 1980, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979. Toutes les résolutions proposées à l'assemblée ordinaire et à l'assemblée extraordinaire, qui a suivi, ont été adoptées.

### Groupe Legrand

La nouvelle méthode de consolidation adoptée est conforme aux principes généralement admis sur le plan international. Pour permettre une comparaison significative, les comptes 1979 ont été révisés selon les mêmes principes.

Le chiffre d'affaires hors taxes atteint près de 1,5 milliard en augmentation de 19 % sur 1978 (part du groupe) s'élève à 1,11 milliards (+ 44 %), soit 147 F par action, contre 123 F.

Le tableau ci-dessous reprend les principaux chiffres clés consolidés :

	1979 (En millions de francs)	1978 (En millions de francs)	%
Chiffre d'affaires hors taxes	1 489	1 255	+ 19 %
Situation nette	490	401	+ 22 %
Bénéfice net (part du groupe)	111	77	+ 44 %
Amortissements	202	138	+ 51 %
Marge brute d'autofinancement	93	85	+ 43 %

### Legrand S.A.

Le chiffre d'affaires ressort à 1 094 millions de francs (+ 21 %). Le bénéfice d'exploitation ressort à 129,9 millions de francs (+ 36 %).

Le bénéfice net après impôt, après grande réévaluation économique, s'élève à 42,6 millions de francs après déduction : de la provision pour participation des salariés, 9 millions de francs ; de provisions à caractère de réserve, 43 millions de francs.

Les investissements : 133,6 millions de francs représentent 12,2 % du chiffre d'affaires et se répartissent à raison de 55 % en investissements industriels et 45 % en acquisition de participations financières.

Dans son allocation, le Président Jean Vampereux a notamment déclaré que, pour le groupe Legrand, l'année 1979 sera retenue comme une bonne année.

Les performances enregistrées permettent de distribuer un dividende unitaire de 32 F assorti d'un avoir fiscal de 16 F (contre 25,50 F et 14,75 F pour 1978) appliqué à un nombre d'actions augmenté de 30 % et, de surcroît, de répartir une nouvelle action gratuite pour cinq.

L'année 1980 est, en quelque sorte, l'anniversaire de l'introduction de la société en bourse, qui eut lieu en 1970. Depuis cette date, la distribution des dividendes a connu une croissance régulière de 3 % par an en moyenne, politique complétée par des distributions gratuites d'actions, la dernière intervenant le 7 juillet prochain.

L'événement marquant a été la prise d'option sur 80 % des actions d'Arnould-P.A.E. filiale de la C.G.E. qui occupe la deuxième place sur le marché français de l'appareillage d'installations. Cette option a été levée en janvier 1980. Pour assurer

le redressement de Saparel, filiale de Arnould, 80 % des actions ont été cédées à Merlin-Gérin dont l'activité (disjoncteurs de branchement et différentiels) est en synergie étroite avec celle de sa filiale Gerdy-France.

Pour les mêmes raisons, Arnould-P.A.E. va transférer son département installations préfabriquées Normabare à une société nouvelle dont l'indépendance et Legrand sont chacun actionnaires par moitié.

Après ces cessions, le chiffre d'affaires d'Arnould sera de 230 millions. Un retour à l'équilibre du compte d'exploitation est attendu en 1980 et, à partir de 1981, les résultats devraient être bénéficiaires.

Dans le domaine des matériels pour atmosphère explosive, la filiale Martin et Lunel a pris le contrôle majoritaire de Elain et de Fomes (produits de fondrière).

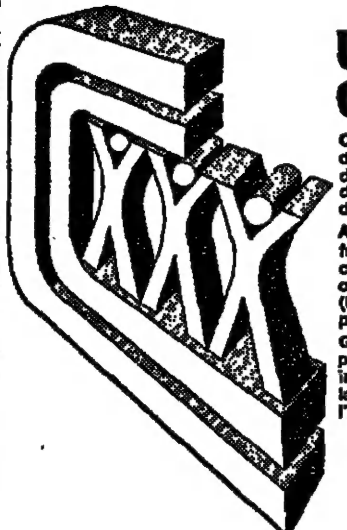
A l'étranger, deux implantations industrielles nouvelles ont été réalisées : l'une en Grande-Bretagne, avec l'achat du département Contour ; l'autre en Autriche, avec la reprise de la filiale M.F.E.-Legrand, de Otto Krupka.

Legrand s'est également engagé à prendre une participation dans le capital d'un petit fabricant spécialisé implanté au Mexique.

Pour l'ensemble de l'année 1980, le taux de croissance de 1979 sera probablement reconduit. A moyen terme, les perspectives restent bonnes.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre éventuellement des obligations convertibles, en francs ou toutes autres devises, dans la limite de 200 millions de francs.

Elle a également approuvé l'extension du plan d'épargne créé en 1978 au profit des salariés.



## LE CREDIT COOPERATIF

Coopératives de production, de transporteurs, de pêche, d'habitation, de consommateurs, de commerçants, d'artisans, de professions libérales.

Associations, comités d'entreprises, collectivités publiques et tous organismes d'équipement social (logement, santé, formation permanente, tourisme et loisirs).

Groupements professionnels professionnels libéraux, commerçants, industriels, artisans qui, par la coopération de crédit, renforcent l'action de leur groupement.

Banquier de l'économie sociale.

Emprunt 14% garanti par l'Etat

300 MILLIONS DE FRANCS

1980

Taux de rendement annuel brut à l'émission : 13,90%



Rapport annuel sur l'exercice : 14 bis, rue de Valenciennes, 75008 Paris tel. 33.20.20

## CHARGEURS RÉUNIS

Les actionnaires réunis le vendredi 27 juin 1980 en assemblée générale ordinaire ont approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1979 et décidé la mise en paiement le 7 juillet prochain d'un dividende de 12,50 F par action ancienne (inchangé par rapport à l'exercice 1978), 6,52 F par action nouvelle et 247,93 F par part de fondateur (252,26 F pour l'exercice 1978). Ces dividendes seront assortis d'un avoir fiscal de 6,25 F par action ancienne, 3,51 F par action nouvelle et 123,96 F par part de fondateur.

M. Jérôme Seydoux, président du conseil d'administration, rend hommage à son prédécesseur, M. Francis C. Fabre, pour l'action qu'il a menée à la tête du groupe depuis 1946 ; il s'est félicité qu'il continue à faire bénéficier la société de son expérience et a affirmé que l'esprit dont il a imprégné les « Chargeurs » inspirerait toujours la vie et l'action du groupe.

Répondant à diverses questions, M. Jérôme Seydoux a indiqué que les transports maritimes du groupement se développent, avec toutefois un espoir de stabilisation, puis d'extension ultérieure.

Le ralentissement mondial de la croissance du trafic aérien se manifeste également à C.R.A. mais les résultats devraient atteindre un niveau satisfaisant.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 27 juin 1980 à l'issue de l'assemblée générale ordinaire a décidé la conversion en actions des 10 000 parts de fondateurs dans la proportion de 30 actions nouvelles pour une part de fondateur, leur résultat du rapport commun établi par MM. Mazars et Raffinens, experts désignés l'un par le conseil d'administration et l'autre par l'assemblée des porteurs de parts de fondateurs, conformément aux dispositions légales.

Il a été, en conséquence, créé 300 000 actions nouvelles au nominal de 150 F. Le capital étant ainsi porté de 335 847 150 F à 365 847 150 F par incorporation directe de primes et réserves.

Ces actions nouvelles portent jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1980 et seront entièrement assimilées aux actions anciennes, après détachement de celles-ci du coupon de l'exercice 1979.

Les porteurs de parts de fondateurs seront informés, en temps utile, par avis sous un format d'économie légale et au B.A.O. de la date à laquelle commenceront les opérations matérielles d'échange de leurs titres contre des actions, dont l'ad-

mission à la cote de la Bourse de Paris va être demandée.

En attendant, les parts de fondateurs, dont chacune représente un droit d'attribution de 20 actions nouvelles continueront à être cotées à la Bourse de Paris.

## INTEROBLIG SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 juin 1980, sous la présidence de M. Jean-Paul Pourcel a approuvé les comptes du premier exercice clos le 31 mars 1980 d'une durée exceptionnelle de huit mois.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative est passée de 5 042,07 F à l'ouverture au public à 4 529,52 F. La veille de l'assemblée, la valeur liquidative et l'actif net ressortaient respectivement à 5 481,92 F et à 280,5 millions de francs.

Le compte de résultats permet la mise en paiement d'un dividende net de 20,43 F, assorti d'un crédit d'impôt de 14,28 F, soit un revenu global de 34,71 F qui, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 mars 1980, assure un rendement de 3,90 % sur une base annuelle proportionnelle.

Le dividende sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1980, contre remise du coupon n° 1 sur guichets des banques domiciliées :

- Société Générale ;
- Société Générale Alsacienne de Banque ;
- Société Centrale de Banque.

Les actionnaires d'Interoblig pour-ront, jusqu'au 30 septembre 1980 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

## ETABLISSEMENTS NICOLAS

L'assemblée générale ordinaire annuelle, réunie le 26 juin 1980 sous la présidence de M. Sartor, a approuvé les résolutions qui lui étaient proposées par le conseil d'administration. Le dividende, mis en paiement le 28 juillet, a été fixé à 15 F ce qui, avec l'impôt déjà versé au trésor, représente un revenu global par action de 22,50 F au lieu de 19 F l'exercice précédent.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de Frédéric Nicolas et a nommé le directeur M. Aimery d'Oléron.



## LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 juin 1980 sous la présidence de M. Pierre Chauvaud, Président Directeur Général, a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions.

Le montant des bénéfices distribués, en augmentation de 20 % sur le précédent, représente 22,50 F par action, assorti de 11,25 F d'avoir fiscal. Ce dividende sera payé le 7 juillet (coupon 34).

L'assemblée a ratifié la cooptation comme administrateur de M. Claude Pierre-Brossollet, Président Directeur Général du Crédit Lyonnais. Elle a également élu administrateur M. Roger Martin.

L'assemblée générale extraordinaire qui avait pour but d'autoriser le conseil d'administration à l'acquisition de la société, dans le cadre de la loi du 27 décembre 1973, à une augmentation de capital réservée au personnel ayant un an de présence à la date du 1<sup>er</sup> mars 1980. Ces actions, au nombre de 200 000, seront attribuées pendant une période de cinq ans sauf les cas prévus par la loi.

Dans ses commentaires, le Président a indiqué qu'environ 30 % du personnel de la société avait opté pour cet achat soit plus de mille personnes, pourcentage nettement plus élevé que celui atteint lors d'exercices précédents menés sous d'autres modalités de cooptation. Cette résolution qui entraîne de plein droit renonciation au droit de souscription normalement réservé aux actionnaires, a été votée à l'unanimité.

## MATRA

L'assemblée générale ordinaire réunie le 26 juin 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1980.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et a décidé la mise en paiement le 7 juillet prochain d'un dividende de 11,25 F par action ancienne (inchangé par rapport à l'exercice 1978), 6,52 F par action nouvelle et 247,93 F par part de fondateur (252,26 F pour l'exercice 1978). Ces dividendes seront assortis d'un avoir fiscal de 6,25 F par action ancienne, 3,51 F par action nouvelle et 123,96 F par part de fondateur.

En vue de sécuriser ces apports évaliés respectivement à 71 602 778 F pour Soler, et 119 597 585 F pour la Compagnie Industrielle et Financière, Matra a décidé de procéder à deux augmentations de capital.

En outre, la même assemblée générale extraordinaire a également décidé de procéder à l'augmentation du capital social, après les apports présentés ci-dessus d'une somme de 88 712 700 F pour le porter à 118 283 600 F par prélèvement sur la réserve de réévaluation. Cette augmentation de capital s'effectuera par l'émission à titre gratuit de 887 127 actions nouvelles de 100 F nominal chacune, soit trois actions nouvelles pour une action ancienne.

## UFIMEG

L'assemblée générale ordinaire d'UFIMEG s'est tenue le 27 juin 1980 sous la présidence de M. Maurice Gétout. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979 qui font ressortir un résultat net après provisions et amortissements de 24 887 049,54 F.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 9 F par action (coupon n° 11 A et B) comprenant une somme de 1,81 F qui, sous réserve de son encaissement avant le 31 décembre 1980, est exonérée de l'impôt sur le revenu.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée a décidé de fixer au 21 juillet 1980 la date de détachement des coupons.

## AMREP

Réunie le 26 juin 1980 sous la présidence de M. André Muller, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui se soldent par un bénéfice net de 31 974 704,14 F contre 24 689 814,2 F au titre de l'exercice 1978, soit une progression de 29,8 %.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 20 F assorti d'un avoir fiscal de 10 F. Un acompte de 10 F ayant été mis en paiement le 12 décembre 1979, le solde, soit 10 F par action, couvrant droit à un avoir fiscal de 5 F sera distribué à partir du 18 juillet 1980 contre remise du coupon n° 35.

Les comptes consolidés du groupe, hors parts des intérêts minoritaires, font ressortir un bénéfice net de 60,46 millions de francs, y compris les nouvelles filiales.

La marge brute d'autofinancement consolidée s'établit à 100,02 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 2 097,6 millions de francs tenant compte des nouvelles filiales. Sans ces dernières, le chiffre d'affaires atteindrait 1 941,2 millions de francs, à comparer à 1 342,2 millions de francs en 1978.

Au cours de son allocation, le président a notamment rappelé la place grandissante prise par l'industrie dans le développement du groupe, permettant ainsi une meilleure adaptation à l'évolution du monde industriel et par conséquent la propre expansion technologique et géographique d'Amrep.

# Solvay en 1979 : consolidation des acquis et percée dans des secteurs d'avenir.

Chiffre d'affaires : 121 milliards de FB

Soit une augmentation de 27%. Les résultats consolidés affichent également de nets progrès : en hausse de 44% par rapport à l'exercice précédent, ils s'établissent à 4,7 milliards de francs.

Etre le premier et le rester : une confirmation apportée par l'exercice 1979

Solvay place 17 de ses produits en tête de la classification européenne de production et de 6 de ceux-ci au sommet de la hiérarchie mondiale. La société continue de renforcer ses positions dans la chimie de base par la recherche de créneaux nouveaux : certaines de ses productions de masse se trouvent encore dans la phase de croissance rapide de leur courbe de vie. En conséquence, d'importantes sommes demeurent consacrées dans ce domaine à des investissements nouveaux et à des extensions, ainsi qu'à des efforts de recherche.

Les nouveaux marchés de croissance

Solvay explore déjà diverses applications de la bio-industrie : l'acquisition des Salsbury Laboratories aux Etats-Unis, un des leaders mondiaux en matière de produits biologiques pour la volaille, a concrétisé en 1979 cette nouvelle orientation.

Cet achat apporte au groupe de fortes compétences en chimie fine. Par ailleurs, l'activité tournée vers la santé humaine s'est internationalisée. Outre le renforcement des exportations des filiales pharmaceutiques françaises et allemandes, ce secteur a progressé dans le monde et le groupe n'en restera pas en deçà. En effet, il n'a pas encore atteint la dimension nécessaire pour garantir, à long terme, la position importante qu'il vise dans l'industrie du médicament. Solvay poursuivra donc ses efforts d'acquisition, de recherche et d'expansion internationale.

La crise énergétique en 1979 a montré que

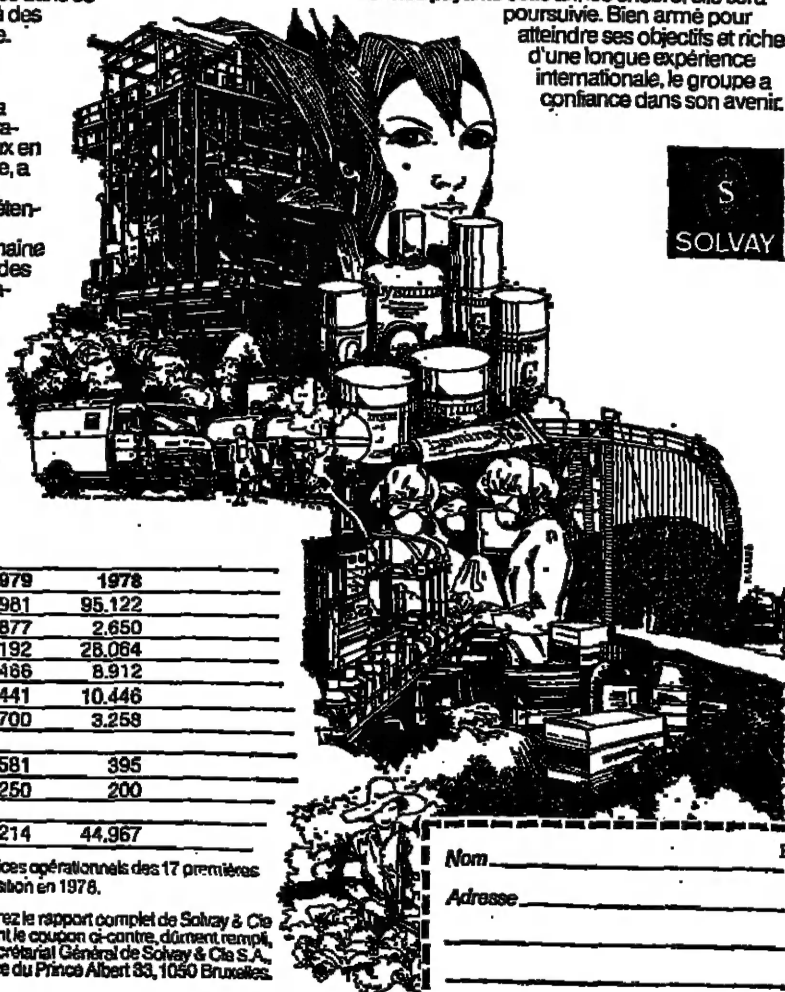
le groupe, par la composition de son portefeuille produits et sa dispersion géographique, était moins vulnérable que d'autres au choc pétrolier. Il n'empêche que la société renforcera encore son intérêt pour la bio-industrie en vue de compenser l'avantage incertain que pèse sur l'évolution du coût des matières premières issues du pétrole.

L'offensive scientifique

Grâce à l'activité de ses 2.300 chercheurs, une série de nouveaux produits et de procédés ont vu le jour en 1979. Certains d'entre eux commencent à être commercialisés avec succès en Europe, aux Etats-Unis et en Amérique du Sud.

La stratégie anti-crise

La politique de diversification des produits et des marchés s'est révélée payante cette année encore : elle sera poursuivie. Bien armé pour atteindre ses objectifs et riche d'une longue expérience internationale, le groupe a confiance dans son avenir.



## Chiffres-clés consolidés

	1979	1978
en millions de FB		
Chiffre d'affaires	120 981	95 122
Frais de recherche	2 877	2 650
Frais de personnel	32 192	28 084
Depenses d'immobilisations	8 458	8 912
Cash flow	13 441	10 446
Bénéfice net	4 700	3 258
en FB par action entièrement libérée		
Bénéfice net	581	395
Dividende net	250	200
Personnel occupé	46 214	44 957

Une étude menée par Eurofinance sur les principaux indices opérationnels des 17 premières sociétés chimiques européennes situées à Solvay en 46 positions en 1978.

Vous recevrez le rapport complet de Solvay & Cie en envoyant le coupon ci-contre, dûment rempli, au Secrétaire Général de Solvay & Cie S.A. Rue du Prince Albert 33, 1050 Bruxelles.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

هكذا من الأصل







